

La Constitution Britannique
devant l'opinion française
de Montesquieu à Bonaparte

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de Paris

PAR

GABRIEL BONNO



PARIS
LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION
5, QUAI MALAQUAIS

—
1931

**La Constitution Britannique
devant l'opinion française
de Montesquieu à Bonaparte**

La Constitution Britannique
devant l'opinion française
de Montesquieu à Bonaparte

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de Paris

PAR

GABRIEL BONNO



PARIS
LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION
5, QUAI MALAQUAIS

—
1931

*La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises dans
les thèses; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs*



Introduction

Par les termes de Constitution britannique on n'entend pas désigner un ensemble codifié de lois organiques définissant la forme du gouvernement et réglant le fonctionnement de ses différents rouages. L'Angleterre, on le sait, ne s'est jamais donné une Charte constitutionnelle de ce genre. Les différents textes rédigés au cours de son histoire, *Magna Charta*, *Petition of rights*, *Bill of rights*, *Act of Establishment*, se présentent plutôt comme la revendication d'anciens droits que comme la déclaration formelle d'un statut nouveau. Il s'agit donc ici des institutions établies qui donnent à l'Angleterre du XVIII^e siècle une organisation politique particulière : limitation des prérogatives royales, partage de l'autorité entre le monarque et le Parlement, composition et attributions respectives de la Chambre des Lords et de la Chambre des Communes, liberté de la presse, jugement par jurés, *habeas corpus*, dispositions de la jurisprudence criminelle destinées à garantir la liberté individuelle des citoyens.

Il n'est pas sans intérêt de rechercher comment cette

organisation, si différente de la monarchie absolue, a été jugée par les Français du XVIII^e siècle. Dans son étude sur *Montesquieu et la tradition politique anglaise en France* (1) M. Dedieu a mené cette enquête jusqu'à la publication de l'*Esprit des Lois*. On se propose ici de la poursuivre pour la période qui sépare les enseignements de Montesquieu de l'avènement de Bonaparte. Par quelles sources d'information les Français ont-ils été alors renseignés sur les institutions d'outre-Manche ? Dans quel esprit y étaient-elles commentées ? Quels motifs expliquent les vicissitudes de l'anglomanie politique ? Si une réponse à ces questions permet de préciser l'attitude observée à l'égard de la Constitution britannique, exemple concret de régime libéral en Europe, il semble qu'elle doive contribuer par là même à montrer comment évolue dans la pensée française, le concept de liberté.

Qu'il me soit permis, au seuil de cette étude, d'exprimer ma reconnaissance à M. Paul Hazard, dont la constante bienveillance et les utiles conseils ont soutenu et guidé mes efforts; à M. Daniel Mornet, qui m'a aimablement communiqué de précieuses indications bibliogra-

(1) Paris, 1909, in-8°.

phiques; à MM. Fernand Baldensperger et Raymond Guyot, qui ont bien voulu s'intéresser à mes recherches et m'aider de leurs suggestions. J'acquitte encore une dette de gratitude en mentionnant ici deux ouvrages qui, tout en traitant de sujets différents, m'ont aidé à orienter mon étude : la lucide synthèse de M. Henri Sée, *L'évolution de la pensée politique en France au XVIII^e siècle* (Paris, 1925), et l'ample travail richement documenté de M. Eliè Carcassonne, *Montesquieu et le problème de la Constitution française au XVIII^e siècle* (Paris, 1927).

CHAPITRE PREMIER

Autour de l'Esprit des Lois

Dans une étude pénétrante sur *L'influence de la philosophie cartésienne dans la littérature française* (1), M. Lanson a signalé comment la démarche intellectuelle de Montesquieu en face des réalités politiques s'apparente à celle de Descartes en face des phénomènes physiques. Les deux esprits montrent la même tendance à rationaliser le réel, à présenter les données de l'expérience au terme d'un processus déductif, qui se développe du simple au composé, de telle sorte que les faits apparaissent comme les conséquences nécessaires de leurs principes. Telle est la méthode qui organise les deux chapitres de *l'Esprit des Lois* relatifs à l'Angleterre. Dégagés des contingences historiques, les différents traits de la Constitution anglaise s'unissent par des rapports logiques et dessinent le type parfait de la liberté politique. Dans la pensée de Montesquieu, celle-ci suppose, comme condition essentielle, la séparation des

(1) *Revue de Métaphysique et de Morale*, 1896, pp. 517 sqq.

trois pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire : « Tout serait perdu si le même homme, ou le même corps des principaux, ou des nobles, ou du peuple, exerçaient ces trois pouvoirs : celui de faire des lois, celui d'exécuter les résolutions publiques, et celui de juger les crimes ou les différends des particuliers » (2). Mais en Angleterre, les magistrats, nommés par le roi, ne peuvent pas être considérés comme les détenteurs d'un pouvoir distinct. L'auteur modifie donc, pour l'adapter aux réalités d'outre-Manche, sa conception des trois pouvoirs : « Des trois puissances dont nous avons parlé, celle de juger est en quelque façon nulle. Il n'en reste que deux, et, comme ils ont besoin d'une puissance réglante pour les tempérer, la partie du corps législatif qui est composée de nobles est très propre à produire cet effet (3) ». Ainsi Montesquieu réussit, après avoir présenté la séparation des trois pouvoirs comme le fondement indispensable de la liberté politique, à rencontrer cet élément essentiel à la base de la Constitution anglaise. Le *veto* réciproque des deux Chambres et la sanction royale apparaissent comme les rouages ingénieux d'un mécanisme par lequel le danger du despotisme se trouve automatiquement écarté : « Le corps législatif y étant composé de deux parties, l'une enchaînera l'autre par sa

(2) *Esprit des Lois*, I, XI, ch. VI, *Œuvres*, édit. Laboulaye, IV, 8.

(3) *Ibid.*, IV, 14.

faculté mutuelle d'empêcher. Toutes les deux seront liées par la puissance exécutive, qui le sera elle-même par la législative (4) ».

L'harmonieuse logique qui préside à la distribution des pouvoirs se retrouve dans l'organisation de chacun d'eux. L'unité de la puissance exécutive répond aux exigences de l'action; l'inviolabilité du monarque est l'obstacle nécessaire aux velléités d'usurpation du corps législatif; les dispositions qui privent théoriquement le roi du droit d'initiative sont une précaution indispensable au maintien de la liberté (5). De solides raisons justifient aussi, avec le système de représentation, les attributions de chacune des deux Chambres. L'étendue de l'état et la médiocre aptitude des foules à délibérer légitiment le principe de la députation; la délégation locale permet aux électeurs un choix éclairé; l'absence de mandat impératif prévient une obstruction fâcheuse; comme ils « sont réputés n'avoir point de volonté propre » (6), les citoyens des classes inférieures se trouvent sans injustice écartés du scrutin. Dans l'organisation de la Chambre haute, l'hérédité de la pairie est la sauvegarde nécessaire des libertés aristocratiques; la limitation du pouvoir des lords en matière de finances empêche l'asser-

(4) *Ibid.*, IV, 20.

(5) *Ibid.*, IV, 15.

(6) *Ibid.*, IV, 13.

vissement du bien public aux intérêts particuliers; la procédure d'*impeachment*, par laquelle les ministres peuvent être jugés, à la requête des Communes, par la Chambre des Pairs, permet de contrôler l'exercice du pouvoir exécutif en sauvegardant à la fois « la dignité du peuple et la sûreté du particulier » (7). Quant à la Chambre des Communes, dont le privilège en matière de subsides a déjà été justifié, la réélection périodique de ses membres est une mesure préventive contre la corruption. Enfin, pour l'ensemble du corps législatif, la convocation régulière de sessions limitées assure au pouvoir exécutif la liberté d'action nécessaire, tout en prévenant le double danger du despotisme et de l'anarchie (8). Tandis que les droits de convocation et de prorogation du monarque empêchent à la fois les dissensions intestines et les abus de pouvoir dans les deux Chambres, le vote annuel des subsides et de la loi militaire prévient les empiètements de l'exécutif. Ainsi, dans l'analyse de Montesquieu, les dispositions essentielles de la Constitution britannique se trouvent justifiées par des raisons logiques, elles apparaissent comme les rouages ingénieusement combinés d'un mécanisme savant qui réalise par l'équilibre des pouvoirs toutes les conditions de la liberté.

(7) *Esprit des Lois*, l. XI, ch. VI, *Œuvres*, édit. Laboulaye, IV, 19.

(8) *Ibid.*, IV, 20, sqq.

Le chapitre XXVII du livre XIX complète cette apologie du gouvernement d'outre-Manche en montrant son heureuse influence sur les mœurs et les diverses manifestations de la vie nationale. Ici encore l'évocation des réalités anglaises se présente sous la forme d'une déduction logique qui les rattache à un commun principe, le caractère libéral des institutions. Ainsi se trouvent à la fois expliqués et justifiés certains aspects des mœurs d'outre-Manche auxquels d'autres observateurs n'avaient pas ménagé les critiques. Les querelles de partis, les agitations populaires, les invectives de l'opposition, contribuent à produire un « bon effet » en tendant « tous les ressorts du gouvernement » et en rendant « les citoyens attentifs » (9). Les mesures d'exception dirigées contre les catholiques n'excluent du bénéfice de la liberté religieuse que ceux-là mêmes qui en nient le principe : « Si, parmi les différentes religions, il y en avait une à l'établissement de laquelle on eût tenté de parvenir par la voie de l'esclavage, elle y serait odieuse, parce que, comme nous jugeons des choses par les liaisons et les accessoires que nous y mettons, celle-ci ne se présenterait jamais à l'esprit avec l'idée de liberté (10) ». D'autre part, Montesquieu représente comme des conséquences plus ou moins directes de la Constitution britannique,

(9) *Esprit des Lois*, l. XIX, ch. XXVII, *Œuvres*, édit. Laboulaye, IV, 345.

(10) *Ibid.*, IV, 352.

la solidité du crédit national, la prospérité économique, la paix religieuse, le respect du mérite personnel, la sincérité dans les relations sociales, la profondeur et l'originalité dans les productions de l'esprit (11).

Ce tableau séduisant d'une Angleterre heureuse, puissante et libre, présente une image singulièrement embellie de la réalité. Montesquieu s'en est rendu compte. Après avoir justifié dans leurs principes les institutions britanniques, il déclare : « Ce n'est point à moi à examiner si les Anglais jouissent actuellement de cette liberté, ou non, il me suffit de dire qu'elle est établie par leurs lois, et je n'en cherche pas davantage (12). » D'ailleurs, les fragments qui nous restent des *Notes sur l'Angleterre* témoignent assez que, pendant son voyage, le spectacle qu'il eut sous les yeux lui inspira plus de répugnance que d'admiration. M. Dedieu explique le contraste entre les *Notes* et l'*Esprit des Lois* par l'évolution intellectuelle de Montesquieu à qui l'étude des philosophes anglais et particulièrement de Locke aurait révélé la vertu des institutions politiques d'outre-Manche. Les rapprochements qu'il institue entre le sixième chapitre du livre XI de l'*Esprit des Lois* et le *Second traité du gouvernement civil* de Locke montrent en effet que certains aspects de

(11) *Esprit des Lois*, l. XIX, ch. XXVII, *Œuvres*, édit. Laboulaye, IV, pp. 353 sqq.

(12) *Ibid.*, IV, 23.

la Constitution britannique sont soulignés et logiquement justifiés par des arguments analogues chez les deux auteurs : par exemple, l'unité du pouvoir exécutif, le droit de convocation et de prorogation du souverain, le privilège des Communes en matière de subsides (13). Il ne nous appartient pas ici de discuter si ces rapprochements permettent de conclure que Montesquieu a emprunté à Locke son interprétation de la Constitution anglaise. La question qui relève du cadre de cette étude est de savoir comment ce tableau séduisant de la monarchie parlementaire anglaise a été accueilli par l'opinion française contemporaine.

On sait quelle a été dès le début la grande vogue de l'*Esprit des Lois*. Imprimé à Genève sans nom d'auteur, au mois de novembre 1748, l'ouvrage arrive bientôt à Paris où nul n'ignore à qui l'attribuer. On l'y reçoit avec enthousiasme. Il se trouve aussi bien sur la toilette des dames et des petits-maîtres, que dans les cabinets des savants (14). Treize éditions paraissent en dix-huit mois (15). Quand le gouvernement prend le parti d'autoriser l'ouvrage en France, toutes les bibliothèques en sont déjà fournies (16). Le livre « fait depuis longtemps le

(13) Cf. Dedieu, *Montesquieu et la tradition politique anglaise en France*, pp. 184-190.

(14) Grimm, *Correspondance*, I, 265.

(15) Carcassonne, *Montesquieu et le problème de la Constitution française au XVIII^e siècle*, p. 106.

(16) Malesherbes, *Mémoire sur la liberté de la presse*, p. 304.

sujet de tous les entretiens », note en 1751 l'abbé de La Porte, hostile à l'auteur (17). En 1767, la grande vogue a passé, mais l'ouvrage n'a pas perdu son crédit (18). Dix éditions se succèdent de 1751 à 1789. Ainsi les observations de Montesquieu sur l'Angleterre bénéficient d'une large diffusion.

L'enthousiasme qui les inspire se heurte à quelques résistances. Une lettre de Jacob Vernet à Montesquieu, datée du 31 janvier 1749, tout en notant le succès de *l'Esprit des Loix* à Paris, signale que « quelques personnes grondent tout de bon... de ce qu'on y donne hautement l'avantage au gouvernement anglais » (19). Plus tard, le P. Castel prétend avoir obligé Montesquieu à convenir que « sur le gouvernement de l'Etat, et celui surtout de l'Eglise, sur la discipline..., il était trop et tout anglican » (20). Véron de Forbonnais, dans son *Extrait de l'Esprit des Loix* (21) insère un chapitre intitulé: *Du Gouvernement d'Angleterre comparé par l'auteur de l'Esprit des Loix au gouvernement de France*. Il y reproche à Montesquieu d'avoir faussé la réalité en représen-

(17) Carcassonne, *op. cit.*, p. 106.

(18) Lettre de Hume au Dr. Blair (1^{er} avril 1767) : « Though the *Esprit des Loix* be considerably sunk in vogue, and will probably still sink farther, it maintains a high reputation and probably will never be totally neglected ». Burton, *Life of Hume*, II, 387.

(19) Montesquieu, *Correspondance*, Ed. Gebelin et Morize, II, 110.

(20) *L'homme moral opposé à l'homme physique de M. R...* Lettre XVII, p. 104. Cité par Carcassonne, *op. cit.*, p. 109.

(21) Publié dans les *Opuscules de M. F...*, pp. 170-225.

tant le gouvernement anglais comme « le plus juste, le plus parfait de tous » (22). Il conteste la valeur du système fondé sur l'équilibre des trois pouvoirs où il ne trouve que « des principes de désunion » (23). La France, qui a connu un régime analogue à la constitution actuelle de l'Angleterre au commencement de la dynastie capétienne, a souffert alors de tous les inconvénients qui naissent des « discordes intestines ». Quant à la liberté britannique, Véron de Forbonnais en nie l'existence : « Personne n'ignore que le Roi est toujours dans le Parlement le Maître des suffrages qu'il achète du plus grand nombre des Députés des Provinces, et qu'ainsi la forme si vantée du gouvernement de cet Etat n'est au fond que spéculative, par la corruption même du Corps Législateur de la Nation » (24). En matière religieuse, la tolérance des Anglais n'existe guère puisque « cette même Religion qu'on soutient leur être si indifférente a été le prétexte dont ils se sont servis pour faire périr un de leurs Rois et chasser l'autre » (25). Même la jurisprudence criminelle d'outre-Manche ne trouve pas grâce aux yeux du critique. Il estime que les jurés ne peuvent pas être assez éclairés pour rendre des verdicts équitables et que le droit de récusation laissé aux accusés est

(22) *Du gouvernement d'Angleterre...*, p. 174.

(23) *Ibid.*, p. 179.

(24) *Ibid.*, p. 185.

(25) *Ibid.*, p. 199.

une mesure trop favorable aux criminels (26). L'abbé de Bonnaire, auteur de *l'Esprit des Loix quintessencié* (27), ne voit qu'un « rébus ingénieux » dans la théorie des trois pouvoirs. Il reproche à Montesquieu de n'avoir « pas assez approfondi la Constitution d'Angleterre » (28) et conteste qu'elle soit la seule propre à sauvegarder la liberté. Dans son *Abrégé de la République de Bodin* (29), le président de Lavie signale dans les chapitres de *l'Esprit des Loix* relatifs aux institutions d'outre-Manche une tendance à « tout justifier, et tout applaudir » (30). Bien qu'il se défende d'être lui-même un adversaire systématique de la Constitution anglaise, Lavie en critique plusieurs dispositions: Le *veto* royal ne devrait pas l'emporter sur la majorité des Chambres, car « ce sera toujours un défaut que la plus petite partie réduise la plus grande à l'inaction » (31); le droit de convoquer, proroger et dissoudre le Parlement laisse aux mains du Roi une arme dangereuse dont un monarque ambitieux pourrait aisément profiter pour rétablir l'absolutisme (32). Malgré

(26) *Ibid.*, p. 190.

(27) S. l., 1751, 2 vol. in-12.

(28) *L'Esprit des Loix quintessencié*, p. 331.

(29) Londres, 1755, 2 vol. in-12.

(30) *Abrégé de la République de Bodin*, p. 321.

(31) *Ibid.*, p. 317.

(32) Lavie remarque que le roi d'Angleterre est « mal désigné par le seul nom de puissance exécutrice » car le droit de guerre et de paix, celui de nommer aux grandes charges civiles, militaires et ecclésiastiques lui confèrent une puissance active et indépendante de la simple exécution des lois. D'autre part, il participe à la puissance législative par la sanction royale, nécessaire pour transformer les *bills* en lois.

l'*habeas corpus* et le vote annuel des subsides, la liberté reste précaire; violée par la pratique des enrôlements forcés, elle semble toujours en danger au peuple qui vit dans un état d'agitation et de mécontentement perpétuels (33). Enfin les députés se laissent acheter parce qu'ils ne sont pas responsables auprès de leurs électeurs: « Si les villes avaient un droit sur leurs députés, si elles étaient dans l'usage de recevoir des accusations, la corruption ne pénétrerait qu'avec beaucoup plus de difficulté. » De Réal, dans sa *Science du gouvernement*, reproche à Montesquieu d'avoir déformé la réalité dans l'*Esprit des Lois* en traçant un tableau idéalisé des institutions britanniques. En approfondissant mieux son sujet, « il aurait trouvé que cette liberté tant vantée n'existe que dans la théorie et est nulle dans la pratique » (34). La monarchie anglaise participe en réalité à tous les inconvénients des gouvernements mixtes (35). L'abbé Raynal ne voit dans la division des pouvoirs qu'un dangereux principe d'anarchie « mille fois plus funeste que le despotisme » et manifeste une répugnance marquée pour la Constitution britannique dans son *Histoire du Parlement d'Angleterre* publiée en 1748 (36).

Ces critiques montrent que l'apologie du parlementa-

(33) *Ibid.*, p. 333.

(34) *Science du gouvernement*, I, 376.

(35) *Ibid.*, I, 329-336.

(36) Cf. A. Feugère, *L'abbé Raynal*, pp. 25 sqq.

risme anglais dans l'*Esprit des Loïs* n'entraîne pas l'adhésion de tous les esprits. On ne saurait pourtant les interpréter comme le signe d'une résistance générale de l'opinion. Les défenseurs de l'absolutisme se plaignent au contraire que les enseignements de Montesquieu n'aient été que trop écoutés. Les rédacteurs du *Journal de Trévoux* déplorent qu'il ait profité de l'effervescence des esprits pour « monter à l'anglicisme » les imaginations françaises (37). Le monarchiste Moreau écrit : « Depuis que M. le Président de Montesquieu a fait du gouvernement anglais le magnifique éloge qui place la Constitution actuelle de cette nation au-dessus de celles de tous les autres Etats de l'Europe, plusieurs de nos publicistes modernes n'ont vu que là cette liberté sociale à laquelle l'homme est appelé (38) ». Voltaire, peu suspect de complaisance pour Montesquieu, reconnaît le succès obtenu par les chapitres de l'*Esprit des Loïs* relatifs à la Constitution britannique : « L'éloge qu'il [Montesquieu] a fait du gouvernement anglais est ce qui a plu davantage en France (39). »

Quand, après 1755, la vogue de l'*Esprit des Loïs* commence à diminuer, la substance des deux chapitres sur l'Angleterre est reprise et répandue dans le public par

(37) *Journal de Trévoux*, juillet 1761.

(38) *Exposition et défense de notre Constitution monarchique*, p. 132.

(39) *Ecrivains français du siècle de Louis XIV*, Œuvres, XIV, 107.

l'Encyclopédie. L'article sur la *Liberté politique* définit l'Angleterre comme la « nation qui a pour objet direct de sa Constitution la liberté politique » (40). L'article *Pairs* exalte dans le jugement par jurés « l'auguste privilège, grâce auquel chaque citoyen se met hors de danger d'être opprimé, quelque grand que soit le crédit de ses ennemis » (41). En traitant du *Parlement d'Angleterre*, de Jaucourt le définit un « sénat souverain, le plus auguste de l'Europe, et dans le pays du monde où l'on a le mieux su se prévaloir de la religion, du commerce et de la liberté » (42). Quelques critiques se glissent dans la description des Communes : de Jaucourt trouve trop réduit le chiffre de quarante députés exigé pour constituer le quantum nécessaire à la tenue d'une séance, il voit dans le droit de dissolution du souverain un dangereux instrument de politique absolutiste (43). Mais il signale l'importance du privilège de la Chambre basse en matière de subsides et reconnaît l'efficacité du régime parlementaire pour « réprimer les attentats de la politique sur la liberté et ménager l'autorité du prince en la modérant » (44).

Peu de temps après la publication de *l'Esprit des Lois*,

(40) *Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*. Neuchâtel, chez Samuel Faulche, IX, 472.

(41) *Ibid*, XI, 766.

(42) *Ibid*, XII, 38.

(43) *Ibid*, XII, 39.

(44) *Ibid.*, XII, 41.

des témoignages d'outre-Manche viennent confirmer les déclarations de Montesquieu. Les *Lettres* de Bolingbroke sur l'esprit de patriotisme, sur l'idée d'un roi patriote et sur les partis, sont traduites de l'anglais en 1750 et, d'après Grimm « font beaucoup de bruit en France » (45). Dans cet ouvrage, l'auteur exprime bien quelques doléances sur l'affaiblissement de l'esprit civique chez ses compatriotes, mais il estime, avec Locke, que la monarchie mixte est la meilleure forme de gouvernement et il félicite le peuple anglais d'avoir été « assez sage et assez heureux pour établir et pour conserver une constitution libre » (46). Le même sentiment apparaît dans les *Discours sur Tacite* de Thomas Gordon, dont trois traductions françaises se succèdent en 1742, 1749 et 1751. Après avoir flétri le despotisme des empereurs romains, il oppose au gouvernement arbitraire, aussi dangereux pour le prince que funeste pour les sujets, le gouvernement libre, réglé par des lois inviolables qui assurent à la fois le bon ordre de l'Etat et la sécurité des citoyens. Telle est, selon Gordon, la monarchie limitée de l'Angleterre, que déjà Commynes signalait comme le pays du monde où les affaires publiques sont le mieux réglées et où le peuple souffre le moins d'oppression : « Nous avons le bonheur de jouir de cette forme de gouvernement dont

(45) Grimm, *Correspondance*, I, 409.

(46) *Lettres sur l'esprit de patriotisme*, p. 117.

Tacite parle comme du plus parfait et du plus difficile à établir; nous avons cet heureux équilibre et ce mélange d'intérêts mutuels qui comprend l'intérêt de chaque particulier (47). »

Ainsi, vers le milieu du XVIII^e siècle, les témoignages anglais que répandent les traductions s'accordent avec les enseignements de Montesquieu pour vanter l'excellence de la Constitution britannique. Aussi beaucoup d'esprits se laissent-ils séduire par le prestige des institutions d'outre-Manche. En 1750, le marquis d'Argenson note dans son *Journal*: « Le vent souffle d'Angleterre depuis quelques années (48). » En 1751, son témoignage se précise : « Il nous souffle d'Angleterre un vent philosophique de gouvernement libre et antimonarchique... Les raisonnements anglais sur la politique et la liberté ont passé la mer et s'adoptent ici : on en devient plus philosophe en toutes matières (49). » Lorsque l'évêque de Montauban, Verthamon de Chavagnac, publie en 1753 un mandement hostile aux principes du gouvernement anglais, il est couvert de brocards (50). De Lavie écrit en 1755: « L'Europ entière admire, et peut-être une partie envie la Constitution de l'Angleterre (51). » En

(47) *Discours sur Tacite*, I, 315.

(48) *Journal*, édit. Rathery, VI, 320.

(49) *Ibid*, VI, 464.

(50) *Ibid.*, VIII, 148.

(51) *Abrégé de la République de Bodin*, I, 308.

1754, les jansénistes font réimprimer la traduction du *Traité sur le gouvernement civil* de Locke. D'Argenson y voit un signe des temps montrant « combien les têtes s'échauffent » (52). Dans l'ouvrage du chevalier d'Arcq, *La Noblesse militaire ou le Patriote français* (53), on trouve un vif éloge du gouvernement anglais « si sagement mêlé du Monarchique et du Républicain » et dans lequel on voit « résulter des opinions qui tendent sans cesse à détruire le pouvoir souverain, et du pouvoir souverain qui tend sans cesse à ramener les diverses opinions à lui seul..., une solidité suffisante pour la conservation de l'Etat, et qui peut-être suffirait à un Etat encore plus étendu » (54). En 1756, le président Rolland, dans sa lettre à l'abbé Velly, transpose la formule anglaise *King in Parliament* pour définir la source de l'autorité législative qui « appartient à la Nation en corps, c'est-à-dire, au Roi dans son Parlement » (55). L'abbé Bertrand Capmartin de Chaupy, auteur des *Observations sur le refus que fait le Chastelet de reconnaître la Chambre royale* (56) accuse les magistrats de ne s'être point préservés « de la contagion apportée de l'Angleterre par nos beaux esprits » et d'avoir « conjuré

(52) *Journal*, VIII, 333.

(53) S. l., 1756, in-12.

(54) *La Noblesse militaire*, p. 27.

(55) *Lettre à l'Abbé Velly*, p. 8. Cité par Carcassonne, *op. cit.*, p. 278.

(56) *En France*, 1754, in-4°.

la perte de l'esprit français pour élever sur ses ruines l'empire de l'esprit anglais » (57). Il reproche même aux Parlementaires français de s'arroger des droits plus étendus que ceux des membres du Parlement britannique (58). Parlant des principes sur lesquels est fondée la monarchie mixte d'Angleterre, il ajoute: « Voilà ce qui est hautement vanté en France (59). »

Ainsi, vers le milieu du XVIII^e siècle, bien qu'ils rencontrent quelques contradicteurs, les commentaires élogieux de l'*Esprit des Lois* sur la Constitution anglaise, largement répandus dans le public, reproduits en partie par l'Encyclopédie, corroborés par des témoignages d'écrivains britanniques, provoquent en France un mouvement général d'admiration pour le régime politique d'outre-Manche qui apparaît alors comme le plus propre à garantir la liberté.

(57) *Observations...*, p. 81.

(58) *Ibid.*, p. 219.

(59) *Ibid.*, p. 196.

CHAPITRE II

A l'époque de la Guerre de Sept Ans

Ces sentiments persistent jusqu'au début de la guerre de Sept ans. En 1756, Targe, traducteur de Smollett, note que, pour un grand nombre d'admirateurs enthousiastes, « l'Angleterre est le seul séjour où l'on soit véritablement homme » (1). Vers la même date, Fougeret de Montbron écrit, dans son *Préservatif contre l'anglomanie* (1757) : « Nous avons maintenant parmi nous un tas de fanatiques atrabilaires qui se feraient mortifier pour les Anglais (2). »

La tension diplomatique, puis la déclaration de guerre qui, en 1756, opposent l'un à l'autre les deux pays n'interrompent pas leurs relations intellectuelles. L'état de guerre n'entraîne pas alors la mobilisation des esprits. Les écrivains d'outre-Manche, poètes, romanciers, philosophes, sont plus que jamais lus, admirés, imités. Mais tandis que l'anglomanie littéraire continue à se dévelop-

(1) Préface à la traduction de l'*Histoire d'Angleterre* de Smollett, p. X.

(2) *Préservatif contre l'anglomanie*, p. 8.

per, l'anglomanie politique subit davantage l'influence des événements. L'illusion qui conduisait naguère à saluer dans les Anglais des champions de la liberté est cruellement démentie. C'est en intransigeants despotes qu'apparaissent maintenant ces rivaux d'outre-Manche qui prétendent s'arroger la maîtrise des mers. Interprètes du sentiment national, Favart, sur le ton badin de la chanson (3), Lefebvre de Beauvray, avec l'accent plus âpre de la satire (4), dénoncent l'impérialisme britannique. D'Argenson traite les Anglais « d'agresseurs, ambitieux, envahisseurs » et leur reproche « leurs actes de perfidie » (5). Le public accueille avec enthousiasme une petite brochure, extrêmement violente qui, sous forme de demandes et de réponses, définit en termes flétrissants la politique de l'Angleterre : c'est le *Petit catéchisme politique des Anglais* (6). On y trouve des définitions dans ce genre :

« D. — Comment définissons-nous la Politique ?

(3) Cf. *Le Mariage par escalade* (1756), scène VII.

(4) *Adresse à la Nation anglaise*, Amsterdam et Paris, 1757. L'auteur interpelle les Anglais en ces termes :

Républicains altiers, vains despotes des Mers,
Conjurant la Tempête et bravant les revers,
Vous n'écoutez donc plus qu'un aveugle courage,
Et vous joignez le crime au plus indigne outrage !
Ainsi donc l'Equité, la Franchise et l'Honneur,
Tout se tait aujourd'hui devant votre fureur !

(5) *Journal*, 17 mai 1756, IX, 273.

(6) Imprimé en août 1756, d'après une note manuscrite de l'exemplaire de la Bibliothèque Nationale.

R. — C'est la science pratique de tout ce qui est injuste et déshonnête.

D. — Qu'est-ce que le Droit de la nature ?

R. — C'est un vieux Code du cœur humain que nous venons de rectifier sur des exemplaires qui ne se trouvent qu'en Barbarie.

D. — Qu'est-ce qu'un Traité ?

R. — C'est la chose du monde dont nous nous soucions le moins.

D. — Qu'est-ce que des amis ?

R. — C'est ce que nous n'aurons jamais. »

Ces sentiments d'hostilité constituent une ambiance favorable au succès de plusieurs ouvrages publiés à cette époque, dans lesquels se trouve plus ou moins vivement critiquée la Constitution britannique.

Des traductions répandent dans le public français les doléances des Anglais eux-mêmes. C'est l'époque où une vague de pessimisme s'étend sur la Grande-Bretagne, démoralisée par l'administration corruptrice de Walpole. Tandis que Chesterfield s'écrie avec amertume : « Nous ne sommes plus une nation », Pitt déplore, chez ses compatriotes, « cet état de mollesse où il suffit de vingt mille hommes pour les faire trembler » (7). Des regrets analogues inspirent un ouvrage qui, après avoir produit

(7) Cf. Lecky, *History of England in the eighteenth century*, I, 468.

une vive impression en Angleterre, est présenté en 1758 au public français par le traducteur Chais, *The estimate of the manners and principles of the times*, de Brown (8). Inspirées surtout par des considérations morales, les critiques de Brown ne forment pas un réquisitoire impitoyable : il reconnaît que la nation a conservé quelques-unes de ses vertus traditionnelles, l'esprit d'humanité et l'esprit de justice. Mais les progrès de l'irréligion, la perversion du sentiment de l'honneur dégénéré en « vanité insensée », le déclin du patriotisme ont provoqué une fâcheuse décadence morale. Quant au régime politique, Brown le représente comme vicié par plusieurs abus. Les candidats au Parlement sont plus soucieux de briguer les suffrages de la multitude que d'étudier les principes de la politique ou les besoins de la nation : « Ils n'apprennent de politique qu'à peu près autant qu'il en faut pour gagner les voix de quelque bourg afin de se faire députer au Parlement » (9). La nation est affaiblie par les luttes intestines des partis. Commentant la réflexion de Montesquieu sur l'utilité des factions dans un Etat libre (10), Brown distingue entre

(8) La traduction française est intitulée : *Mœurs anglaises ou appréciation des mœurs et des principes qui caractérisent la nation britannique*, La Haye, 1758.

(9) *Appréciation des mœurs...*, p. 76.

(10) *Grandeur et décadence des Romains*, ch. IX, *Œuvres*, édit. Laboulaye, II, 192.

(11) *Appréciation des mœurs...*, p. 111.

les discussions profitables dictées par le souci de l'intérêt public et les stériles disputes qui naissent uniquement « des vues d'amour-propre et d'intérêt personnel » (12). L'auteur s'élève aussi contre la corruption électorale (13) et parlementaire (14); il dénonce la cupidité des grands qui utilisent leur crédit dans les élections pour organiser le trafic des mandats de députés (15). Ainsi, dans cet ouvrage, les abus du régime parlementaire d'outre-Manche sont dénoncés avec assez de véhémence pour qu'un critique anglais, Edward Dowden, ait cru pouvoir ranger l'auteur parmi les précurseurs de l'esprit révolutionnaire (16).

Moins âpres sont les observations de Goldsmith, traduites en français par Poivre en 1763, dans *Le Citoyen du Monde ou Lettres d'un philosophe chinois à ses amis d'Orient*. C'est une satire légère des travers de la société anglaise faite sur un ton de bonne humeur. Si l'auteur critique sévèrement le libertinage des Aimables de Londres et la passion du jeu chez les femmes, il se borne à noter avec un sourire l'engouement de la foule pour les courses de chevaux, sa crédulité facilement exploitée par les charlatans et son penchant pour la dive bou-

(12) *Ibid.*, p. 118.

(13) *Ibid.*, p. 126.

(14) *Ibid.*, p. 115.

(15) *Ibid.*, p. 134.

(16) Cf. E. Dowden, *The French revolution and English literature*, p. 17.

teille. Le ton devient plus sévère lorsque l'auteur aborde la politique. Attaché, comme Bolingbroke, à la conception d'une monarchie tutélaire, patronne et protectrice du peuple, Goldsmith nourrit une méfiance hostile à l'égard de l'aristocratie parlementaire. Dans le *Curé de Wakefield*, il parle ironiquement des Etats où « les lois gouvernent les pauvres, et où les riches gouvernent les lois ». Aussi son tableau du régime politique de l'Angleterre est-il assez sombre. Décrivant une scène d'élection, il montre les ripailles du peuple souverain, bassement courtoisé par les candidats, le fanatisme des petites gens embrigadés dans les partis politiques, la vénalité des électeurs donnant leur voix « non pas à l'intégrité et au jugement du candidat, mais à la quantité de rosbif et d'eau-de-vie qu'il leur prodigue » (17). C'est avec ironie qu'il parle des discussions politiques qui encombrent de si nombreuses gazettes : elles n'ont souvent d'autre fondement que des propos de cabaret, des hâbleries de petit-maitre ou des racontars de laquais; ce flot d'insipide bavardage est le résultat le plus clair de la liberté de la presse (18). La multiplicité des lois, la coûteuse lenteur de la justice, le chiffre élevé des impôts (19), démentent la légende de « l'île heureuse », dont la Cons-

(17) *Le citoyen du monde*, III, 199.

(18) *Ibid.*, I, 22 sqq.

(19) *Ibid.*, II, 78.

titution assurerait la félicité du peuple. Ce grand mot de liberté que les Anglais aiment tant à prononcer ne correspond souvent qu'à une illusion (20). Goldsmith ne prétend pourtant pas nier que son pays soit libre, mais selon lui cette liberté ne vient pas de la Constitution, mais de la tolérance du pouvoir (21).

C'est aussi sur les critiques des Anglais eux-mêmes que s'appuie le pamphlétaire Genet pour présenter à l'opinion française le tableau le plus sombre des mœurs et du gouvernement de la Grande-Bretagne. Dans son *Etat politique actuel de l'Angleterre, ou Lettres sur les écrits publics de la nation anglaise*, collection de dix volumes publiés de 1757 à 1759, il reproduit, en les commentant, des passages tirés de pamphlets ou de gazettes d'outre-Manche dans lesquels sont décrites les difficultés extérieures et intérieures de l'Angleterre. Duplicité diplomatique, impérialisme maritime et mercantile, corruption des mœurs, tous ces aspects de la « Carthage moderne » sont dénoncés avec violence. Quant au régime politique anglais, les appréciations de Genet se résument dans cette formule plusieurs fois répétée : « L'Etat est méprisable » (22). Le principe même en est vicieux : « La concurrence de trois pouvoirs diffé-

(20) *Ibid.*, I, 16 sqq.

(21) *Ibid.*, II, 79.

(22) *Etat politique...*, I, 45; IV, 70; V, 178.

rents, au lieu de soutenir la Constitution l'a souvent renversée, chacun s'étant toujours efforcé de s'assurer le droit législatif; et c'est ce qui a donné naissance à ces guerres et à ces catastrophes qui composent presque toute l'histoire anglaise (23). » C'est à tort que l'on vante les vertus d'une monarchie mixte : « La liberté civile doit courir de plus grands risques dans un gouvernement composé que dans un gouvernement simple (24). » Le régime politique anglais rend très difficile l'organisation de la défense nationale : « Il est presque impossible de former en Angleterre une milice qui se concilie avec les prérogatives de la Couronne et avec les droits et les privilèges des peuples (25). » Pour détromper ceux qui croient voir dans la Constitution anglaise une source de félicité publique, Genet compile des extraits de plusieurs gazettes déplorant la misère causée par la cherté des vivres (26); il cite, entre autres articles, un morceau du *Craftsman* qui signale l'épuisement financier du pays (27). Un passage tiré du *London Evening Post*, du 16 octobre 1756, dénonce l'accroissement de la dette publique et l'oppression du peuple écrasé d'impôts (28). La corruption y est flétrie comme le ressort méprisable

(23) *Ibid.*, V, 256.

(24) *Ibid.*, V, 258.

(25) *Ibid.*, III, 149.

(26) *Ibid.*, III, 317.

(27) *Ibid.*, IX, 14.

(28) *Ibid.*, I, 46.

d'un régime « où les candidats qui aspirent aux places achètent, et souvent des deniers du public, les suffrages de ceux qui y nomment, où le ministère achète de son côté ceux qui se sont fait élire, enfin où ces derniers aident le ministère à vider les poches de ceux de qui ils ont acheté leur élection » (29). Cette vénalité est présentée ailleurs comme le symptôme de la décadence nationale : « La corruption est devenue universelle; l'honneur n'est plus qu'une chimère, et les pauvres Anglais marchent à grands pas à leur perte et à leur destruction (30). » Genet signale aussi les dangers qui naissent de la rivalité des partis, dont « la rage se réunit aux désastres qui affligent la Nation pour y entretenir la fermentation la plus dangereuse (31). » Il se plaît à dénoncer dans la presse des matelots « un usage tyrannique et cependant fréquemment pratiqué dans un pays que nombre d'étrangers s'obtiennent à regarder comme celui de tous les Etats du monde, qui jouit d'une plus grande liberté (32). » En fait, d'un bout à l'autre, ce recueil de morceaux choisis du mécontentement d'outre-Manche, oppose à l'image attrayante de l'Angleterre qui brille dans l'*Esprit des Lois*, le tableau des abus et des vices par lesquels la « Carthage moderne » apparaît

(29) *Ibid.*, V, 39.

(30) *Ibid.*, V, 8.

(31) *Ibid.*, I, 310.

(32) *Ibid.*, VIII, 135.

comme vouée dans un proche avenir à un « anéantissement total (33) ».

Dans son *Préservatif contre l'anglomanie*, publié en 1757 (34), Fougeret de Montbron ne se contente pas de critiquer « la cabale anglomane qui voudrait vainement élever Shakespeare au premier rang des auteurs dramatiques (35) » ; il conteste aussi fortement la prétendue supériorité des institutions politiques anglaises. Il reproche au régime parlementaire de compromettre la dignité des grands « obligés de se familiariser et de boire avec les gens de la plus basse condition pour en obtenir les suffrages (36) ». Dans la liberté anglaise il ne voit qu'un nom avantageux donné à une déplorable licence dont témoignent les écarts de langage des libellistes, la confusion des rangs dans les querelles publiques et les avanies infligées aux étrangers (37). Enfin, dans le parlementarisme d'outre-Manche, la stabilité de l'Etat lui paraît compromise par les luttes des partis : « Si l'on considère les troubles qui règnent éternellement dans les deux Chambres, la brigue, la perfidie des membres envers ceux qui les ont élus, les vues d'intérêt et d'agrandissement des uns et des autres, le partage en un mot

(33) *Ibid.*, II, 83.

(34) Réédité en 1762 sous le titre « *L'anti-anglais* ».

(35) *Préservatif contre l'anglomanie*, p. 35.

(36) *Ibid.*, p. 20.

(37) *Ibid.*, p. 42.

de ce fameux Sénat vendu à la Cour ou à la République par des motifs également injustes, toujours couverts du vernis de l'équité, quelle idée, je le demande aux Anglais même, doit-on se former de leur bonheur? (38) »

C'est aussi aux querelles de partis que Basset de la Marelle, premier avocat général au Parlement de Dombes, attribue l'affaiblissement du patriotisme chez les Anglais (39). Il considère que leur ancienne liberté a été complètement détruite par la corruption du Parlement : « Ce Corps n'a plus la force d'élever la voix pour le bien de la Nation contre la volonté du Roi, plus despotique que jamais en Angleterre (40) ».

Ces critiques des pamphlétaires anti-anglais pouvaient, chez un lecteur impartial, exciter une certaine défiance en paraissant subordonnées à une campagne de dénigrement systématique. Mais elles se trouvent confirmées par le témoignage de publications dont les

(38) *Ibid.*, p. 44. Fougeret a aussi traduit en français dès 1743 une *Chronique des rois d'Angleterre écrite selon le style des anciens historiens juifs* par Nathan Ben Saddi, prêtre de la même nation, pastiche rédigé par Dudley, dans lequel est dénoncée la funeste influence de la lutte des partis représentés symboliquement par les deux géants Wiganza et Toribondos (p. 145).

(39) Dans *La différence du patriotisme national chez les Français et chez les Anglais*, discours lu à l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon. Lyon, 1762, in-16.

(40) *La différence du patriotisme...*, p. 60. Dès 1754, Grimm notant dans la Constitution anglaise « une altération bien sensible » écrit : « L'esprit de propriété a étouffé l'esprit public; le prince, les ministres, les membres du Parlement, une partie des citoyens ont leurs intérêts particuliers différents ou contraires à l'intérêt général. La séduction a vendu au ministère ceux qui devraient défendre la nation. » *Correspondance*, II, 153.

auteurs sont plutôt favorables à l'Angleterre. Ainsi, l'auteur anonyme des *Mémoires touchant le gouvernement d'Angleterre* proteste contre les préventions des personnes qui, sur l'autorité du Père d'Orléans, considèrent les Anglais « comme des monstres de sédition (41) ». Il fait un vif éloge de la procédure criminelle anglaise et du *Trial by Jury* (42). Mais il signale les dangers de la corruption parlementaire (43) et déplore la division des partis, cause des « brouilleries et désordres arrivés en Angleterre depuis la Révolution (44) ».

La même attitude apparaît dans les impressions de voyage de M^{me} du Bocage (45). A vrai dire ses huit lettres sur l'Angleterre traitent plutôt des aspects de la vie mondaine que des institutions politiques d'outre-Manche. Le sentiment général qui les inspire est un étonnement admiratif. Si elle refuse aux Anglais le sens artistique (46), elle vante leur hospitalité, leur esprit philosophique et rend même un hommage assez inattendu à leur cuisine. C'est le régime politique qu'elle juge avec le plus de sévérité. Tout en reconnaissant que l'opposition des partis est nécessaire pour la « balance du pou-

(41) *Mémoires...*, p. XX.

(42) *Ibid.*, p. 14.

(43) *Ibid.*, p. 23.

(44) *Ibid.*, p. 34.

(45) Cf. *Recueil des œuvres de M^{me} du Bocage*, Lyon, 1764, tome III.

(46) Elle écrit : « La méthode dans leurs écrits, la bonne architecture, la peinture et la sculpture y sont encore dans l'enfance », p. 43.

voir (47) », elle signale le grave inconvénient qui en résulte : l'esprit de faction qui pousse les Whigs et les Tories à « soutenir alternativement le pour et le contre (48) ». Elle n'est pas moins frappée par un autre abus du régime, la corruption électorale et le trafic des suffrages : « Dans les villes où les élections sont prêtes à se faire, celui qui régale et enivre le mieux quiconque se présente dans les cabarets ouverts à ses dépens, obtient le plus de suffrages pour le candidat qu'il protège (49) ». Cette brigue oblige les grands à s'abaisser devant le peuple. La voyageuse rapporte avec un sentiment de stupeur scandalisée le propos d'une dame de la Cour qui, en lui montrant sa toilette, lui a dit : « S'il prenait fantaisie à un de mes fermiers de déjeuner dessus, pour le gagner il faudrait bien le souffrir (50) ».

Enfin, une condamnation péremptoire de la Constitution britannique se trouve dans le *Contrat Social* de Jean-Jacques Rousseau, publié en 1761. La sévérité avec laquelle l'auteur y parle de la nation anglaise peut surprendre lorsqu'on songe avec quelle sympathie est dessinée la figure de lord Bomston dans la *Nouvelle Héloïse*. Cette apparente contradiction n'est pas inexplicable. Dans le roman, Jean-Jacques, influencé par les traduc-

(47) *Œuvres*, III, 51.

(48) *Ibid.*, III, 52.

(49) *Ibid.*, III, 52.

(50) *Ibid.*, III, 53.

tions de Richardson et surtout par les *Lettres sur les Anglais* de son compatriote Muralt, oppose aux préjugés de caste et à l'humeur frivole de l'aristocratie française le sérieux et l'indépendance du caractère britannique. Mais il ne s'agit là, comme le note M. Schinz (51), que d'une anglomanie passagère et limitée au domaine moral.

Dans l'ordre politique, Rousseau ne témoigne aucune faveur aux institutions d'outre-Manche. S'il en souligne le caractère libéral dans ses *Lettres sur la Montagne* (52) c'est pour les besoins de la polémique. Défendant contre le parti des *négatifs* la thèse des *représentants*, Rousseau ne fait l'éloge du Parlement britannique que pour l'opposer au Petit Conseil de Genève qu'il accuse de tyrannie (53). Mais ses véritables sentiments à l'égard de la Constitution anglaise se rattachent à la répugnance que

(51) A. Schinz, *La pensée de J.-J. Rousseau*, p. 341.

(52) Il déclare que « l'Angleterre est le modèle de la juste balance des pouvoirs respectifs » et signale dans la responsabilité des ministres, la convocation périodique du Parlement et la puissance de l'opinion publique des garanties précieuses de liberté.

(53) L'origine de cette polémique est la condamnation portée contre l'*Emile* par le Conseil de Genève. Prenant la défense de Rousseau, certains de ses compatriotes envoient des représentations au Petit Conseil pour demander que la cause soit déférée au Conseil général: c'est le parti des *représentants*. Les négatifs sont ceux qui soutiennent le droit négatif du Petit Conseil, c'est-à-dire son droit de repousser l'appel au Conseil Général tant qu'une loi n'aura pas déterminé le nombre de réclamations nécessaire pour fonder ce recours. Leur thèse exposée par Tronchin, procureur général du Petit Conseil, dans les *Lettres de la campagne* (1763), a déjà été combattue par d'Ivernois dans sa *Réponse aux lettres écrites de la campagne* (1764), lorsque Rousseau intervient lui-même dans le débat.

lui inspire le régime représentatif. Son goût des solutions radicales ne s'accommode guère des tempéraments de la monarchie mixte. Dans le *Contrat Social*, Rousseau repousse le principe de la séparation des pouvoirs. Il raille « les tours de gobelets des politiques qui divisent la souveraineté en puissance législative et en puissance exécutive (54) ». Le système de la représentation lui apparaît comme un héritage de la féodalité « de cet inique et absurde gouvernement dans lequel l'espèce humaine est dégradée (55) ». Les Anglais, qui croient y trouver le fondement de la liberté politique, sont dupes d'une illusion : « Le peuple anglais pense être libre, il se trompe fort : il ne l'est que durant l'élection des membres du Parlement ; sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien (56) ». Puis, songeant aux abus du régime électoral, Rousseau ajoute : « Dans les courts moments de sa liberté, l'usage qu'il en fait mérite bien qu'il la perde (57) ».

Ainsi la pratique et les principes mêmes de la monarchie parlementaire anglaise se trouvent englobés dans une condamnation laconique et péremptoire. A Montesquieu qui exalte la Constitution britannique comme le modèle

(54) *Du contrat social*, édit. Beaulavon, p. 263.

(55) *Ibid.*, p. 272.

(56) *Ibid.*, p. 271. Dans une lettre à M. Bastide, datée du 16 juin 1760, Rousseau écrit encore : « Les Anglais n'ont pas la liberté dont ils se vantent. »

(57) *Du Contrat Social*, édit. Beaulavon, p. 271.

d'une Constitution libre, Rousseau oppose une conception nouvelle de la liberté politique. Selon la thèse démocratique du *Contrat*, la liberté n'est assurée que par le triomphe de la volonté générale sur les volontés particulières. Elle ne peut exister sous un régime représentatif, que s'il comporte au moins comme correctifs le mandat impératif des députés et le referendum populaire. Ni l'un ni l'autre n'existent en Angleterre. Aussi, dans ses *Considérations sur le gouvernement de la Pologne*, Rousseau raille-t-il « la stupidité de la nation anglaise » qui « après avoir armé ses députés de la suprême puissance, n'y ajoute aucun frein pour régler l'usage qu'ils en pourront faire pendant sept ans entiers (58) ». Rousseau prend donc nettement position contre l'anglomanie politique, mais on ne doit pas s'exagérer l'influence que ses critiques ont exercée sur l'opinion française contemporaine. Interdit par le gouvernement, le *Contrat Social* se répand difficilement en France. « A moins d'aller le chercher en Hollande et de le faire entrer dans sa poche, il n'est pas possible de l'avoir », note Grimm, au mois de juillet 1762 (59). Les libraires et les colporteurs qui essaient de le vendre

(58) *Considérations...*, ch. VII. Dans le même ouvrage, Rousseau critique aussi le système des deux Chambres : « L'invention de cette division par Chambres ou départements est moderne. Les anciens, qui savaient mieux que nous comment se maintient la liberté, ne connurent point cet expédient. » Chap. VII.

(59) *Correspondance*, V, 116.

sont poursuivis (60). Après 1767, la sévérité de la police se relâche beaucoup (61), mais le livre ne dépasse pas un cercle assez étroit de lecteurs. Dans son article sur *Les enseignements des bibliothèques privées* (62), M. Mornet écrit : « Le *Contrat Social* ne se rencontre que dans un seul catalogue (Remond, 1778, sur 500 consultés), avec son seul sous-titre, *Principes de droit politique*. Tous les souvenirs de nos lecteurs sur Rousseau dénoncent la place minime que le *Contrat Social* a tenue, au moins jusqu'aux environs de 1785, dans l'opinion publique... On pourrait démontrer, croyons-nous, que le *Contrat Social* a été découvert par les Conventionnels qui rencontrèrent chez lui l'évangile théorique dont ils avaient besoin. »

Les critiques de Rousseau ne sont donc pas un des facteurs les plus importants dans l'éclipse momentanée de l'anglomanie politique qui correspond en gros à la période de la guerre de Sept ans. Elle s'explique plutôt par l'influence des événements contemporains que par le succès d'une doctrine politique nouvelle. Le spectacle de la crise anglaise oriente l'attention vers les abus du régime politique d'outre-Manche. La corruption parle-

(60) Cf. J.-P. Belin, *Le mouvement philosophique de 1748 à 1789*, p. 160.

(61) Diderot, *Lettre sur le commerce de la Librairie*, p. 62.

(62) *Revue d'histoire littéraire de la France*, 1910, p. 467.

mentaire et l'esprit de parti sont dénoncés comme des symptômes de décadence. Mais bientôt la victoire de l'Angleterre va démentir ces prophéties pessimistes et la Constitution britannique va retrouver en France, dans les dernières années du règne de Louis XV, l'hommage de nombreux admirateurs.

CHAPITRE III

De la paix de Paris à la guerre d'Amérique

Des deux côtés de la Manche la guerre de Sept ans se termine au milieu d'une lassitude générale. Chaque pays attend impatiemment la fin des hostilités. Sitôt la paix conclue, les relations ne tardent pas à se renouer entre les sociétés de Paris et de Londres. Malgré sa défaite, la nation française ne témoigne pas de rancune à son heureuse rivale. L'auteur de la *Lettre sur la Paix*, à M. le Comte de *** (1) se plaît à rendre hommage aux qualités d'un peuple « qui, avec peu de forces s'est procuré de grandes ressources; qui, resserré par la nature, a su s'étendre par son courage; et qui, regardant avec fierté les Etats les plus puissants, s'est élevé au-dessus d'eux et a dit : « C'est à moi qu'il appartient aujourd'hui de faire de grandes choses (2) ». Avec plus de chaleur encore, entraîné par un enthousiasme qui peut

(1) Lyon, 1763, in-8°.

(2) *Lettre sur la paix*, p. 13.

sembler intempestif, Peyraud de Beaussol publie un *Poème aux Anglais à l'occasion de la paix universelle* (3), dont le thème est un panégyrique de l'ennemi victorieux :

« Antiques ennemis d'un peuple qui vous aime,
Intrépides Anglais, célébrés par nous-mêmes,

.....

Oui, c'est vous qu'un Français veut chanter dans ces
[vers (4). »

Un esprit d'apaisement et d'impartialité inspire la pièce de Favart, *L'Anglais à Bordeaux*, qui porte d'abord ce titre significatif, *L'Antipathie vaincue*. La comédie se termine par un appel à l'union et la bonne entente entre les deux nations dignes d'une amitié réciproque :

« Le courage et l'honneur rapprochent les pays;
Et deux peuples égaux en vertus, en lumières,
De leurs divisions renversent les barrières
Pour demeurer à jamais amis (5). »

Ces tendances ne choquent point l'opinion commune. Peu favorable à l'auteur, Grimm doit reconnaître que la comédie de Favart obtient « un prodigieux succès » dès les premières représentations du mois de mars 1763 et conserve, lorsqu'elle est reprise en juillet, la faveur

(3) Paris, 1763, in-8°.

(4) Cité dans le *Journal encyclopédique*, 15 mars 1763.

(5) Favart, *L'Anglais à Bordeaux*, p. 39.

du public (6). En rendant compte de la pièce, le *Journal encyclopédique* félicite l'auteur d'y avoir présenté les Anglais « comme un peuple grand, généreux, qui cherche à faire assaut de talents et de vertus avec les Français (7) ». Quelques années plus tard, c'est dans le dessein « d'infuser l'esprit de paix, en montrant l'absurdité et inutilité de la guerre » que l'érudit Gabriel Gailard entreprend d'écrire son *Histoire de la rivalité de la France et de l'Angleterre* (8). Il veut prouver aux deux nations que leurs guerres n'ont servi qu'à les rendre également malheureuses et que chaque adversaire n'a dû ses succès qu'aux divisions et aux fautes de l'autre. La conclusion de l'ouvrage évoque le mot de lord Hartley à Ménager et à l'abbé Gautier, plénipotentiaires français aux conférences de Londres en 1771 : « *Ex duabus igitur gentibus faciamus unam gentem amicissimam* ».

Dans cette atmosphère d'entente cordiale, le prestige de l'Angleterre exerce sur l'opinion française une force de séduction dont les contemporains ont porté témoignage. Gibbon écrit dans ses *Mémoires* : « A la fin d'une guerre victorieuse, le nom anglais était respecté sur le continent : *clarum et venerabile nomen gentibus*. Nos opinions, nos modes, et jusqu'à nos jeux étaient adoptés

(6) Grimm, *Correspondance*, V, 254, 331.

(7) *Journal encyclopédique*, 15 mars 1763.

(8) Paris, 1771-1777, 11 vol. in-12.

en France; un rayon de la gloire nationale auréolait chaque particulier; tout Anglais passait pour un patriote et un philosophe né (9). » Horace Walpole déplore que l'imitation de l'Angleterre prive la France de son charme naturel : « Pourquoi les Français ont-ils quitté les agréables façons qui leur étaient propres pour prendre ce qu'il y avait de pire dans les nôtres ? (10) » Hardy note dans les *Mémoires de Charlemont* : « La liberté de pensée et les robes d'Angleterre sont également à la mode ; l'anglomanie est le ton du pays (1) ». En raison de leur origine, ces témoignages peuvent sembler suspects d'exagération complaisante. Mais les déclarations des observateurs français ne sont pas moins catégoriques. Damiens de Gomicourt signale qu'après la paix de 1763 « il n'y eut plus à Paris d'autre émulation que celle d'imiter les Anglais jusques dans les plus petites choses (12) ». L'auteur anonyme des *Nuits anglaises* (13) affirme dans sa Préface, qu'il n'est point taché de « ce vice à la mode que nos Elegans appellent l'Anglo-manie ». Le traducteur des *Dialogues sur les mœurs des Anglais* (14), signale un engouement immodéré des choses anglaises parmi ceux qu'il appelle « nos

(9) Gibbon, *Autobiography*, p. 200.

(10) H. Walpole, *Letters*, VI, 288.

(11) Hardy, *Memoirs of Charlemont*, I, 233.

(12) *L'observateur français à Londres*, I, 11.

(13) Paris, 1770, 4 vol. in-12.

(14) Paris, 1765, in-8°.

enthousiastes anglais ». Enfin les adversaires déclarés de ce mouvement s'accordent pour en dénoncer l'importance. Dans son *Dictionnaire social et patriotique*, Lefebvre de Beauvray se plaint d'entendre chaque jour bourdonner à ses oreilles « un essaim de Français anglo-manes, admirateurs outrés et panégyristes éternels des peuples de la Grande-Bretagne (15) ». Linguet, dans ses *Annales*, après avoir évoqué les grandes causes d'ordre intellectuel, politique et économique qui ont fait rayonner sur le continent le prestige de la Grande-Bretagne, définit ainsi l'idée que ses compatriotes se forment de l'Anglais moyen : « un homme opulent, éclairé, généreux, brave et libre (16) ». C'est pour signaler cet engouement comme un travers marqué de la génération contemporaine que Saurin, remaniant en 1772, son *Orpheline léguée* donne pour titre à la nouvelle version de sa pièce : *L'Anglomanie*.

Ce terme général désigne, en vérité des choses fort diverses. L'adoption par les hommes du frac, de la grande cravate et de la perruque ronde; celle du chapeau de paille et du grand tablier par les femmes; la place faite au rosbif et au pudding dans les menus; la vogue des courses de chevaux et des paris, toutes ces habitudes importées d'outre-Manche n'intéressent guère

(15) Lefebvre de Beauvray, *Dictionnaire social et patriotique*, p. 24.

(16) *Annales*, I, 75.

que l'histoire anecdotique des mœurs. Mais Voltaire se laisse emporter par sa verve satirique quand, en 1765, il affirme que l'anglomanie de ses compatriotes se limite à la « fureur de travestir en modes ridicules quelques usages utiles, de transformer un déshabillé commode en un vêtement malpropre et de saisir jusqu'à des jeux nationaux pour y mettre des grimaces à la place de la gravité (17) ».

L'admiration de l'Angleterre se manifeste aussi sous des aspects plus sérieux. Dès 1756, les *Affiches de Province* signalent que « tout le monde veut traduire ou du moins entendre l'anglais (18) ». Linguet écrit dans ses *Annales* : « La traduction des ouvrages anglais, même médiocres, fait chez nous le plus grand bruit (19) ». Un article du *Journal Encyclopédique* confirme ce témoignage : « La nation anglaise est si intéressante pour nous que presque tous les ouvrages qui ont pour objet de nous la faire connaître ont été reçus avec empressement (20) ». L'enquête, si riche d'enseignements, instituée par M. Mornet sur le contenu des bibliothèques privées montre quelle place importante occupent les choses d'Angleterre dans les curiosités du public français entre 1750 et 1780. Parmi les nombreux ouvrages historiques

(17) Voltaire, *Œuvres*, édit. Moland, XXV, 219.

(18) *Affiches de province*, I, 22.

(19) Linguet, *Annales*, I, 262.

(20) *Journal encyclopédique*, 1^{er} décembre 1771.

que signalent les catalogues de 500 bibliothèques, c'est l'histoire d'Angleterre qui tient la première place après l'histoire de France. La traduction du *Spectator*, d'Addison, figure parmi les œuvres les plus répandues : elle se classe au cinquième rang dans les statistiques de M. Mornet avec le chiffre 204 contre 288 pour le *Dictionnaire* de Bayle qui vient en tête. *L'Essai sur l'entendement humain*, de Locke, vient immédiatement après le *Siècle de Louis XIV* (156 contre 161). *Les Lettres sur les Anglais*, de l'abbé Leblanc, tiennent un rang honorable, le dix-neuvième avec 96 exemplaires. La vogue du roman anglais est nettement attestée par ce fait qu'entre 1740 et 1760, les 9 romans, traduits ou adaptés de l'anglais, les plus répandus, donnent un total de 440 exemplaires, supérieur au chiffre correspondant (369) pour les 9 romans français les plus en faveur. On peut aussi juger du progrès de la langue anglaise en notant que, dans la période qui va de 1760 à 1779, sur 904 ouvrages de poètes anglais figurant dans 148 bibliothèques, 469 sont dans la langue originale (21).

Dans ce mouvement général de curiosité admirative orientée vers l'Angleterre, sous quel aspect apparaissent les institutions d'outre-Manche ? Pour le déterminer avec quelque précision, il faut passer en revue les diffé-

(21) Cf. D. Mornet, *Les enseignements des bibliothèques privées* (1750-1780), dans la *Revue d'histoire littéraire de la France*, 1910.

rentes sources d'information par lesquelles le public français est renseigné à cette époque sur la Constitution britannique.

C'est d'abord la tradition orale, dont le caractère élu-sif, ne doit pas faire méconnaître l'importance (22). Aussitôt après la signature de la paix beaucoup d'Anglais franchissent le détroit. En 1765. Horace Walpole note qu'ils arrivent à Paris en troupeaux, *in droves* (23). Parmi ces voyageurs ne figurent pas seulement les touristes de comédie blasés, bougons ou enragés collection-neurs dont Voltaire a tracé plaisamment la silhouette dans la *Pucelle* (24). Paris reçoit à cette époque, non seulement des écrivains connus comme Sterne, Gibbon et Hume, mais aussi plusieurs leaders du parlementa-risme britannique : Sir John Sinclair, le duc de Rich-mond, Barré, Burke, Fox, Shelburne, Wilkes. Tous sont accueillis et fêtés par les salons. Sterne est reçu chez d'Holbach où il se lie avec l'enthousiaste Diderot (25). Déjà connu par son *Essai sur l'étude de la littérature*, muni de lettres de recommandation par le duc de Niver-nais, Lady Hervey, les Mallets, Horace Walpole, Gibbon est partout bien accueilli. Il fréquente assidument chez

(22) Nous utilisons sur ce point plusieurs indications fournies par l'ouvrage de C. H. Lockett, *The relations of French and English society* (1763-1793), Londres, 1920, in-8°.

(23) *Letters*, 15 novembre 1765.

(24) Chant VIII.

(25) Fitzgerald, *Life of Sterne*, I, 130 sqq.

M^{me} Geoffrin, M^{me} du Boccage, Helvétius, d'Holbach (26). Il est en relations avec d'Alembert, Diderot, Raynal, Duclos, Suard. Pendant un autre séjour à Paris, dans l'été de 1777, il rencontre dans le salon des Necker l'élite de la société parisienne (27). Quant à Hume, il écrit lui-même dans son autobiographie au sujet de la réception qui lui a été faite en France : « Ceux qui n'ont jamais connu les étranges effets de la mode pourront difficilement concevoir l'accueil que je reçus à Paris des hommes et des femmes de tous les rangs et de tous les états (28) ». Présenté à Versailles où les deux fils aînés du Dauphin lui font un gracieux compliment, il est entouré d'attentions flatteuses par la Marquise de Pompadour et la Duchesse de Choiseul. Dans les salons parisiens, chez M^{me} Geoffrin, chez M^{me} du Boccage, on lui fait fête. Il entretient des relations cordiales avec d'Alembert, Buffon, Marmontel, Diderot, Duclos, Helvétius (29).

Ambassadeur extraordinaire à Paris en 1765-66, le duc de Richmond revient encore après sa mission faire de fréquents séjours en France où il possède des domaines et il est bien connu à la Cour. Sir John Sinclair, membre du Parlement, versé dans les matières économiques et politiques, se félicite dans ses *Mémoires* de l'excellent

(26) Gibbon, *Autobiography*, p. 203.

(27) *Ibid.*, p. 314.

(28) Hume, *Vie*, traduction Suard, p. 29.

(29) Burton, *Life of Hume*, I, 181 sqq.

accueil qu'il a reçu à Paris (30). Barré, qui sera plus tard un énergique défenseur de la cause américaine, fréquente chez Helvétius et chez d'Holbach en 1771. Lorsqu'il quitte la capitale, il emporte avec lui « l'estime et les regrets de tous ceux qui l'ont approché (31). Burke vient en France en 1773. L'accueil qu'il y reçoit autorise M^{me} du Deffand à écrire: « Il partira satisfait de notre nation (32) ». En 1776, Fox visite Necker et M^{me} Geoffrin (33), il fréquente le duc de Lauzun et le duc de Chartres (34). Shelburne séjourne à Paris en 1771. Il est reçu chez M^{me} Geoffrin, M^{me} du Deffand, Helvétius et l'intendant des finances Trudaine. Il produit une vive impression sur M^{lle} de Lespinasse et se lie d'amitié avec M^{me} de Boufflers. Il entretient des relations avec Malesherbes, Turgot et surtout Morellet, qui le convertit au libéralisme économique. Après ce premier séjour, il revient presque chaque année en France jusqu'à la guerre et fréquente assidûment le « café de l'Europe », chez d'Holbach (35). En 1789, sa popularité est

(30) Sinclair, *The correspondance of sir John Sinclair with reminiscences*, II, 92.

(31) Morellet, *Lettres à Lord Shelburne*, p. 6.

(32) Burke a dit lui-même l'accueil qu'il a reçu en France dans sa Préface aux *Observations sur la conduite de la minorité*.

(33) Dans sa jeunesse, après avoir quitté Oxford en 1766, il voyage sur le Continent, visite Voltaire à Ferney et s'amuse à Paris. Mais à cette époque il ne songe guère à la politique; dans sa correspondance il ne s'agit que de spectacles, soupers et liaisons.

(34) Fox, *Correspondence*, I, 169.

(35) Fitzmaurice, *Life of Shelburne*, II, 234 sqq.

demeurée si grande dans les salons parisiens que Payne écrit à Washington : « Je crois qu'il ferait un bon ministre pour l'Angleterre en vue d'un meilleur accord avec la France (36) ». Enfin, le célèbre agitateur et pamphlétaire Wilkes entretient des relations suivies avec la société parisienne. Pendant son séjour en France, en 1764, il est accueilli à bras ouverts par d'Holbach qui a été son condisciple à Leyde et rencontre chez lui Diderot, d'Alembert, Helvétius. Il plaît beaucoup à Diderot, qui après son retour en Angleterre lui adresse plusieurs lettres pour lui recommander des amis et pour le féliciter de son activité politique (37). Il est lié aussi avec J.-B. Suard et le Comte de Lauraguais (38). Il écrit, au mois de janvier 1764, à l'un de ses amis : « Je ne saurais vous exprimer à quel point je suis courtié ici, et combien le *Breton du Nord* plaît à nos ennemis invétérés (39). » En 1765, il va rendre visite, en compagnie de son ami lord Abingdon, au patriarche de Ferney qui lui fait un excellent accueil et lui prodigue les compliments. Après son retour en Angleterre il reste en relations avec ses amis français qui, en 1772, escomptent sa nomination de lord-maire à Londres (40).

(36) Jefferson, *Memoirs, Correspondence and Private papers*, II, 467.

(37) Cf. Mss. du fond Wilkes au British Museum, tome X, ff. 81, 83, 85, 87.

(38) Bleackley, *Life of Wilkes*, p. 155.

(39) *Correspondance*, publiée par Almon, III, 15.

(40) Cf. Morellet, *Lettres à lord Shelburne*, p. 12. Ses amis français suivent avec une attention sympathique son activité politique

Dans quelle mesure les relations entretenues avec ces visiteurs anglais ont-elles contribué à faire connaître et apprécier en France la Constitution britannique ? Il est difficile de le déterminer d'une manière précise. « Verba volant. » Beaucoup des conversations échangées n'ont laissé aucune trace. Plusieurs indices, néanmoins, témoignent que ce contact direct de la société parisienne avec ses hôtes d'outre-Manche n'a pas été sans développer parmi les sujets de Louis XV le prestige des institutions britanniques. On sait quelle place importante tient la politique dans la conversation des salons à cette époque. Le temps n'est plus au badinage et à la galanterie. Des préoccupations plus graves sollicitent les esprits. Horace Walpole le constate avec regret dans une de ses lettres : « Les Français, dit-il, sont devenus si philosophes, si géomètres, si moraux que ce n'était vraiment pas la peine de passer le détroit pour chercher l'ennui... Le rire ici est passé de mode comme les pantins et les bilboquets. Bonnes gens ! ils n'ont pas le temps de rire. Ne faut-il pas renverser d'abord Dieu et le Roi ? Hommes et femmes travaillent avec ardeur à cette œuvre de destruction (41) ». Dans ces conversations sérieuses, ani-

en Angleterre. Le 26 mai 1768, d'Alembert écrit à Voltaire : « Que dites-vous du train que fait Wilkes en Angleterre ? Il me semble que le despotisme n'a pas plus beau jeu dans ce pays là que la superstition. » Cf. Voltaire, *Œuvres*, XLVI, 50.

(41) *Letters*, éditées par Mrs Paget Toynbee, VIII, 81.

mées par un esprit critique s'exerçant sur toutes les institutions établies, les échanges d'idées avec les visiteurs anglais ne peuvent manquer de trouver une place. Diderot écrivant à M^{lle} Volland, le 20 septembre 1765, lui rappelle « toute la philosophie et toute la politique dont on a parlé chez d'Holbach avec des Anglais (42) ». Garat écrit qu'entre Wilkes et Suard, la conversation tournait le plus souvent vers ces matières politiques qui avaient rendu le journaliste anglais célèbre (43) ». Le prince de Croy fait allusion dans son *Journal* aux considérations politiques échangées avec les Anglais de passage à Paris sur le gouvernement des deux nations (44). Walpole signale dans ses *Mémoires* que pendant son séjour en France il discutait souvent avec ses amis du Parlement les meilleurs moyens de réussir dans leur opposition à la Couronne (45). Que l'impression, résultant de ces entretiens, ait été celle de la supériorité des institutions politiques anglaises, c'est ce qui semble hors de doute si l'on songe qu'à cette époque le mécontentement règne en France et qu'au reste les Anglais sont naturellement enclins à vanter l'excellence de leur Constitution. Cette habitude britannique est raillée par Hurd dans ses *Dialogues sur l'utilité des voyages dans les*

(42) Diderot, *Lettres à M^{lle} Volland*, Œuvres, XIX, 181.

(43) Garat, *Mémoires*, I, 92.

(44) *Journal inédit*, II, 467.

(45) Walpole, *Memoirs of the Reign of George III*, II, 175.

pays étrangers où Shaftesbury représente ses compatriotes comme toujours disposés à soutenir que « l'Angleterre est pour tous ses habitants sans nulle exception un pays de liberté, de délices et de magnificence (46) ». Elle est souvent signalée par les journalistes contemporains : « Les Anglais, dit le *Journal historique et politique de l'Europe*, sont accoutumés à vanter avec transport leur gouvernement chez les étrangers (47) ». « Ils n'en parlent qu'avec un excès d'ivresse et l'enthousiasme le plus exalté. Ils se donnent pour le peuple le plus libre, pour le seul peuple véritablement libre de l'univers », note avec quelque ironie le *Journal Encyclopédique* (48). Gibbon rapporte qu'il se fit ainsi à deux reprises le champion de la Constitution anglaise en discutant avec Mably, une première fois chez une grande dame janséniste, la comtesse de Froulay, et à nouveau dans une soirée chez M. de Foncemagne (49). Quant à la nature des comparaisons que les nobles français pouvaient établir entre leur anéantissement politique et le rôle brillant joué au Parlement par les membres de l'aristocratie anglaise, on en jugera d'après une lettre de M^{lle} de Lespinasse, datée du 7 novembre 1774 : « Comment n'être pas désolé d'être né dans un gouvernement comme celui-ci ? Pour moi, faible et malheu-

(46) *Dialogues sur l'utilité des voyages*, p. 12.

(47) *Journal historique et politique de l'Europe*, septembre 1764.

(48) *Journal encyclopédique*, février 1766.

(49) Gibbon, *Autobiography*, p. 314.

reuse créature que je suis, si j'avais à naître, j'aimerais mieux être le dernier membre de la Chambre des Communes que d'être même le roi de Prusse; il n'y a que la gloire de Voltaire qui pourrait me consoler de ne pas être né Anglais (50). »

A l'impression produite par le commerce des Anglais séjournant à Paris s'ajoutent les observations enregistrées par les Français qui passent la Manche. Ils sont nombreux, dans cette seconde moitié du XVIII^e siècle où le voyage d'Angleterre apparaît comme une expérience indispensable pour les esprits cultivés. Un discours de l'abbé Gros de Besplas, *De l'utilité des voyages relativement aux sciences et aux mœurs* (51), énumère complaisamment les avantages intellectuels et moraux qui y sont attachés. Horace Walpole observe, avec une nuance de mauvaise humeur, dans ses *Mémoires*: « Les Français, sous le couvert d'une prétendue curiosité devenue chez eux à la mode vinrent ici, pour la première fois [après la paix de 1763] en nombre considérable (52) ».

Sans affirmer, comme Buckle, que dans les deux générations qui précèdent le début de la Révolution, il n'y a presque pas un Français de marque qui n'ait passé le détroit (53), on peut dire qu'à partir de 1763 les voya-

(50) M^{lle} de Lespinasse, *Lettres*, édit. Asse, p. 151.

(51) Paris, 1763, in-8°.

(52) *Memoirs of the reign of George III*, édit. Le Marchant, III, 77.

(53) *Histoire de la civilisation en Angleterre*, I. II, ch. VIII

geurs à destination d'outre-Manche se font de plus en plus nombreux. Dans leurs rangs figurent des gens du monde : du Châtelet, de Liancourt, de Lisle, de Caraman, de Villegagnon, de La Vaupelière, M^{me} de Boufflers que Sainte-Beuve salue comme « la première grande dame de la société qui alla inaugurer en personne ce goût de l'Angleterre et de sa Constitution, de ses usages et de ses modes, qui devint bientôt une manie chez plusieurs, mais qui chez elle n'était encore qu'une curiosité éclairée (54) ». On y trouve aussi des savants : au mois de juin 1763, La Condamine, Camus et Lalande, membres de l'Académie royale des sciences de Paris et de la Société royale de Londres sont présentés au roi d'Angleterre. Buffon, de Lisle, Jussieu, Nollet, Valmon de Bomare franchissent le détroit. Bréquigny est chargé par le Duc de Praslin, ministre des Affaires étrangères, d'aller faire à Londres le dépouillements des actes et documents qui peuvent intéresser la France. Philosophes et gens de lettres ne sont pas moins empressés : Duclos séjourne en Angleterre d'avril à juillet 1763; il y visite Horace Walpole et obtient une audience du roi et de la reine qui le reçoivent très amicalement (55). Helvétius passe la Manche en 1764 et d'Holbach en 1765. En 1768,

(54) Sainte-Beuve, *Nouveaux lundis*, IV, 161.

(55) Duclos, *Voyage en Italie*, II, 673.

Chastellux est à Londres, où il arrive « tout à propos pour crier aussy *Wilkes and liberty* » (55 bis).

Evidemment, il serait téméraire d'affirmer que tous ces visiteurs ont observé attentivement les institutions politiques anglaises et de prétendre déterminer dans quelle mesure ils en ont senti le mérite. On peut du moins enregistrer le témoignage de ceux qui ont dans leurs correspondances ou leurs mémoires formulé leurs impressions d'outre-Manche.

Au baron d'Holbach, deux mois de séjour en Angleterre, en 1765, ne laissent qu'une immense déception. Il revient mécontent de tout : le goût anglais lui semble détestable; l'insolence des petites gens, la hauteur dédaigneuse des grands lui font amèrement regretter la sociabilité française. Sa mauvaise humeur n'épargne que les institutions politiques; tout au moins le silence qu'il observe sur ce point montre qu'elles ne l'ont pas vivement choqué comme les autres aspects de la vie anglaise (56).

Les notes manuscrites de Lalande, bourrées d'observations scientifiques ou techniques, ne contiennent que des indications très sommaires sur la politique d'outre-Manche (57). Cependant l'auteur, qui a visité Wilkes, note à

(56) Cf. Diderot, *Lettre à M^{lle} Volland*, 20 septembre 1765. *Œuvres*, XIX, 179-181.

(57) Lalande, *Voyage en Angleterre*. Ms. de la Bibliothèque Mazarine, n° 4.345.

(55 bis) Cf. Ms du fond Wilkes. British Museum, add. Ms. 30.870, f° 27.

plusieurs reprises la hardiesses de ses attaques dans le *North Briton*, et reproduit, mais sans l'accompagner d'aucun commentaire, sa définition du monarque britannique : « *The king of England is only the first magistrate of this country but is invested by law with the whole executive power* » (58). Lalande rectifie aussi une erreur de l'abbé Leblanc au sujet des sanctions prévues par la loi contre la brigue électorale (59). Il reproduit une boutade de Moivre sur la fâcheuse tendance des membres du Parlement à sacrifier l'intérêt général aux intérêts particuliers, mais de ces notations sommaires on ne saurait dégager aucune impression d'ensemble sur la valeur des institutions politiques d'outre-Manche.

D'autres voyageurs ont laissé des déclarations plus explicites. Elie de Beaumont, avocat au Parlement de Paris, célèbre par ses *Mémoires* pour la réhabilitation de Calas et de Sirven, séjourne en Angleterre en 1764 pour y recueillir des documents relatifs au règlement d'un procès. Dans son *Journal de voyage* (60), il note que les Anglais pratiquent le patriotisme et jouissent de la liberté politique. Il vante l'excellence de leur Constitution dont une conversation de trois heures avec Pitt lui a permis de se faire une idée précise (61). Le système

(58) Fol. 56, verso.

(59) Fol. 131, recto.

(60) Publié par le vicomte de Grouchy dans la *Revue britannique*, octobre-novembre 1895.

(61) *Revue britannique*, novembre 1895, p. 95.

représentatif lui paraît donner une assise solide à l'organisation financière de l'Etat, car une nation s'acquitte plus volontiers de taxes qu'elle s'est imposées elle-même (62).

Le prince de Croÿ, dont le beau-frère, M. de Guerchy, a été ambassadeur de France à Londres, a laissé aussi un Journal manuscrit de son voyage en Angleterre en 1766 (63). Reçu à la Cour, lié avec plusieurs ministres, c'est un observateur bien placé pour juger la vie politique d'outre-Manche. Il se rend compte que la Constitution anglaise n'a que les apparences d'un régime démocratique : « Le peuple est à qui lui fascine mieux les yeux; le Parlement paraît le vrai souverain (64). » Il signale, mais sans insister, la corruption électorale et parlementaire qui lui paraît inévitable dans une nation commerçante. Pour lui le trait le plus caractéristique de l'organisation politique en Angleterre est le fréquent changement de ministère. Cette pratique a des inconvénients : « Il ne peut y avoir de plan fixe et on est renvoyé quand on commence à être en état d'exercer son emploi. » Mais elle comporte aussi des avantages. Elle assure d'abord une critique attentive et serrée de la gestion ministérielle; elle permet aussi la formation d'une

(62) *Ibid.*, p. 89.

(63) Publié par le vicomte de Grouchy, dans la *Revue britannique*, mars 1895.

(64) *Revue britannique*, mars 1895, p. 17.

équipe gouvernementale: « Beaucoup de monde ayant passé par le ministère ou y tendant, ceux qui composent le gouvernement sont bien plus instruits que dans les autres pays (65). » Le prince de Croy signale aussi comme des traits heureux du gouvernement britannique la puissance limitée du roi, l'absence de lettres de cachet et l'équilibre qui résulte de la balance des pouvoirs (66).

En se mettant en route pour l'Angleterre, au printemps de 1764, Helvétius réalise un rêve depuis longtemps caressé (67). Il est immédiatement séduit par le spectacle des choses d'outre-Manche et les lettres qu'il écrit alors à sa femme (68) respirent un véritable enthousiasme. Le voyageur admire l'aisance dont jouissent les classes les plus humbles de la nation, l'habile administration des finances, l'activité et l'instruction de l'aristocratie. L'hospitalité et la sincérité britannique l'enchantent. Sans doute il note que l'argent est « le ressort général qui paraît mouvoir toute cette nation où les patriotes sont rares (69) » et qu'à certains égards les Français sont supérieurs. Mais ce qui semble faire pen-

(65) *Ibid.*, p. 19.

(66) *Ibid.*, p. 23.

(67) Lettre à Hume du 1^{er} avril 1759. *Œuvres*, édit. Didot, 1795, XIV, 34.

(68) Elles ont été publiées par Antoine Guillois dans le *Carnet historique et littéraire*, novembre-décembre 1900.

(69) Helvétius, Lettres à sa femme, *Carnet historique et littéraire*, p. 442.

cher la balance en faveur des Anglais c'est l'excellence de leur gouvernement. Il y voit la grande raison de la supériorité qu'il leur attribue : « Ils ne doivent qu'à la forme de leur gouvernement les avantages qu'ils ont sur nous (70). » Le régime parlementaire a l'heureux effet d'associer les gens éclairés à la conduite du gouvernement : « Les affaires d'Etat sont beaucoup mieux conduites que chez nous parce qu'elles sont discutées et les propositions contredites sans ménagement dans le Parlement. Presque tous les Anglais qui ont de l'esprit sont acteurs, et non pas, comme chez nous, spectateurs dans les affaires de leur gouvernement (71). » Bref, dans l'ensemble, l'Angleterre apparaît à Helvétius comme « un pays de liberté », qui lui convient « infiniment mieux que la France ». Plus tard nous verrons Helvétius apporter plus de réserve dans ses jugements sur la valeur du gouvernement britannique, mais le ton d'épanchement qui règne dans cette correspondance intime ne permet guère d'en suspecter la sincérité. Helvétius, à cette date, parle en homme vraiment séduit par le spectacle de la vie politique d'outre-Manche.

Consignés dans des mémoires ou des correspondances qui n'ont été publiés que plus tard, les témoignages de ces observateurs relèvent de la tradition orale. C'est au

(70) *Ibid.*, p. 482.

(71) *Ibid.*, p. 445.

contraire parmi les sources écrites d'information sur la Constitution anglaise qu'il convient de ranger les récits de voyage, publiés dès cette époque, qui font une place à l'étude des institutions britanniques. Ce sont, dans l'ordre chronologique : *Londres*, de Grosley, dont la première édition paraît en 1770; les *Observations sur Londres et ses environs*, de Lacombe (1777); le *Voyage de Londres à Gênes*, de Joseph Baretti, dont la traduction française paraît en 1777; enfin les *Nouvelles Observations sur l'Angleterre*, de l'abbé Coyer, publiées à Paris en 1779.

Ces quatre ouvrages sont d'ailleurs d'une importance très inégale pour la question qui nous occupe. Chez Baretti, le récit anecdotique et pittoresque ne fait guère de place aux considérations politiques. Cependant, l'auteur note qu'en Angleterre, si les lois criminelles sont excellentes, il se glisse beaucoup d'abus dans l'administration de la justice civile. Quant à la liberté anglaise, elle ne lui semble pas parfaite parce que les lois n'y mettent pas les pauvres à l'abri de l'oppression des riches (72).

L'ouvrage de Lacombe, qui n'est qu'un amas de notes juxtaposées sur divers aspects de la vie anglaise, comprend plusieurs articles spécialement consacrés à la Constitution. En traçant le tableau des institutions bri-

(72) *Voyage de Londres à Gênes*, I, 41-42.

tanniques, l'auteur met fortement en lumière, en même temps que les avantages attachés à l'unité du pouvoir exécutif, l'utilité du rôle médiateur de la Chambre des Lords et les garanties solides de liberté assurées par les limites de la puissance royale. L'exposé se termine sur cette conclusion élogieuse : « On sera forcé de convenir que ce gouvernement est encore le plus parfait de tous puisqu'il réunit trois avantages inconnus ailleurs : de protéger le plus sûrement, d'exiger les plus petits sacrifices, et d'être le plus susceptible de perfections (73). »

Mais l'article suivant fait entendre une note très différente. L'auteur y montre la politique anglaise corrompue par la vénalité et dénonce comme une pure chimère la conception de l'équilibre harmonieux résultant du balancement de trois pouvoirs. Il n'y voit qu'une source de conflits perpétuels, car « ces trois rivales ne cessent jamais de se combattre jusqu'à l'entier anéantissement de deux (74) ». S'il subsiste encore en Angleterre un moyen de défense contre le despotisme, c'est uniquement dans la liberté de la presse et la puissance de l'opinion publique (75).

L'impression qui se dégage de ces réflexions contradictoires est assez confuse. D'ailleurs les deux éditions de cet ouvrage publiées à Londres ne semblent pas avoir

(73) *Observations sur Londres...*, p. 218.

(74) *Ibid.*, p. 222.

(75) *Ibid.*, p. 224.

eu une grande diffusion sur le continent. Au contraire, l'ouvrage de Grosley trouve de nombreux lecteurs. Le *Journal Encyclopédique* lui consacre un article très élogieux et une seconde édition, enrichie de nombreuses additions, est publiée à Lausanne en 1774 (76). Dans le tableau qu'il trace de la société et de la civilisation anglaises, l'auteur témoigne d'une admiration très vive pour les coutumes et les institutions d'outre-Manche. S'il note la grossièreté insolente et batailleuse de la populace londonienne, il célèbre en revanche la bienfaisance, la générosité, la simplicité de mise et d'allures, la fière indépendance des Anglais. L'aisance des fermiers, « bien meublés, bien vêtus, bien nourris », l'opulence des marchands, l'ouverture d'esprit d'une noblesse active, mêlée aux affaires, sans morgue et sans esprit de caste, les hommages rendus au mérite individuel et la diversité des carrières ouvertes au talent, le « rang très important » que la bourgeoisie occupe dans l'Etat, l'égalité des classes devant l'impôt, une tolérance étonnante entre les sectes (77), tels sont les aspects du régime social d'outre-Manche qui se sont imposés à son attention et qu'il signale avec complaisance, non sans faire de mélancoliques comparaisons avec la France. Quant

(76) Une troisième édition est publiée à Paris en 1788.

(77) Grosley signale les mesures d'exception contre les catholiques, mais il ajoute qu'ils jouissent en Angleterre « de la liberté dont jouissaient les chrétiens sous les empereurs les plus tolérants » (II, 44).

aux institutions politiques, Grosley n'entreprend pas d'exposer une fois de plus la théorie des trois pouvoirs; il la considère comme une notion familière au lecteur, qu'il se contente de renvoyer à Montesquieu (78). A son avis, le grand avantage de la Constitution anglaise est dans son caractère mixte et tempéré qui lui permet d'éviter les inconvénients des régimes dans lesquels la puissance royale ou populaire ne trouve pas d'obstacles suffisants : « La Constitution britannique a, dans le Parlement et dans la prérogative royale, un contrepoids qui l'affermirait et l'assure également *et contre la servitude et contre l'anarchie* (79) ». Quant à l'opposition des partis, elle est la conséquence normale du régime parlementaire. On aurait tort de la comparer aux luttes des factions, qui ont ruiné les anciennes républiques. Bien éloigné d'y voir une cause d'affaiblissement, Grosley n'y distingue que « l'indice et l'effet de la force d'un Etat (80) ». Le voyageur admire aussi, chez les Anglais, le respect de la propriété : c'est « une chose sacrée que les lois ont mise à l'abri de tout attentat, non seulement de la part des ingénieurs, inspecteurs et autres gens de cette espèce, mais de la part du Roi lui-même (81) ». Sages dispositions qui mettent le citoyen « à l'abri des

(78) *Londres*, III, 239, note.

(79) *Ibid.*, III, 287. Souligné dans le texte.

(80) *Ibid.*, III, 241.

(81) *Ibid.*, I, 29.

fantaisies et caprices dont il est le jouet dans d'autres pays de la part de mille ordonnateurs despotiques (82) ». Enfin, Grosley expose en détail pour l'édification de ses lecteurs le compte rendu d'une instruction criminelle qu'il a, dit-il, suivie « avec admiration » (83). Il s'attache à montrer comment toutes les formes de la jurisprudence sont en faveur de l'accusé : la mise en liberté sous caution, la publicité de l'instruction, l'absence de torture, l'assistance d'un avocat, la production de témoins à décharge, le jugement des jurés et le droit de récusation pour la formation du jury (84).

Liberté dans l'ordre, respect de la propriété, sauvegarde des droits individuels, tels sont les trois grands avantages de la Constitution anglaise que Grosley propose à l'admiration de ses compatriotes. L'impression n'est pas moins favorable, qui se dégage des *Nouvelles observations sur l'Angleterre* publiées par l'abbé Coyer en 1779. L'auteur est un anglomane enthousiaste. Il vante tout ce qu'il a découvert outre-Manche pendant son séjour de cinq mois, avril-août 1777. Ce qu'il appelle « l'esprit public » de la nation anglaise ne lui fournit, dans toutes ses manifestations que des sujets d'éloge : facilité de la circulation, excellente distribution de l'eau

(82) *Ibid.*, I, 63.

(83) *Ibid.*, III, 157.

(84) *Ibid.*, III, 159, sqq.

et de la lumière, aménagement des hôpitaux, confort des classes laborieuses, douceur des lois pénales, prospérité commerciale, tout le séduit, le transporte et lui inspire des commentaires enthousiastes (85). Il s'attache même à défendre les Anglais des reproches que certains leur adressent : s'il n'y a point de pensions établies en faveur des écrivains et des savants, ceux-ci peuvent exercer concurremment une autre profession qui les conduit à la richesse et aux honneurs (86). Les suicides n'y sont pas plus fréquents qu'en France (87). On n'y maltraite pas les étrangers s'ils ont la sagesse de se conformer aux habitudes du pays (88). Selon Coyer, les grands traits du caractère national sont le sérieux, la constance, la dignité, l'humanité. Enfin, toutes ces beautés de la civilisation anglaise proviennent de l'excellence de la Constitution politique. A vrai dire, les quatre lettres que l'auteur consacre à ce sujet (89) n'expriment aucune observation originale. Il reproduit l'affirmation traditionnelle sur l'impuissance du souverain à faire le mal et note que le droit héréditaire de la dynastie régnante est subordonné à « un contrat tacite d'ob-

(85) *Nouvelles observations...*, pp. 81, sqq.

(86) *Ibid.*, p. 244.

(87) *Ibid.*, p. 213.

(88) *Ibid.*, p. 169.

(89) Lettre XIII : Visite aux Communes; lettre XV : La liberté anglaise; lettre XVI : Conception anglaise de la monarchie ; lettre XXIII : Rapports de la Constitution avec les mœurs.

servation des lois de la part du Monarque et de fidélité de la part des sujets (90). » Témoin des luttes très vives entre le ministère et l'opposition dirigée par Wilkes (91), il ne nie pas l'existence de la corruption parlementaire, mais il affirme qu'elle ne met pas réellement en péril la liberté nationale, qui reste suffisamment garantie par l'existence même du Parlement, la liberté de la presse et l'*habeas corpus* (92). Dans le Code criminel anglais il salue « un monument de justice et d'humanité » et c'est pour le proposer en exemple à ses compatriotes qu'il publie en 1776 une traduction du *Code criminel* de Blackstone. Enfin, suprême vertu de la Constitution anglaise, elle rapproche les grands des classes inférieures, favorise l'initiative et le mérite individuels, « élève l'âme » des citoyens et répand « jusque dans les ateliers du peuple » le sentiment patriotique (93).

Tel est le prestige dont se parent les institutions britanniques dans les deux récits de voyage de Grosley et de l'abbé Coyer. Parmi les autres sources d'information, celle qui se rapproche le plus du caractère concret de ces observations de témoins oculaires, est la presse périodique. Pour l'enquête qui nous occupe, il semble

(90) *Nouvelles observations...*, p. 155.

(91) A la fin de son livre, Coyer reproduit cinq discours de Wilkes prononcés aux Communes à l'occasion de la querelle avec les Colonies.

(92) *Nouvelles observations...*, pp. 131-137.

(93) *Ibid.*, p. 270.

légitime de distinguer, d'une part, les publications d'intérêt général, d'autre part, celles qui sont spécialement consacrées aux choses d'Angleterre.

Dans le premier groupe, le dépouillement du *Journal des Savants* et du *Mercure de France*, ne conduit qu'à un résultat négatif : on n'y trouve aucune mention des institutions britanniques.

Dans le *Journal Etranger* et dans la *Gazette littéraire de l'Europe*, l'attention reste exclusivement orientée vers la littérature. On ne peut y signaler qu'un article consacré à un *Essai sur la Constitution d'Angleterre* publié à Londres en 1765, et attribué au peintre Ramsay (94). Le compte rendu succinct ne contient que des réflexions d'ordre financier sur le caractère dangereux de la politique d'emprunts, dont l'Angleterre a pu retirer momentanément quelques avantages, mais qui risque d'hypothéquer lourdement l'avenir de la nation. Les articles que Voltaire y publie sur les *Discours* d'Algernon Sidney, sur l'*Histoire* de Hume et sur une *Histoire du ministère Walpole* ne font pas allusion à la Constitution britannique. L'information n'est guère plus abondante dans le *Journal historique et politique des principaux événements des différentes Cours de l'Europe*. Dans le numéro du 20 octobre 1772, l'article consacré à l'Angleterre dans le

(94) Dans la *Gazette littéraire de l'Europe*, avril-mai 1765.

Tableau politique et historique de la situation actuelle de l'Europe, parle sans sympathie du régime politique d'outre-Manche. Acquisée au prix de longues et sanglantes guerres civiles, la Constitution britannique favorise « les cabales, les brigues, les divisions, l'aigreur et l'esprit de faction ». Elle n'établit, au reste, qu'une liberté relative et précaire, constamment menacée. Il est trop facile au souverain « avec un peu de génie et de politique, et à la faveur des grâces et des dignités dont il dispose d'obtenir tout ce que les lois lui ont refusé ». Le caractère mixte et représentatif de la monarchie anglaise n'est plus qu'un masque derrière lequel s'abrite un absolutisme de fait.

Une impression analogue se dégage d'un article du *Journal de politique et de littérature* de Linguet (15 mars 1775), où l'on trouve ces définitions épigrammatiques, tirées de gazettes anglaises.

Parlement: assemblée de personnes choisies par le peuple pour lui ôter son argent et le confisquer au profit de la Couronne, et pour avancer leur fortune particulière, en sacrifiant les droits et les libertés de la nation.

Pair du Royaume: un pensionnaire de la Cour.

Actes du Parlement: expression des volontés de la Cour.

Il est plus souvent question des institutions politiques d'outre-Manche dans le *Journal Encyclopédique*, fondé

à Liège, par Pierre Rousseau, gazette importante, très répandue, estimée par Voltaire, et que Joseph Texte signale comme « une mine de renseignements pour l'étude des rapports de la France avec l'Europe au XVIII^e siècle » (95). On y juge sévèrement le fameux numéro 45 du *North Briton* et toutes les agitations de l'affaire Wilkes (96). Mais cette prudence conservatrice n'implique pas une condamnation du libéralisme anglais. Au mois de mai 1764, un article du *Journal Encyclopédique* déclare : « Rendons justice au peuple le plus sage à bien des égards, et le plus généreux de l'Europe; il n'était réservé qu'aux Anglais de donner à la terre le modèle parfait d'une société uniquement fondée pour le bonheur des hommes. » Cependant une évolution se dessine dans l'attitude prise par le *Journal Encyclopédique* à l'égard de la Constitution anglaise. Dans la période qui va de 1763 à 1774, les ouvrages relatifs aux institutions britanniques y sont présentés avec des commentaires favorables sur le régime politique d'outre-Manche. En janvier 1765, le compte-rendu du *Citoyen du Monde*, de Goldsmith, épouse la thèse de l'auteur : grâce à la souplesse de ses lois, la monarchie anglaise est plus favorable qu'un état populaire à la

(95) J.-J. Rousseau et le cosmopolisme littéraire, p. 326.

(96) *Journal encyclopédique*, 1^{er} février 1764.

liberté et celle-ci y serait menacée par une diminution de l'autorité royale. Deux articles élogieux sur l'ouvrage d'Ellis, *The spiritual and temporal liberty* (98), énumèrent complaisamment toutes les garanties de la liberté individuelle en Angleterre (99). Le journaliste ne trouve que « de sages observations » et « d'excellentes choses » dans un *Essai historique sur la Constitution anglaise* (100) dont l'auteur exalte le gouvernement britannique comme incomparablement supérieur à tous les gouvernements connus (101). En revanche, il proteste contre le pessimisme outré des *Lettres sur l'état présent de l'Angleterre* (102), qui dénoncent violemment la corruption et le despotisme (103).

Mais, après 1774, le ton change. Les commentaires se font nettement et constamment hostiles. Le numéro du 1^{er} juin 1774 reproduit comme peignant le régime anglais « avec autant de force que de vérité » un passage du sixième volume des *Elémens de la politique* (1773), qui dénonce le gouvernement britannique comme un gouvernement de cabale et de parti. On lit, à la date du 15 mai 1775, ces définitions tirées d'un *Extrait d'un cathéchisme (sic) politique anglais*:

(98) Londres, 1766, in-8°.

(99) *Journal encyclopédique*, 15 juin, 1^{er} juillet 1766.

(100) Londres, 1770, in-12.

(101) *Journal encyclopédique*, 1^{er} mars 1771.

(102) Londres, 1772, in-8°.

(103) Le journaliste reproche à l'auteur de s'être « un peu trop livré au spleen ». *Journal encyclopédique*, mai 1772.

« D. — Qu'est-ce que la Constitution de l'Etat?

R. — C'est un édifice d'une structure gothique, auquel les architectes écossais ont mis une façade nouvelle.

D. — Qu'est-ce que le gouvernement ?

R. — L'expression des caprices et des volontés de la cabale. »

En tête d'un compte rendu de la traduction française des *Commentaires*, de Blackstone, le *Journal encyclopédique*, du 1^{er} juin 1775, reproche à l'auteur d'avoir transformé son étude en panégyrique et publie une critique très vive de la Constitution anglaise : l'étendue de la prérogative royale est une menace constante de despotisme; la presse des matelots, la lutte contre les colonies d'Amérique, l'omnipotence du Parlement accablant le peuple de taxes, sont autant de démentis au prétendu triomphe de la liberté; la vie chère, le chômage, la disette et l'émigration attestent assez clairement que « les Anglais ne sont rien moins qu'heureux ». Pour conclure, le journaliste ajoute : « Leur Constitution les plonge réellement dans la misère. » Un long article consacré aux *Discours politiques ou Recherches sur les erreurs, les défauts et abus publics* (104), reproduit, en les approuvant, les critiques de l'auteur sur la trop longue durée des Parlements, la vicieuse réparti-

(104) Londres, 1774, in-8°.

tion des sièges, la néfaste influence de la Chambre des Lords et la décadence d'un régime politique transformé par une corruption systématique en « juntocratie ».

Enfin, dans le numéro du 15 novembre 1776, le journaliste demande ironiquement en quoi consiste la liberté « dans cette île qui se glorifie d'une Constitution si parfaite ». Elle n'est même pas défendue par les membres de l'opposition qui se posent en champions de la cause populaire. Inspirées par l'ambition personnelle, leur protestations ne représentent qu'un « faible simulacre de liberté, laissé au peuple, non pour défendre la sienne, mais pour lui faire croire qu'on ne prend pas la peine de l'attaquer ».

Un changement de ton analogue se manifeste dans les trente-cinq lettres que consacre à l'examen de la Constitution britannique *L'Observateur Français à Londres* (1769). L'auteur se pique d'y parler des Anglais en homme impartial et bien informé. Tout en protestant contre l'engouement exagéré des anglomanes, il convient, dès l'abord, « qu'il y a plusieurs lois en Angleterre qui produiraient beaucoup de bien en France (105) ». Ses premières lettres dessinent un tableau séduisant de la Constitution britannique, qu'il salue expressément comme la plus parfaite de toutes et « le

(105) *L'observateur français à Londres*, I, 19.

chef-d'œuvre de l'esprit humain (106) ». La séparation des deux pouvoirs exécutif et législatif, la durée limitée des Parlements, l'opposition des partis, l'influence de la presse et le vote annuel des subsides lui apparaissent comme des garanties efficaces de la liberté politique. Il n'admire pas moins l'équité du système fiscal, la tolérance religieuse, l'heureuse influence politique et sociale de l'aristocratie. Quant à l'organisation de la justice criminelle, il en signale à maintes reprises le caractère équitable, libéral et humain (107). C'est même le seul point sur lequel son jugement ne varie pas, car sur tout le reste des ombres viennent ternir l'éclat du tableau qui brillait au début de l'ouvrage. Dès la sixième lettre, l'auteur confesse sa déception : « Je me prévins d'abord, écrit-il, en faveur de la Constitution du gouvernement britannique, mais à présent que j'en connais mieux les défauts, il s'en faut bien que je le trouve compatible avec le bonheur des peuples (108) ». De graves abus lui apparaissent : des brigues éhontées, une corruption cynique, l'agitation tumultueuse de la populace, déshonorent les élections (109) ; l'éternelle docilité des lords ecclésiastiques, la vénalité des membres des Communes rendent illusoire le contrôle parlementaire (110) ; une

(106) *Ibid.*, I, 20.

(107) *Ibid.*, I, 151-155; XIII, 344.

(108) *Ibid.*, VI, 147.

(109) *Ibid.*, I, 41 sqq.

(110) *Ibid.*, IV, 365.

dette énorme obère les finances (111); la presse des matelots et la nouvelle législation contre le braconnage (112) mettent la liberté individuelle en danger; la corruption morale engendrée par un enrichissement trop rapide, énerve le patriotisme et présage la décadence nationale (113). La liberté n'est plus qu'une illusion : « Les Anglais attachent moins de valeur à être libres qu'à être crus libres... Sans un miracle, le gouvernement doit se résoudre en monarchie absolue (114). »

Ainsi s'exprime, non sans amertume, la palinodie d'un témoin désabusé. Sur quelques points, en particulier sur celui de l'indéniable corruption électorale, les critiques de *L'Observateur Français à Londres*, trouvent un écho dans le *Journal Anglais*. Dans le numéro du 1^{er} décembre 1776, un article consacré aux élections résume ainsi le spectacle affligeant qu'elles offrent aux bons citoyens : « Les candidats qui pourraient instruire les électeurs ne songent qu'à les tromper; ils les livrent à la débauche la plus crapuleuse; ils en font les frais; et pour se faire élire, ils ont soin de les tenir dans une ivresse continuelle et de les priver du peu de jugement et de raison que la nature leur a départi ». Un autre article, daté du 1^{er} mai 1777, signale la presse des mate-

(111) *Ibid.*, VII, 392.

(112) *Ibid.*, VIII, 201.

(113) *Ibid.*, XIII, 80.

(114) *Ibid.*, XIII, 186.

lots comme une pratique qui « paraît contraire à la grande Charte, au bill des droits, et à l'acte d'*habeas Corpus* », mais ajoute que l'usage en semble autorisé par la tradition et la nécessité. Cependant, malgré ces critiques, le *Journal Anglais* parle généralement de la Constitution britannique avec faveur (115). Sans doute la complication de son mécanisme rend parfois les réformes difficiles : « La nation peut souffrir plusieurs années sans découvrir la source du mal; celui-ci la place dans un endroit, celui-là dans un autre; et pendant ce conflit d'opinions, l'Etat ressemble à un malade entouré de médecins de sentiments opposés (116). » Mais cette complication est la rançon d'un agencement ingénieux, qui en balançant les pouvoirs et en plaçant un contre-poids en regard de chacune des branches de la prérogative royale, maintient le souverain dans « l'heureuse impuissance de mal faire » et garantit solidement au peuple « sa sûreté, sa propriété, sa liberté (177) ». Examinée dans les trois grands traits par lesquels le journaliste la caractérise « l'abolition de la torture, la publicité de l'instruction, la douceur des peines », la jurisprudence criminelle anglaise lui apparaît comme « le

(115) Huit articles successifs sont consacrés à ce sujet dans les premiers numéros du *Journal anglais* (15 octobre 1775-30 janvier 1776).

(116) *Journal anglais*, V, 387.

(117) *Ibid.*, I, 361.

chef-d'œuvre de la politique, de la sagesse et de l'humanité (118) ». En résumé, ce sont surtout les mérites des institutions britanniques qui sont vantés dans le *Journal Anglais*, sur un ton de ferveur enthousiaste : « Admirable Constitution, s'écrie l'auteur qui, prenant l'Anglais au berceau pour le conduire jusqu'au terme de sa carrière, le fait naître et mourir libre, qui s'arme rarement contre lui; et qui alors même, ôtant au supplice toute sa barbarie, semble abandonner uniquement le citoyen au regret d'avoir offensé la patrie et l'honneur; qui, le formant dès son enfance à la bienfaisance et à la sensibilité, le rend naturellement ennemi de toute action basse, perfide ou cruelle; qui élève enfin son âme en lui donnant la Nation entière pour témoin de toutes ses actions et l'invite puissamment à remplir les hautes destinées de l'homme en lui mettant sous les yeux toute sa noblesse et sa grandeur (119). »

Ainsi, dans la quinzaine d'années postérieure à 1763, les éloges et les critiques se mêlent dans les articles que les périodiques consacrent à la Constitution anglaise. La même diversité se retrouve dans les ouvrages historiques relatifs à la Grande-Bretagne qui sont alors présentés, dans leur texte ou dans leur traduction française, au public de notre nation.

(118) *Ibid.*, I, 434.

(119) *Ibid.*, 15 janvier 1776.

Entre 1759 et 1764 paraissent les 19 volumes de la traduction de l'*Histoire d'Angleterre*, de Smollet, par M. Targe (120). Dans sa Préface, le traducteur annonce un tome spécial consacré à l'étude de la Constitution politique et religieuse du Royaume-Uni, mais ce dessein primitif n'a pas été exécuté. Le tableau n'aurait pas été, à coup sûr, inspiré par une admiration très vive, car les notes que Targe inscrit parfois en marge de sa traduction trahissent une méfiance marquée à l'égard du système politique anglais. Dès le début il s'empresse d'annoncer qu'il « condamne tout ce qui peut s'y rencontrer [chez Smollett] de contraire à nos saines maximes sur la monarchie et au respect dû à la Majesté royale (121) ». Il tient à protester contre « le principe chimérique du Contrat Social (122) », et, en terminant le récit de la Révolution de 1688, il formule ce commentaire significatif : « Telles furent les suites de l'usurpation de Guillaume : la Constitution de l'Etat étant renversée, les principes les plus faux et les plus contraires au bonheur réciproque du Monarque et des sujets prirent la place de ces maximes sacrées, révérees depuis tant de siècles (123) ».

L'hostilité impliquée dans les annotations de Targe

(120) Orléans, in-12.

(121) *Histoire d'Angleterre*, I, 5.

(122) *Ibid.*, VIII, 6.

(123) *Ibid.*, VIII, 12.

s'exprime d'une manière explicite dans *Les fastes de la Grande-Bretagne*, de Dorville (124). La Constitution britannique apparaît à cet auteur comme « un monstrueux assemblage des trois formes simples de gouvernement (125) ». Il s'étonne qu'un système aussi compliqué ait pu durer si longtemps. L'équilibre vanté par quelques théoriciens n'est qu'une illusion de l'esprit, que Dorville prétend dissiper par ce dilemme : ou bien le souverain triomphe par la corruption, ou bien le parti de l'opposition fait échec à la volonté royale. Dans les deux cas, l'intérêt national est sacrifié à des intérêts particuliers : « Quel monstrueux chaos de politique, dont les deux partis ne peuvent se démêler qu'au détriment de la chose publique (126). » Quant à la liberté de la presse, elle manque son but en servant à assouvir des rancunes personnelles : « Au lieu de critiques raisonnables et éclairées des démarches du ministère, on ne remplit les gazettes que d'injures atroces et de calomnies odieuses (127). »

La condamnation est sommaire, mais cette attitude tranchante est rare chez les historiens de la Grande Bretagne. Elle trouve sa contrepartie dans les éloges

(124) Paris, 1769, 2 vol. in-8°.

(125) *Les fastes de la Grande-Bretagne*, tome I, p. XXXIII.

(126) *Ibid.*, tome I, p. XXXIV.

(127) *Ibid.*, II, 76.

enthousiastes d'autres auteurs. Ainsi Des Chavanettes insère, au seuil de sa *Nouvelle Histoire d'Angleterre* (128), un *Discours historique et critique* dans lequel il fait le panégyrique des institutions politiques d'outre-Manche. Le peuple anglais peut être appelé un « Peuple Roi », parce qu'il est lui-même l'arbitre de ses destinées et qu' « ayant à sa tête un Monarque, il goûte toutes les douceurs d'un Etat républicain ». Du partage de l'autorité entre le Parlement et le Roi naissent, pour les Anglais, « les libertés qui font leur bonheur » et « la félicité de la nation » (129). Dix ans plus tard, la traduction française de *l'Histoire de la Grande-Bretagne et de l'Irlande*, du chevalier d'Alrymple (130), présente aux lecteurs un tableau flatteur du système anglais. Dès le début, l'auteur pose en principe que « l'histoire d'Angleterre est l'histoire de la liberté ». Plusieurs causes l'expliquent : l'humeur indépendante des anciens Saxons, l'affaiblissement du pouvoir royal démuné d'argent et de troupes, la destruction de l'oligarchie féodale dans les guerres civiles, le développement du commerce et de l'industrie favorisant les progrès des Communes. Interrompue sous le règne des Tudors, mise en question sous

(128) *Nouvelle histoire d'Angleterre depuis la fondation de la monarchie jusqu'à la paix conclue en 1763*, Amsterdam, 1765, 6 vol. in-12.

(129) *Nouvelle histoire d'Angleterre*, p. 29.

(130) Londres, 1775-76, 2 vol. in-8°.

les Stuarts, la liberté nationale renaît avec la Révolution de 1688. Les maux soufferts pour sa conquête n'ont pas été vains. Ils ont valu aux Anglais « une Constitution qui par la manière dont elle assure les droits de la nature à tous les ordres d'hommes, n'a point eu d'égale dans aucun siècle, ni chez aucun peuple du monde (131). » Cette excellence de la Constitution politique se manifeste par son heureuse influence sur le caractère national, en qui elle a développé le patriotisme, l'esprit d'entreprise et le goût des sciences (132).

Il convient d'accorder une attention spéciale aux *Éléments de l'histoire d'Angleterre depuis la conquête romaine jusqu'à Georges II*, publiés par l'abbé Millot, en 1769 (133). L'auteur, professeur royal d'histoire en l'Université de Parme, membre des Académies de Lyon et de Nancy, a joui d'une estimable notoriété. Son ouvrage, réédité en 1773, 1776 et 1778, a eu du succès (134). Les jugements qu'il porte sur la Constitution anglaise ont donc bénéficié d'une large diffusion. Egalemeut éloignés du panégyrique enthousiaste et du dénigrement systématique, ils se formulent en observations nuancées. Après avoir invoqué le témoignage de Montesquieu, saluant le Gouvernement d'Angleterre « comme un des chefs-

(131) *Histoire de la Grande-Bretagne*, p. 27.

(132) *Ibid.*, p. 28.

(133) Paris, 3 vol. in-12.

(134) Il a même été traduit en anglais par Mrs Brooke en 1770.

d'œuvre de la législation humaine » (135), il a soin de renvoyer au passage dans lequel l'auteur de *l'Esprit des Lois* fait des réserves sur l'application pratique de cette Constitution merveilleuse. L'équilibre théorique des trois pouvoirs lui paraît en fait compromis par la corruption et par l'accroissement de la prérogative royale. Il note aussi avec méfiance « la fermentation, les cabales, les discordes, les troubles, l'inquiétude, les passions orageuses qui agitent perpétuellement le peuple anglais (136) ». Cependant, il reconnaît l'importance des garanties stipulées dans la déclaration des droits de 1689 (137), il signale l'*habeas corpus* comme « un rempart de la sûreté des citoyens » (138) et met en lumière les avantages attachés à la liberté de la presse : « Un Gouvernement où de tels hommes [les patriotes] peuvent dire librement leur pensée, où ils la disent sans crainte et sans détour, a dans soi-même un grand principe de vie et de vigueur (139). »

Par cette modération, l'abbé Millot rappelle l'écrivain anglais qui lui a servi de modèle, David Hume. Celui-ci a été salué par Voltaire comme le grand historien philosophe de la nation britannique. Malesherbes déclare

(135) *Eléments de l'histoire...*, III, 343.

(136) *Ibid.*, III, 344.

(137) *Ibid.*, III, 157.

(138) *Ibid.*, III, 108.

(139) *Ibid.*, III, 342.

qu'il « est regardé généralement en France comme le modèle des historiens sages et impartiaux » (140). Son ouvrage, traduit en partie par l'abbé Prévost, en partie par M^{me} Belot, a obtenu un très grand succès. Mais les idées qu'il y exprime sur la Constitution anglaise ne se groupent nulle part en étude systématique. Ses sympathies pour la cause des Tories l'incitent à protester contre les violences des historiens whigs qui prétendent ne voir, dans l'administration des Stuarts « qu'une usurpation continuelle des droits incontestables du peuple » (141). Néanmoins, il reconnaît que la Révolution de 1688 a ouvert « une nouvelle époque dans la Constitution anglaise », qu'elle y a fait triompher les principes populaires et que depuis cette date les Anglais ont pu se vanter de jouir « sinon du meilleur système de gouvernement, du moins du système de liberté le plus étendu dont on ait jamais eu d'exemple » (142).

Les idées de Hume sur la Constitution anglaise s'expriment plus nettement dans ses *Essais moraux et politiques* qui forment le sixième tome de la traduction française des *Œuvres philosophiques* de l'écrivain anglais, publiée en 1764. On ne saurait y voir un bréviaire de libéralisme, car Hume y manifeste, plus nettement encore que dans

(140) *Mémoire sur la liberté de la presse*, p. 306.

(141) *Histoire de la maison des Stuarts* (Londres, 1766), VI, 346.

(142) *Ibid.*, VI, 347.

son *Histoire*, ses sympathies pour la doctrine des Tories. Il note avec complaisance l'accroissement progressif de la prérogative royale depuis 1689 et prévoit sans regret l'évolution du régime vers l'absolutisme : « La monarchie absolue est la mort la plus douce, la vraie *euthanasia* de la Constitution britannique (143). » Cette déclaration semble confirmer les critiques que nous avons déjà vu formuler sur l'accroissement dangereux du pouvoir de la Couronne. Mais sur d'autres points, les commentaires de Hume se trouvent précisément répondre aux deux imputations qui excitent le plus souvent la méfiance des observateurs français : la pratique de la corruption et l'opposition des partis. En effet, dans *l'Essai sur l'indépendance du Parlement*, Hume s'attache à prouver que la corruption n'a pas les funestes effets que dénoncent si violemment les membres du parti national. Elle n'est, selon lui, qu'un correctif nécessaire à l'omnipotence des Chambres. Depuis que le consentement royal aux bills est devenu « une pure formalité », l'assemblée des représentants qui, par le vote annuel des subsides tient déjà le pouvoir exécutif sous sa dépendance, se trouve investie d'une autorité sans limite. Pour conjurer les dangers de cette toute-puissance, il est bon que « l'intérêt commun de ce corps soit restreint par l'intérêt particulier des

(143) *Essais moraux et politiques*, p. 84.

individus qui le composent » (144). Ainsi l'influence que se ménage la Couronne par la distribution des charges et des pensions doit être considérée, déclare Hume, comme une pratique « jusqu'à un certain point inséparable de la nature même de la Constitution et absolument nécessaire au maintien de notre gouvernement mixte » (145). Quant à l'opposition des partis, elle ne doit pas être confondue avec les factions qui introduisent un redoutable principe d'anarchie dans l'Etat. Hume, retraçant l'histoire des grands partis anglais, montre que les différences tranchées qui les séparaient à l'origine se sont atténuées graduellement. Les théories extrêmes des Tories sur l'obéissance passive sont tombées en discrédit; l'humeur indépendante des Whigs a composé avec l'influence de la Couronne. C'est une question de mesure plutôt qu'une opposition radicale de principes qui les distingue maintenant: le Tory est un homme attaché à la monarchie sans abandonner la liberté; le Whig est un homme qui aime la liberté sans abandonner la monarchie. Dans ces conditions, loin de nuire à l'Etat, l'opposition des deux partis devient un ressort essentiel du gouvernement; la surveillance constante qu'ils exercent l'un sur l'autre est une garantie de réforme et de pro-

(144) *Essais moraux et politiques*, p. 72.

(145) *Ibid.*, p. 73.

(146) Essai XI : *Les Partis de la Grande-Bretagne*, pp. 96-114.

grès (146). L'interprétation de Hume présente donc, dans l'ensemble, la Constitution britannique sous un aspect favorable. L'esprit de ses commentaires se résume dans cette déclaration inspirée par une prudente sagesse conservatrice : « Chérissons le gouvernement qui nous a été transmis par nos ancêtres, et, nous bornant à le corriger autant qu'il est possible, gardons-nous de donner à nos compatriotes du goût pour des innovations qui sont toujours dangereuses (147). »

Avec une légère variété de nuances, c'est en somme la même impression générale qui ressort des observations formulées sur les institutions d'outre-Manche par les écrivains politiques anglais que des traductions présentent alors aux lecteurs de France. A vrai dire, l'esprit satirique n'est pas absent de l'ouvrage composé par Littleton à l'imitation des *Lettres persanes* de Montesquieu : *Lettres d'un Persan en Angleterre à son ami à Ispahan ou Nouvelles lettres persanes* (148). La corruption électorale, les vices de la représentation, la dangereuse influence de la rhétorique sur les assemblées, y sont vivement dénoncés (149). L'auteur déplore aussi la cherté et la lenteur de la justice (150). Mais, comme Hume, il voit plus d'avantages que d'inconvénients dans

(147) *Ibid.*, I, 69.

(148) Traduites de l'anglais par Peyron, Londres, 1770, in-12.

(149) *Lettres d'un Persan*..., pp. 49, 217, 221.

(150) *Ibid.*, pp. 51, 128.

l'opposition des partis. L'effervescence qu'elle produit dans la nation est comparable aux grands vents qui « purifient l'air » (151). Tenant l'esprit public en alerte, elle protège la liberté (152). D'ailleurs, en temps de crise, l'union se fait « dans le danger commun et pour assurer le bonheur général » (153). On ne formule pas un grief plus sérieux contre la Constitution britannique en signalant qu'elle est « moins l'ouvrage d'un politique que celui de la nécessité ». L'enseignement des faits est un fondement plus solide que d'ambitieuses spéculations abstraites : « Ce ne fut que mieux pour les hommes que la nature y eût mis plus du sien que la politique (154). » Au reste, elle garantit solidement la propriété (155) ; c'est d'elle que découlent, avec les vertus du caractère national, la puissance et la prospérité du pays (156). La perfection absolue est une chimère ; pour qui tient compte de la nature humaine et des nécessités de l'organisation sociale, la Constitution anglaise est telle « qu'on ne saurait en imaginer une meilleure » (157).

Un optimisme plus fervent encore inspire les *Commentaires* de Blackstone. Deux traductions les présentent

(151) *Ibid.*, p. 225.

(152) *Ibid.*, p. 226.

(153) *Ibid.*, p. 227.

(154) *Ibid.*, p. 242.

(155) *Ibid.*, p. 51.

(156) *Ibid.*, p. 314.

(157) *Ibid.*, p. 316.

presque simultanément au public français: l'une établie par Damiens de Gomicourt, sur la quatrième édition d'Oxford et publiée à Bruxelles en 6 volumes in-8° (1774-76); l'autre, abrégée, par l'abbé Coyer en 1776. L'interprétation de la Constitution britannique chez Blackstone est visiblement inspirée de Montesquieu, que le juriste anglais appelle « l'homme de France qui a écrit avec le plus de liberté, de force et de génie » (158). Comme lui, il voit dans la division des pouvoirs, le fondement indispensable de la liberté (159). Mais, tout en signalant l'utilité du rôle intermédiaire de la Chambre Haute (160), il ne distingue que deux pouvoirs: l'exécutif et le législatif. Le premier est l'apanage exclusif du souverain; le second appartient au Parlement, c'est-à-dire à l'organisme central formé par la collaboration du Roi, des Pairs et des Communes. Cette participation du monarque au pouvoir législatif est une condition essentielle au maintien de la liberté, car s'il est vrai que « l'union totale de ces branches [exécutive et législative] produirait la tyrannie, une désunion totale produirait à la fin le même effet » (161). D'autre part, les deux puissances exercent l'une sur l'autre un contrôle mutuel: le

(158) *Commentaires*, traduction Damiens de Gomicourt, I, 215.

(159) Sur ce point les *Commentaires* de Blackstone reproduisent presque textuellement *l'Esprit des Lois*.

(160) *Commentaires*, I, 229.

(161) *Ibid.*, I, 223.

roi, organe de l'exécutif, participe par sa sanction à la puissance législative; les Chambres, tout en se faisant mutuellement contrepoids par leur *veto* respectif, exercent en outre, par la mise en accusation des ministres, un droit de contrôle sur le pouvoir exécutif. Cet heureux balancement mettant obstacle au despotisme, la Constitution assure aux citoyens des droits méconnus partout ailleurs et qui peuvent être justement appelés « les droits du peuple d'Angleterre » (162) : la sûreté des personnes, le respect de la propriété, la protection contre l'arbitraire. Blackstone ne va pourtant pas jusqu'à trouver tout parfait dans le régime existant : partisan déclaré du régime censitaire il reconnaît qu'on pourrait souhaiter « une représentation plus étendue et plus complète du peuple anglais (163) ». Mais c'est là une imperfection passagère qu'une évolution normale fera disparaître. La Constitution porte en elle-même son principe de réforme et de perfectionnement : « Sa vigueur a toujours délivré la nation de ses maux (164). »

Ainsi les ouvrages des écrivains politiques anglais que des traductions rendent accessibles à un large public de lecteurs français s'accordent à célébrer les bienfaits et les vertus de la Constitution britannique. Les critiques

(162) *Ibid.*, I, 188.

(163) *Ibid.*, VI, 489.

(164) *Ibid.*, I, 186.

ne portent que sur des points de détails, susceptibles d'amélioration. L'impression générale est celle d'un attachement reconnaissant à des institutions qui ont fait la grandeur et la prospérité du pays. Il convient maintenant d'étudier dans quelle mesure ces témoignages d'outre-Manche sont confirmés ou contredits par les jugements des écrivains politiques français.

On trouve parmi eux plusieurs détracteurs de la Constitution britannique. Dans ses *Observations sur l'Esprit des Lois* (165), Crevier reproche à Montesquieu d'avoir voué « toute son estime, toute son admiration au gouvernement d'une nation voisine » (166). Accarias de Serionne publie en 1772 un ouvrage intitulé *La Richesse de l'Angleterre* dont l'objet principal est de montrer la Grande-Bretagne accablée d'impôts et lourdement endettée, mais qui dénonce aussi dans sa monarchie mixte un gouvernement compliqué, onéreux, vicié par de multiples abus et n'offrant qu'une garantie précaire à la liberté (167). Le *Dictionnaire social et patriotique*, de Lefebvre de Beauvray, traite dédaigneusement de « rêve politique » les réflexions de Montesquieu sur la Constitution anglaise, ne voit qu'une théorie séduisante mais inapplicable dans la balance des pouvoirs et dénonce,

(165) Paris, 1764, in-12.

(166) *Observations...*, p. 9.

(167) *La Richesse de l'Angleterre*, p. 14.

comme des tares du régime politique d'outre-Manche, la licence effrénée de la presse, l'ignorance et la corruption des électeurs, la dangereuse omnipotence du Parlement (168).

Dans ce groupe des anglophobes, celui qui se distingue entre tous par la véhémence passionnée de ses critiques est Linguet. Les attaques violentes et multipliées de cet avocat publiciste contre l'*Esprit des Lois* et les chapitres où Montesquieu célèbre les mérites de la Constitution anglaise s'expliquent, dans une certaine mesure, par les principes généraux de sa doctrine et sa conception de l'autorité. Pour Linguet, toute l'organisation sociale repose sur la propriété, laquelle n'est fondée à l'origine que sur la violence et l'oppression. L'auteur montre, dans les premiers âges de l'histoire, les pasteurs et les agriculteurs asservis par les chasseurs (169). De là naquirent « les véritables obligations de la Société, dont tous les devoirs peuvent se rapporter à deux points, commander et obéir » (170). Tout gouvernement provient d'une usurpation ancienne légitimée par le temps. Il est vain d'en chercher la source dans

(168) *Dictionnaire social et politique*, pp. 135, 273, 352, 356.

(169) *Théorie des loix civiles*, t. I, l. II, ch. IX, pp. 289-294.

(170) *Ibid.*, tome I, liv. II, ch. IX, p. 294. Quelques pages plus loin, l'auteur écrit : « La première apparence de société qui se forma sur la terre y fit voir le despotisme et la bassesse, des maîtres imprériers et un esclavage tremblant. » (p. 299).

un accord librement consenti entre un souverain et son peuple (171). Le pouvoir est aux mains du prince. Les sujets doivent s'y résigner. Ils ne pourront trouver d'autre garantie contre le despotisme que dans la communauté d'intérêts qui existe entre le souverain et les propriétaires du royaume (172). Quant aux combinaisons politiques, compliquées et prétentieuses, par lesquelles on veut diviser la souveraineté et opposer l'un à l'autre différents pouvoirs, il n'y a là que de malfaisantes chimères. Linguet dénonce avec la même violence la théorie des corps intermédiaires formulée par Montesquieu et le système d'équilibre et de contrepoids dont la monarchie mixte d'Angleterre fournit l'exemple : « Les corps ou compagnies intermédiaires sont bien plutôt les armes du despotisme que les gardiens de la liberté... J'ai vu que partout où le pouvoir était partagé, le peuple était malheureux (173). » Dans ses *Lettres sur la Théorie des lois civiles*, Linguet part en guerre contre l'anglomanie politique : « Je me croirais un citoyen utile si je pouvais parvenir à désabuser notre jeunesse de la prévention aveugle qu'on lui inspire en faveur d'une nation, dont le gouvernement serait assurément pour nous le plus honteux des opprobres et la plus affreuse

(171) *Ibid.*, pp. 66, 72.

(172) *Ibid.*, p. 81.

(173) *Annales*, I, 300, 304.

des calamités (174). » Dans la fameuse théorie des trois pouvoirs, il dénonce une illusion dangereuse : ce qu'on appelle balancement harmonieux n'est qu'un antagonisme permanent, une menace perpétuelle de division et de discorde : « Quel est donc le secret de ce merveilleux gouvernement, dont on nous crie d'envier la sécurité ? C'est, dit-on, l'équilibre parfait des trois pouvoirs qui le composent... Mais qui ne voit que cet état, bien loin d'être celui du calme, n'est autre chose que la proximité éternelle du plus violent orage ? (175) » On vante la liberté anglaise, mais que faut-il entendre par liberté ? Pour Linguet, celle-ci ne peut exister dans un Etat organisé que dans la mesure où « la jouissance libre des biens est la plus assurée à chacun dans son état ». Or, cette liberté n'existe point en Angleterre, pays où « il n'y a pas de grand qui ne puisse vexer, dépouiller impunément un petit » (176). Pour protester contre la réputation de douceur et d'humanité dont jouit la législation criminelle anglaise, Linguet décrit, avec des commentaires horrifiés, l'application de la peine forte et dure aux muets volontaires, c'est-à-dire aux

(174) *Lettres sur la Théorie des loix civiles*, p. 95. La position prise par Linguet se manifeste clairement dans le titre même de cet ouvrage : *Lettres... où l'on examine entr'autres choses s'il est bien vrai que les Anglais soient libres et que les Français doivent, ou imiter leurs opérations, ou porter envie à leur gouvernement.*

(175) *Ibid.*, p. 96.

(176) *Ibid.*, p. 108.

accusés qui refusent de répondre devant les juges (177). Dans ses *Annales*, il dresse un violent réquisitoire contre l'Angleterre, ses mœurs et sa civilisation. Médiocrité intellectuelle d'un peuple qui voyage sans observer, ne lit que les gazettes, dédaigne par ignorance les cultures étrangères et ne sait même pas rendre hommage à ses génies nationaux; corruption éhontée des mœurs politiques; décadence de l'esprit religieux, vicié par le fanatisme et la superstition; égoïsme farouche d'une politique coloniale, cruelle et cupide dans l'Inde, maladroitement despotique en Amérique; misère et turbulence d'une populace écrasée d'impôts, tel est le sombre tableau dont il se plaît à charger les couleurs (178). On s'abuse étrangement en vantant les libertés anglaises. La presse des matelots, les décrets de prise de corps contre les débiteurs sont autant d'attentats à la liberté individuelle; les mesures d'exception contre les catholiques violent le principe de la liberté religieuse (179). Quant à la liberté politique, « le gouvernement d'Angleterre par lui-même est si propre au despotisme qu'à la moindre circonstance favorable pour ce système l'autorité arbitraire peut s'y réintégrer sans être obligée de rien changer, même dans les formules extérieures et que le tyran

(177) *Ibid.*, pp. 121-125.

(178) *Annales*, I, 253 sqq.

(179) *Ibid.*, I, 294.

le plus absolu prendrait la place du Roi le plus gêné, sans seulement qu'on s'aperçoive de la moindre différence entre les titres, les procédés de la veille et ceux du lendemain (180). » Il est naïf d'admirer le mécanisme savant de la Constitution britannique : l'histoire montre qu'elle « n'est fondée que sur un concours fortuit de circonstances que la volonté de la nation n'a jamais maîtrisé (181). »

Les ouvrages de Linguet contiennent donc une condamnation formelle du régime politique d'outre-Manche. Mais la violence de ses attaques n'en impose pas à l'opinion française contemporaine. Grimm commente avec dédain ses invectives contre Montesquieu (182), Mirabeau dans *l'Essai sur le Despotisme* le range parmi « les monstres qui blasphèment la liberté » (183); le *Journal Encyclopédique* déclare que ses qualités de style ne compensent pas la fausseté de sa logique (184). La critique de la Constitution anglaise se heurte à une réaction particulièrement vive. Dans une lettre à Linguet, publiée dans le *Journal Encyclopédique* du 15 mars 1771, un correspondant anonyme s'écrie : « Informez-vous un peu mieux sur ce pays dont tous les habitants

(180) *Ibid.*, I, 295.

(181) *Ibid.*, III, 296.

(182) *Correspondance*, IX, 196-197.

(183) *Essai sur le despotisme*, pp. 69, 156.

(184) *Journal encyclopédique*, 1^{er} septembre 1767.

adorent leur gouvernement et ne cessent de l'appeler notre béni gouvernement, expression bien plaisante, s'ils sont aussi malheureux que vous le dites. » La Harpe accuse Linguet de soutenir délibérément des paradoxes afin de faire briller sa plume; son dénigrement systématique de la Constitution anglaise est dénoncé comme l'entreprise d'un « rhéteur scolastique » par laquelle l'auteur de la *Théorie des loix civiles* « met le comble à ses inconséquences révoltantes » (185). Dupont de Nemours ne voit qu'une boutade ridicule dans la prétendue supériorité des gouvernements asiatiques sur le régime anglais. La plaidoirie passionnée de « l'avocat des gouvernements arbitraires contre les gouvernements modérés » lui paraît suffisamment réfutée par ce fait évident « que le métier d'homme, pris en général, vaut mieux en Angleterre qu'en Turquie, et que par conséquent le Gouvernement y est meilleur » (186).

Dédaigneusement repoussée par l'opinion à cause de leur outrance même, les critiques de Linguet ne sont que la manifestation individuelle d'un esprit véhément et paradoxal. Il faut attacher plus d'importance à celles qui émanent d'un groupe d'écrivains, réunis autour d'une doctrine commune, et dont l'active propagande sollicite beaucoup d'esprits, les membres de l'Ecole phy-

(185) *Mercure de France*, 1^{er} octobre 1770.

(186) *Ephémérides du Citoyen*, 1770, vol. 6, p. 185.

siocratique. Profondément influencés par la pensée anglaise dans l'ordre économique (187), les Physiocrates ont manifesté presque tous une grande méfiance envers les institutions politiques d'outre-Manche. Dans les *Ephémérides du Citoyen*, Dupont de Nemours proteste avec énergie contre les insinuations de Linguet taxant d'anglomanie les membres de la secte : « Ce sont eux, rappelle-t-il, qui ont dit les premiers que les abus sont plus difficiles à corriger dans le gouvernement d'Angleterre que dans la plupart des autres gouvernements, attendu que, la direction de la puissance publique étant trop divisée en Angleterre et les intérêts de ceux qui ont part à cette direction trop divergens, il ne peut que très difficilement y avoir une réunion de force assez constante et assez prépondérante pour constituer une autorité qui puisse établir solidement les lois les plus favorables à la liberté de la Nation et à l'accroissement de ses richesses (188). » Ce passage résume bien l'attitude générale du groupe physiocratique à l'égard de la Constitution anglaise. Celle-ci était généralement considérée, depuis Montesquieu comme l'illustration la plus parfaite des vertus politiques de la séparation des pouvoirs et de l'équilibre des contre-forces. Or, ces deux principes sont constamment attaqués par les Physiocrates comme incompa-

(187) Cf. Weurllesse, *Le mouvement physiocratique en France*, I, 33-35.

(188) *Ephémérides du Citoyen*, année 1770, tome VI, pp. 210-211.

tibles avec une conception rationnelle de l'autorité (189). La clé de voute de leur doctrine politique est la déclaration inscrite par Quesnay en tête des *Maximes Générales du Gouvernement Economique d'un Royaume agricole*. « Que l'autorité souveraine soit unique et supérieure à tous les individus de la société et à toutes les entreprises injustes des intérêts particuliers (190) ». A ce principe fondamental de l'unité d'autorité, tous les principaux membres de la secte, Mercier de La Rivière, Dupont de Nemours, Le Trosne, le Marquis de Mirabeau, ont exprimé leur adhésion (191). De la séparation des pouvoirs ils ne retiennent que l'indépendance du pouvoir judiciaire; au système des contreforces ils opposent la théorie du despotisme légal (192). Leur conception même de la loi entraîne la condamnation du régime parlementaire puisque, dans leur théorie, la loi n'est pas l'expression de la volonté générale, formulée par les représentants de la nation, mais une simple transcription des lois essentielles qui dérivent de la nature des choses: « L'autorité ne doit pas être instituée pour faire

(189) Quesnay n'y voit qu'une « opinion funeste qui ne laisse apercevoir que la discorde entre les grands et l'acablement des petits ». *Maximes de gouvernement*, § 2, Edition Daire, p. 81.

(190) Quesnay. *Maximes générales...*, édit. Daire, p. 81.

(191) Cf. *La Rivière, Ordre naturel*, XXI, 159; Dupont, *Origine et progrès d'une science nouvelle*, p. 347; Le Trosne, *Ordre social*, p. 156; Mirabeau, *Lettres sur la législation*, II, 656.

(192) Dupont de Nemours n'adhère pas sans réserve à cette théorie. Turgot la répudie énergiquement, mais ils partagent l'un et l'autre les conceptions de Quesnay sur l'unité d'autorité.

des lois, car les lois sont toutes faites par la main de Celui qui créa les droits et les devoirs; les lois positives ne doivent être que des actes déclaratoires des lois essentielles de l'ordre social (193). » Dans un Etat mixte, tel que la monarchie anglaise, Baudeau dénonce trois vices fondamentaux : le pouvoir législatif arbitraire du souverain (194), la perception des taxes uniquement subordonnée aux besoins du gouvernement, l'attachement exclusif à l'intérêt national sans égard pour les besoins des autres peuples (195). Dupont de Nemours signale la désinvolture avec laquelle les membres des Communes méconnaissent les volontés de leurs commettants et il préconise contre cet abus l'usage du mandat impératif (196). Il reproche aussi au Parlement anglais sa tendance à hypothéquer l'avenir national par une politique d'emprunts (197). Enfin, Le Trosne juge illusoire la liberté dont se vantent les Anglais : « Cette nation est-elle vraiment plus libre qu'une autre ? Oui, si la liberté consiste dans le droit de nouer des factions,

(193) Dupont de Nemours, *Origine et progrès d'une science nouvelle*, édit. Daire, p. 347.

(194) Ceci doit être interprété à la lumière de la définition précédente. Lors même qu'elle est la volonté du plus grand nombre, la loi est arbitraire si elle n'est pas conforme « à la justice naturelle et primitive » (p. 388).

(195) Baudeau, *Première introduction à la philosophie économique*, ch. V, art. III, n° VI.

(196) *Lettres à la margrave de Bade*, II, 226.

(197) *Journal de l'agriculture, du commerce et des finances*, février 1766.

de déclamer contre l'autorité et les ministres, de répandre des libellés, de se livrer aux clameurs et aux émeutes populaires. Mais si la vraie liberté consiste dans le droit de faire tout ce qui n'est pas défendu par la justice, dans la sûreté civile, dans le droit d'user de ses facultés, de disposer de ses productions, d'acheter, de vendre et de jouir dans l'état d'immunité après avoir acquitté par un partage régulier la dette sacrée de l'impôt, il n'est peut-être pas de nation moins libre (198). »

Bien qu'il condamne la théorie du despotisme légal, Turgot n'en est pas moins hostile à la balance des pouvoirs et au système des contreforces qui n'aboutissent, selon lui, qu'à créer « un état de guerre intérieur » (199). Adversaire du bicamérisme, il reproche aux Américains d'avoir emprunté l'idée d'une Chambre Haute à la Constitution anglaise, qu'il accuse de favoriser l'aristocratie (200).

Ainsi leur conception de l'autorité et leur volonté de réforme rapide inspirent aux Physiocrates un sentiment de méfiance marquée à l'égard des institutions britanniques.

En face de leurs critiques, Mably apparaît, à certains

(198) *Ordre social*, ch. VI, p. 248, note.

(199) Lettre à Dupont de Nemours, 21 juin 1771.

(200) Cf. Lettre au Docteur Price, dans Mirabeau, *Considérations sur l'ordre de Cincinnati*, p. 190.

égards, comme un défenseur de la Constitution anglaise. Dans ses *Doutes proposés aux philosophes économistes sur l'ordre naturel et essentiel des Sociétés politiques*, il combat la doctrine du despotisme légal, conteste l'autorité de l'exemple chinois et affirme la supériorité des gouvernements mixtes. La séparation des pouvoirs lui apparaît comme une garantie de liberté indispensable (201) dont la disparition amènerait « le despotisme le plus arbitraire et le plus accablant » (202). Il attaque la thèse physiocratique d'après laquelle le régime représentatif ne saurait convenir qu'à une population restreinte sur un territoire limité (203). Il croit à l'utilité des contreforces; après avoir cherché à la démontrer par l'exemple de la République romaine, il signale les avantages qu'en retire le gouvernement anglais : « Elles empêchent qu'un ordre n'acquière une autorité supérieure aux lois et n'écrase les autres; elles retiennent jusqu'à un certain point les passions du prince, des grands et des Communes (204). » Ainsi s'établit entre chacune de ces trois puissances une collaboration nécessaire qui sauvegarde les intérêts de chacune : « Aucun

(201) Sur ce point, l'opinion de Mably a varié, car dans le *Parallèle des Romains et des Français par rapport au gouvernement* (1740), il critique la séparation des pouvoirs et y voit un trait fâcheux de la Constitution anglaise (II, 77).

(202) *Doutes...*, p. 147.

(203) *Ibid.*, p. 211.

(204) *Ibid.*, p. 215.

de ces trois membres du Corps Législatif ne souffrira d'être sacrifié aux deux autres; le gouvernement s'affermi, l'habitude lui donne des forces et la nation a des lois impartiales et également favorables à la prérogative royale, à la dignité des pairs et à la liberté du peuple (205). »

Cependant cet éloge n'exprime pas toute la pensée de Mably sur la Constitution anglaise. Il intervient surtout comme un argument pour maintenir contre les Physiocrates la nécessité de la division des pouvoirs. Mais cette formule désigne, chez Mably, une conception très différente de celle de Montesquieu. Celui-ci veut garantir à chacun des pouvoirs une certaine indépendance afin d'introduire ainsi dans l'Etat un principe d'équilibre et de stabilité; Mably, au contraire, ne voit dans le pouvoir exécutif que la fonction « d'exécuter ce qui est prescrit par la loi » et par suite il insiste sur la subordination du pouvoir exécutif au pouvoir législatif. C'est pourquoi il reproche à la Constitution anglaise de ne pas élever assez de barrières contre les empiètements toujours à craindre du pouvoir exécutif. Montesquieu lui semble avoir trop vanté un régime dans lequel « l'ouvrage de la liberté n'est qu'ébauché » (206). Rappelant « les alarmes toujours renaissantes de la nation » et « les

(205) *Doutes...*, p. 231.

(206) *De l'étude de l'histoire*, p. 195.

plaintes continuelles contre le ministère » (207) pour montrer que les Anglais eux-mêmes sont loin de considérer leur Constitution comme parfaite, il y dénonce surtout deux graves inconvénients : l'irresponsabilité royale et la subordination des Chambres au souverain. A l'inviolabilité constitutionnelle du monarque, la responsabilité des ministres n'apporte par un correctif efficace, car la Couronne dispose de ressources qui, dans la pratique, lui permettent toujours de soustraire au châ-timent les agents du pouvoir exécutif : « C'est un principe en Angleterre que le roi est toujours innocent... il fallait donc le mettre dans l'heureuse impuissance d'être coupable. Mais, me dira-t-on, les ministres répondent de sa conduite sur leur tête, ils le soutiendront dans le devoir. Quelle misérable ressource ! et peut-on y compter ? Quand le prince ne reconnaît point de juge, combien ne lui reste-t-il pas de moyens pour sauver ses complices et les instruments de son ambition (208). » Ainsi en cas de conflit, le pouvoir législatif se trouve désarmé devant l'exécutif. Celui-ci, au contraire, ne cesse pas d'étendre son influence par la corruption. Mably recommande aux Polonais de ne pas « faire la faute des Anglais qui ont mis entre les mains du prince

(207) *Ibid.*, p. 199.

(208) *Ibid.*, pp. 201, 202.

des richesses capables de les corrompre » (209). Le danger est d'autant plus grand que la Constitution ne met pas de limites précises à la prérogative royale. Il en résulte que la condition politique des Anglais, établie par « des lois trop flexibles » demeure à la merci des circonstances (210). L'équilibre est forcément instable entre deux pouvoirs dont l'un possède une supériorité si marquée : « Le roi peut beaucoup de choses sans le Parlement; le Parlement, au contraire, ne peut rien sans le roi... Le roi peut suspendre le Parlement et le Parlement ne peut contraindre le roi à donner son consentement aux *bills* qu'on lui propose : quelle est donc leur égalité ? Et dès que ces puissances sont inégales, la plus considérable ne doit-elle pas tous les jours augmenter ses droits ? (211) » Dans ces conditions la liberté politique n'est plus qu'une illusion : « Avec les apparences d'un peuple libre, les Anglais commencent à être les esclaves de la Cour, qui peut-être enfin ne se donnera plus la peine d'acheter les suffrages du Parlement (212). »

Telles sont les vues pessimistes de Mably sur l'avenir de la Constitution anglaise. Fondée sur un principe juste, la séparation des pouvoirs, elle porte en elle un

(209) *Traité sur le gouvernement de la Pologne*, Œuvres, édit. de 1789, tome VIII, p. 60.

(210) *De la Législation ou Principe des Loix*, Œuvres, IX, 195.

(211) *Ibid.*, p. 196.

(212) *Ibid.*, p. 198.

germe de décadence parce que la suprématie du pouvoir exécutif menace constamment un équilibre qu'il aurait fallu établir sur de plus sages proportions.

Helvétius ne peut pas être considéré comme un contempteur systématique des institutions d'outre-Manche. Son voyage en Angleterre l'avait transporté d'enthousiasme. Dans la suite il a, comme il le dit lui-même, « beaucoup loué les Anglais dans ses ouvrages (213). » Dans son traité *De l'Homme*, il célèbre ce peuple « maintenant si humain, si tolérant, si éclairé, si libre, si industrieux, si ami des arts et de la philosophie (214). » Toutes ces qualités lui apparaissent comme une conséquence de la liberté nationale (215). Disposé à reconnaître dans le régime de la presse un signe caractéristique de la valeur des gouvernements, il signale que « l'Angleterre, généralement regardée comme le meilleur, est celui où le citoyen à cet égard est le plus libre (216). » Dans *l'Esprit*, il salue encore outre-Manche « un pays où chaque citoyen a part au maniement des affaires générales, où tout homme d'esprit peut éclairer le public sur ses véritables intérêts » (217). Cependant ces éloges n'expriment pas une admiration sans

(213) Lettre à Lefebvre-Laroche, *Œuvres*, édition de 1795, XIV, 95.

(214) *De l'Homme*, III, 331.

(215) *Ibid.*, III, 339.

(216) *Ibid.*, IV, 390, note.

(217) *De l'Esprit*, I, 199.

réserve du régime politique anglais. Déjà, en 1748, dans sa lettre à Montesquieu sur le manuscrit de l'*Esprit des Lois*, Helvétius avait discrètement reproché au Président son goût des systèmes compliqués et une prévention trop marquée en faveur de la Constitution britannique. Vingt ans plus tard, il s'exprime encore plus nettement à ce sujet dans une lettre à Lefebvre-Laroche (218). Il regrette que trop d'esprits se soient laissé séduire par le panégyrique de Montesquieu. C'est beaucoup moins à ses institutions qu'au « sommeil léthargique de ses voisins » (219) que l'Angleterre doit actuellement sa grandeur et sa prospérité. De multiples abus y rendent la liberté « orageuse et mal affermie » : corruption parlementaire, coalition du souverain et des pairs contre la Chambre basse, influence des lords ecclésiastiques, accroissement de la prérogative royale (220). Cette Constitution est vicieuse dans son origine même. Œuvre des circonstances, du hasard, et par suite composée de « débris disparates et mal assortis », elle ne forme pas « un système lié dans toutes ses parties » (221). On y trouve trop de vestiges de l'absurde gouvernement féodal qui la rendent « compliquée et bien embarrassée dans ses rouages » (222). Il faut donc se garder d'y chercher un

(218) Viré, 8 septembre 1768, *Œuvres*, XIV, pp. 77 sqq.

(219) *Ibid.*, p. 93.

(220) *Ibid.*, pp. 85, 87.

(221) *Ibid.*, p. 81.

(222) *Ibid.*, p. 78.

modèle : « Que seraient donc les connaissances acquises depuis un siècle, si l'expérience et l'observation ne nous enseignaient rien de mieux à perfectionner dans nos gouvernements modernes que ce que le hasard des circonstances a fait rencontrer aux Anglais? (223) » Ainsi la critique rationaliste d'Helvétius invoque le progrès des lumières contre l'autorité de la tradition illustrée par l'exemple britannique.

Mais à l'époque qui nous occupe ces deux tendances, démocratique et rationaliste, n'entraînent pas l'opinion dans une condamnation générale de la Constitution anglaise. La tradition de Montesquieu survit chez les écrivains libéraux, qui s'accordent pour célébrer les mérites des institutions britanniques. On les admire à plus d'un titre. Pour d'Auxiron, auteur des *Principes de tout gouvernement* (224), l'influence du climat et du milieu physique est grandement exagérée dans l'*Esprit des Lois*. « C'est le gouvernement et ce sont les lois qui donnent à chaque nation son génie, son caractère et ses mœurs (225). » A l'appui de cette affirmation, l'auteur invoque l'exemple de l'Angleterre : ses institutions politiques, en appelant les citoyens à concourir au gouver-

(223) *Ibid.*, p. 96.

(224) Ou *Examen des causes de la splendeur ou de la faiblesse de tout état considéré en lui-même, et indépendamment des mœurs*. Paris, 1776, 2 vol. in-12.

(225) *Principes de tout gouvernement...*, II, 5.

nement de l'Etat, développent dans toutes les classes le sentiment de l'intérêt national; sous leur influence l'Anglais est en toutes circonstances « instruit de ses devoirs et fidèle à les remplir » (226).

Des considérations analogues inspirent Wéguelin dans ses *Considérations sur les principes moraux et caractéristiques des gouvernements* (227). Selon lui la plupart des malheurs dont souffrent les nations sont causées par « le conflit perpétuel de l'esprit d'intérêt privé et de l'esprit d'intérêt public » (228). La Constitution anglaise a l'originalité et le mérite d'éviter l'antagonisme de ces deux forces en instituant un mécanisme politique qui les combine et les associe harmonieusement (229).

C'est aussi par la notion d'équilibre que sont inspirés les commentaires de Turpin dans son *Histoire du gouvernement des anciennes Républiques* (230). Après avoir étudié successivement les Constitutions de Sparte, d'Athènes, de Thèbes, de Carthage et de Rome, l'auteur les compare toutes à la Constitution britannique afin de montrer combien celle-ci leur est supérieure : l'hérédité du monarque prévient les compétitions et les troubles causés à Rome par l'élection des consuls; les Communes

(226) *Ibid.*, II, 52.

(227) Berlin, 1766, in-8°.

(228) *Considération sur les principes...*, p. 189.

(229) *Ibid.*, p. 191.

(230) Paris, 1769, in-12.

représentent un organe de contrôle analogue au tribunal, dont elles offrent tous les avantages sans en avoir les inconvénients, car les membres sont tirés du corps du peuple et intéressés à la prospérité de l'Etat; la décision à la majorité des votes empêche les difficultés qui naissent à Carthage de l'obstruction causée par le *veto* d'un seul sénateur; enfin, la Chambre Haute, en jouant un rôle d'arbitre entre le souverain et le peuple « prévient les abus de la royauté et oppose un frein à la licence populaire » (231). Ainsi, grâce à une sage distribution des pouvoirs, la liberté se trouve plus solidement assurée dans la monarchie anglaise que dans les démocraties antiques.

Bien qu'il n'attache que peu d'importance aux questions constitutionnelles, estimant que « toute forme de gouvernement est avantageuse dès qu'elle laisse tout pouvoir à la loi » (232), d'Holbach laisse percer ses préférences pour un régime représentatif à suffrage restreint dans lequel les propriétaires seuls constitueraient le corps électoral et pourraient être mandatés par lui (233). Ces vues l'inclinent à juger avec sympathie la Constitution anglaise dans laquelle il trouve l'exemple typique du gouvernement mixte qui « réunit, balance

(231) *Histoire du gouvernement...*, p. 215.

(232) *Système social*, I, 160.

(233) *Système social*, II, 52.

et tempère tous les gouvernements que les hommes ont imaginés jusqu'à présent » (234). Sans doute les abus du régime parlementaire d'outre-Manche ne lui échappent pas. Il dénonce la coalition du souverain avec l'aristocratie et la vénalité des membres des Communes. Il regrette que les Anglais n'aient pas eu « la prudence de se réserver le droit de punir des représentants prévaricateurs » (325). Mais si leurs institutions ne sont point parfaites, elles font cependant de l'Angleterre « la nation la plus libre que l'on trouve maintenant sur la terre » (236).

L'attitude que révèlent ces allusions rapides se retrouve à peu près identique chez Diderot. Son idéal est la monarchie tempérée qu'il définit comme « le gouvernement sous lequel le souverain libre pour le bien est lié pour le mal » (237). Cette formule, traditionnellement appliquée à la monarchie anglaise depuis les *Lettres philosophiques* de Voltaire, montre de quel côté s'orientent ses sympathies. Sans doute, il voit et signale très nettement l'existence en Angleterre de la corruption sous sa double forme électorale et parlementaire : « L'homme riche achète les suffrages de ses commettants pour

(234) *Politique naturelle*, p. 71.

(235) *Système social*, II, 70.

(236) *Ibid.*, II, 66.

(237) *Observations sur l'Instruction de S. M. I. aux Députés* (1774), publié par P. Ledieu dans la *Revue d'histoire économique et sociale* (1920), p. 291.

obtenir l'honneur de les représenter; la cour achète les suffrages des représentants pour gouverner plus despotiquement (238). » Mais cette vénalité lui apparaît comme un mal nécessaire. Elle n'empêche pas que le Parlement d'Angleterre soit « une terrible contreforce au pouvoir du Roi » (239). Dès lors ce régime, malgré ses imperfections, fait obstacle au despotisme en limitant l'autorité souveraine et protège la liberté naturelle de l'individu. C'est pourquoi Diderot le juge préférable à la monarchie française (240) et n'hésite pas à le proposer en modèle. A l'impératrice Catherine II lui demandant « Votre avis serait donc que j'eusse un Parlement à l'anglaise ? » il déclare avoir répondu : « Si Votre Majesté Impériale pouvait le créer d'un coup de baguette, je crois qu'il existerait demain (241). »

Dans son livre *De la félicité publique*, que Voltaire met au niveau de l'*Esprit des Lois*, Chastellux défend le régime représentatif contre les attaques de Rousseau et oppose au despotisme légal des Physiocrates le système des contreforces (242). Il signale qu'en Angleterre le peuple est plus à son aise qu'en France (244) et il rend hommage à l'heureuse influence exercée par les insti-

(238) *Ibid.*, p. 297.

(239) *Ibid.*, p. 293.

(240) *Ibid.*, p. 290.

(241) *Ibid.*, p. 290.

(242) *De la félicité publique*, I, 79.

(243) *Ibid.*, II, 317.

(244) *Ibid.*, II, 218.

tutions britanniques sur l'activité nationale. « Rien de plus favorable à la félicité des peuples que la législation de l'Angleterre qui rend tout accessible au mérite et même à la richesse, car qu'est-ce qui peut exciter l'industrie si ce n'est le désir de la richesse ? (245) »

Raynal, dans son *Histoire politique et philosophique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes* (246), regrette qu'en Angleterre le nombre des représentants ne soit pas mieux proportionné au chiffre de la population et à la valeur des propriétés; il s'indigne de la corruption électorale et parlementaire (247). Mais tout en dénonçant dans la Constitution britannique des abus inséparables de toute institution humaine, il n'en estime pas moins qu'il « n'y en eut jamais d'aussi bien ordonnée sur le globe » (248). Par son caractère mixte, elle combine les avantages des trois formes simples de gouvernement : l'hérédité monarchique prévient les guerres civiles autour du trône, l'unité de la puissance exécutive assure à l'action gouvernementale « l'accord, le secret, la célérité, qui peuvent seuls lui donner de l'énergie » (249). La nation participe, par

(245) *Ibid.*, II, 297.

(246) Edition de 1780. Le livre XIX de cette *Histoire*, où se trouve discutée la Constitution d'Angleterre, est une reproduction amplifiée du *Tableau de l'Europe*, publié par Deleyre en 1774, pour servir de supplément à la première édition de l'ouvrage de Raynal.

(247) *Histoire des Deux Indes*, IV, 505.

(248) *Ibid.*, IV, 503.

(249) *Ibid.*, IV, 500.

ses représentants, à la confection des lois et au contrôle des dépenses publiques. Le « corps intermédiaire » de la Chambre des Lords maintient l'équilibre entre ces deux grands pouvoirs (250). La liberté de la presse met au service de chaque citoyen la force de l'opinion publique (251). Enfin, pour conclure cette étude dans laquelle se reconnaît aisément le souvenir de l'*Esprit des Lois*, Raynal montre comment le prestige des institutions britanniques a influencé les nations voisines : « L'exemple d'un peuple riche, magnanime et heureux, au milieu de l'Europe a frappé tous les esprits. Les principes d'où découlaient tant de biens ont été saisis, discutés, présentés aux monarques et à leurs délégués, qui, pour éviter l'accusation de tyrannie, se sont vus contraints de les adopter avec plus ou moins de modifications. Les anciennes maximes revivraient bientôt, s'il n'existait pas, pour ainsi dire, au milieu de nous, un tribunal perpétuel qui en démontrât la dépravation et l'absurdité. » (252)

Ainsi l'immense succès de l'*Histoire des deux Indes* répand dans le public une interprétation de la Constitution britannique analogue à celle de Montesquieu et montre dans les institutions de l'Angleterre une leçon universelle de liberté.

Quant à Voltaire, on s'étonne que, dans son ouvrage

(250) *Ibid.*, IV, 502.

(251) *Ibid.*, IV, 503.

(252) *Ibid.*, IV, 506.

sur *Montesquieu et la tradition politique anglaise en France*, M. Dedieu ait pu le représenter comme un anglo-mane converti, reniant après 1750 l'admiration qu'il avait professée dans ses *Lettres Philosophiques* pour les institutions politiques d'outre-Manche. Dans les pages de Faguet auxquelles M. Dedieu renvoie (253), il n'est question que du Parlement de Paris. On joue donc sur les mots en interprétant ses attaques contre l'oligarchie judiciaire française comme une condamnation générale du régime parlementaire (254). La méprise a peut-être été provoquée par le souvenir des attaques contre Shakespeare et de la violente réaction contre l'anglomanie littéraire du patriarche de Ferney. Mais cette palinodie ne s'étend pas à l'ordre politique. A la fin comme au début de sa carrière, Voltaire est resté un admirateur convaincu de la Constitution anglaise. M^{me} de Genlis lui attribue même un rôle prépondérant dans la diffusion de l'anglomanie politique après la paix de 1763 : « Il vantait, dit-elle, avec emphase la Constitution, la liberté, les mœurs anglaises... et tous les jeunes auteurs copiaient ces pompeux éloges (255). » Au reste, Emile Faguet a

(253) *La politique comparée de Montesquieu, Rousseau et Voltaire*, pp. 127-156.

(254) Voltaire a nettement indiqué lui-même la différence qui sépare les Parlements français « simples cours de judicature », du Parlement britannique qui correspond aux anciens Etats Généraux. Cf. *L'Equivoque* (1771). *Œuvres*, édit. Moland, XXVIII, 421 sqq.

(255) M^{me} de Genlis, *Mémoires*, X, 257.

grandement exagéré ses prétendues complaisances pour l'absolutisme (255 *bis*). Si Voltaire estime qu'en France un pouvoir fort est nécessaire pour contenir la noblesse et l'Eglise, il n'en pose pas moins en principe que la grande loi fondamentale de toutes les nations est la conservation de la liberté : « L'homme est né libre : le meilleur gouvernement est celui qui conserve le plus qu'il est possible à chaque mortel ce don de la nature (256). » Les épigrammes dont il crible Montesquieux et la balance des pouvoirs ne doivent pas faire illusion; du fait qu'il n'interprète pas la Constitution britannique comme l'auteur de l'*Esprit des Lois*, il ne s'ensuit pas qu'il en méconnaisse les avantages. Pendant toute sa carrière, l'Angleterre reste à ses yeux le « Temple de la Liberté » (257).

Les critiques qu'on adresse d'ordinaire au parlementarisme anglais lui semblent peu fondées. La corruption, dont on s'exagère souvent l'étendue (258), prouve du moins que le souverain rencontre des obstacles à l'exé-

(255 *bis*) La même thèse est exposée par Antonello Gerbi (*La politica del Settecento*, Bari, 1928) qui écrit au sujet de Voltaire: « è antiliberale, antidemocratico, antiegalitario » (p. 93). Les deux dernières épithètes sont plus justifiées que la première.

(256) A. B. C., *Œuvres*, XXXVII, 388.

(257) Cf. *Lettre à M^{me} du Deffand* (1759), *Œuvres*, XL, 190; *Lettre à Keate* (1760) dans Bengesco. *Bibliographie Voltairienne*, III, 337; *Epître à son vaisseau* (1768), *Œuvres*, X, 395.

(258) *A la Liberté*, *Œuvres*, X, 365.

cution de ses volontés (259). Quant à l'opposition des partis, elle trouve son rôle et son utilité dans le fonctionnement du régime parlementaire : « Il est vrai, fait-il dire à un Anglais, qu'il y a toujours chez nous deux partis qui se combattent avec la plume et avec des intrigues; mais aussi ils se réunissent toujours quand il s'agit de prendre les armes pour défendre la patrie et la liberté. Ces deux partis veillent l'un sur l'autre; ils s'empêchent mutuellement de violer le dépôt sacré des lois; ils se haïssent, mais ils aiment l'Etat; ce sont des amants jaloux qui servent à l'envi la même maîtresse (260). » Il ne faut donc pas se laisser aveugler par quelques abus. Ceux-ci sont inévitables, mais « le comble de la perfection humaine est d'être puissant et heureux avec des abus énormes » (261). Tel est le privilège du peuple anglais. Aussi malgré sa turbulence apparente, est-il profondément attaché à ses institutions: « Les Anglais voudraient changer de ministre tous les huit jours; mais ils ne voudraient pas changer la forme de leur gouvernement (262). »

(259) Sherlock, dans le récit de sa visite à Ferney en 1776, rapporte ce propos de Voltaire : « Les Anglais se vendent? c'est une preuve qu'ils valent quelque chose : nous autres Français, nous ne nous vendons point, vraisemblablement c'est que nous ne valons rien. » Sherlock, *Lettres d'un voyageur*, p. 147. Au cours du même entretien, Voltaire avait mis en parallèle le triste esclavage des Français avec la liberté qui fait le bonheur des Anglais.

(260) *La Princesse de Babylone*, ch. XVII, *Œuvres*, XXI, 411.

(261) *L'A. B. C.*, *Œuvres*, XXVII, 349.

(262) *Dictionnaire philosophique*, art. *Gouvernement*, sect. II. *Œuvres*, XIX, 286. Cf. aussi *A. B. C.*, *Œuvres*, XXVII, 387.

C'est qu'ils en apprécient les avantages que Voltaire met vigoureusement en lumière dans un article du *Dictionnaire philosophique* (263). Savante construction politique, établie sur des assises durables, préservée des périls d'une révolution, la Constitution britannique peut être considérée comme la meilleure réussite de la sagesse humaine (264). La nation, représentée par la Chambre des Communes, y contient dans de justes limites la puissance du roi, des grands et du clergé. Les Anglais jouissent « de tous les droits de la nature, dont ils sont dépouillés dans presque toutes les monarchies (265). » Aux prérogatives du monarque correspondent les prérogatives du citoyen : « liberté entière de sa personne, de ses biens; de parler à la nation par l'organe de sa plume; de ne pouvoir être jugé en matière criminelle que par un jury formé d'hommes indépendants; de ne pouvoir être jugé en aucun cas que suivant les termes précis de la loi; de professer en paix

(263) *Art. Gouvernement, sect. II. Tableau du gouvernement anglais.* Ce morceau oppose l'interprétation de Voltaire à celle de Montesquieu. Dans les premières éditions des *Questions sur l'Encyclopédie*, le texte se terminait par la note suivante: « Après avoir écrit cet article, j'ai relu le dernier article du livre XIX de *l'Esprit des Lois*, dans lequel l'auteur fait un portrait de l'Angleterre sans la nommer. J'ai été sur le point de jeter au feu mon article, mais j'ai considéré que s'il n'a pas les traits d'esprit, la finesse, la profondeur qu'on admire dans le président de Montesquieu, il peut encore être utile; il est fondé sur des faits incontestables et on conteste quelquefois les idées les plus ingénieuses. »

(264) *Ibid.*, p. 297.

(265) *Ibid.*, p. 295.

quelque religion qu'on veuille, en renonçant aux emplois dont les seuls anglicans peuvent être pourvus » (266). Dans ce tableau des libertés anglaises, Voltaire fait une place importante à l'organisation judiciaire. Elle lui apparaît comme un des traits les plus enviabiles de la Constitution britannique. A Londres, comme à Rome, l'instruction des procès criminels lui semble porter témoignage « de la magnanimité et de la franchise de la nation » (267). Il se plaît à souligner toutes les garanties que la loi assure aux accusés: « Le secours d'un avocat n'est refusé à personne: tout le monde est jugé par ses pairs. Tout citoyen peut de trente-six bourgeois jurés en récuser douze sans cause, douze en alléguant des raisons, et par conséquent choisir lui-même les douze autres pour ses juges. Ces juges ne peuvent aller ni en deçà, ni au delà de la loi; nulle peine n'est arbitraire, nul jugement ne peut être exécuté que l'on n'en ait rendu compte au roi, qui peut et qui doit faire grâce à ceux qui en sont dignes, et à qui la loi ne la peut faire: ce cas arrive assez souvent: un homme violemment outragé aura tué l'offenseur dans un mouvement de colère pardonnable; il est condamné par la rigueur de la loi, et sauvé par la miséricorde qui doit être le partage du souverain. Remarquons bien attentivement que dans ce pays

(266) *Ibid.*, p. 296.

(267) *Dict. phil.*, art. *Criminel*; *Œuvres*, XVIII, 279.

où les lois sont aussi favorables à l'accusé que terribles pour le coupable, non seulement un emprisonnement fait sur la dénonciation fausse d'un accusateur est puni par les plus grandes réparations et les plus fortes amendes; mais que si un emprisonnement illégal a été ordonné par un ministre d'Etat à l'ombre de l'autorité royale, le ministre est condamné à payer deux guinées par heure pour tout le temps que le citoyen a demeuré en prison (268). » Le plus souvent, quand Voltaire critique le Code criminel français et conseille d'adoucir les dispositions rigoureuses édictées par l'ordonnance de 1670, c'est l'exemple d'outre-Manche qui l'inspire dans ses projets de réforme: « Que l'Angleterre instruisse les autres peuples ! » s'écrie-t-il, en dénonçant la stupide cruauté de la question, par laquelle on inflige aux prévenus « dans l'incertitude où l'on est de leur crime, un supplice beaucoup plus affreux que la mort qu'on leur donne, quand on est certain qu'ils la méritent » (269). Lorsqu'il réclame un conseil pour l'accusé, il rappelle qu'en Angleterre, celui-ci, d'abord aidé dans sa défense par les jurés eux-mêmes, a droit, depuis Charles II, au ministère de deux avocats (270). De même l'exemple de la jurisprudence britannique est allégué par Voltaire

(268) *Dictionnaire philosophique*, art. *Criminel*, *Œuvres*, XVIII, 279-280.

(269) *Commentaires sur le Livre des délits et des peines*, ch. XII, *Œuvres*, XXV, 558.

(270) *Prix de la justice et de l'humanité*, art. XXIII, *Œuvres*, XXX, 580.

lorsqu'il réclame une indemnité pour l'innocent emprisonné à tort (271), quand il critique la procédure secrète de l'instruction criminelle (272), quand il veut réserver au jury la décision du point de fait et confiner strictement les juges dans l'application de la loi (273), enfin, quand il suggère qu'aucun arrêt de mort ne soit exécuté sans que la cause ait été présentée au souverain (274).

Peut-on ajouter que Voltaire rêve pour la France d'une constitution représentative et parlementaire à l'anglaise? Il n'a jamais formulé sur ce point une déclaration bien nette. On peut cependant signaler l'insinuation enveloppée mais facilement intelligible par laquelle se termine son *Tableau du gouvernement anglais*: « Pourquoi donc ne sont-elles [les lois anglaises] pas suivies dans les autres pays? N'est-ce pas demander pourquoi les cocos mûrissent aux Indes et ne réussissent point à Rome? Vous répondez que ces cocos n'ont pas toujours mûri en Angleterre; qu'ils n'y ont été cultivés que depuis peu de temps, que la Suède en a élevé à son exemple pendant quelques années et qu'ils n'ont pas réussi; que vous pourriez faire venir de ces fruits dans d'autres provinces, par exemple en Bosnie (275), en Servie.

(271) *Commentaires sur le livre des édits et peines*, art. XXII, *Œuvres*, XXV, 573.

(272) *Dictionnaire philosophique*, art. *Criminel*, *Œuvres*, XVIII, 278.

(273) *La princesse de Babylone*, chap. XVII, *Œuvres*, XXI, 411.

(274) *Histoire d'Elisabeth Canning et des Calas*, *Œuvres*, XXIV, 401.

(275) La Bosnie désigne évidemment la France, comme le montre assez clairement la réflexion qui termine le morceau: « Oh ! qu'il est aujourd'hui de distance entre un Anglais et un Bosniaque! »

« Essayez donc d'en planter! (276) »

Exclamation ambigüe, dans laquelle on peut voir un ironique défi, mais qui doit plus vraisemblablement s'entendre comme une invitation à imiter le modèle dont les avantages ont été si complaisamment signalés.

Quoi qu'il en soit, il reste hors de doute que l'admiration de Voltaire pour les institutions britanniques n'a pas disparu dans la seconde moitié du dix-huitième siècle. Le patriarche de Ferney conserve à leur égard les sentiments de sa jeunesse. Par l'autorité de son nom et la très large diffusion de son œuvre, il joue un rôle de premier plan dans la diffusion de l'anglomanie politique en France à cette époque.

Objet de considérations plus ou moins étendues, mais toujours fragmentaires, dans les ouvrages que nous venons d'étudier, la Constitution britannique est l'unique sujet d'un livre, publié à Amsterdam, en 1771, et tout entier consacré à en exalter les mérites. A ce titre, le traité de la *Constitution de l'Angleterre*, par de Lolme, doit retenir notre attention. Né à Genève en 1745, l'auteur est âgé de 27 ans quand il vient pour la première fois en Angleterre. Après y avoir séjourné pendant un an, il commence la rédaction de son livre qui est d'abord publié en français, à Amsterdam en 1771, puis traduit en anglais en 1775.

(276) *Dictionnaire philosophique*, art. *Gouvernement*, sect. II, *Œuvres*, XIX, 29.

Ce traité est donc une œuvre de jeunesse, dans laquelle on chercherait en vain l'originalité, la subtilité d'analyse et la puissance systématique de Montesquieu. De Lolme y a surtout utilisé les souvenirs de ses lectures. Tite-Live, Polybe, Denys d'Halicarnasse et la *Dissertation* sur le *Sénat romain* de Middleton sont les principales sources de ses considérations sur les démocraties antiques. Sa critique des républiques italiennes s'inspire étroitement des *Discours politiques* de Machiavel. Pour la partie historique de son livre, Burnet, Lyttelton, Temple et Chamberlayne ont été ses principaux informateurs; Hale, Blackstone, Coke et Croke ont contribué à sa documentation juridique. Il a du reste fort habilement amalgamé les matériaux empruntés à ces sources dans une démonstration claire, précise, et dont la dialectique ne manque pas de vigueur.

L'idée maîtresse de l'ouvrage consiste à « faire voir comment la grande liberté dont les Anglais jouissent est le résultat de la forme toute particulière de leur gouvernement » (277). L'auteur prélude à sa démonstration par une introduction historique dans laquelle il s'efforce de dégager les circonstances historiques favorables au développement des libertés anglaises. L'esprit d'indépendance hérité des Germains, l'unité du royaume d'Angleterre et surtout l'omnipotence redoutable du sou-

(277) *Constitution de l'Angleterre*, édit. de 1771, p. 279.

verain obligeant les seigneurs à s'unir entre eux et à s'assurer le concours du peuple pour se protéger contre les atteintes du pouvoir royal, telles sont les trois grandes causes qui ont favorisé l'émancipation politique de la nation (278). Quant à la forme actuelle de la Constitution britannique, de Lolme s'attache à en démontrer la supériorité par trois arguments principaux : l'excellence du régime représentatif, les vertus de l'équilibre des pouvoirs, la sagesse des dispositions par lesquelles se trouvent efficacement garanties la liberté civile et la liberté politique.

C'est pour combattre les thèses du *Contrat Social* que de Lolme institue un parallèle entre les inconvénients du gouvernement populaire, illustrés par l'histoire des démocraties antiques et des républiques italiennes, et les avantages du système représentatif et parlementaire réalisé dans la monarchie anglaise. Il dénonce comme une erreur fondamentale de Rousseau l'illusion qui consiste à « ne voir la liberté du peuple que dans sa puissance, et ne reconnaître sa puissance que dans son action » (279). L'histoire dément cette théorie. L'ignorance, la versatilité, la crédulité, qui caractérisent la psychologie des foules, les rendent incapables d'exprimer la volonté générale. La pluralité des suffrages recueillis dans une assem-

(278) *Constitution de l'Angleterre*, pp. 6 sqq.

(279) *Ibid.*, p. 184.

blée populaire n'est qu'une agglomération de fantaisies et d'émotions « sans connaissance de causes et sans réflexions » (280). Impuissante à exercer par elle-même l'initiative en matière de loi, une telle assemblée doit se confier à des chefs; de là naissent les brigues, les compétitions et une perpétuelle menace de guerre civile. Avec la stabilité de l'Etat, la liberté elle-même est en danger, car elle ne trouve de protection efficace que dans une limitation du pouvoir souverain et les meneurs d'une assemblée évitent de borner la puissance suprême qu'ils convoitent. Ainsi « l'autorité de tous n'est au fond que l'autorité de quelques citoyens puissants qui se partagent la République » (281). Au contraire, dans la monarchie anglaise, les représentants, soumis au contrôle du peuple par des élections périodiques, réunissent la compétence, l'esprit de suite, l'autorité nécessaires à une action efficace. Capables d'exercer l'initiative législative, ils sont également intéressés à faire de bonnes lois parce qu'ils y seront soumis, et à limiter la puissance exécutive, parce qu'ils ne peuvent pas y prétendre. L'intérêt national et la liberté se trouvent ainsi solidement garantis: « Une Constitution représentative met le remède entre les mains de ceux qui sentent le mal, mais une Constitution populaire met le remède entre les mains de ceux qui causent le mal (282). »

(280) *Ibid.*, p. 172.

(281) *Ibid.*, p. 41.

(282) *Ibid.*, p. 187.

Aux avantages du système de la représentation, le gouvernement anglais joint ceux qui dérivent de l'équilibre des pouvoirs (283). Sur ce point, de Lolme s'inspire à la fois de Montesquieu et de Blackstone. Signalant, d'après l'*Esprit des Lois*, l'utilité des Corps intermédiaires, il vante le rôle médiateur joué dans la nation par le Corps Législatif interposé entre le roi et le peuple et celui de la Chambre Haute au sein même du Parlement. Retenant des *Commentaires* du jurisconsulte anglais la notion de stabilité, il la montre réalisée dans le Corps Législatif par le système compensateur qui attribue plus de puissance effective aux Communes en accordant aux Lords plus de dignité, dans le pouvoir exécutif par la division même des deux Chambres exerçant l'une sur l'autre un droit de *veto*. La notation personnelle que de Lolme ajoute à ces conceptions traditionnelles de la balance des pouvoirs trahit ses tendances conservatrices. Dans l'utilisation des contreforces, c'est au débordement de la puissance populaire qu'il est surtout préoccupé de faire échec : « Comme le pouvoir du peuple... est toujours prodigieusement formidable, la Constitution lui a formé un contrepoids et c'est la puissance royale qui est ce contrepoids (284). »

(283) Pour exprimer le caractère essentiel de la Constitution britannique, de Lolme inscrit comme épigraphe en tête de son livre : *Ponderibus librata suis.*

(284) *Constitution de l'Angleterre*, p. 129.

Cette méfiance des forces populaires n'implique pas un renoncement à la liberté. Toute la dialectique de l'auteur tend à dissiper l'équivoque démocratique identifiant la liberté du peuple avec le pouvoir du peuple. L'excellence de la Constitution anglaise provient précisément du fait qu'elle « n'a diminué le pouvoir du peuple que pour augmenter sa liberté » (285). Selon de Lolme, le fondement de la liberté politique en Angleterre est la limitation imposée aux deux branches de la puissance suprême, le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Le premier appartient au Parlement, c'est-à-dire à un organisme complexe constitué par la réunion du Roi, des Lords et des Représentants de la Nation. Tandis que le monarque possède les droits de convocation, de prorogation, de dissolution et de *veto*, chacune des deux Chambres exerce l'initiative et les Communes seules élaborent le bill des subsides, qui doit être accepté ou rejeté en bloc par les Lords, sans qu'ils puissent y apporter aucun changement; privilège de la plus haute importance, car « tout souverain qui, pour les subsides, dépend de plusieurs assemblées, ne dépend au fond d'aucune » (286). La liberté des élections, celle des discussions dans les deux Chambres, et la sanction royale garantissent à chacune des parties l'exercice de ses attributions respecti-

(285) *Ibid.*, p. 129.

(286) *Ibid.*, p. 174.

ves. Ainsi le pouvoir législatif se trouve borné et contenu par sa division même. Il convient, au contraire, de laisser au pouvoir exécutif l'unité qu'exigent à la fois les besoins de l'action et la nécessité de prévenir des compétitions dangereuses en élevant l'autorité suprême au-dessus des convoitises individuelles. Mais cette unité trouve une contre-partie dans les limites qui bornent l'exercice de la prérogative royale. Chef de l'Eglise, le Roi ne peut modifier la religion établie ni même en professer une autre; chef suprême de l'armée, il n'a des troupes à sa disposition que par le renouvellement annuel d'un acte spécial du Parlement; source du pouvoir judiciaire, il ne peut rien changer aux lois ni aux formes consacrées par l'usage; irresponsable dans sa personne, il ne peut agir que par l'intermédiaire des ministres que la Chambre des Communes peut traduire en accusation devant la Chambre des Lords pour leur demander compte de leur conduite (287). Ainsi la liberté politique se trouve assurée par l'ingénieuse disposition de limites et de contre-poids qui, dans le domaine législatif comme dans le domaine exécutif, empêchent l'absolutisme. Quant à la liberté civile, de Lolme la juge essentiellement constituée par deux choses: le droit de propriété et le droit de sûreté personnelle. Le premier se trouve garanti, dans les rapports entre particuliers, par les lois; dans les rapports

(287) *Constitution de l'Angleterre*, pp. 76 sqq.

avec l'Etat, par le privilège des Communes en matière de subsides. Le second trouve une protection efficace dans l'organisation judiciaire et la procédure criminelle: l'*habeas corpus* empêche les détentions arbitraires; l'absence de torture, l'assistance d'un avocat, la publicité de la procédure garantissent, pendant l'instruction, le respect des droits de l'inculpé; le verdict du jury, constitué après l'exercice du droit de récusation, et se prononçant à l'unanimité, assure, autant qu'il est humainement possible, un jugement équitable. C'est d'ailleurs « l'article de sa liberté auquel le peuple anglais est le plus fortement et le plus généralement attaché » (288).

Enfin, de Lolme souligne l'importance des avantages que la nation anglaise retire de la liberté de penser (289) et de la liberté de la presse, « pouvoir nécessaire pour suppléer à l'imperfection inévitable des lois, et qui contient dans leurs bornes ceux qui ont une portion quelconque de l'autorité » (290).

Tel est le séduisant tableau tracé par de Lolme. Au reste, il ne cache pas que certaines réformes sont réclamées par l'opinion publique : le pouvoir des jurés et les conditions d'exercice de la liberté de la presse devraient être mieux définis; la presse des matelots est une pratique regrettable; il serait utile d'abrégier la durée des

(288) *Constitution de l'Angleterre*, p. 118.

(289) *Ibid.*, p. 201.

(290) *Ibid.*, p. 208.

Parlements; enfin le mode actuel de représentation est « un défaut véritablement constitutionnel et qui, plus que la corruption proprement dite, contribue à mettre de l'inégalité dans les opérations du Parlement d'Angleterre (291). » Cependant, l'auteur prend soin d'ajouter que les signes de mécontentement qui se manifestent outre-Manche ne doivent pas être exagérés. Malgré ces critiques, les Anglais sont profondément attachés à leurs institutions (292). Ceux qui mettent en doute la durée de la Constitution britannique font preuve d'ignorance ou d'incompréhension (293). Si elle n'est pas parfaite, elle est pratique et, portant en elle-même son principe de réforme, elle ira sans cesse en s'améliorant dans l'avenir: « L'éloge dû à la Constitution d'Angleterre n'est pas de n'avoir que des loix parfaites, mais de tendre fortement à n'en avoir que de telles; il n'est pas d'avoir toutes les bonnes loix possibles, mais que toutes s'exécutent (294). »

Comment ce panégyrique de la Constitution anglaise a-t-il été accueilli par l'opinion française contemporaine? Le désaccord des témoignages rend le problème assez difficile à résoudre. Dans une lettre à Charles de Scheffer, datée du 20 août 1773, Dupont de Nemours déclare que le livre est encore « tout nouveau et très rare

(291) *Constitution de l'Angleterre*, p. 264, note.

(292) *Ibid.*, p. 300.

(293) *Ibid.*, p. 299.

(294) *Ibid.*, p. 305.

en France, grâce aux précautions qu'on prend pour interdire l'entrée et le débit des livres étrangers qui ont quelque rapport à la politique ». Brissot affirme qu'en 1783 « le livre de Lolme... n'était que dans les mains des savants » (295). Selon Mallet du Pan, l'ouvrage n'aurait attiré l'attention publique en France que vers 1788 (296). Cependant l'auteur lui-même qui, dans sa Préface, déplore la froideur du public anglais, note qu'en revanche les premières éditions françaises « jouirent d'un assez grand succès sur le Continent » (297). Garat prétend qu'il fut vivement commenté dans les salons parisiens, où le spectacle des « prospérités toujours croissantes de l'Angleterre » lui valut un crédit refusé aux attaques passionnées et aux prédictions pessimistes du *Contrat Social* (298). Dans ses *Considérations politiques sur la Révolution de France*, Brandes écrit : « Delolme et la Constitution qu'il expliqua furent l'objet de l'admiration des Français aussi longtemps que la clique Rousseau-américano-économistique n'envahit pas la prédomination (299). » Plusieurs correspondances de l'époque signalent la circulation du livre. Le 21 mai 1773, Sébastien Mercier écrit à Thomas : « Harvelt m'a écrit

(295) *A tous les libellistes*, p. 19.

(296) *Mercure de France*, 17 janvier 1789.

(297) Préface de l'édition anglaise, de 1781, p. II.

(298) Garat, *Mémoires sur M. Suard*, I, 196-7.

(299) *Considérations politiques*, p. 67.

qu'il vous envoyait un exemplaire du traité de Delolme sur la Constitution d'Angleterre (300). » Dans une lettre aux deux sœurs Sophie et Henriette Cannet, datée du dimanche 5 janvier 1777, Marie Phlipon, la future M^{me} Roland, résume en plusieurs pages les idées exposées par de Lolme, dont elle juge l'enthousiasme « fondé en raison » (301) et chez qui elle se félicite d'avoir trouvé « des idées neuves et justes » (302). C'est l'autorité du même auteur, qui « a établi une distinction claire et précieuse entre la liberté et la part au gouvernement », que le *Mercur de France* du mois d'août 1779 oppose aux invectives du Comte d'Albon contre la Constitution britannique. Dix ans plus tard, des adversaires acharnés des thèses défendues par de Lolme, les annotateurs de Livingston reconnaîtront que son livre « a eu beaucoup de réputation en France » (303). Enfin, on s'expliquerait mal que trois éditions françaises du livre se soient succédé en 1771, en 1774 et en 1778, si l'ouvrage n'avait pas retenu l'attention du public. Il convient donc de le ranger, à cause de la netteté et de la chaleur des démonstrations, parmi les publications qui contribuent à développer en France le prestige des institutions anglaises.

(300) Cité par Bécлар, *Sébastien Mercier*, p. 796.

(301) M^{me} Roland, *Lettres*, p. p. Cl. Perroud, 2^e série, II, 6.

(302) *Ibid.*, p. 12.

(303) *Examen du gouvernement d'Angleterre comparé aux institutions des Etats-Unis*, par un cultivateur de New-Jersey (Livingston), p. 69.

On doit aussi noter comme un fait significatif la manière dont Choiseul apprécie la Constitution britannique, lorsque, dans sa retraite de Chanteloup, condamné à l'inaction par l'hostilité de Louis XVI, il esquisse dans son *Projet d'Etats provinciaux* (304) les grands traits du régime représentatif dont il rêve pour la France. Il n'hésite pas à la déclarer « la plus heureuse du monde connu, pour chaque individu de la nation anglaise et même pour le roi » (305). Sans méconnaître qu'elle est entachée par certains abus, dont le plus grave est la corruption, il estime que ce vice même est tempéré par l'esprit public et par la surveillance de l'opposition, de sorte que « malgré la corruption, l'Etat et les particuliers de l'Etat ont des sauvegardes ». Au reste, Choiseul estime que « l'impétuosité, la chaleur, la légèreté du Français produiraient des inconvénients, si l'on suivait exactement les mêmes lois qui sont suivies en Angleterre » (306). Néanmoins, l'influence des institutions britanniques se fait sentir dans son plan. Il y prévoit une double organisation représentative, locale et nationale. Les provinces, divisées en cantons, députeraient aux assemblées provinciales et les assemblées provinciales à l'Assemblée générale. Aux Etats généraux formés par la

(304) Reproduit en appendice aux *Mémoires* de Choiseul, publiés par F. Calmettes, Paris, 1904, in-8°, pp. 436-444.

(305) *Mémoires*, p. 437.

(306) *Ibid.*, p. 438.

réunion de ces députés des provinces se joindrait une Chambre des pairs présidée par le Roi. Les Etats Généraux contrôlèrent les dépenses et votèrent les subsides. Leurs arrêtés seraient examinés par la Chambre des pairs et sanctionnés par le Roi. Ainsi par trois grands traits, bicamérisme, sanction royale et vote des subsides par les représentants de la nation, le programme de Choiseul s'inspire du régime anglais. Dans quelle mesure l'exilé de Chanteloup jugeait-il ce plan réalisable ? Il le présente lui-même comme « un roman politique sur l'administration de la France » (307), mais, en même temps, il espère que des hommes d'Etat pourront y puiser des idées qui permettent d'améliorer l'administration du royaume et de ranimer l'esprit civique dans la nation.

Plus activement que les songeries politiques de Choiseul en disgrâce, les ambitions des Parlements sont influencées à la même époque par le prestige de l'exemple anglais. Plusieurs des pièces recueillies dans le *Code des Français* (308) reprochent aux parlementaires, tantôt « d'introduire l'anglicisme en France » (309), tantôt de porter « au pied du trône les productions du germe anglican » (310). Quelques années plus tard, dans ses remon-

(307) *Mémoires*, p. 438.

(308) *Le Code des Français, recueil de toutes les pièces intéressantes publiées en France, relativement aux troubles des Parlements*, Bruxelles, 1771, 2 vol. in-12.

(309) *Ibid.*, II, 31 (*La Folie de bien des gens*).

(310) *Ibid.*, I, 391 (*Remontrances d'un citoyen*). Cité par Carcassonne, *op. cit.*, p. 442.

trances de mars 1776, le Parlement de Paris ose ouvertement vanter: « l'Angleterre, ce pays que la liberté semble avoir choisi pour asile » (311).

Tels sont, nous semble-t-il, les principaux indices d'après lesquels on peut déterminer la position de la Constitution britannique devant l'opinion française pendant les quinze années qui suivent la paix de 1763. On n'ignore pas les abus qui existent dans le fonctionnement pratique des institutions d'outre-Manche: la corruption, les querelles de partis, l'extension de la prérogative royale sont dénoncés comme autant de menaces pour la liberté anglaise. Mais les critiques demeurent comme des ombres légères dans le tableau séduisant que dessinent maints admirateurs enthousiastes. Propagande orale des voyageurs anglais en France, témoignages des Français qui franchissent le détroit, chroniques des gazettes, jugements des historiens, commentaires des écrivains politiques d'Angleterre traduits dans notre langue, toutes ces sources d'information s'accordent en général pour vanter l'excellence des institutions britanniques. Sous une forme plus systématique, un livre répandu en explique complaisamment les avantages. Dans la pensée politique française, la méfiance des démocrates, le dédain des rationalistes et l'hostilité des doctrinaires de l'autorité sont

(311) *Remontrances du Parlement de Paris*, publiées par Flammermont, III, 319.

largement compensés par la sympathique admiration des libéraux, parmi lesquels figure au premier rang Voltaire, qui est à cette époque la plus grande voix du siècle.

CHAPITRE IV

A l'époque de la guerre d'Amérique

Dans un article du 15 novembre 1782, le *Journal Encyclopédique* note que, depuis quelques années, le prestige de la Constitution anglaise en France a considérablement diminué. Pendant longtemps elle a été vantée par des admirateurs enthousiastes, mais il s'est trouvé enfin « quelques esprits qui, envisageant ce sujet de sang-froid, ont cherché à l'apprécier ou par ses qualités réelles ou par les effets qui devaient nécessairement en résulter ». Leurs critiques ont été écoutées : « Après un examen réfléchi, la Constitution anglaise a été remise à sa véritable place, et il est démontré que, non seulement elle a à peu près les imperfections des autres gouvernements, mais qu'elle en a en outre un grand nombre qui lui sont propres et particuliers ». Une observation analogue se trouve dans la Préface du *Coup d'œil sur le gouvernement anglais*, publié en 1786 par l'abbé Dubois de Launay. L'auteur signale que depuis la guerre d'Amérique « le public, un peu plus attentif à ce qui se passe dans l'intérieur de l'empire britannique..., paraît avoir

beaucoup rabattu de son enthousiasme pour le gouvernement d'Angleterre » (1). Dans un ouvrage anonyme, publié à la fin du siècle, la crise anglo-américaine est présentée comme le signe « qui montra clairement que la fiscalité et la corruption étouffaient déjà la liberté anglaise, et n'en laissaient plus percer que des étincelles » (2).

Deux grands motifs expliquent ce revirement de l'opinion à l'égard des institutions britanniques. Le premier se trouve dans les sympathies qu'excite en France la cause des Insurgents. Dès 1770 l'*Histoire des deux Indes*, de Raynal, crée un engouement sentimental en faveur des peuples américains. Leur cause est défendue contre la métropole dans les journaux physiocratiques, le *Journal d'Agriculture* (3) et les *Ephémérides du Citoyen* (4). Plus réservé, le *Journal Encyclopédique* se pose d'abord en observateur impartial, mais, après 1776, il se déclare ouvertement en faveur des Américains. Une sympathie plus ardente encore se manifeste dans la *Gazette de Leyde* (5), le *Courrier d'Avignon* (6) et le *Journal Historique de Genève* (7). A partir de 1775, les feuilles offi-

(1) *Coup d'œil sur le Gouvernement anglais*, p. 3.

(2) *L'Angleterre en 1800*, I, 28.

(3) Janvier, février 1773.

(4) Année 1771, tomes II, IX.

(5) Année 1773, passim.

(6) Janvier 1777.

(7) Janvier 1777.

cielles, le *Mercur de France* (8) et la *Gazette* (9) publient des articles du même ton, sous l'inspiration de Vergennes, qui cherche à échauffer l'opinion française pour faire prévaloir sa politique d'intervention. Sans doute, l'Angleterre conserve des partisans qui s'efforcent de contrebattre cette propagande. Lord Stormont, ambassadeur à Paris, fait publier à La Haye des brochures anti-américaines (10). Mallet du Pan défend le point de vue britannique dans le *Journal historique et politique de Genève* (11). M^{me} du Deffand approuve la politique de lord North (12). Mais ces efforts ne retiennent pas l'opinion. Si l'on discute encore l'opportunité d'une intervention, la cause américaine groupe toujours plus de sympathies. Le 4 septembre 1775, Morellet écrit à lord Shelburne : « Vos pauvres Américains, ou si vous voulez, nos braves Américains, nous intéressent tous. Nous serions bien fâchés de les voir opprimés. Nous en espé-

(8) Mars 1775.

(9) Mai 1775.

(10) En particulier celles du négociant hollandais, Isaac de Pinto. L'une d'elles contient une ardente apologie de la Constitution britannique, dont le plan est « admirable et même divin » et où « les défauts mêmes corrigent d'autres défauts ». L'auteur s'efforce de montrer, en dépit des « clabauderies si répandues contre la corruption » que les critiques de l'opposition et la liberté de la presse sont des obstacles efficaces pour « empêcher la Couronne d'envahir les droits de la Nation ». *Seconde lettre de M. de Pinto à l'occasion des troubles des Colonies*, La Haye, 1776, in-8°.

(11) Janvier 1775.

(12) *Correspondance*, II, 499.

rons bien (13). » Seize mois plus tard, il constate qu'il se trouve à Paris « plus de partisans de la liberté des Américains que dans toute la province de New-York » (14). Publié intégralement dans le *Courrier de l'Europe* (15), le texte de la Déclaration d'Indépendance soulève l'enthousiasme. La Fayette part salué d'acclamation. Les premiers revers de Washington, habilement exploités par la propagande anglaise, déconcertent un peu l'opinion. Mais voici Saratoga et les Parisiens joyeux chansonnent la capitulation de Burgoyne (16). Six mois plus tard, l'intervention officielle de la France est saluée comme la promesse d'une revanche contre la rivale victorieuse de 1763. Poètes et pamphlétaires dénoncent les méfaits de « l'orgueilleuse Albion » (17), de la « nouvelle Carthage » (18). L'Anglais est ridiculisé sur la scène (19). Des prophètes improvisés prédisent la déca-

(13) *Lettres à lord Shelburne*, p. 83.

(14) *Ibid.*, p. 110.

(15) 11 mars 1777.

(16) Metra. *Correspondance secrète*, V, 388. Pour tout ce qui concerne les sympathies de l'opinion française envers les Insurgents, il faut consulter l'excellente étude de B. Fay, *L'esprit révolutionnaire en France et aux Etats-Unis à la fin du XVIII^e siècle*. Cf., notamment, pp. 15-16, 35-36.

(17) Cf. d'Offreville, *Ode sur la prise de l'isle de Grenade et le combat naval du 6 juillet 1779*; *Epître à M. le Marquis de La Fayette* (1778).

(18) *Influence du despotisme de l'Angleterre sur les deux mondes*, Boston, s. d., in-8°.

(19) Lord Arlington dans *Le chevalier français à Londres* de Dorat (1778); Mylord Morinson dans le *Lord anglais et le Chevalier français*, d'Imbert (1780).

dence et la ruine prochaine de la Grande-Bretagne (20).

Dans cette atmosphère d'hostilité, le concept qui associait étroitement dans l'esprit français l'Angleterre et la liberté se désagrège. En 1777, une brochure publie la traduction française d'un extrait du *Common sense*, de Thomas Payne, violent pamphlet qui définit la Constitution britannique comme « un assemblage de plusieurs tyrannies : tyrannie monarchique dans la personne du roi; tyrannie aristocratique dans la personne des pairs » (21). Les précautions imaginées contre le despotisme sont inefficaces. Le seul organe qui puisse défendre la liberté est le « simulacre de gouvernement républicain » que constitue la Chambre des Communes, mais en se laissant corrompre par la couronne, ses membres ont trahi la cause du peuple, si bien qu'aujourd'hui « le Gouvernement anglais est presque aussi absolu que celui de France ou d'Espagne » (22). Ces protestations contre le despotisme de la métropole se retrouvent dans les quinze volumes des *Affaires de l'Angleterre et l'Amérique* publiés à Anvers de 1776 à 1779.

En même temps que les Américains dénoncent la tyrannie du gouvernement britannique, l'Angleterre paraît

(20) Cf. *La Boussole morale et politique des hommes et des Empires*, Paris, 1780, in-8°.

(21) *Les principes de la Révolution justifiés, suivi d'un extrait du pamphlet américain intitulé le Common sense*, p. 41.

(22) *Ibid.*, p. 56.

menacée du despotisme sur son territoire même par la politique personnelle de George III. Affichées dès son avènement au trône en 1760, les prétentions autoritaires de ce monarque avaient été tenues en échec pendant les premières années de son règne. A peine a-t-il réussi par ses intrigues à écarter William Pitt et le duc de Newcastle, afin de pousser son favori, lord Bute, au ministère en 1762, que celui-ci, en face d'une impopularité évidente, doit, avant moins d'un an, quitter la place. Les mesures de rigueur prises contre plusieurs chefs whigs : lord Shelburne, le général Conway, le colonel Barré, n'aboutissent qu'à coaliser plus fortement contre la politique royale les diverses fractions de l'opposition. Le premier épisode de l'affaire Wilkes, lors de la publication du fameux numéro 45 du *North Briton* (1763) se termine par un échec personnel pour le roi, instigateur des poursuites, lorsque le grand juge Pratt fait relâcher le publiciste emprisonné, déclare illégaux les mandats d'amener non individuels et condamne à de fortes amendes les ministres et leurs agents. Aussi Linguet déclare-t-il que cette affaire « est regardée en Europe comme un des plus brillants exemples de la liberté anglaise » (23).

Deux ans plus tard, la cause de la liberté remporte une nouvelle victoire, lorsque les Communes votent deux

(23) *Lettre sur la théorie des Lois civiles*, p. 111.

résolutions condamnant l'usage des mandats généraux d'arrestation et la saisie des papiers dans les affaires de libelle (24). En 1765, malgré ses répugnances, George III se voit contraint, par la situation politique, d'accepter comme premier ministre un chef whig, le marquis de Rockingham, peu de temps après lui avoir enlevé la lord lieutenance de son Comté : le général Conway, naguère privé de son régiment, devient Secrétaire d'Etat et ministre dirigeant dans la Chambre des Communes. En dépit de ses intrigues, le souverain ne peut pas empêcher le Parlement d'abroger l'acte du timbre en 1766. Ce n'est que, dans la suite, sous les ministères de lord Chatham et du duc de Grafton, que les progrès des Amis du Roi et l'émiettement du parti whig permettent au souverain de fortifier son influence. On comprend donc aisément que pendant cette période, les incidents de la vie politique anglaise contemporaine n'aient pas été souvent invoqués devant l'opinion française comme un démenti aux apologistes qui saluent dans la Constitution britannique l'égide de la Liberté. Après 1770, le ministère de lord North permet à George III de pratiquer de plus en plus ouvertement sa politique d'influence personnelle. Aussi, à partir de cette époque nous avons enregistré, dans plusieurs périodiques français, une sorte de désillusion à l'égard des institutions d'outre-Manche.

(24) *Parliamentary History*, XVI, 209.

Pourtant, leurs témoignages apparaissent encore comme des voix isolées dans un concert général d'admiration pour la Constitution britannique.

C'est au moment où le conflit de l'Angleterre avec les colonies américaines provoque une vive réaction de l'opposition parlementaire anglaise, que se perçoit nettement en France l'écho du mécontentement d'outre-Manche. A cette époque, l'interdiction de publier un compte rendu détaillé des séances du Parlement anglais ayant été levée depuis 1771, des articles étendus sont consacrés à l'analyse des débats de la Chambre des Communes et de la Chambre des Lords, dans le *Journal Encyclopédique*, dans le *Courrier de l'Europe* publié depuis le mois de juillet 1776, et dans les *Annales*, de Linguet, qui commencent à paraître en 1777. Ainsi se trouvent portées à la connaissance du public français les campagnes de l'opposition parlementaire anglaise contre la politique gouvernementale, dans lesquelles sont dénoncés deux vices de la Constitution britannique : l'extension abusive de l'influence de la Couronne et la mauvaise répartition des sièges électoraux. Dans la discussion de l'adresse à l'ouverture du Parlement, le 25 novembre 1779, Fox se plaint que « le roi soit son propre ministre » (25). L'année suivante, Burke propose un projet de

(25) *Parliamentary History*, XX, 1120.

réforme financière dont le but avoué est de diminuer l'influence de la Couronne « cette influence pernicieuse, qui est en elle-même la source inépuisable de toutes les prodigalités et de tous les désordres... qui enlève la vigueur à nos armes, la sagesse à nos conseils et toute ombre d'autorité et de prestige aux parties les plus vénérables de notre Constitution » (26). Le 6 avril, Dunning propose à la Chambre formée en Comité, la fameuse motion déclarant que « l'influence de la Couronne a augmenté, qu'elle augmente et qu'elle doit être diminuée » (27). A la Chambre des Lords, le marquis de Rockingham dénonce « le parti pris de gouverner le pays, sous des apparences égales, par l'influence de la Couronne » (28). Les mêmes plaintes se font entendre à la session du Parlement de 1781. Le duc de Richmond accuse le « Cabinet intérieur » d'avoir causé la ruine du pays (29). Le marquis de Rockingham dénonce dans le Gouvernement du souverain « un système de proscription, un système de favoritisme et d'influence secrète » (30). Fox attribue à l'influence de la Couronne tous les désastres de la guerre d'Amérique (31). Pitt lui reproche de « saper par la corruption les fondements même

(26) *Parliamentary History*, XXI, 2.

(27) *Ibid.*, XXI, 389.

(28) *Ibid.*, XX, 1346.

(29) *Ibid.*, XXII, 651.

(30) *Ibid.*, XXII, 655.

(31) *Ibid.*, XXIII, 706.

de la liberté » (32). D'autre part, lord Chatham, en 1776, dénonce dans la représentation des bourgs la « partie gangrenée » de la Constitution britannique. La même année, Wilkes présente un bill, enlevant aux bourgs pourris le droit d'élire et augmentant la représentation des comtés et des grandes villes (33). La proposition du duc de Richmond comportant le suffrage universel, les Parlements annuels et l'égalité des circonscriptions électorales, est rejetée en 1780 par la Chambre des Communes, sans même aller aux voix (34), mais, en 1782, sous le second ministère Rockingham, le jeune Pitt analyse dans un long discours les vices du régime électoral, dénonce les bourgs de la trésorerie, bourgs à patron, bourgs des nababs et demande une Commission d'enquête (35). L'année suivante, il renouvelle ses efforts, propose des mesures contre la corruption électorale et l'augmentation du nombre des représentants pour la capitale et les comtés (36).

L'influence des événements d'Amérique et la diffusion des critiques de l'opposition anglaise, expliquent la sévérité avec laquelle la Constitution britannique est jugée en France dans cette période. Plusieurs s'étonnent des commentaires admiratifs de l'*Esprit des Lois*. Dans *Les*

(32) *Ibid.*, XXIII, 827.

(33) *Ibid.*, XVIII, 128.

(34) *Ibid.*, XXI, 686.

(35) *Ibid.*, XXII, 1416.

(36) *Ibid.*, XXIII, 827.

vrais principes du gouvernement français, démontrés par la raison et par les faits (37), l'auteur reproche à Montesquieu d'avoir troublé les esprits de ses compatriotes par un éloge outré de la Constitution anglaise. Selon lui, la monarchie britannique présente tous les inconvénients attachés aux Gouvernements mixtes, que leur nature hybride condamne à dégénérer tôt ou tard en tyrannie ou en monarchie. Toutes les précautions imaginées en théorie contre le despotisme, n'empêchent pas George III d'exercer en fait une souveraineté absolue (33). Dubuisson, auteur d'un *Abrégé de la Révolution de l'Amérique anglaise* (39), prend aussi à parti l'auteur de *l'Esprit des Lois*. S'il avait vécu plus longtemps « il n'eût pas loué, mais eût plaint un gouvernement qui, pour procurer un équilibre chimérique, avait mis dans une opposition éternelle les deux pouvoirs, espérant qu'aucun ne prendrait le dessus; il eût reconnu que cette perfection, supposée possible, était un point mathématique, aisé à dépasser de l'un ou de l'autre côté, et que les lois, calculées sur la durée de cet équilibre, ne pourraient produire à la longue que de mauvais effets, parce qu'elles partaient d'un principe faux » (40).

(37) Genève, 1777, in-8°.

(38) *Les vrais principes...*, p. 116.

(39) *Abrégé... depuis le commencement de l'année 1774 jusqu'au 1^{er} janvier 1778*, Paris, 1778, in-8°.

(40) *Abrégé...*, p. 89.

Plus équitable, Goudar (41) reconnaît que l'interprétation théorique de Montesquieu a été justifiée pendant longtemps par le fonctionnement du régime politique anglais (42). C'est à l'action combinée de ses institutions et du génie national que l'Angleterre a dû sa prospérité économique. Mais, par suite d'une révolution sans exemple dans l'histoire des nations, « la meilleure des Constitutions s'est renversée sur elle-même » (43). Cette déchéance politique est due aux vices d'un système électoral dans lequel les 5/6^e de la population ne votent pas et surtout à la corruption qui ouvre l'accès du Parlement aux aventuriers enrichis par le pillage des Indes. Goudar reproduit un article de lord Gordon, comparant les Communes à une écurie, souillée par d'infâmes trafics et plus difficile à nettoyer que celle d'Augias (44). Il donne aussi la traduction d'un article du *Morning Intelligencer*, du 29 mai 1778, intitulé ironiquement *Eloge de la sagesse du peuple d'Angleterre*, où sont dénoncés le chiffre exorbitant des taxes, le luxe des mercantis et la politique incohérente du Parlement envers les colonies américaines (45).

(41) Dans *L'Espion français à Londres ou observations critiques sur l'Angleterre et sur les Anglais*, périodique hebdomadaire paraissant le samedi, 2^e édit., Londres, 1779, in-12.

(42) *L'Espion français*, I, 57, 69.

(43) *Ibid.*, I, 80.

(44) *Ibid.*, I, 294.

(45) *Ibid.*, I, 263.

Les commentaires publiés dans le *Journal Encyclopédique* sont inspirés du même esprit d'hostilité. Il reproduit, en l'approuvant, la thèse de Mrs. Macaulay qui, dans ses *Lettres sur l'histoire d'Angleterre*, affirme que l'extension de la prérogative royale a ruiné les libertés anglaises (46). Le compte rendu d'un ouvrage politique anglais (47) reproche à l'auteur de « jeter un regard de complaisance sur sa sultane favorite, la Constitution anglaise » et de ne pas observer « ce qu'elle est en fait sous un ministère qui n'a que la petite intrigue d'acheter des voix au Parlement et de trouver n'importe comment les subsides dont il s'aide à se soutenir en place (48). » Un article rédigé à l'occasion de la troisième édition anglaise du livre de Lolme (49) proteste contre les thèses d'un ouvrage, qui n'a dû son succès qu'à « ses complaisances et à ses flatteries pour l'orgueil national anglais ». Le journaliste conteste que le vote des subsides par une seule assemblée soit une garantie de liberté : des assemblées locales seraient plus compétentes et moins facilement corruptibles. Impuissante à faire échec aux entreprises d'un prince adroit et ambitieux, la Constitution « réduit le roi à dépouiller le peuple pour

(46) *Journal encyclopédique*, 1^{er} juillet 1778.

(47) *An essay on the origin and progress of Government*, Londres, 1782, in-8°.

(48) *Journal encyclopédique*, 1^{er} août 1782.

(49) Publiée à Londres en 1781.

gagner ses représentants, à lever et l'argent nécessaire pour les besoins de l'Etat et celui qu'il lui faut pour s'assurer de la pluralité des voix » (50). Commentant d'un ton approbateur les critiques formulées dans les *Lettres* [de David Williams] *sur la liberté politique*, le *Journal Encyclopédique* en détache cette définition peu flatteuse de la Constitution anglaise : « la machine la plus bizarre et la plus difficile, pour ne pas dire la plus impossible à conduire, que la folie humaine ait jamais produite » (51).

L'abbé Grosier publie, dans son *Journal de Littérature des sciences et des arts*, une lettre supposée d'un Anglais déclarant que ses compatriotes n'ont que « l'ombre de la liberté » (52). *L'Année littéraire* signale la misère du peuple anglais « gémissant sous le poids des tributs et des impositions » et déclare que la corruption a ruiné la liberté politique dans cette nation où le roi est devenu un « monarque très absolu ». Le véritable mérite des institutions anglaises ne se trouve que dans l'organisation équitable et humaine de la justice criminelle (53). Le *Mercur de France*, du 21 juin 1783, publie une critique de la Constitution anglaise formulée en onze paragraphes par un correspondant anonyme et qui

(50) *Journal encyclopédique*, 15 novembre 1781.

(51) *Ibid.*, 15 novembre 1782.

(52) *Journal de littérature...*, 1^{er} juillet 1779.

(53) *Année littéraire*, 1782, p. 294.

dénonce comme principaux vices, la double corruption électorale et parlementaire, la disproportion entre l'importance des circonscriptions et le nombre des représentants et l'inutilité de la Chambre des pairs, « ingrédient peu nécessaire dans une Constitution libre ».

Les deux morceaux que le comte d'Albon consacre à l'Angleterre dans ses *Discours politiques, historiques et critiques sur quelques gouvernements de l'Europe* (54), renferment une critique très vive des institutions britanniques. L'auteur n'est pourtant pas un adversaire systématique du peuple anglais. Il loue hautement sa bienfaisance, sa générosité. Il reconnaît que « l'agriculture fleurit en Angleterre beaucoup plus peut-être que dans aucun autre pays du monde » (55) et que « les ouvriers excellent dans la fabrication de toutes sortes d'étoffes » (56). Il déclare aussi que la noblesse y est plus instruite, plus cultivée que dans les autres pays à cause du rôle qu'elle joue dans les affaires de l'Etat. Mais, peu doués pour les arts d'agrément, les Anglais lui paraissent aussi « déchus de cette gloire qu'ils s'étaient acquise par les lettres et les sciences » (57). De longues guerres sur le continent et la crise américaine ont provoqué chez eux une grave crise économique et financière. Mal-

(54) Neufchâtel, 1779, 2 vol. in-8°.

(55) *Discours politiques...*, p. 153.

(56) *Ibid.*, p. 149.

(57) *Ibid.*, p. 143.

gré les lourds impôts qui écrasent le peuple, le crédit national est menacé par l'accroissement énorme de la dette publique. Or, tous ces maux sont dus aux vices de la Constitution britannique qui a permis aux rois d'entraîner la nation dans une politique ambitieuse et ruineuse. L'auteur s'acharne à dénoncer le caractère néfaste de ces institutions politiques pour détromper les esprits séduits par un tableau trompeur. Après avoir rappelé les arguments invoqués par les panégyristes de la Constitution anglaise, il prétend les réfuter en démontrant que le roi d'Angleterre jouit en réalité d'un pouvoir absolu parce qu'il peut imposer sa volonté aux Pairs, aux Communes et au peuple. En effet, dans la Chambre Haute les lords ecclésiastiques sont à la dévotion du souverain, chef suprême de l'Eglise, dont ils ont reçu leurs dignités et bénéfices; les autres lords sont aisément menés par la promesse des faveurs royales, places, titres et pensions. Aussi « pour la plupart des Pairs, les volontés de la Cour sont des oracles qu'à tout prix ils veulent accomplir » (58). Presque aussi grande est la docilité des Communes. Elus grâce à la corruption, les membres se laissent eux-mêmes facilement corrompre. Ne doivent-ils pas récupérer leurs frais d'élection ? On les a vus sanctionner l'augmentation de la liste

(58) *Discours politiques...*, p. 31.

civile, l'élévation des taxes et la politique désastreuse de lord North envers les colonies américaines. Dans cette Assemblée des Représentants du peuple, le comte d'Albon déclare apercevoir, non « de zélés citoyens dans le Temple de la Liberté » mais « des esclaves dans le Temple de la Fortune » (49). Enfin, enchérissant sur le mot de Rousseau qui limite la liberté du peuple anglais à la minute du vote, d'Albon affirme qu' « au moment même des élections, le peuple n'est pas libre », car la consultation électorale est faussée par l'intervention du pouvoir sous forme de promesses ou d'intimidations. Ainsi « le Roi dispose doucement, mais sûrement et infailliblement du consentement et de la volonté des citoyens » (60). Les critiques de l'opposition elles-mêmes favorisent l'omnipotence du souverain car elles empêchent le peuple de se révolter en lui donnant des satisfactions d'amour-propre et en lui conservant l'illusion de la liberté : l'Anglais « se croyant libre, porte ses fers plus gaîment » (61).

Cette condamnation péremptoire du régime politique anglais soulève quelques protestations dans le *Mercur de France* (62) et dans le *Journal Encyclopédique* (63), mais l'*Année Littéraire* loue le « coup d'œil juste » et

(59) *Discours politiques...*, p. 43.

(60) *Ibid.*, p. 47.

(61) *Ibid.*, p. 52.

(62) Mai 1783. Article occasionné par la réédition de l'ouvrage en 4 vol. in-12, Genève et Paris, 1782.

(63) 1^{er} août 1779.

la « tête forte » de l'auteur; le *Journal de littérature, des sciences et des arts*, vante son « impartialité et son discernement profond », résume ses critiques et déclare : « Concluons avec l'auteur que les grands et le peuple ne sont en Angleterre que les instruments de la volonté du Roi et que s'il le voulait ce prince pourrait les rendre les victimes de ses passions comme de ses caprices et former autant d'esclaves de ces prétendus Républicains, si enthousiastes de la liberté » (64).

Ces lignes permettent de mesurer le déclin du prestige de la Constitution britannique. Dans cette période de crise, elle n'attire plus l'attention que par ses abus. La liberté que les sujets de Louis XV enviaient à leurs voisins d'outre-Manche semble avoir émigré par delà l'Atlantique. Vaincue, appauvrie, trahie par un Parlement corrompu et asservie aux volontés du monarque, l'Angleterre ne paraît plus désormais en avoir que l'illusion ou le souvenir.

(64) *Journal de littérature, des sciences et des arts*, II, 420.

CHAPITRE V

Les dernières années de l'ancien Régime

En 1783, de même que vingt ans plus tôt, la conclusion de la paix entre la France et l'Angleterre est suivie d'une prompte réconciliation des deux pays. L'engouement succède à la haine. L'anglomanie reprend vite le terrain perdu pendant les hostilités. Dès le mois de juillet 1783, le duc de Croÿ note dans son *Journal* que « la grande affaire d'Amérique vieillit déjà, tant tout passe vite et est peu de chose ». Il ajoute : « Nous paraissions d'ailleurs fort bien avec l'Angleterre et plusieurs personnes de notre bonne compagnie et de nos jolies dames y ayant passé, on raffolait à Londres des Françaises comme à Paris des Anglaises. Les deux nations échangeaient leurs ridicules et s'aimaient à la folie. Il n'y avait plus ni haine, ni rivalité, et tout annonçait que nous serions longtemps bien avec l'Angleterre (1). » Panchaud note la même année que l'anglomanie est « le travers à la mode » (2). Dubois de Launay déplore que, dès la fin de

(1) *Journal*, IV, 303.

(2) *Réflexions sur l'état actuel du crédit public de l'Angleterre et de la France*, p. 17, note.

la guerre, elle ait immédiatement « repris le dessus et réparé toutes ses pertes » (3). C'est un signe des temps que cette coiffure « à l'union de la France et de l'Angleterre » dont l'architecture compliquée se dresse sur la tête des élégantes (4). Comme toujours cette anglomanie se manifeste sous des formes diverses, dont plusieurs n'ont qu'un caractère superficiel : vogue des costumes, coiffures, étoffes et bibelots d'outre-Manche, passion des courses de chevaux, fureur des paris, réunions de thés à l'anglaise (5). D'autres sont plus sérieuses. En 1786, Meister écrit que l'anglais est « la seule langue étrangère qu'on cultive avec quelque application, la seule qui entre essentiellement dans le plan des éducations à la mode (6). » Dutens note aussi, en 1787, qu'« une éducation n'est plus complète à Paris si l'on n'y fait entrer un maître de langue anglaise » (7).

La renaissance de l'anglomanie ne désarme pourtant pas l'hostilité des adversaires de la Constitution britannique. Des critiques, souvent très vives, sont formulées contre les institutions d'outre-Manche. Dans son *Coup*

(3) *Coup d'œil sur le gouvernement anglais*, p. 3.

(4) Cf. Mercier. *Tableau de Paris*, II, 183.

(5) Olivier peint le Thé à l'Anglaise chez le prince de Conti en 1786. Sur ces menues formes d'anglomanie, cf. Mercier, *Tableau de Paris*, VII. 40; VIII, 36; V, 203; XI, 17; M^{me} de Genlis, *Mémoires*, X, 258.

(6) Grimm et Meister, *Correspondance*, XIV, 362.

(7) *L'Ami des étrangers qui voyagent en Angleterre*, p. 3.

d'œil sur le gouvernement anglais (8), l'abbé Dubois de Launay se propose de démontrer que « le gouvernement anglais n'est rien moins qu'un gouvernement parfait; que ni la liberté, ni l'autorité, ni les lois, ni la justice, ni les droits de la guerre, ni ceux de la paix ne trouvent leur compte à la manière dont se gouverne cette nation » (9).

C'est au nom du principe d'autorité que l'auteur critique la Constitution britannique : il lui reproche de compromettre la majesté du souverain et d'entretenir dans l'Etat « un trouble et une agitation continuels » par la division des pouvoirs. L'ordre et la stabilité sont menacés par les querelles de partis. « La masse énorme de l'impôt » écrase les citoyens. Les avantages signalés par des observateurs superficiels sont illusoires : la liberté de la presse n'est qu'une « source inépuisable de troubles et de révolutions » (10); l'*habeas corpus* apporte « une gêne et des entraves » dans la police des grandes villes parce que ses dispositions « retardent l'activité et intimident le zèle du magistrat » (11). La conclusion de ce réquisitoire est un éloge de la monarchie française, bien préférable au gouvernement « orageux et bizarre » des Anglais (12).

(8) S. I., 1786, in-8°.

(9) *Coup d'œil...*, p. 6.

(10) *Ibid.*, p. 168.

(11) *Ibid.*, p. 50.

(12) *Ibid.*, p. 190.

C'est aussi au nom de conceptions autoritaires que le comte de Hertzberg, ministre d'Etat en Prusse, refuse de souscrire aux commentaires élogieux de l'*Esprit des Lois* sur la Constitution britannique. Publié pour la première fois en 1784, son ouvrage *Sur la forme des gouvernements* est réédité en 1789, précédé d'une lettre du censeur royal, de Gaigne, qui le signale à l'attention des futurs députés aux Etats-Généraux. Partisan d'une « monarchie héréditaire, tempérée par de bonnes lois fondamentales », l'auteur répudie également le régime constitutionnel des Etats américains parce qu'il n'a pas subi l'épreuve du temps et celui de l'Angleterre parce que le Parlement y empiète sur le pouvoir du Souverain (13).

Ces critiques ne représentent guère que l'opinion de quelques défenseurs attardés de l'absolutisme. Beaucoup plus significatives sont les attaques inspirées par les progrès de l'esprit démocratique. Elles se glissent jusque dans l'*Histoire des Révolutions d'Angleterre* publiées à Paris en 1786 par Turpin, pour faire suite à l'ouvrage du Père d'Orléans. Dans un *Discours préliminaire*, l'auteur affirme que la grandeur de l'Angleterre n'est pas due à sa Constitution « trop exaltée par la fierté mécontente de quelques raisonneurs, qui donnent leurs

(13) *Sur la forme des gouvernements et quelle en est la meilleure*, p. 32.

sophismes pour des démonstrations (14) ». Parmi les plus graves inconvénients Turpin signale, outre la défec- tueuse répartition des sièges entre les villes et les cam- pagnes, l'influence dominante que s'attribue la Couronne par la création de nouveaux pairs et par la corruption dans la Chambre basse (15). On rencontre une appré- ciation analogue dans la compilation anonyme du *Réper- toire Anglais* (16). Si la liberté personnelle est protégée par l'*habéas corpus*, la liberté politique reste exposée aux entreprises d'un souverain ambitieux qui, en s'ap- puyant sur la milice nationale, pourrait vite rétablir un gouvernement aussi absolu que celui d'Henri VIII ou d'Elisabeth (17).

La critique la plus poussée de la Constitution anglaise au nom des principes démocratiques, se trouve chez Con- dorcet. Le *credo* politique de cet écrivain se résume dans la revendication passionnée des droits de l'homme. Sécurité personnelle, respect de la prospérité, liberté de la presse, participation des citoyens à la confection des lois, telles sont les grandes lignes de l'idéal avec lequel il confronte les régimes existants. La Révolution améri- caine excite son enthousiasme parce qu'il y voit une lutte généreuse pour assurer le triomphe de ces principes.

(14) *Histoire des Révolutions...*, p. 5.

(15) *Ibid.*, p. 37.

(16) *Répertoire anglais, ou Recueil de littérature, d'histoires et d'anecdotes anglaises*, Paris, 1789, 2 vol. in-8°.

(17) *Répertoire anglais...*, II, 241.

Dans la Constitution britannique, au contraire, il n'en trouve qu'une réalisation incomplète (17 *bis*). Sans doute elle protège la liberté individuelle: « Le jury et l'*habeas corpus* fournissent aux Anglais des garanties précieuses contre l'arbitraire » (18). De sages dispositions règlent aussi les limites du pouvoir militaire qui ne doit être employé qu'à maintenir l'ordre et la tranquillité publiques (19). La liberté de la presse assure à l'Angleterre « le maintien des lois et le respect qu'on y conserve pour la partie des droits de l'humanité que l'opinion y a consacrés » (20). Mais d'autres droits, non moins importants, y sont méconnus. Les Anglais ne jouissent pas de la liberté religieuse : des lois d'exception régissent les catholiques et l'entrée du Parlement est interdite aux non-conformistes; les partis « conservent soigneusement le fanatisme comme un instrument dont chacun espère se servir à son tour » (21). En dépit du contrôle parlementaire, il y a dans le régime fiscal d'outre-Manche « autant de disproportion, de gênes, de faux frais, de poursuites violentes que dans aucune monar-

(17 *bis*) L'hostilité de Condorcet envers la Constitution anglaise est signalée par F. Alengry, *Condorcet, guide de la Révolution française* (Paris, 1903), pp. 28, 487.

(18) *Essai sur les assemblées provinciales. Œuvres*, édit. Arago, VIII, 499. — Condorcet approuve le principe du jury, mais il juge dangereuse la disposition qui réclame l'unanimité des jurés pour la proclamation du verdict.

(19) *Idées sur le despotisme. Œuvres*, IX, 158.

(20) *De l'influence de la Révolution Américaine. Œuvres*, VIII, 17.

(21) *Idées sur le despotisme. Œuvres*, IX, 154-5.

(22) *Notes sur Voltaire*, article *Monarchie*, *Œuvres*, IV, 492.

chie » (22). Enfin et surtout les Anglais ne jouissent pas de la véritable liberté politique. C'est à tort que certains la croient solidement fondée sur la séparation des pouvoirs; Condorcet ne voit dans cette théorie qu'une vraie formule, une abstraction, une « chimère » (23). Dans sa pensée, loin d'avoir une origine distincte qui les rende essentiellement indépendants et hétérogènes, les différents pouvoirs ne sont que des émanations de l'unique source de l'autorité que est la souveraineté nationale. Dégagée des abstractions qui séduisent les disciples de Montesquieu, la Constitution britannique apparaît en réalité comme entachée d'un double despotisme : despotisme direct « puisque le droit négatif du roi et de la Chambre des Pairs ne laisse à la nation aucun moyen légal de révoquer une mauvaise loi et que les représentants du peuple n'ont pour obtenir cette réforme que des moyens indirects qui blessent également la raison, la dignité nationale et l'ordre public »; despotisme indirect « parce que la Chambre des Communes, qui devrait, par la loi, représenter la nation, ne la représente pas dans la réalité; qu'elle n'est qu'un corps aristocratique dont quarante ou cinquante personnes, soit ministres, soit pairs, soit membres des Communes dictent les résolutions » (24). Il en résulte que la loi, au lieu d'être

(23) *Fragments de l'histoire de la quatrième époque*, Œuvres, VI, 419.

(24) *Idées sur le despotisme*, Œuvres, IX, p. 149.

l'expression de la volonté nationale, est un ordre tyrannique, dicté par une oligarchie omnipotente (25). A ce grave défaut, la Constitution anglaise joint encore celui d'engendrer l'esprit de parti qui conduit à l'esprit de sophisme, car « les hommes au lieu de chercher à s'éclairer sur leurs vrais intérêts ne s'occupe plus que d'acquiescer la triste facilité de soutenir d'une manière plausible l'opinion que leur parti doit faire prévaloir » (26). Ainsi s'explique la médiocrité de la plupart des discours prononcés dans le Parlement anglais. Enfin, tous ces vices sont si profondément enracinés qu'ils ne laissent entrevoir aucun espoir de réforme, car le pouvoir est aux mains de ceux-là mêmes qui bénéficient des abus (27). L'esprit démocratique qui inspire les critiques de Condorcet se retrouve dans les notes qui accompagnent la traduction française de l'ouvrage de Livingston, *Examen du gouvernement d'Angleterre comparé aux institutions des Etats-Unis* (28). L'auteur américain proteste contre les thèses de Delolme sur la perfection de la Constitution britannique. Celle-ci lui apparaît comme « un composé de parties hétérogènes, qui n'ont entre elles ni liaison, ni rapport; un vain essai pour concilier les intérêts

(25) *Lettres d'un bourgeois de New-Haven à un citoyen de Virginie. Œuvres*, IX, 58. Cet ouvrage a été inséré en 1788 dans les *Recherches historiques et politiques sur les Etats-Unis*, par Mazzei.

(26) *Ibid.*, p. 89 sqq.

(27) *Ibid.*, p. 69.

(28) Londres et Paris, 1788, in-8°.

opposés et incompatibles de la monarchie, de l'aristocratie et de la démocratie » (29). Hostile au principe de la balance des pouvoirs, plein de méfiance envers la monarchie, Livingston, dénonce énergiquement la corruption parlementaire et la dangereuse extension des prérogatives de la Couronne sous le règne de George III. Pour donner plus de portée à ce réquisitoire contre la Constitution anglaise, le traducteur de Livingston y ajoute une série de notes dans lesquelles, dit l'avertissement, « on reconnaîtra des plumes différentes mais des principes très semblables » (30). Toutes tendent en effet à démontrer que les Anglais, victimes d'une illusion, ne possèdent pas la liberté dont ils se vantent. Ils n'ont pas la liberté de penser, car les catholiques sont soumis à des lois d'exception et la tolérance n'existe que pour les sectes protestantes (31). Ils n'ont pas la liberté du commerce, assujetti à des règlements compliqués, des douanes onéreuses et des prohibitions multiples (32). Malgré l'*habeas corpus*, la liberté personnelle est violée par les arrestations pour dettes et par la presse des matelots (33). Quant à la liberté politique, elle se réduit à « n'être pas gouverné directement par les volontés arbitraires d'un roi et de ses ministres, mais à l'être par

(29) *Examen du gouvernement d'Angleterre*, p. 79.

(30) *Ibid.*, p. 8.

(31) *Ibid.*, p. 37.

(32) *Ibid.*, p. 47.

(33) *Ibid.*, p. 65.

les résolutions également arbitraires d'un Parlement qui n'est lui-même libre qu'en apparence, qui ne peut ni n'ose faire que ce qu'il plaît au roi et aux ministres, d'un Parlement enfin à une *partie* (34) des membres duquel une *partie* de la nation a le droit de donner ou de vendre sa voix » (35). La monarchie mixte d'Angleterre ne fait que déplacer, sans le détruire, l'arbitraire « avec lequel il est impossible de bien gouverner les hommes » (36). Ce n'est pas à elle mais aux jeunes républiques d'outre-mer qu'il faut demander des leçons de liberté.

Tandis que Condorcet et les annotateurs de Livingston opposent aux défauts de la Constitution anglaise les mérites des Constitutions américaines, plusieurs ouvrages traduits de l'anglais répandent sur le continent les critiques formulées outre-Manche contre le régime politique existant. Publiées sous le nom du Père de Rose-Croix, les *Lettres sur la liberté politique*, qui paraissent à Liège en 1783, sont en réalité une traduction du livre de David Williams, accompagnée de commentaires qui semblent être de Brissot. L'Angleterre y est représentée comme une nation privée de toute liberté politique : « Le Parlement ne limite pas le pouvoir de la Couronne, et,

(34) Souligné dans le texte.

(35) *Examen du gouvernement d'Angleterre*, p. 75.

(36) *Ibid.*, p. 92.

sous un assemblage confus de formalités, se cache le despotisme » (37). La Constitution britannique « est devenue la machine la plus lourde et la plus difficile à manier qu'ait jamais produite la folie humaine » (38). Dans ses *Réflexions sur l'état actuel de la Grande-Bretagne* (39), Richard Champion dénonce, comme une menace pour la liberté anglaise, le système de corruption pratiqué par George III et le groupe des Amis du Roi. Il montre le peuple accablé d'impôts, la dette nationale accrue de quinze millions en un an, le commerce devenant « tous les jours plus précaire » et prédit que bientôt un grand nombre d'Anglais se trouveront contraints d'émigrer en Amérique (40).

Les critiques de l'opposition anglaise se répandent aussi dans les gazettes. Dans le compte rendu de l'ouvrage intitulé *L'état présent de l'Angleterre*, le *Journal Encyclopédique* du 15 décembre 1785, résume ainsi, en y souscrivant, la thèse de l'auteur : « On n'a pas assez limité les prérogatives royales; les grâces qui sont entre les mains de la Cour, dont elle seule dispose, ont beaucoup d'influence sur le reste de la nation. La balance penche toujours de son côté ».

Le *Journal Politique et Littéraire d'Angleterre*, hos-

(37) *Lettres sur la liberté politique*, p. 13.

(38) *Ibid.*, p. 47.

(39) Londres et Paris, 1788, in-8°.

(40) *Réflexions...*, p. 142.

tile à la politique personnelle de George III, y dénonce une menace pour la Constitution. Il approuve chaleureusement la motion de Burke sur le discours du Roi du 14 juin 1784, dans laquelle le chef whig revendique avec énergie le droit pour les Communes de proposer des réformes limitant la prérogative royale et d'imposer le renvoi des ministres en leur refusant la confiance. Dans l'examen de la crise politique, le journaliste cherche à montrer que l'équilibre des pouvoirs a été rompu par les empiètements de l'exécutif. Le souverain a substitué au pouvoir purement négatif du *veto* un pouvoir positif en s'attribuant, par l'intermédiaire des ministres, l'exercice de l'initiative législative (41). Il diminue d'autre part le droit de contrôle des Communes, en prétendant conserver des ministres qui n'ont pas la confiance de la majorité et en cherchant à intimider les esprits par la dissolution (42). La Constitution britannique se trouve ainsi « sourdement minée dans ses fondements » et si la crise se prolonge, elle « ne sera plus bientôt qu'un mot vide de sens » (43).

Dans son *Journal du Lycée de Londres* (44), Brissot apporte le témoignage d'un observateur déçu par le

(41) *Journal politique...*, p. 13.

(42) *Ibid.*, p. 32.

(43) *Ibid.*, p. 39.

(44) Ou *Tableau de l'état présent des Sciences et des Arts en Angleterre*, 1784.

spectacle de la vie politique d'outre-Manche. Ses premiers articles rendent hommage à « l'excellence de la Constitution britannique » (45). Il se propose de la faire connaître aux autres peuples pour qu'elle leur serve de modèle : « Mon but n'est pas seulement que l'Angleterre instruisse l'Europe dans les sciences ordinaires; je veux encore que son exemple puisse améliorer le sort des autres nations et que l'étude de la Constitution anglaise serve à corriger les autres Constitutions. C'est elle qui rend ses citoyens heureux; c'est donc elle surtout qu'il est intéressant de connaître, de faire connaître (46). » Mais, en voyant fonctionner le régime parlementaire anglais, il perd vite son enthousiasme. Dans son compte rendu de la session de 1783, il regrette que les Anglais n'aient pas réformé leur système de représentation, « qui renferme une foule d'abus » (47). L'année suivante, le rejet de la motion de Sawbridge pour la réforme électorale lui apparaît comme un signe montrant « le peu d'influence du peuple dans la balance politique du Parlement » (48). Il dénonce l'oligarchie qui met obstacle à l'exécution de la volonté nationale: « La nation est trahie par ses représentants » (49). Si les Anglais jouissent

(45) *Journal du lycée...*, I, 10.

(46) *Ibid.*, II, 4.

(47) *Ibid.*, I, 236.

(48) *Ibid.*, II, 377.

(49) *Ibid.*, II, 378.

encore de la liberté civile, ils ne possèdent pas la liberté religieuse : l'intolérance est plus grande parmi eux que sur le continent (50). Quant à la liberté politique, elle ne peut exister dans une nation que si « les droits de la société ne sont jamais entre les mains de mandataires incontrôlables » (51). La monarchie britannique est bien loin de remplir cette condition. L'irresponsabilité du souverain place le roi au-dessus de la loi; le principe théorique de la responsabilité ministérielle n'est plus « qu'un mot avec lequel on berce de grands enfants » (52); la corruption parlementaire asservit aux volontés du monarque les représentants de la nation. Brissot conclut en reprenant à son compte le mot de Rousseau sur l'aveuglement de la nation anglaise, séduite par une fausse apparence de liberté (53).

Des sentiments analogues s'expriment dans l'*Analyse des papiers anglais*, périodique publié deux fois par semaine du 14 novembre 1787 au 19 novembre 1788. Le publiciste estime que la vraie liberté ne se trouve qu'aux

(50) *Ibid.*, II, 159.

(51) *Ibid.*, II, 321.

(52) *Ibid.*, II, 324. Plus loin Brissot note que la victoire de Pitt a démontré « que les rois peuvent conserver leurs ministres, malgré la désapprobation du Parlement, malgré la majorité de la Chambre des Communes ». (II, 375). Dans ses *Observations d'un Républicain* (1787), il déclare encore que par son droit de convoquer ou dissoudre à son gré le Parlement, le roi d'Angleterre est « presque toujours maître de tout » et que le droit de contrôle théorique du peuple est « nul dans le fait », (p. 162).

(53) *Ibid.*, II, 331.

Etats-Unis : « Les Européens parlent beaucoup de liberté. Les Américains libres la connaissent seuls et en jouissent (54). » L'Angleterre n'en possède que le fantôme. Une *Lettre à M. le Comte Charles de Scheffer*, publiée par fragments dans quatre numéros consécutif de la gazette (55), attaque violemment les théories de Delolme et prétend démontrer l'asservissement économique, politique et religieux de la Grande-Bretagne.

Dans le même esprit pessimiste, plusieurs publications signalent les difficultés financières de l'Angleterre. En 1784, le *Nouveau Compte Rendu ou Tableau historique des finances d'Angleterre depuis le règne de George III jusqu'en 1784* montre la nation appauvrie de deux cent quarante millions de livres sterling par la guerre d'Amérique et écrasée en 1783 sous un impôt de treize millions neuf cent trente mille livres sterling. L'auteur ne croit pas cependant qu'on doive escompter une banqueroute prochaine car, avec sa Banque et sa Caisse d'amortissement, l'Angleterre possède encore « deux leviers capables de remuer le monde ». Dans la troisième des *Lettres d'un militaire sur les changements qui s'annoncent dans le système politique de l'Europe* (56), ouvrage anonyme que le *Journal Encyclopédique* attri-

(54) *Analyse des papiers anglais*, III, 18.

(55) 21, 24, 28 mars et 1^{er} avril 1788.

(56) Bouillon et Paris, s. d., 1788.

bue au Chevalier Richard, se trouve dépeinte la situation précaire de l'Angleterre « écrasée sous ses impôts, insolvable et riche seulement d'un crédit imaginaire, d'un crédit d'opinion, qu'une opinion plus vraie peut détruire en un moment ». Enfin, en 1789, l'auteur d'une brochure intitulée *Situation actuelle de la France et de l'Angleterre* (57), montre que, dans l'espace du dernier siècle, la somme des taxes en Angleterre s'est élevée de quarante-huit à trois cent soixante-sept millions, c'est-à-dire a crû dans le rapport de un à sept trois quarts tandis qu'en France, passant de deux cent huit à quatre cent soixante-douze millions, elle n'a augmenté que dans le rapport de un à deux un quart. D'autre part, la dette anglaise s'est accrue, entre 1740 et 1763 de deux mille trois cent cinquante millions, tandis que l'accroissement de la dette française n'a pas dépassé mille sept cent soixante-dix millions, de 1721 à 1775. En rendant compte de cette brochure, le *Journal Encyclopédique* souligne les réflexions politiques qui se dégagent de ces chiffres, en faisant remarquer que, sous la direction d'un monarque, « une nation peut se trouver beaucoup moins grevée de dettes et d'impôts que si, livrée à ses propres passions beaucoup plus coûteuses que celles d'un homme, elle eût elle-même géré ses propres affaires » (58).

(57) Paris, 1789, in-4°.

(58) Souligné dans le texte. *Journal encyclopédique*, 15 mars 1789.

Ainsi, dans les cinq ou six années qui précèdent la Révolution, le régime fiscal, les vices de la représentation électorale, la corruption et la dangereuse extension des prérogatives de la Couronne sont fréquemment présentés au public français comme un démenti aux panégyristes des institutions britanniques. Sous l'influence de l'exemple américain, on commence à concevoir la notion d'une liberté plus complète et plus solidement établie qu'en Angleterre. Toutefois ce courant d'hostilité n'entraîne pas toute l'opinion. En face de ces critiques, un aussi grand nombre de déclarations élogieuses attestent que sur beaucoup d'esprits, le prestige des institutions britanniques conserve encore son influence.

Dans le numéro du 10 mai 1783, un chroniqueur du *Mercure de France* observe: « Une émulation générale d'instruction attire sans cesse les différentes nations les unes chez les autres; elles s'observent, elles se jugent, elles mettent en opposition leurs lois, leurs usages, leurs mœurs ». Les leçons que dégagent de leur voyage outre-Manche les Français qui visitent l'Angleterre dans les dernières années de l'Ancien régime comportent souvent un sentiment d'admiration mêlée d'envie, pour la Constitution britannique. Pendant son séjour à Londres, au mois de mai 1783, le duc de Chartres assistant à une séance des Communes, déclare aux membres du Parlement qui l'accompagnent: « Je me trouverais très heu-

reux de siéger parmi vous, si j'étais Anglais, et j'admire un gouvernement où l'autorité n'est que la volonté de tous. » (59).

Observateur attentif des évènements politiques d'outre-Manche, qu'il se plait à discuter dans ses lettres à Wilkes (60), Suard voyage en 1776 avec Necker en Angleterre où il a déjà séjourné en 1769 et 1773. Il en revient avec une grande admiration pour les institutions britanniques, et surtout pour l'organisation judiciaire qu'il souhaite « voir adopter par tous les peuples civilisés » (60 *bis*). Il songe même à rédiger un ouvrage sur la Constitution anglaise, afin de compléter et mettre au point l'étude de Delolme, pour laquelle il professe d'ailleurs beaucoup d'estime (60 *ter*).

Le spectacle de l'Angleterre excite l'enthousiasme de M^{me} Roland pendant le voyage où elle accompagne son mari en 1784. Dès son arrivée, séduite par l'aspect coquet, propre et confortable de la campagne anglaise, elle note: « On sent que l'homme, quel qu'il soit, est ici compté pour quelque chose et qu'une poignée de riches ne fait pas la nation... Il ne faut qu'ouvrir les yeux sur ces belles campagnes pour juger de la nature et de l'influence de l'administration et pour dire, en dépit de nos

(59) Cf. A. Britsch, *La jeunesse de Philippe. Egalité*, p. 419.

(60) Conservées au British Museum (Add. Mss. n^{os} 30.868, 30.870, 30.872, 30.876) et que nous publierons prochainement.

(60 *bis*) M^{me} Suard, *Essais de mémoires sur M. Suard*, p. 158.

(60 *ter*) Garat, *Mémoires sur M. Suard*, I, 75.

agréables, heureuse l'Angleterre (61). » Après avoir rendu hommage à la dignité, la modération et la générosité du caractère anglais (61 *bis*), elle signale aussi avec admiration une administration de la justice dans laquelle « on ne se joue point de la liberté ni de la vie des hommes » (62). L'aisance et le degré d'instruction des classes populaires, l'égalité des citoyens, devant l'impôt, lui apparaissent comme des traits particulièrement enviables du régime social (63). Enfin, quand elle visite Westminster, elle se sent pénétrée d'admiration pour « la sage Constitution qui s'y défend et s'y soutient dans une lutte perpétuelle avec le pouvoir arbitraire » (64). Ainsi, pour M^{me} Roland, le spectacle des réalités d'outre-Manche ne fait que confirmer l'optimisme de l'ancienne lectrice de Delolme.

Le voyage d'Angleterre produit une impression analogue sur l'esprit de Sébastien Mercier. Dès 1770, dans le curieux ouvrage intitulé *L'An 2440* (65), il exprimait ses préférences pour une monarchie limitée et un régime représentatif analogue à celui de l'Angleterre (66). Dans son *Tableau de Paris*, il annonce son intention de tra-

(61) M^{me} Roland, *Œuvres*, édit. Champagneux, III, 214.

(61 *bis*) *Ibid.*, 228.

(62) *Ibid.*, 233.

(63) *Ibid.*, pp. 236, 244, 246.

(64) *Ibid.*, 253.

(65) Amsterdam, 1770, in-8°.

(66) *L'An 2440*, II, 108, 127.

verser la Manche et d'aller voir « cette île fameuse qui a prouvé la possibilité d'un bon gouvernement » (67). L'exécution de ce projet en 1781 le confirme dans son anglomanie. Dès son retour en France, il rédige un *Parallèle* (68) dans lequel il exalte les mérites de la civilisation britannique et souligne le contraste entre le régime politique des deux nations. Ici, nul remède contre les abus, pas de secours possible contre le despotisme ministériel, aucune participation des sujets à la direction des affaires publiques; là un gouvernement contrôlé dans tous ses actes par une opposition toujours en éveil et guidé par la voix de l'opinion publique, des citoyens jouissant de toutes les libertés et participant, par leurs représentants, à la confection des lois qui les régissent. Mercier ne manque pas d'inclure dans son parallèle la jurisprudence criminelle, en opposant à la procédure expéditive suivie en France, les garanties fournies à l'accusé anglais : assistance d'un avocat, production de témoins à décharge, jury, droit de récusation et publicité de l'instruction.

Moins absolues dans l'éloge, mais plus importantes à retenir, à cause de la personnalité de l'auteur, sont les impressions d'outre-Manche de Mirabeau. Pendant les huit mois qu'il passe en Angleterre, d'août 1784 à mars

(67) *Tableau de Paris*, XI, 371.

(68) Cet ouvrage inédit est analysé par Bécлар dans son étude sur Sébastien Mercier (1903).

1785, le futur tribun rencontre plusieurs personnalités britanniques : lord Shelburne, le duc de Richmond, Burke, le docteur Price et le jurisconsulte Samuel Romilly. Il se lie d'amitié avec Brissot, qui rédige à Londres le *Courrier de l'Europe*. Ces relations facilitent à un esprit naturellement pénétrant et doué d'une solide culture politique, l'interprétation du régime anglais. On peut suivre, dans les lettres adressées de Londres à Chamfort, le travail qui s'opère dans l'esprit de Mirabeau au contact des choses d'outre-Manche. Ses premières impressions sont peu favorables. Le voyage avait été pénible, l'installation difficile. Dans une crise de nostalgie, Mirabeau s'écrie : « Le terroir du vin l'emporte sur celui du charbon de terre, même par son influence sur le moral (69). » Du spectacle qui s'offre à ses yeux, tout lui déplaît. Dans la vie politique anglaise, il ne voit que « la lutte éternelle des corrupteurs et des corrompus, des prodiges et des misérables, de la canaille titrée et de la canaille populaire » (70). Mais bientôt cette mauvaise humeur se dissipe. Au mois d'octobre il écrit à Chamfort : « Rien de parfait n'est sorti de la main de l'homme, mais il y a du moins mauvais, et il y en a beaucoup plus en Angleterre que partout ailleurs (71). » Les abus de l'administration ne lui échappent pas, mais il déclare

(69) *Lettres à Chamfort*, Lettre du 10 août 1784.

(70) *Ibid.*, Lettre du 20 août 1784.

(71) *Ibid.*, Lettre du 13 octobre 1784.

qu'on ne doit pas les confondre avec la Constitution. dont les vertus ont été assez puissantes pour élever « au premier rang un peuple si peu favorisé de la nature ». Si cette Constitution n'est pas parfaite, du moins elle est « la meilleure connue » (72). Aussi songe-t-il à lui consacrer une étude : dans une lettre à Chamfort, il fait allusion aux notes qu'il a recueillies à cet effet (73). Obligé d'abandonner ce projet, il engage son ami Mauvillon à le reprendre (74).

Plusieurs relations de voyage, imprimées à cette époque, répandent dans le public l'impression favorable produite chez les auteurs par le spectacle des choses d'outre-Manche. Dutens, insérant dans son *Guide moral, physique et politique* (75) un court chapitre sur la Constitution du gouvernement anglais déclare « qu'il n'y a aucun pays au monde où la liberté et la propriété soient mieux assurées qu'en Angleterre » (76). La Coste publie en 1786 son *Voyage philosophique d'Angleterre*, qui respire, d'un bout à l'autre, l'admiration la plus vive pour la civilisation britannique. La bienfaisance et l'humanité du peuple anglais lui paraissent illustrées d'une manière admirable par l'organisation de la procédure crimi-

(72) *Ibid.*, Lettre du 10 novembre 1784.

(73) *Ibid.*, Lettre du 10 novembre 1784.

(74) Cf. Préface aux *Lettres du Comte de Mirabeau à un de ses amis en Allemagne*.

(75) Paris, 1788, in-8°.

(76) *Guide moral...*, p. 42.

nelle (77). Tout en signalant les excès auxquels se laisse emporter parfois la superstition populaire, il admire, en Angleterre une tolérance en vertu de laquelle « nul ne peut être inquiété ni sur sa croyance, ni même sur son incrédulité » (78). Quant à la Constitution anglaise, La Coste la juge « réellement très supérieure aux autres constitutions monarchiques, républicaines ou mixtes » (79). Son grand avantage est de donner satisfaction au peuple, en garantissant les libertés essentielles, tout en laissant au gouvernement assez de force pour écarter le risque d'une révolution et assurer la stabilité de l'Etat (80). Si la corruption, qui permet au souverain de faire exécuter ses volontés par les deux Chambres, introduit de graves abus dans le fonctionnement pratique du régime anglais, elle n'entache pas cependant la Constitution d'un vice irrémédiable. Les inconvénients en sont atténués par deux sages dispositions : la possibilité laissée au Parlement de pratiquer une réforme générale au commencement d'un nouveau règne et la série de correctifs par lesquels se trouve mitigée chacune des grandes prérogatives de la Couronne (81). On reconnaît aisément dans ces idées l'influence du traité de Delolme. Partisan comme lui d'un gouvernement fort, La Coste ne

(77) *Voyage philosophique d'Angleterre*, II, 8.

(78) *Ibid.*, II, 112.

(79) *Ibid.*, II, 216.

(80) *Ibid.*, 220.

(81) *Ibid.*, II, 217.

voit dans l'agitation créée par un Wilkes ou un Fox que « des accès de fièvre éphémères » (82). Le mécontentement qui s'exprime ainsi est tout superficiel. Le peuple anglais demeure profondément attaché à la Constitution « aussi profondément réfléchie, aussi sagement calculée » à laquelle il doit son bonheur (83).

Le même esprit d'admiration enthousiaste anime le Comte de Hartig, dans ses *Lettres sur la France, l'Angleterre et l'Italie* (84). « On peut affirmer, écrit-il, qu'il serait difficile de faire une Constitution d'Etat plus accomplie et mieux combinée que n'est celle de l'Angleterre (85). » Les inconvénients qu'on lui reproche ne l'effraient point : dans les luttes des partis, il ne voit qu'une action combinée de forces par laquelle est assuré l'équilibre du mécanisme gouvernemental ; il estime que la corruption cesserait d'agir si la liberté nationale ou la propriété individuelle se trouvait réellement menacée (86). Dans le verdict des jurés, l'absence de torture, la publicité de la procédure et du jugement, il salue des principes de jurisprudence criminelle dignes d'être proposés en exemple à toutes les nations (87). Enfin l'ardeur

(82) *Ibid.*, II, 220.

(83) *Ibid.*, II, 221. Dans les *Observations sur l'Angleterre* qui suivent le *Voyage au pays de Bambouc*, publié en 1789, Lacoste dit encore, à propos de la Grande-Bretagne : « sa constitution vaut mieux que des mines d'or » (p. 335).

(84) Genève, 1785, in-8°.

(85) *Lettres...*, p. 15.

(86) *Ibid.*, p. 125.

(87) *Ibid.*, p. 130.

de son admiration s'emporte jusqu'à un enthousiasme versifié, sinon poétique :

« Ici de sages lois, que l'Univers renomme
Elèvent la raison avec la vérité;
Le moindre citoyen jouit des droits de l'Homme,
Des droits de la Nature et de la Liberté (88). »

Une autre voix s'ajoute à ce concert d'éloges dans le *Tableau de l'Angleterre et de l'Italie* par d'Archenholz, traduit en français par L. B. de Bilderbeck en 1788 (89). L'auteur se place sous le patronage de Montesquieu, à qui il attribue cette affirmation qu' « aucun peuple du monde ne possède une forme de gouvernement aussi parfaite » (90) que l'Angleterre et il annonce, dès le début, son intention de démontrer que jamais une nation policée n'a été « aussi libre que les Anglais le sont aujourd'hui » (91). L'*habeas corpus*, la publicité des tribunaux et le jugement par jurés garantissent à chaque citoyen sa liberté individuelle (92). La liberté de réunion, la liberté de la presse et le système représentatif protègent la nation contre toute tentative de gouvernement despotique (93). Deux graves abus se glissent dans le fonctionnement du régime: la corruption et l'inégale

(88) *Ibid.*, p. 132.

(89) Gotha, 3 vol. in-8°.

(90) *Tableau de l'Angleterre*, p. 6.

(91) *Ibid.*, p. 9.

(92) *Ibid.*, pp. 14, 15.

(93) *Ibid.*, p. 36.

répartition des sièges électoraux. Mais ils peuvent être, l'un et l'autre, facilement réformés : l'adoption du projet de Pitt (94) aurait suffi pour y porter remède (95). Les inconvénients qu'ils entraînent ne doivent pas masquer les bienfaits d'une Constitution qui, tout en protégeant les libertés, laisse pourtant assez de force au pouvoir central pour lui permettre « de l'énergie et de la célérité dans le maniement des affaires, et une salubre exactitude dans l'exécution des lois » (96). Enfin, une autre vertu des institutions britanniques est de favoriser l'esprit civique, *public spirit*, que l'auteur définit : « la volonté active, le zèle de chaque individu en particulier à coopérer au bien-être général » (97).

Aux témoignages de ces récits de voyage, vient se joindre celui d'un anglophobe converti, Linguet, disposé par un emprisonnement de deux ans à la Bastille, à juger moins sévèrement les institutions politiques d'outre-Manche. Voici comment il s'explique lui-même à ce sujet dans les *Annales* du 1^{er} janvier 1783 : « J'aurai certainement à me réformer en plusieurs points sur ce que j'ai pensé jusqu'ici de la Constitution anglaise... Si après l'honneur et l'estime de soi-même, la liberté personnelle,

(94) Il s'agit du projet de réforme présenté aux Communes par le jeune Pitt en 1783, comportant des mesures de répression contre la corruption électorale et une augmentation du nombre des représentants pour la capitale et les comtés.

(95) *Ibid.*, p. 36.

(96) *Ibid.*, p. 39.

(97) *Ibid.*, p. 218.

la certitude de ne pouvoir la perdre que sur des raisons graves et d'après des formes qui assurent à l'innocence les moyens de la recouvrer sans délai, sont les biens les plus précieux pour un homme raisonnable, la Constitution qui les protège avec le plus d'efficacité est sans contredit la plus parfaite. Et voilà l'avantage de celle dont les Anglais ont bien sujet de s'applaudir... J'avais été jusqu'ici trop frappé de quelques inconvénients qui me semblaient la déparer... La Bastille est un excellent télescope pour apprécier l'Angleterre et ses Lois (98). » Aussi son *Tableau de l'histoire politique de l'Angleterre depuis la paix de 1763 jusqu'à la dissolution du Parlement en 1784*, est-il inspiré par un esprit tout différent de celui qui dictait les violentes invectives des *Lettres sur la théorie des lois civiles*. Après avoir signalé les graves difficultés qui ont assailli la Grande-Bretagne, perte des colonies d'Amérique, scandale de la Compagnie des Indes, instabilité ministérielle, il conclut en montrant dans l'élection triomphale de Fox, un signe incontestable de l'excellence de la Constitution anglaise, qui laisse à la nation, en cas de conflit entre les représentants et la Couronne, la faculté de dénouer la crise en manifestant sa volonté. Ainsi les Anglais jouissent d'un droit « que tout le reste du genre humain a perdu » (99). Dans la suite,

(98) *Annales*, tome X, p. 2.

(99) *Annales*, XI, 186.

Linguet signale encore plusieurs fois dans ses *Annales*, le mérite des institutions politiques anglaises. Elles protègent, beaucoup plus efficacement que partout ailleurs, les citoyens contre l'arbitraire : « Un ministre, même dépravé, ne peut guère s'y permettre de prévarications ni d'abus d'autorité (100). » Le régime parlementaire, en associant le pouvoir au talent, assure aussi aux Anglais des gouvernants éclairés : « C'est un avantage propre à l'Angleterre d'avoir bien rarement à la tête de son administration des hommes ineptes, ou même médiocres (101). » Même dans le pamphlet de *La France plus qu'anglaise* (102) où Linguet signale à ses compatriotes le danger d'adopter sans discernement le régime politique d'outre-Manche, il reconnaît que, comparé à la monarchie française dans le cours du dix-huitième siècle, le système britannique pourrait « à bien des égards mériter la préférence » (103). Il admet aussi que la Constitution anglaise est « plus susceptible de correction », protège mieux les citoyens contre l'arbitraire, favorise davantage les talents et ménage plus d'influence à l'opinion publique (104).

Vers la même époque où Linguet chante ainsi la palinodie, plusieurs ouvrages signalent à l'attention des lec-

(100) *Ibid.*, X, 437.

(101) *Ibid.*, X, 436.

(102) Bruxelles, 1788.

(103) *La France plus qu'anglaise*, p. 113.

(104) *Ibid.*, pp. 115 sqq.

teurs français, les avantages de la Constitution britannique. Au début de 1789, Bertin publie une traduction française du livre de William Paley, *Des différentes formes de gouvernement et de leurs avantages ou désavantages respectifs et de la liberté civile* (105). Apologie de la monarchie mixte, cet ouvrage tend à démontrer que les deux grands mérites attachés aux institutions britanniques sont la protection des droits individuels et la stabilité de l'Etat. Le premier dérive du système représentatif, qui permet aux citoyens de faire entendre leurs doléances et leurs revendications, du contrôle financier des Communes et des garanties assurées à l'accusé par l'*habeas corpus* et le jugement des jurés dans la jurisprudence criminelle (106). Le second naît de l'équilibre des pouvoirs : « Il n'y a pas de pouvoir possédé par une partie de la législation, dont l'abus ou l'excès ne soit réprimé par quelque pouvoir antagoniste qui réside dans une autre partie (107). » Dans une crise, chacune des trois puissances se trouve contenue dans de justes limites par l'opposition conjuguée des deux autres : s'il incline au despotisme, le souverain rencontre en face de lui les deux Chambres ; les prétentions aristocratiques de la

(105) Traduction faite sur la quatrième édition de l'ouvrage anglais. La citation d'Horace inscrite en tête de cette publication en souligne assez clairement l'intention politique : *Hic est, aut nusquam, quod quaerimus* (Horace, *Ep.* 17, v. 1).

(106) *Des différentes formes...*, p. 49.

(107) *Ibid.*, p. 61.

Chambre basse trouvent un frein modérateur dans le double contrôle de la Couronne et des Pairs (108). Cette belle épure théorique, directement inspirée de Montesquieu et de Blackstone, ne pouvant être illustrée par l'histoire politique anglaise contemporaine, Paley s'efforce de pallier les deux abus le plus souvent dénoncés par les critiques. A ceux qui signalent les irrégularités de la représentation, il répond que le suffrage ne doit pas être considéré comme un droit naturel, mais comme l'instrument du bien public. Or le système actuel a pour effet d'envoyer aux Communes l'élite intellectuelle et sociale de la nation : « Il serait difficile de trouver un expédient qui tendit à réunir plus d'affaires nationales dans la Chambre des Communes ou à rassembler une classe d'hommes plus propres à décider de ces affaires, et plus intéressés en général au bonheur et à la prospérité du royaume (109). » Quant à l'influence que la Couronne se ménage par la distribution de places, titres et pensions, Paley n'y voit qu'un contrepoids nécessaire aux motifs peu raisonnables d'opposition, qui agissent toujours au sein d'une assemblée: la licence, l'envie, l'esprit de corps, l'animosité personnelle, « passions qui, dans le cœur humain, forment toujours un parti très puissant contre le pouvoir exécutif d'un gouvernement

(108) *Ibid.*, p. 74.

(109) *Ibid.*, p. 85.

mixte » (110). L'auteur défend aussi, contre les attaques des démocrates, l'utilité de la Chambre des Lords : utilité politique, parce que son action modératrice interposée entre le peuple et le roi favorise la stabilité de la monarchie; utilité sociale, parce qu'elle permet la constitution d'une aristocratie, ouverte au mérite et au talent (111).

En accord avec cette voix d'outre-Manche, Gudin de la Brenellerie termine son *Essai sur l'histoire des Comices de Rome, des Etats-Généraux de la France et du Parlement d'Angleterre* (112), par un chaleureux plaidoyer en faveur de la Constitution britannique. Inspirée sur plusieurs points par l'ouvrage de Delolme, son analyse des institutions anglaises tend surtout à mettre en lumière les avantages qui y sont attachés. Grâce à leur monarchie représentative, les Anglais « jouissent du double avantage d'être libres par leur Constitution législative, comme on l'est dans une démocratie, et de voir les volontés du législateur exécutées avec autant de force et de célérité qu'elles le sont dans une monarchie » (113). L'heureux mécanisme qui assure la répression mutuelle des trois pouvoirs, subsides annuels, *veto* des lords, sanction royale, leur procure tous les avantages de l'ancienne

(110) *Ibid.*, p. 93.

(111) *Ibid.*, p. 105.

(112) Paris, 1789, 2 vol. in-8°. Cet ouvrage a reçu le prix d'utilité de l'Académie Française. (Cf. *Mercur de France*, 5 septembre 1789.)

(113) *Essai sur l'histoire...*, p. 263.

puissance tribunitienne, sans qu'ils en subissent les inconvénients (114). Le régime censitaire garantit l'indépendance et la compétence du corps électoral, sans isoler du reste de la nation puisque chacun peut acquérir en s'enrichissant le droit de vote (115). Dans les heures de crise, la dissolution du Parlement fournit « un moyen sûr de connaître la volonté générale » (116). Gudin se préoccupe aussi de répondre aux critiques qui dénoncent le danger de la corruption. Selon lui, elle ne s'exerce dans les élections que pendant les périodes de calme et de prospérité, lorsque les candidats sont à peu près égaux en mérite; dès qu'un homme supérieur s'impose ou qu'une nécessité nationale se fait sentir, les suffrages ne sont plus à vendre (117). De même la corruption parlementaire ne sort pas de certaines limites: elle reste sans effet « quand il s'agit de compromettre l'utilité publique, la gloire de la Nation, ou la liberté d'un seul Anglais » (118). Au reste, si l'on juge l'arbre à ses fruits, l'excellence de la Constitution anglaise est suffisamment attestée par ses heureux effets : favorable au libre développement de tous les talents, protectrice des droits de chaque individu, hostile à l'esprit de caste, inspirée par l'humanité dans l'organisation de la justice et par l'équi-

(114) *Ibid.*, p. 264.

(115) *Ibid.*, p. 272.

(116) *Ibid.*, p. 269.

(117) *Ibid.*, p. 265.

(118) *Ibid.*, p. 276.

té dans la répartition de l'impôt, c'est elle qui a donné à l'Angleterre « un siècle de gloire et de prospérité » (119). Aussi Gudin la juge-t-il supérieure aux Constitutions américaines : « Elles n'auront jamais dans leurs résolutions la vigueur et la célérité du gouvernement anglois; elles auront plus de peine à se défendre de toute espèce d'aristocratie sans avoir plus de liberté intérieure que l'Angleterre » (120).

La Constitution anglaise trouve encore un apologiste dans la personne de l'abbé Morellet. Deux séjours en Angleterre, en 1772 et en 1784, ont développé chez lui une vive admiration pour les institutions politiques d'outre-Manche, dans lesquelles il salue « la plus belle constitution connue sur la terre » (120 *bis*). Bien qu'il ne se fasse pas d'illusions sur le caractère intéressé de l'opposition parlementaire, il n'en estime pas moins que, grâce au système représentatif, « il y a plus d'esprit public et national en Angleterre qu'en France » (120 *ter*). Lorsque paraît, au début de 1789, la traduction française de l'*Examen du gouvernement d'Angleterre* de Livingston, accompagnée de notes qui contiennent un véritable réquisitoire contre les vices de la Constitution britannique, Morellet réplique par une *Lettre à Monsieur le Maréchal de Beau-*

(119) *Ibid.*, p. 303.

(120) *Ibid.*, p. 307.

(120 *bis*) *Lettres à lord Shelburne*, p. 30.

(120 *ter*) *Ibid.*, p. 194.

vau (121), dans laquelle il reprend point par point les critiques de l'auteur américain et de ses annotateurs pour établir que, malgré quelques lois défectueuses, les Anglais jouissent pratiquement de toutes les libertés essentielles: « J'appelle tolérance, déclare-t-il, l'admission de la plupart des sectes chrétiennes dans un pays, quand le catholicisme lui-même en serait exclu à raison de son intolérance. J'appelle libre le commerce d'un pays lorsqu'il n'y est pas soumis à la 1/10^e partie des gênes qui l'oppriment dans tous les autres pays de l'Europe. Je dis que la liberté personnelle existe là où la loi oblige de faire le procès à tout homme emprisonné, et lui assure des indemnités dans tous les cas d'une *arrestation* sans motif, et une violence de ce genre et la presse des matelots dans les besoins de la guerre ne me semblent que des exceptions qu'il faut sans doute faire cesser aussi, mais qui ne sont que des exceptions (121 *bis*). » Quant au système de représentation britannique, s'il est défectueux dans la répartition des sièges électoraux, il est du moins fondé sur un principe excellent, car « la représentation aura une tendance nécessaire et forte vers le bien public, si la propriété se trouve réunie à la qualité de représentant ». Enfin Morellet estime que l'on a grandement exagéré l'importance de la corruption parlementaire: les fré-

(121) Publiée d'abord dans le *Mercure de France*, 15 février 1789, puis en brochure séparée.

(121 *bis*) *Lettre à Monsieur le Maréchal de Beauvau*, p. 11.

quents changements de ministère suffisent, selon lui, à démontrer que le monarque compterait vainement sur elle pour imposer ses volontés aux représentants de la nation.

Au mois de janvier 1789, Mallet du Pan consacre deux articles du *Mercure de France* à l'ouvrage de Delolme, dont il fait un très vif éloge : compétent, réfléchi, impartial, modéré, l'auteur « a surpassé tous ceux qui ont traité du gouvernement anglais » (121 *ter*) ; son livre constitue « le meilleur cours du droit politique des Etats libres » (122). Mallet l'oppose aux disciples de Rousseau qui prétendent que « la Liberté consiste exclusivement dans la Démocratie » (123). Reprenant les points essentiels de son argumentation en faveur de la monarchie représentative anglaise, il admire la balance des pouvoirs qui assure « la force de deux contre un à la première usurpation de l'une des trois divisions politiques » (124) et « l'unité du grand magistrat qui permet de contenir facilement le pouvoir exécutif rassemblé dans un seul faisceau » (125). Pour répondre aux « dogmatiseurs » qui reprochent à la Constitution anglaise d'être née de « causes fortuites », Mallet du Pan déclare « qu'une législation composée exige à la fois le concours des temps, des caractères et des acci-

(121 *ter*) *Mercure de France*, janvier 1789, p. 112.

(122) *Ibid.*, p. 165.

(123) *Ibid.*, p. 89.

(124) *Ibid.*, p. 113.

(125) *Ibid.*, p. 152.

dents » (126) et il dénonce comme une chimère l'ambition des idéologues qui prétendent construire de toutes pièces une organisation politique fondée sur des principes abstraits. A la corruption, critiquée par d'autres, le journaliste voit deux remèdes efficaces dans la réélection des députés et dans la liberté de la presse (127). Il conclut en traçant ce tableau séduisant du régime politique anglais : « La sûreté parfaite du citoyen, l'impartialité rigoureuse, les précautions, la légalité imperturbable de l'administration de la justice; l'esprit commun qui anime des hommes maîtres de s'assembler et de délibérer entre eux sur la chose publique quand il leur plaît; la sécurité de chacun dans l'exercice de ses droits, dont la réclamation n'est gênée par d'autres limites que celles même du droit naturel, sont les *preuves de fait*, comme les remparts subsidiaires de la liberté politique en Angleterre » (128).

Ainsi, en face des adversaires qui la critiquent, la Constitution britannique conserve des admirateurs qui en célèbrent les mérites. Sur la valeur politique des institutions anglaises, l'opinion est divisée, mais presque tous les esprits s'accordent pour reconnaître l'excellence de la jurisprudence criminelle d'outre-Manche. Elle est pro-

(126) *Ibid.*, p. 122.

(127) *Ibid.*, p. 157.

(128) *Ibid.*, pp. 160, 161.

clamée par ceux-là même qui critiquent le plus violemment les autres aspects de la Constitution britannique. Mably déclare que « c'est à cette jurisprudence salubre que les Anglais doivent le reste de liberté dont ils jouissent et cet esprit national qui les soutient dans leur décadence » (129). Condorcet, tout en estimant que l'unanimité des voix n'est pas indispensable pour le verdict du jury, déclare que cette forme de jugement a été pendant longtemps un des plus glorieux privilèges de l'Angleterre et « mériterait d'être adoptée par toutes les nations » (130). Quelques résistances se dessinent parmi les magistrats : Vermeil, avocat au Parlement de Paris, reproche aux lois criminelles d'outre-Manche de compromettre les intérêts de la société par une sollicitude excessive envers les accusés (131). Boucher d'Argis, conseiller au Châtelet, s'élève contre l'anglomanie dans ses *Observations sur les lois criminelles de France* (132). Selon Poullain du Parc, conseiller au Parlement de Bretagne, les différences qui séparent la France et l'Angleterre condamnent toute tentative d'imitation de la jurisprudence criminelle britannique (133). Séguier, avocat général

(129) *Observations sur le gouvernement et les lois des Etats-Unis d'Amérique*, p. 87.

(130) *Idées sur le despotisme, Œuvres*, IX, 169.

(131) *Essai sur les réformes à faire dans notre législation criminelle*, p. 237.

(132) Cf., pp. 35, 42.

(133) *Principes de droit français suivant les maximes du Parlement de Bretagne*, p. 7.

au Parlement de Paris, critique vivement le principe du jury et proteste contre l'admiration des « anglomanes français » pour le système d'outre-Manche (134). Mais, aux attaques des magistrats conservateurs, attachés à l'esprit de l'ordonnance criminelle de 1670, s'oppose l'admiration des parlementaires libéraux. Les projets de réforme par lesquels Dupaty termine ses *Lettres sur les lois criminelles de la France* s'inspirent de la législation anglaise, dont l'auteur signale expressément les mérites (135). Servan expose les avantages de l'*habeas corpus* et propose en modèle à ses compatriotes « cette sublime institution de l'Angleterre, qui est telle que l'accusé siège lui-même en quelque sorte parmi ses juges » (136). Dans sa *Législation philosophique, politique et morale*, Landreau de Maine au Picq conseille d'emprunter aux Anglais la publicité de l'instruction. En 1787, le comité établi par Louis XVI pour préparer la réforme de l'ordonnance criminelle charge un de ses membres, M. de Comeyras, avocat au Parlement de Paris, de comparer les usages français avec la procédure d'outre-Manche. Celui-ci, dans son rapport, propose d'adopter le système du jury d'accusation pour décider s'il y a lieu d'exercer des poursuites et le *trial by jury* en accordant

(134) *Réquisitoire contre le mémoire de Dupaty*, pp. 218-221.

(135) *Cf.*, pp. 167, 172, *sqq.*

(136) *Réflexions sur quelques points de nos lois, Œuvres choisies*, II, 233.

à l'accusé le droit de récusation et en exigeant un verdict unanime, dans les mêmes conditions qu'en Angleterre (137). Lally-Tollendal critique cette unanimité requise des jurés, mais déclare que dans la jurisprudence criminelle britannique « l'humanité pour les accusés dans l'instruction et dans l'exécution des jugements, les précautions pour éviter le malheur ou le crime de condamner des innocents, ont été portées au plus haut degré » (138).

Lorsque l'Académie de Châlons-sur-Marne met au concours la question *Des moyens d'adoucir la rigueur des lois pénales en France sans nuire à la sûreté publique*, les deux mémoires couronnés, celui de Brissot de Warville et celui de Bernardi, avocat au Parlement d'Aix, s'accordent pour demander, en alléguant l'exemple de l'Angleterre, la publicité de la procédure, la liberté de la défense et l'institution du jury (139).

Ainsi, dans les dernières années de l'Ancien Régime, à travers les différentes sources d'information qui renseignent l'opinion française sur la Constitution britannique, deux courants opposés se dessinent. Influencés par une conception démocratique du gouvernement et par l'agi-

(137) De Comeyras, *Essai sur les réformes à faire dans notre procédure criminelle*, pp. 45 sqq.

(138) *Essai sur quelques changements qu'on pourrait faire dès à présent dans les lois criminelles de France*, p. 65.

(139) Cf. *Discours couronnés à l'Académie de Châlons-sur-Marne*: Brissot, pp. 95, 96-98, 101, 103; Bernardi, pp. 145, 162, 178, 182.

tation réformiste d'outre-Manche, certaines publications présentent l'Angleterre comme un pays privé de la véritable liberté politique. En revanche, la comparaison de la monarchie mixte avec l'absolutisme, la croyance aux bienfaits de la séparation des pouvoirs, l'influence toujours agissante des réflexions de Montesquieu et de Delolme inspirent, en d'autres écrits, une apologie du parlementarisme anglais. Cependant la plupart des esprits s'accordent pour louer dans la jurisprudence criminelle anglaise, les garanties offertes à l'accusé, le principe de l'*habeas corpus* et le système du jury.

CHAPITRE VI

La Période Révolutionnaire

Au moment où la promesse d'une prochaine convocation des Etats-Généraux invite les Français à réfléchir, non seulement sur la réforme des abus, mais sur une transformation complète de l'organisation politique du royaume, on distingue dans la mêlée confuse des opinions, une tendance à élire la Constitution anglaise pour modèle. Plusieurs observateurs contemporains attestent, par leurs dépositions concordantes que les institutions d'outre-Manche exercent une attraction puissante sur les esprits. D'après M^{me} de Staël, on entend « beaucoup plus parler à Paris de la Constitution anglaise que de celle de la France » (1). Au mois de juillet 1789, Mounier rappelle à ses compatriotes qu'« il y a peu de temps, sur la foi de quelques écrivains, on professait l'admiration la plus outrée pour la Constitution d'Angleterre » (2). Le

(1) *Considérations sur la Révolution française*, 1^{re} partie, chap. IX.

(2) *Considérations sur le gouvernement*, p. 12.

chroniqueur anonyme qui rédige la *Correspondance secrète sur Louis XVI* (3) signale que l'anglomanie a « fixé les regards sur une Constitution qui fait les hommes libres » et excité « le désir de jouir des mêmes avantages » (4). Emanant d'anglomanes convaincus, ces témoignages pourraient être suspectés d'exagération complaisante, s'ils n'étaient confirmés par les déclarations d'observateurs plus détachés. Governor Morris écrit de Paris à Washington, le 3 mars 1789 : « Tout est à l'anglaise. Le désir d'imiter les Anglais ne se montre pas moins dans la forme projetée de la Constitution que dans la coupe des habits » (5). Roederer déclare qu'au moment de l'ouverture des Etats : « la Constitution anglaise paraissait assez généralement devoir servir de modèle à la France et la liberté anglaise était regardée comme le maximum de la liberté politique » (6). Les adversaires les plus résolus de cette anglomanie reconnaissent l'influence qu'elle exerçait alors sur l'opinion. L'auteur anonyme de *l'Anglais à Paris* (7), qui combat le projet d'im-

(3) Publiée par M. de Lescure, Paris, 1866, 2 vol. in-8°.

(4) *Correspondance*, II, 243. Le chroniqueur lui-même partage ce désir, car il écrit au sujet de la prochaine convocation des Etats Généraux : « L'Angleterre pourra fournir un modèle des bornes que l'on prescrira au pouvoir exercé sous le nom du monarque, et surtout à ses droits sur la fortune des citoyens. » II, 248.

(5) *Mémorial de Gouverneur Morris* (Paris, 1842), II, 6, 7.

(6) P. L. Roederer, *L'esprit de la Révolution de 1789*, p. 57.

(7) Ou *Lettres sur l'état actuel de la France, les mœurs, les usages, les coutumes de ses habitants*, Paris, 1789 in-8°.

porter en France les institutions britanniques, écrit, au mois d'avril 1789, que le désir d'une Constitution à l'anglaise est « la manie du jour » (8). D'Allonville, défenseur de l'absolutisme, déplore qu'en 1789 beaucoup d'esprits aient conçu l'idée de « modeler la Constitution française sur celle de l'Angleterre, que l'on se persuadait connaître sur la foi du romancier l'olme (*sic*) » (9). M^{lle} de Kerialo, une des premières adeptes de l'idée républicaine, déclare que, dans les premiers mois de 1789, la Constitution britannique apparaissait comme « le chef-d'œuvre de la force humaine » (10). Sieyès, dans sa fameuse brochure *Qu'est-ce que le Tiers-Etat?* écrit qu'on est « prêt à se moquer d'un Français qui ne se prosterner pas devant elle » (11).

Ainsi, à cette date, ni l'écho des critiques d'outre-Manche, ni le prestige de l'exemple américain, n'ont détourné complètement les esprits de l'admiration pour la Constitution anglaise. Le régime britannique compte des partisans déclarés dans les différents milieux sociaux. On les rencontre jusque dans les conseils du gouvernement. D'après la princesse de Lamballe, Brienne, frère de l'Archevêque, et ministre la Guerre, avait la manie d'assimiler le gouvernement français à celui d'Angle-

(8) *L'Anglais à Paris*, p. 3.

(9) *Mémoires secrets*, II, 2, 3.

(10) *Journal d'Etat et du citoyen*, 11 septembre 1789.

(11) *Qu'est-ce que le Tiers-Etat?* pp. 64-65.

terre (12). Calonne, dans sa *Lettre au Roi du 9 février 1789* résume les arguments d'Adams en faveur de la Constitution britannique et trace le plan d'un régime représentatif calqué sur le modèle anglais. Necker, qui a rapporté de son voyage outre-Manche, en 1776, une admiration profonde pour les institutions britanniques (13) considère, à l'époque de son second ministère que l'adoption d'une Constitution analogue à celle de l'Angleterre serait le meilleur moyen de réaliser sans violence les grandes réformes nécessaires (14).

Parmi les motifs qui le poussent à désirer l'importation du système britannique, Necker signale la nécessité de rendre à la noblesse un rôle politique par l'établissement d'une Chambre Haute. Tel est en effet le rêve qui hante l'esprit de tout un groupe de jeunes gentilshommes, dont Ségur se fait l'interprète dans ses *Mémoires* : « Ce qui aiguillonnait, dit-il, notre vive impatience, c'était la comparaison de notre situation présente avec celle des Anglais. Montesquieu nous avait ouvert les yeux sur les avantages des institutions britanniques; les communications entre les deux peuples étaient devenues beaucoup plus fréquentes; la vie brillante, mais frivole, de notre noblesse, à la cour et à la ville, ne pouvait plus

(12) Princesse de Lamballe, *Mémoires*, III, 230.

(13) M^{me} de Staël, *Considérations sur la Révolution française*, p. 59; Necker, *Histoire de la Révolution française*, pp. 168-169.

(14) *Histoire de la Révolution française*, pp. 168-169.

satisfaire notre amour-propre, lorsque nous pensions à la dignité, à l'indépendance, à l'existence utile et importante d'un pair d'Angleterre, d'un membre de la Chambre des Communes, et à la liberté, aussi tranquille que fière, de tous les citoyens de la Grande-Bretagne (15). » Le duc de Lévis confirme ce témoignage et ajoute qu'à défaut d'une Chambre des Pairs, les nobles s'essaient à parler dans les réunions maçonniques (16). Les *Mémoires* de Besenval parlent des « jeunes gens de famille et de naissance aristocratiques qui, sous les dehors du costume anglais, se plaisent à montrer son esprit et ses maximes » (17). Dans cette admiration de la Constitution anglaise et le désir d'en adopter les bases pour la France, des membres du haut Clergé se joignent aux membres de la noblesse. Champion de Cicé, archevêque de Bordeaux, réputé pour son éloquence et son talent d'administrateur, se prononce hautement pour une Constitution imitée de l'Angleterre (18). La Luzerne, évêque de Langres, professe les mêmes sentiments (19). Boisgelin de Cucé, évêque d'Aix, souffrant de vivre dans un pays où il est difficile de « faire sentir son mérite »

(15) *Mémoires*, I, 139, 140.

(16) *Souvenirs et portraits*, p. 317.

(17) *Mémoires*, III, 351.

(18) Sur le rôle politique de Mgr de Cicé, cf. Lévy-Schneider. *L'application du Concordat par un prélat d'ancien régime*, Mgr Champion de Cicé. Paris, 1921, in-8°.

(19) Notamment dans sa brochure *Sur la forme d'opiner aux Etats Généraux*.

se tourne avec envie vers l'Angleterre dont la Constitution politique ouvre une carrière aux talents. « Je suis égaré dans mon pays et dans mon état, écrit-il, en 1783, à la comtesse de Grammont. Je vois, à deux pas de ce pays, d'esclaves frivoles, je vois l'homme fier et superbe, exerçant sur ses semblables, rois ou citoyens, le vrai pouvoir que la nature lui donne et que ne donnent point la fortune et les places. Ce Fox est un homme seul, il n'a d'autre force que d'être instruit et d'être éloquent, et il gouverne sa nation et commande à ses souverains... Oh ! sacrées lois de l'ignorance et de la corruption, il faut faire naître des imbéciles dans votre empire et renvoyer tous les hommes qui ont du sang dans les veines vers les heureuses terres où leur action peut s'exercer en liberté » (20). En 1785, il rédige des *Réflexions sur l'Esprit des Lois* dans lesquelles il souscrit avec enthousiasme aux commentaires de Montesquieu sur la Constitution britannique (21).

L'anglomanie pénètre aussi dans les milieux parlementaires. Depuis que Louis XVI révoquant les dispositions de Maupeou, a rétabli les magistrats dans leurs fonctions et toléré qu'ils exercent le droit de remontrances, leurs prétentions politiques n'ont pas cessé de s'affirmer. Ils revendiquent le rôle d'arbitres entre le roi et la

(20) Billet cité par Lavaquery, *Le Cardinal de Boisgelin*, I, 319.

(21) Lavaquery, *op. cit.*, I, 301.

nation. Déclarant la guerre au despotisme, ils se posent en défenseurs de la liberté. Pour justifier leur attitude, la plupart invoquent, avec l'autorité de Montesquieu et la nécessité des corps intermédiaires, la tradition de l'antique Constitution française, selon laquelle la loi se fait *consensu populi et constitutione regis*. Mais, chez les jeunes magistrats, moins férus de principes traditionalistes, on voit apparaître l'influence des institutions politiques anglaises et un programme de revendications manifestement inspiré par l'exemple d'outre-Manche. Duval d'Eprenesnil, conseiller à la première chambre des Enquêtes, est le principal représentant de cette tendance. Il a voyagé en Angleterre (22) et professe une vive admiration pour la Constitution britannique qu'il considère comme « la seule Constitution raisonnable » (23). L'arrêté du 3 mai 1789, qui est son œuvre, combine aux théories ordinaires des Parlements sur la nature de la monarchie française plusieurs principes inspirés par les institutions politiques d'outre-Manche : « Le droit de la nation, d'accorder librement des subsides, par l'organe des Etats-Généraux, régulièrement convoqués et composés; le droit de chaque citoyen de n'être jamais traduit

(22) Dans une lettre datée du 31 janvier 1789, publiée dans le *Journal encyclopédique* du 15 avril 1789, il fait allusion à un voyage à Londres effectué au mois d'octobre précédent.

(23) Cf. J. N. Moreau, *Mes souvenirs*, II, 416. Cité par Carcassonne, *op. cit.*, p. 561.

en aucune matière devant d'autres juges que ses juges naturels, qui sont ceux que la loi lui désigne; le droit, sans lequel tous les autres sont inutiles, celui de n'être arrêté, par quelque ordre que ce soit, que pour être remis sans délai entre les mains des juges compétents » (24). Quelques mois plus tard, l'arrêté du 5 décembre 1788, réclamant à nouveau la liberté civile et le vote des subsides par les Etats-Généraux, ajoute à ces revendications des stipulations sur la liberté de la presse et sur la responsabilité des ministres dans lesquelles apparaît aussi l'influence de la Constitution britannique (25). D'après Sieyès, beaucoup de magistrats souhaitent qu'avec les nobles d'épée on forme une Chambre Haute, afin de siéger eux-mêmes dans une Chambre Basse, analogue aux Communes (26). En 1788, dans son *Mémoire sur la liberté de la presse*, Malesherbes invite ses compatriotes à s'instruire dans les ouvrages de Hume sur la Constitution anglaise, « soit pour en prendre ce qui peut nous être utile, soit pour rejeter ce qui ne s'accorde pas avec nos mœurs et nos lois » (27). Observant lui-même cette méthode, il étudie les moyens de concilier avec les lois et l'ordre judiciaire établis en France les dispositions du régime anglais en matière de

(24) Flammermont, *Remontrances*, III, 746.

(25) *Ibid.*, III, 918.

(26) Sieyès, *Quest-ce que le Tiers-Etat?*, p. 33.

(27) *Mémoire sur la liberté de la presse*, p. 306.

presse, afin d'éviter les inconvénients de la licence des libelles tout en assurant « aux citoyens honnêtes et raisonnables la liberté de produire leurs sentiments » (28).

Ces anglomanes, on le sait, ne représentent pas toute la nation. Leur libéralisme aristocratique, qui indispose les défenseurs de l'absolutisme, éveille aussi les méfiances des démocrates. Aussi voit-on se dessiner, dès l'époque où se publient les brochures relatives à la convocation des Etats-Généraux, deux grands courants d'opinion à l'égard de la Constitution anglaise. Tandis que certains préconisent une adaptation du modèle britannique aux besoins de la monarchie française, d'autres repoussent, pour des motifs variés, toute imitation du gouvernement d'outre-Manche. Cette polémique se développe surtout autour de la question des deux Chambres. L'ordonnance royale qui a accordé au Tiers-Etat une représentation deux fois plus nombreuse que celle de chacun des deux premiers ordres n'a pas stipulé sous quelle forme les députés tiendront leurs séances. A ceux qui craignent les inconvénients qui pourraient naître aussi bien de la séparation traditionnelle des trois ordres que de leur fusion dans une assemblée unique, le bicamérisme anglais apparaît comme une solution avantageuse. C'est ainsi que Kersaint, dans le *Bon Sens*, propose la création d'une Cour Supérieure, analogue à

(28) *Ibid.*, p. 358.

la Chambre des Lords qui « divisera le corps législatif, tempérera ses écarts; et placée entre le Roi et le peuple préviendra le choc de deux forces qui ne peuvent agir modérément l'une sur l'autre qu'à l'aide d'un milieu qui leur résiste également » (29). On reconnaît dans cette formule l'inspiration de Montesquieu, admirant dans la Constitution anglaise l'heureuse influence de l'équilibre des pouvoirs. C'est en vertu du même principe et d'après l'autorité du même exemple que Calonne conseille de réunir ensemble les deux premiers ordres de l'Etat, afin qu'ils puissent « représenter la Chambre des Lords spirituels et temporels, appelée en Angleterre Chambre Haute et devenir le corps intermédiaire entre le Roi et le Peuple » (30). La Luzerne, tout en insistant sur la nécessité d'adapter les institutions britanniques aux convenances de la monarchie française, proclame qu'il est « nécessaire de porter les regards sur une Constitution, dont le peuple qu'elle régit est satisfait jusqu'à l'enthousiasme » (31). Puisqu'il est impossible de former une Chambre des Pairs absolument semblable au modèle anglais, il propose que la Noblesse et le Clergé fusionnent dans une assemblée unique afin de réaliser « un véritable équilibre de pouvoirs, sinon aussi parfait qu'en

(29) *Le Bon Sens*, pp. 52-53.

(30) *Lettre adressée au Roi, le 9 février 1789*, p. 71.

(31) *Sur la forme d'opiner aux Etats Généraux*, p. 92.

Angleterre, au moins suffisant pour assurer la représentation de tous les intérêts » (32). C'est aussi au nom de la balance des pouvoirs que la brochure anonyme intitulée *Considérations intéressantes sur les affaires présentes* recommande d'adopter « la même organisation qui a lieu avec tant de succès dans les Etats-Généraux de la nation anglaise » (33), en réunissant dans une même Chambre les députés des deux premiers ordres.

Tout en professant une vive admiration pour la Constitution britannique, Mounier déclare dans ses *Nouvelles observations sur les Etats-Généraux* que les circonstances imposent aux Français beaucoup de réflexion et de prudence dans l'imitation du régime politique d'outre-Manche. Une Chambre Haute, formée par la réunion des députés du Clergé et de la Noblesse, mandataires d'ordres privilégiés, ne correspondrait pas exactement à la Chambre des Lords, dont les membres constituent une aristocratie ouverte : « Former plusieurs Chambres dans les Etats-Généraux, ne serait point imiter l'Angleterre, ce serait simplement diviser le Peuple français en trois ou en deux parties » (34). Cette division nuirait à l'accomplissement du programme général de réformes qui doit donner au royaume une Constitution nouvelle.

(32) *Ibid.*, p. 97.

(33) *Considérations intéressantes sur les affaires présentes*, p. 65.

(34) *Nouvelles observations sur les Etats-Généraux*, p. 246.

L'équilibre des trois pouvoirs trouvera sa place dans le fonctionnement normal de cette Constitution, après qu'elle aura été élaborée par une assemblée unique : « Quand la Constitution est formée, que la liberté publique et individuelle est protégée par des lois fondamentales, c'est alors que la sagesse commande la balance des pouvoirs. Mettez sans crainte des obstacles aux nouvelles lois; rendez les innovations lentes et difficiles; exigez le consentement du monarque et des deux Chambres. (35) » C'est donc pour une raison d'opportunité que Mounier conseille d'ajourner l'imitation du bicamérisme anglais. Barnave exprime les mêmes idées. Tout en recommandant que le pouvoir constituant de la nation s'exerce au sein d'une Assemblée unique, il envisage la possibilité de prendre l'Angleterre pour modèle dans l'organisation du pouvoir législatif en instituant une Chambre Haute héréditaire (36).

Aux suggestions qui proposent l'imitation immédiate ou différée du système anglais, s'opposent les objurgations de ceux qui condamnent la Constitution britannique et engagent les Français à en écarter les principes. « N'imitons pas, c'est presque toujours le moyen de se tromper... Nous ne pouvons soutenir ni le même genre de liberté que les Anglais, ni le même régime » (37),

(35) *Nouvelles observations sur les Etats Généraux*, p. 248.

(36) *Coup d'œil sur la lettre de M. de Calonne*, pp. 18-23.

(37) *Accord de la monarchie...*, p. 197.

déclare l'auteur anonyme de la Brochure intitulée *l'Accord de la monarchie et de la liberté*.

Chez certains cette condamnation est inspirée par des tendances absolutistes. Moreau prétend que la Constitution anglaise, péniblement achetée par les désordres et les guerres civiles, ne rend pas les Anglais « plus libres et moins chargés d'impôts » que les Français. Selon lui, ils n'auraient jamais entrepris leurs révolutions s'ils avaient été « assez heureux pour vivre à l'ombre de nos lois » (38). Poullétier dénonce, chez les publicistes atteints de « la manie anglomane », le dessein de « provoquer le renversement de notre Droit public, en déniaut à nos rois le pouvoir législatif » (39). Le Comte d'Entraigue proclame que « le pouvoir exécutif ne peut recevoir en France les étroites limites qui l'entourent en Angleterre », parce qu'elles conduiraient le pays à « une ruine inévitable » (40). Une brochure anonyme signale qu'une division des Etats-Généraux en deux Chambres, à la mode britannique, « ôterait de la balance politique un contrepoids nécessaire » en empêchant le Clergé de jouer son rôle de « médiateur naturel » entre la Noblesse et le Tiers-Etat (41). Linguet prédit aux anglomanes qu'en réunissant les deux premiers

(38) *Exposition et défense de notre Constitution monarchique*, II, 213.

(39) *Réflexions sur le pouvoir législatif et exécutif*, p. 72.

(40) *Mémoire sur les Etats-Généraux*, p. 253.

(41) *Qu'est-ce que les Parlements en France*, p. 54.

ordres dans une seule Chambre, ils ouvriront la porte à des conflits dont les robins s'empresseront de profiter pour étendre leur influence (42).

Mais la plupart des objections soulevées contre l'imitation du régime anglais se rencontrent dans les brochures d'inspiration démocratique. Target signale que les vices de la représentation nationale en Angleterre y soulèvent une « réclamation universelle » (43). Guiraudet se moque de la « prétendue balance des pouvoirs, qu'il faut reléguer avec la balance du commerce et celle de l'Europe » et il ne voit dans la Chambre des Lords qu'un vice que les Anglais ont mis beaucoup d'art à cacher » (44). Le Franc reproche à cette institution de ne servir qu'à flatter la vanité des grands (45). Rabaut de Saint-Etienne déclare qu'avant de songer à imiter le système anglais, il convient d'examiner « s'il est réellement le plus parfait possible » et s'il répond aux exigences de la situation nationale en France. Les deux grands avantages qu'on lui attribue, protection contre l'arbitraire et équilibre des trois pouvoirs, peuvent être obtenus par d'autres moyens. Pour répondre aux vœux du pays, l'organisation constitutionnelle de la monarchie

(42) *La France plus qu'Anglaise*, pp. 123-124.

(43) *Les Etats Généraux convoqués par Louis XVI*, p. 26.

(44) Guiraudet, *Qu'est-ce que la nation?* p. 35.

(45) Le Franc, *Dialogues entre un Français et un Anglais sur l'état actuel et l'état à venir de la France*, p. 147.

française devra comporter un système de représentation plus équitable. Si l'exemple de la Chambre des Lords conduit à réunir dans une même Assemblée les députés des deux premiers ordres, on instituera une « coalition des privilégiés », contre laquelle la Chambre Basse n'aura pour sa défense que la « force passive » du *veto* : « La Nation et le Roi ne seraient plus rien et les aristocrates seraient tout » (46). La critique la plus systématique du régime anglais se trouve dans la brochure de Sieyès, *Qu'est-ce que le Tiers-Etat?* Il invoque « l'aveu des Anglais eux-mêmes » pour proclamer que la représentation nationale est « mauvaise dans tous ses éléments » (47). Si l'Angleterre est protégée contre l'arbitraire du pouvoir exécutif, elle ne le doit pas à sa Constitution, mais à sa situation géographique qui lui permet de « n'avoir pas une armée de terre redoutable pour la Nation » (48). Le principe de la souveraineté nationale est violé par l'existence de la Chambre Haute, « monument de superstition gothique » (49). Enfin cette machine trop compliquée, « produit du hasard et des circonstances, bien plus que des lumières » (50), ne doit pas servir de modèle à une génération éclairée par un siècle

(46) *Question de droit public*, p. 85.

(47) *Qu'est-ce que le Tiers-Etat?*, p. 64.

(48) *Ibid.*, p. 68.

(49) *Ibid.*, p. 64.

(50) *Ibid.*, p. 65.

d'étude et réflexion sur les véritables principes de l'organisation sociale. A ceux qui invoquent comme un argument en faveur de la Constitution anglaise l'ancienneté qui l'a mise à l'épreuve du temps, Sieyès oppose l'idée du progrès : « Les produits de l'art politique ne doivent-ils être à la fin du XVIII^e siècle que ce qu'ils ont pu être dans le XVII^e?... On ne peut pas dire que le modèle du beau et du bon nous soit moins connu aujourd'hui qu'il ne l'était aux Anglais en 1688. Or, si nous avons le vrai type du bon, pourquoi nous en tenir à imiter une copie ? Elevons-nous tout d'un coup à l'ambition de vouloir nous-mêmes servir d'exemple aux Nations (51). » Par cet appel à l'amour-propre national Sieyès termine son réquisitoire dans lequel se trouvent invoqués contre l'imitation du régime anglais les doléances de l'opposition d'outre-Manche, les griefs des démocrates et les objections de principe des rationalistes.

Prônée par les uns, critiquée par les autres, proposée à l'imitation des Français ou dénoncée comme un exemple dangereux à suivre, la Constitution anglaise est souvent mentionnée dans les brochures. Elle ne l'est pas dans les Cahiers. Ceux-ci réclament, pour la plupart, une Constitution dans laquelle le pouvoir législatif soit partagé entre le souverain et la nation, mais tandis que

(51) *Qu'est-ce que le Tiers-Etat?*, p. 69.

beaucoup appuient cette revendication sur la maxime ancienne des Capitulaires : *lex fit consensu populi et constitutione regis*, aucun n'allègue, en termes explicites, l'exemple des Anglais. Dans l'ensemble, ils se montrent plutôt hostiles au système des deux Chambres. Sept cahiers seulement le proposent, à titre de compromis (52) ; l'un d'eux, le cahier du Tiers-Etat du bailliage de Nemours, rédigé par Dupont, laisse voir que cette solution n'est envisagée que comme un expédient : « Le Tiers-Etat du bailliage de Nemours est porté à regarder comme un avantage, tout ce qui tendra à rendre la nation plus unie. Il croit qu'on devrait souhaiter qu'il n'y eût qu'un seul ordre et, par conséquent, il vaudrait mieux qu'il y en eût deux que trois... Les Etats-Généraux pourraient n'être que de six cents personnes, dont trois cents dans chaque Chambre, ce qui rendrait les affaires plus faciles à traiter (53). » Acceptée ici comme un moindre mal, la division en deux Chambres est repoussée ailleurs avec intransigeance. Le Tiers-Etat de la sénéchaussée de Rennes se prononce contre l'établissement d'une Chambre Haute (54). Le Tiers de Paris hors les murs est hostile à l'idée d'une Chambre non élective (55). Une répu-

(52) Cahiers de la noblesse de Metz, de Montargis, de Nemours ; cahiers du Tiers-Etat de Riom, de Lyon, d'Aix, du Dauphiné.

(53) *Arch. parl.*, IV, 175.

(54) *Cahiers de Rennes*, éd. Sée, IV, 244. Mentionné par Carcassonne, *op. cit.*, p. 653.

(55) *Cahiers du Tiers de Paris*, éd. Chassin, IV, 437.

gnance plus vive encore se fait sentir dans certains cahiers de la noblesse. Les gentilshommes de Mantes prescrivent à leur député « de s'opposer formellement à ce qu'il soit établi, dans l'Assemblée nationale, aucune Chambre composée de membres héréditaires ou à vie » (56). Une volonté analogue s'exprime dans le cahier de la noblesse des bailliages de Touraine et dans celui de la noblesse de l'Anjou (58). La noblesse du bailliage de Blois menace de déclarer « traîtres à la patrie » ceux qui siègeraient dans une Chambre Haute ou qui consentiraient à sa formation (59). Ainsi les aspirations égalitaires du Tiers-Etat et l'esprit de caste de la noblesse de province se rencontrent dans une même répugnance à l'établissement d'une Chambre Haute. Sur la question de la distribution des pouvoirs, la plus grande partie des cahiers des trois ordres réclament que le pouvoir législatif soit partagé entre le souverain et la nation. Mais nulle part les formes de cette collaboration ne sont indiquées avec assez de précision pour qu'on puisse y signaler un souvenir précis du régime d'outre-Manche. Si la plupart des cahiers refusent au roi le droit d'initiative, c'est par crainte du despotisme ministériel plutôt que par une interprétation erronée de la Constitu-

(56) *Arch. parl.*, III, 664.

(57) *Ibid.*, VI, 43.

(58) *Ibid.*, II, 37.

(59) *Cahiers de Blois*, p.p. Lesueur et Cauchie, II, 437.

tion britannique, dans laquelle le roi, théoriquement privé de l'initiative, l'exerce en fait par l'intermédiaire de ses ministres aptes à proposer un *bill* en leur qualité de membres du Parlement. Quant à la sanction royale, beaucoup de cahiers en affirment la nécessité, mais sans préciser les conditions dans lesquelles elle s'exercera. De même, si le principe de la responsabilité ministérielle est indiqué dans un grand nombre de cahiers, sur la nature, l'étendue et les effets de ce principe, les idées restent vagues. Le Tiers de Nemours envisage une procédure analogue à celle de l'*impeachment* anglais, mais seulement comme une possibilité : « Si l'Assemblée nationale était divisée en deux Chambres comme beaucoup de personnes le désirent, la Chambre Haute aurait-elle juridiction pour juger en ce cas sur l'accusation de la Chambre des Communes ? » (60).

L'influence des institutions britanniques se fait plus nettement sentir dans les revendications des cahiers qui concernent l'organisation judiciaire. La noblesse du bailliage de Blois demande que la réforme de la procédure française en cette matière soit confiée à une commission dans laquelle on admettra « des citoyens de tous les états, de tous les ordres, et de ceux surtout qui ont été à portée d'étudier la jurisprudence criminelle de

(60) *Arch. parl.*, IV, 162.

l'Angleterre » (61). Les neuf dixièmes des cahiers réclament un conseil pour l'accusé; plus de la moitié demandent que la procédure soit publique. Trente-sept cahiers, s'inspirant de l'*habeas corpus*, demandent que toute personne arrêtée comparaisse devant les juges dans les vingt-quatre heures. Douze cahiers demandent qu'on définisse un régime de liberté provisoire sous caution. Dix-huit veulent qu'une indemnité soit accordée aux prévenus incarcérés dont l'innocence sera reconnue. Soixante-cinq cahiers demandent l'établissement du jury en matière criminelle; six proposent son adoption en matière civile (62).

Ainsi les principaux traits de la jurisprudence criminelle d'outre-Manche, dont les publicistes français du XVIII^e siècle ont vanté les mérites, ont souvent fixé l'attention des rédacteurs des Cahiers et leur ont servi à préciser leur programme de revendications en faveur de la liberté individuelle.

On voit donc qu'au moment où vont s'ouvrir les États-Généraux, il ne manque pas d'esprits qui se tournent vers l'Angleterre pour demander à sa Constitution un modèle d'ensemble ou des suggestions de détail pour la réorganisation de la monarchie française. Deux mois

(61) *Cahiers de Blois*, p. p. Lesueur et Cauchie, II, 422.

(62) On trouvera, dans la Bibliographie, l'indication des cahiers utilisés pour établir ces données numériques.

plus tard, au moment où les Etats-Généraux, transformés en Assemblée nationale constituante, se préoccupent de poser les bases de la Constitution, l'exemple des institutions d'outre-Manche exerce une séduction puissante sur les membres du parti monarchien. Persuadés qu'une Constitution n'est pas une œuvre purement logique et rationnelle et que, dans son élaboration, doivent intervenir les enseignements de l'expérience, ils rêvent d'adapter aux besoins de la France des institutions qui leur paraissent réaliser depuis un siècle chez un grand peuple l'alliance de l'ordre et de la liberté.

Ce parti est patroné par Necker, qui, dès le premier jour de la réunion des Etats-Généraux, insinue aux députés la possibilité de se réunir en deux Chambres à l'exemple de l'Angleterre (63). Il réunit parmi ses membres des représentants des trois ordres. On y trouve des ecclésiastiques du haut Clergé : Champion de Cicé, archevêque de Bordeaux; Boisgelin de Cucé, archevêque d'Aix; de Fontanges, archevêque de Toulouse; de La Luzerne, évêque de Langres; de Lubersac, évêque de Chartres; de La Fare, évêque de Nancy; de Malide, évêque de Montpellier. La noblesse y est représentée par deux chefs de sa fraction libérale: les comtes de Lally-Tollendal et de Clermont-Tonnerre, députés de la ville

(63) Sallier, *Annales françaises*, I, 20.

de Paris, auxquels se joignent le chevalier de Boufflers, député du bailliage de Nancy; le comte de Virieu, député du Dauphiné; le comte de Sérent et le marquis de Bonnai, députés du bailliage de Nivernais. Au Tiers-Etat appartiennent Bergasse, député de la sénéchaussée de Lyon; Mounier, député du Dauphiné; Rédon, député du bailliage de Riom; Lachèze, député du Quercy. Malouet, député du bailliage de Riom, sans adhérer expressément au programme des monarchiens, partage et soutient une partie de leurs idées.

Au lendemain du 14 juillet 1789, les circonstances paraissent favorables au succès de ce parti. Ses chefs jouissent d'un grand prestige dans l'Assemblée : Clermont-Tonnerre et Lally-Tollendal ont entraîné par leur éloquence la réunion aux Communes d'une fraction de la noblesse, Champion de Cicé a contribué à amener une partie du clergé; Bergasse a été mis en vedette par ses éloquents plaidoiries dans l'affaire Kormann; Mounier, enfin, « l'aigle du Dauphiné », en qui Camille Desmoulins salue le futur « restaurateur du royaume » (64), apparaît, depuis le serment du Jeu de Paume, dont il a été l'initiateur, comme le champion de la liberté nationale contre les résistances de la Cour. Sous l'impulsion de ces chefs, le parti s'organise : des réunions sont tenues

(64) *Révolutions de France et de Brabant*, I, 33.

tantôt chez l'évêque de Langres, La Luzerne, tantôt chez Malouet à Auteuil, tantôt chez le comte de Virieu, aux Petites-Ecuries. On forme un Comité central de quinze membres, autour duquel se groupent des Comités secondaires. Bientôt, plus de trois cents députés ont donné leur adhésion (65). Les monarchiens détiennent la majorité dans le Comité de Constitution élu par l'Assemblée, le 14 juillet, en remplacement du premier Comité de trente membres, uniquement chargé d'élaborer un plan de travail. Sur les huit membres du nouveau Comité, cinq appartiennent au parti : Bergasse, Mounier, Clermont-Tonnerre, Lally-Tollendal et Champion de Cicé. Malgré l'opposition des trois autres membres, d'opinions plus avancées, Talleyrand, Le Chapelier et Sieyès, Mounier, rapporteur du Comité des trente, conserve dans le Comité des huit une influence prépondérante.

Chef et doctrinaire des monarchiens, Mounier est pénétré d'influences anglaises (65 *bis*). Lecteur assidu de *l'Esprit des Lois*, il a souvent médité les deux chapitres relatifs aux institutions d'outre-Manche. Les commentaires de Blackstone et l'ouvrage de Delolme ont encore fortifié son admiration pour la Constitution britannique. Lié d'amitié avec un jeune

(65) Malouet, *Mémoires*, I, 339.

(65 *bis*) On trouvera une étude générale des idées politiques de Mounier dans L. de Lanza de Laborie, *Jean-Joseph Mounier*. Paris, 1887, in-8°.

Anglais, M. Byng, qu'il a connu dans le Dauphiné, il se fait envoyer par lui les journaux de Londres (66). Les sentiments qu'il professe à l'égard de la monarchie anglaise s'expriment nettement dans ses *Considérations sur le gouvernement*: « Je suis convaincu, écrit-il, qu'on ne peut organiser avec quelque perfection un gouvernement monarchique, sans se rapprocher de celui des Anglais. On ne prétendrait pas pouvoir faire mieux que cette nation si l'on se rappelait qu'elle a profité des leçons de l'expérience, et qu'elle a employé des siècles à concilier la liberté publique avec l'autorité du roi (67). »

Réaliser en France, par une adaptation du régime anglais, une harmonieuse conciliation de l'ordre et de la liberté, tel est en effet le dessein qui inspire les travaux du premier Comité de constitution (68). Cinq textes exposent les grandes lignes de son programme :

1° Le rapport général de Champion de Cicé sur les premiers travaux du Comité, présenté à l'Assemblée Nationale le 27 juillet 1789;

2° Le projet de Déclaration des droits et les Principes

(66) *Album du Dauphiné*, Art. Mounier, p. 7.

(67) *Archives parlementaires*, VIII, 415.

(68) Nous maintenons ici cette désignation traditionnelle bien qu'à strictement parler le premier comité de Constitution ait été le comité de trente membres, mentionné plus haut.

du gouvernement françois, dont Mounier donne lecture à la même date;

3° Le rapport de Bergasse sur l'organisation du pouvoir judiciaire présenté à l'Assemblée Nationale le 17 août 1789;

4° Le rapport de Lally-Tollendal sur l'organisation du pouvoir législatif, présenté à l'Assemblée Nationale le 31 août 1789;

5° Le rapport de Mounier, présenté à la même séance, sur les principes du gouvernement français et l'organisation du Corps législatif.

Il convient de déterminer dans quelle mesure l'organisation politique esquissée dans ces différents textes est inspirée par l'exemple des institutions britanniques.

Tout d'abord la valeur instructive de l'exemple anglais est hautement affirmée par les différents rapporteurs. Champion de Cicé l'invoque pour justifier le principe du bicamérisme (69). Bergasse salue la jurisprudence criminelle « adoptée en Angleterre et dans l'Amérique libre » comme la seule « qui soit humaine » et qui « s'associe d'une manière profonde à la liberté » (70). Lally-Tollendal oppose à l'inexpérience politique des Français « les siècles de méditations et d'expériences » qui ont fait des Anglais « le peuple du monde entier qui entend

(69) *Archives parlementaires*, VIII, 282.

(70) *Ibid.*, VIII, 444.

le mieux la science du gouvernement » (71); il défend la Constitution britannique contre les critiques de Livingston, « censeur injuste et inconséquent de M. Adams » (72). Mounier, qui reproche aux mêmes critiques d'être « pleines de contradictions », estime que les abus attribués à la corruption parlementaire anglaise ont été « infiniment exagérés ». Dans les institutions américaines il ne consent à voir que l'œuvre d'imitateurs qui « ont calqué leur gouvernement sur celui d'Angleterre, avec des changements que la faiblesse de leur population a pu autoriser ». Il reproche aux adversaires de la Constitution britannique de la censurer sans la comprendre, faute d'apercevoir « la liaison de toutes les parties » (75). Enfin, il proclame sa conviction que « l'Angleterre est actuellement le pays de l'Europe où l'on jouit de la plus grande liberté » (74).

L'influence du modèle si hautement vanté se fait sentir surtout dans trois points du programme constitutionnel des monarchiens : l'organisation du pouvoir judiciaire, l'énumération des prérogatives royales, la division du Corps Législatif.

Dans son rapport sur l'organisation du pouvoir judiciaire, Bergasse emprunte à l'Angleterre « cette sublime institution des jurés », la publicité de l'instruction et

(72) *Ibid.*, VIII, 518.

(73) *Ibid.*, VIII, 417.

(74) *Ibid.*, VIII, 417.

(71) *Ibid.*, VIII, 458.

du jugement, sa conception libérale des moyens de défense laissés à l'accusé (75).

L'organisation du pouvoir exécutif attribue au souverain les prérogatives essentielles du monarque anglais : Distributeur des honneurs et des grâces, chef suprême de l'armée, il a le droit exclusif de recevoir et d'envoyer des ambassadeurs, de contracter des alliances, de faire la paix ou la guerre. Sa personne est inviolable et sacrée (76). En outre, Lally Tollendal invoque l'autorité de Blackstone pour affirmer que le roi est « portion intégrante du pouvoir législatif ». Il rappelle le statut anglais défendant, sous peine de *præmunire* de soutenir que l'une ou l'autre des deux Chambres du Parlement, ou les deux ensemble, jouissent indépendamment du monarque du droit de faire les lois. En même temps que le principe de cette participation du souverain au pouvoir législatif, le programme des monarchiens emprunte à l'Angleterre les modalités de son exercice. A vrai dire, dans leur plan, contrairement aux usages britanniques, le roi ne convoque pas les deux Chambres qui se réunissent de plein droit le 1^{er} mai et peuvent continuer leurs séances pendant quatre mois. Mais ensuite le souverain exerce, comme en Angleterre, le droit de proroga-

(75) *Ibid.*, VIII, 443.

(76) *Ibid.*, VIII, 410 sqq.

tion (77). Il peut, comme le monarque britannique, dissoudre la Chambre Basse, pourvu que l'acte de dissolution ordonne de procéder à de nouvelles élections (78). Enfin, tout projet de loi voté par les deux Chambres est soumis à la sanction royale, dans les mêmes conditions qu'en Angleterre. En cas de refus, la formule adoucie suggérée par le Comité est celle qui s'emploie outre-Manche : Sa Majesté examinera (79).

Dans ses *Considérations sur les Gouvernements*, Mounier déclare nettement qu'à son avis le type parfait d'une Chambre Haute est la Chambre des Lords : « Ce que je conçois de plus parfait en ce genre, écrit-il, est la pairie d'Angleterre » (80). Il défend cette institution contre les reproches des rationalistes et ceux des démocrates. Aux premiers, qui considèrent comme une absurdité « qu'un homme naisse magistrat », il rappelle que l'hérédité de la pairie est une garantie d'indépendance; aux seconds, hostiles à l'existence d'un ordre privilégié, il signale que les lords ne forment pas « une classe distincte et séparée des autres citoyens » et qu'ils « n'ont aucun intérêt à délibérer contre la félicité générale, puisque leurs frères et leurs enfants n'échapperaient pas à l'avilisse-

(77) *Principes du gouvernement français*, art. 40. *Archives parlementaires*, IX, 525.

(78) *Ibid.*, art. 41.

(79) *Ibid.*, art. 73.

(80) *Archives parlementaires*, VIII, 417.

ment et à l'infortune des autres citoyens » (81). Aussi déplore-t-il qu'en France les idées reçues s'opposent à l'établissement d'une institution analogue. C'est dans le dessein de s'en rapprocher le plus possible qu'il propose la création d'un Sénat, dont les membres, élus pour six ans, au nombre de trois cents, devront être âgé de trente-cinq ans au moins et justifier de dix mille livres de revenus fonciers (82). Lally-Tollendal insiste sur les avantages que l'Angleterre doit à l'influence modératrice de la Chambre des Lords dont l'intervention prévient « le danger toujours incalculable de mettre le dépositaire de la force publique aux prises avec le Corps Législatif » (83). C'est en montrant que l'hérédité de la pairie anglaise n'entraîne pas « un seul des maux que l'on peut avoir à redouter de l'aristocratie » qu'il s'efforce de justifier sa proposition d'un Sénat dont les membres seraient nommés à vie (84).

L'exemple britannique est invoqué, en même temps que l'exemple américain, par Mounier et Lally-Tollendal, pour justifier les conditions de fortune auxquelles ils subordonnent l'un et l'autre l'éligibilité des députés de la Chambre basse (85). C'est aussi par une procédure

(81) *Archives parlementaires*, VIII, 417.

(82) *Ibid.*, VIII, 519.

(83) *Ibid.*, VIII, 517.

(84) *Ibid.*, VIII, 520.

(85) *Ibid.*, VIII, 519.

imitée de l'Angleterre que les projets de loi sont soumis à l'examen des deux Chambres. Toute proposition peut être immédiatement rejetée, mais, si elle est prise en considération, il faut procéder à trois lectures successives, séparées par un intervalle minimum de trois jours. Adopté par une Chambre, le projet de loi est porté à l'autre Assemblée qui, pour l'accepter ou le rejeter, doit aussi procéder à trois lectures (86).

Etroitement inspiré de l'exemple anglais pour tout ce qui concerne, avec le principe même de la séparation des pouvoirs, l'organisation respective de chacun d'eux, le programme monarchien trahit, sur le point essentiel de la collaboration des pouvoirs, une connaissance incomplète du mécanisme gouvernemental dans la Constitution britannique. En effet, les monarchiens, pour séparer absolument les deux puissances exécutive et législative, interdisent aux membres du Corps Législatif d'être ministres et refusent aux ministres le droit de participer aux délibérations des Chambres. La première interdiction est impliquée dans le principe que tout représentant, nommé par Sa Majesté à quelque emploi ou qui en recevra pension, voit sa place vaquer de plein droit (87). Cette mesure est dictée par le souci d'empê-

(86) *Principes du gouvernement français*, art. 37. *Archives parlementaires*, VIII, 561.

(87) *Ibid.*, VIII, 525.

cher la corruption parlementaire, dont la vie politique anglaise a montré les inconvénients. Mounier cherche aussi à prévenir par là les intrigues ourdies par les représentants contre les ministres afin de prendre leur place, manœuvres dans lesquelles il voit « un des plus grands abus du Parlement d'Angleterre et une des causes qui portent le plus d'orage dans la Constitution » (88). Aussi quand ils parlent de responsabilité ministérielle, les monarchiens ne désignent par là qu'une responsabilité pénale, c'est-à-dire la mise en jugement de ministres accusés d'avoir commis une infraction envers les lois. La procédure qu'ils préconisent est une transposition pure et simple de l'*impeachment* anglais : jugement du ministre par la Chambre Haute à la requête des membres de la Chambre Basse (89). Il n'est pas question pour eux de responsabilité politique, entraînant automatiquement la chute d'un ministre mis en minorité par l'une ou l'autre des deux Chambres. Cette pratique existait pourtant à cette époque dans la vie parlementaire anglaise. Robert Walpole n'avait dû sa longue et décisive influence qu'à la majorité dont il disposait dans la Chambre des Communes. Mis en minorité en 1741, il quitte le ministère. De même l'avènement au pouvoir du ministère de lord Rockingham en 1782, la démission de lord

(88) *Archives parlementaires*, VIII, 242.

(89) *Principes de gouvernement français*, art. 7.

Shelburne en 1783, sont provoqués par l'attitude de la Chambre basse. Mais ces exemples sont peu nombreux et pendant tout le XVIII^e siècle la doctrine communément admise est que la Chambre ne peut pas imposer directement au roi le choix ou le renvoi de ses ministres (90). Au reste, la culture politique des monarchiens était surtout théorique et livresque. Governor Morris, témoin sympathique de leurs efforts, le note dans son *Journal* : « Le parti du Centre, plein de bonne volonté, a malheureusement puisé dans les livres ses idées de gouvernement » (91). Or, dans les sources auxquelles ils empruntent leur interprétation du régime anglais, aucune mention n'est faite du gouvernement de cabinet, soutenu par la majorité des Chambres. Montesquieu ne fait qu'une vague allusion à la nécessité qui s'impose au monarque anglais « de donner sa confiance à ceux qui l'auraient le plus choqué, et de disgrâcier ceux qui l'auraient le mieux servi ». Ni Blackstone, ni de Lolme n'étudient le fonctionnement du rouage ministériel. On ne peut donc reprocher trop vivement aux monarchiens de n'avoir pas saisi, par le seul effort de la réflexion, ce qui avait échappé à l'observation des analystes les plus avertis de la Constitution anglaise dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

(90) C'est la thèse formulée par Blackstone en 1765 dans son *Traité du droit public anglais* où il s'inspire des idées de Montesquieu sur la séparation des pouvoirs.

(91) *Journal*, p. 161.

cle. Trop réaliste d'ailleurs pour ne pas sentir la nécessité d'un échange de vues entre les détenteurs des deux pouvoirs, Mounier suggère une procédure inspirée par les usages du Parlement britannique : chaque Chambre pourra nommer des commissaires pour conférer avec les ministres et tous les membres de la Chambre auront le droit d'assister aux conférences (92). Ainsi pense-t-il pouvoir concilier les besoins pratiques du gouvernement avec les exigences théoriques du principe de la séparation des pouvoirs.

La discussion par l'Assemblée nationale d'un programme constitutionnel aussi nettement influencé par l'exemple anglais devait nécessairement comporter un examen critique du régime politique que le Comité avait pris pour modèle. Les partisans et les adversaires du système proposé par les rapporteurs se réfèrent presque tous à l'exemple de l'Angleterre pour justifier leurs appréciations. Dans cette polémique, qui trouve une répercussion en dehors de l'Assemblée, trois grandes attitudes se dessinent.

Les partisans du programme monarchien soutiennent à la fois l'excellence du régime britannique et l'opportunité de son adaptation à la monarchie française.

Bergasse cherche à utiliser le prestige de l'Amérique

(92) *Principes du gouvernement français*, art. 85.

au profit des angloïmanes en faisant remarquer « avec quelle attention ils [les Américains] se sont rapprochés de la Constitution d'Angleterre pour tout ce qui concerne la distinction et la limitation des pouvoirs » (92 *bis*). Virieu, rappelant que les institutions britanniques ont subi l'épreuve des siècles, doute que la jeune liberté française l'emporte sur l'ancienne liberté anglaise (93). Lally-Tollendal s'emporte contre ceux qui opposent des « subtilités métaphysiques » à la démonstration expérimentale effectuée depuis un siècle par le fonctionnement de la Constitution anglaise : « Aucun pays, s'écrie-t-il, n'a joui dans son intérieur d'une tranquillité plus complète que celle dont a joui l'Angleterre. Nulle part la propriété n'a été plus sacrée; nulle part la liberté individuelle n'a été plus intacte; nulle part les droits de l'humanité et l'égalité politique n'ont été plus respectés (94) ». Dans le Rapport fait au Roi dans son Conseil sur le *veto* (95), Necker raille la prétention des membres de l'Assemblée qui cherchent à surpasser une Constitution « dont toute l'Europe vante la perfection, celle des Anglais, ces vieux

(92 *bis*) *Discours distribué aux députés sur la manière dont il convient de limiter le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif dans une monarchie*, p. 45.

(93) Séance du 7 septembre 1789. Le Hodey, *Journal des Etats Généraux*, III, 331.

(94) *Rapport sur l'organisation du pouvoir législatif*, p. 12.

(95) Ce rapport fut présenté à l'Assemblée nationale à la séance du 11 septembre 1789, mais les députés refusèrent d'en entendre lecture.

amis de la liberté, ces connaisseurs expérimentés des conditions qu'elle exige » (96). Sallé de Chou, député du Tiers du Berry, invoque l'exemple de l'Angleterre pour démontrer les avantages du bicamérisme et les dangers d'une Assemblée unique, qui « courrait à grands pas vers le despotisme » (97).

En dehors de l'Assemblée, le programme du premier Comité de Constitution est défendu par Mallet du Pan dans le *Mercure de France* et dans le *Journal historique et politique de Genève*. Il fait un vif éloge de Mounier, félicite les commissaires d'avoir interprété fidèlement les vœux des cahiers et oppose la sagesse de leurs propositions mûrement réfléchies, « fruit de dix ans d'études et de plusieurs mois d'application assidue », à la suffisance d'un trop grand nombre de politiques improvisés (98). La Constitution qu'ils ont prise pour modèle « a pour elle un siècle d'existence sans altération, un siècle de bénédictions nationales, un siècle d'efficace qui pénètre tout Anglais d'un respect superstitieux pour ses loix politiques » (99). Récusant l'autorité de Rousseau, qui, puisqu'il repousse le régime représentatif, ne peut pas être logiquement invoqué dans une assemblée de représentants du peuple, il reproche à ceux qui nient l'existence

(96) *Archives parlementaires*, VIII, 615.

(97) *Du veto royal*, p. 4.

(98) *Mercure de France*, septembre 1789, p. 149.

(99) *Journal historique et politique de Genève*, 26 septembre 1789.

de la liberté en Angleterre d'avoir confondu avec la véritable opinion publique d'outre-Manche les déclamations isolées de quelques mécontents contre la prérogative royale. Les Français accordent trop d'importance aux attaques de l'opposition dans le Parlement britannique. Les Anglais « se déchaînent fréquemment contre les torts ou les fautes des ministres, mais tous s'honorent de vivre sous des institutions qui ont maintenu la dignité de l'homme, la permanence de la liberté et de la paix publique, et la puissance de l'Etat » (100). A propos de la sanction royale, Mallet remarque que le droit de *veto* reste utile même quand il ne s'exerce pas, car la crainte d'un refus assagit le Corps Législatif. Il rappelle aussi que Rousseau lui-même, dans ses *Lettres sur la Montagne*, reconnaît que la négative du monarque anglais n'est pas un danger pour la liberté (101).

De même Rivarol, dans le *Journal politique national*, approuve les plans du premier Comité de constitution. Il reproche à l'Assemblée nationale de les avoir rejetés par vanité : « Que demandions-nous ? écrit-il. D'être aussi bien que les Anglais : mais nos députés ont voulu que nous fussions mieux. Au lieu de profiter de l'expérience déjà faite sur l'Angleterre, ils ont voulu en faire une sur nous. Ils ont hasardé la Monarchie. En vain la prudence leur

(100) *Mercure de France*, 26 décembre 1789, p. 72.

(101) *Ibid.*, p. 75.

disait *d'imiter* 102); la vanité leur a dit de créer, et ils n'ont pas hésité » (103). Quelques mois plus tard, il ne voit de salut que dans un retour au programme monarchien : « La France que vous avez façonnée, déclare-t-il aux députés, ne verra pas la troisième de vos législatures : il faut qu'elle devienne une véritable monarchie comme l'Angleterre (104). » D'ailleurs, pas plus que Mounier et ses amis, Rivarol ne recommande une reproduction servile du modèle anglais. Il propose d'amender leur système de représentation et de limiter le nombre des pairs par une loi constitutionnelle, mais il préconise l'adoption du bicamérisme et du *veto* absolu. Il admire dans la Constitution anglaise un régime aristocratique, dans le véritable sens du mot, c'est-à-dire favorable à la formation d'une élite sociale, ouverte au mérite et au talent (105).

Dans ses *Vues générales sur la Constitution française* (106), le publiciste Cerutti propose aussi en exemple à ses compatriotes les institutions d'outre-Manche. Ses idées ne diffèrent pas sensiblement de celles de Mounier. Il demande la permanence de l'Assemblée nationale organisée en deux Chambres, la responsabilité ministé-

(102) Souligné dans le texte.

(103) *Journal politique et national*, 1^{re} série, n° 3, p. 2.

(104) *Ibid*, 1^{re} série, n° 8, p. 12.

(105) *Ibid.*, p. 14.

(106) Ou *Exposé des droits de l'homme dans l'ordre naturel social et monarchique*. (Publié en août 1789.)

riel et, la loi *habeas corpus*, la liberté de la presse. A son avis, le pouvoir exécutif ne doit pas être trop borné; les libertés anglaises suffisent pour contenir l'autorité royale dans de justes limites.

Dans sa *Lettre aux commettants du Comte de Mirabeau* (1789), Servan rend hommage aux anglomanes du parti monarchien : « Connaissant toute l'incertitude et même la chimère des pures spéculations politiques, ces hommes, éclairés dans leurs recherches pour notre constitution nouvelle, s'étaient attachés surtout à celle que l'expérience de plus d'un siècle avait consacrée, celle qui avait inspiré un attachement presque religieux au peuple qu'elle régissait, celle que toute l'Europe enviait, que les plus beaux génies admiraient, en un mot à la Constitution d'Angleterre. Ils avaient compris cette grande vérité de l'équilibre des classes d'une nation et de la balance de leurs pouvoirs (107). »

Tandis que les partisans du programme monarchien font l'apologie de la Constitution britannique, d'autres esprits, sans méconnaître la valeur du système anglais, reprochent à Mounier et à ses amis d'avoir trop fidèlement calqué leur plan sur un modèle dont toutes les parties ne sont pas à imiter. Cette attitude est celle du marquis de Casaux, dans la brochure intitulée *Simpli-*

(107) Servan, *Œuvres choisies*, III, 238, 239.

cité de l'idée d'une Constitution (108), que Mirabeau salue comme « une mine inépuisable d'idées saines et profondes » (109). L'auteur proteste contre ceux qui condamnent en bloc la Constitution britannique. Celle-ci peut avoir ses défauts, mais elle est foncièrement bonne : « Si quelque téméraire osait conclure de quelques Loix barbares, absurdes, iniques, partielles, insuffisantes qu'on peut encore citer en Angleterre, que l'Angleterre ne jouit pas d'une admirable Constitution, qu'il sache qu'il confond la substance avec l'accident, qu'il confond son admirable Constitution avec les Loix barbares, iniques, absurdes, partielles, insuffisantes, qui la déshonorent, mais qu'elle peut révoquer (110). » Mais dans cette Constitution, Casaux refuse de voir un exemple des bienfaits du système des trois pouvoirs, car en fait la corruption les réduit à deux : le prince et le peuple (111). Aussi se prononce-t-il énergiquement contre l'établissement d'une Chambre haute, à l'imitation de la Chambre des Lords (112). En revanche, il signale dans la Constitution anglaise trois grands traits dignes d'imitation : l'absence

(108) Paris, 1789, in-8°. L'inspiration générale de cet ouvrage, qui préconise des réformes pour éviter une révolution, est parfaitement exprimée par l'épigraphe tirée du *Spectator* : « If men would be content to graft upon Nature and assist her operations, what mighty effects might we expect ! »

(109) *Courrier de Provence*, n° 35.

(110) *Simplicité de l'idée d'une Constitution*, p. 164.

(111) *Ibid.*, p. 167.

(112) *Ibid.*, p. 170.

de privilèges pécuniaires pour la noblesse, les sessions annuelles du Parlement et le vote annuel de l'impôt (113).

La même attitude de déférence, accompagnée de réserves, est professée à cette époque par Mirabeau à l'égard du système anglais (113 *bis*). S'il repousse le projet d'une Chambre Haute, c'est parce qu'il y voit « le refuge constitutionnel de l'aristocratie et la conservation du système féodal » (114), mais il se prononce en faveur du *veto* absolu et proteste contre les détracteurs de la Constitution britannique (115). Le dédain des idéologues lui paraît absurde : « Pour juger de la bonté d'un gouvernement, il faut demander quels sont ses effets et non de quelle manière il s'est formé. Un siècle de bonheur et de tranquillité sont en faveur de celui d'Angleterre une autorité que la plus belle théorie ne saurait avoir. Refuser toute attention à la Constitution britannique, parce qu'elle n'est pas une découverte d'une société de philosophes, c'est une aussi grande absurdité que celle d'un marin qui refuserait de se servir de la boussole parce qu'on la doit au hasard (116). » Beaucoup des inconvénients qu'on lui reproche sont fictifs. Elle ne paralyse

(113) *Ibid.*, p. 178.

(113 *bis*) Stern écrit avec raison dans sa *Vie de Mirabeau* : « Il [Mirabeau] savait le prix que l'on devait attacher au modèle anglais, mais il ne l'interprétait pas d'une manière fantaisiste, il se réservait de décider, pour chaque cas particulier, comment la France révolutionnaire s'y pouvait adapter. » (II, 75).

(114) Le Hodey, *Journal des Etats Généraux*, III, 393.

(115) *Ibid.*, II, 165.

(116) *Courrier de Provence*, n° 36, p. 20.

pas le corps politique, car il n'y a aucun pays où la puissance législative soit plus libre et plus agissante; elle n'excite pas de convulsions violentes depuis que la Révolution de 1688 l'a fixée dans sa forme actuelle; le *veto* absolu du souverain n'y a pas entravé le progrès politique, car le vote annuel des subsides et le renouvellement annuel de l'acte organisant la puissance militaire ont toujours été des moyens efficaces pour empêcher le roi de refuser son consentement aux projets de loi vraiment utiles (117). Ceux qui prétendent que l'Angleterre n'est mise à l'abri du despotisme que par sa situation insulaire oublient l'exemple de la Sicile, du Japon et des Indes Occidentales, où a sévi la plus détestable tyrannie (118). Si la Constitution britannique a des défauts, il convient de remarquer qu'elle est toujours allée en s'améliorant, qu'elle assure le respect de la liberté particulière et qu'elle favorise le développement des connaissances et des talents. Mirabeau se montre même sur un point disciple plus fidèle que les monarchiens dans l'imitation du système anglais. A la séance du 16 juillet 1789, quand se discute la motion pour le renvoi des ministres et le rappel de Necker, il réclame pour l'assemblée le droit « de déclarer au monarque que son peuple n'a point de confiance dans ses ministres » en invoquant

(117) *Ibid.*, pp. 22 sqq.

(118) *Ibid.*, p. 36.

l'exemple de la Grande-Bretagne (119). Dans le *Courrier de Provence*, il expose le fonctionnement d'un gouvernement de cabinet, appuyé sur la majorité de l'Assemblée, estimant « qu'une correspondance directe et journalière entre les ministres et le Corps Législatif, telle qu'elle a lieu dans le Parlement britannique, est non seulement juste et utile, mais nécessaire et sans inconvénient » (120).

Plus souvent que ces jugements mitigés, c'est une condamnation formelle de la Constitution britannique que les adversaires du plan monarchien opposent aux propositions du Comité. Blin, député du Tiers-Etat de la sénéchaussée de Nantes, déclare qu'il ne faut pas estimer la valeur du parlementarisme anglais d'après « les romans de Montesquieu et de Delolme » (121). Salle, député du Tiers-Etat du bailliage de Nancy, reconnaît que les Anglais possèdent la liberté civile, mais les juge complètement privés de liberté politique : « Il serait aisé de trouver que l'Angleterre ne jouit pas de la liberté politique; elle jouit seulement de la liberté civile au moyen de ses excellentes lois criminelles, ce qui n'empê-

(119) Le Hodey, *Journal des Etats Généraux*, II, 165.

(120) *Courrier de Provence*, n° 41. Dès la réunion des Etats Généraux, Mirabeau, sentant que la connaissance des usages parlementaires anglais pourrait utilement guider ses compatriotes, avait fait rédiger un tableau des *Règlements observés dans la Chambre des Communes pour débattre les matières et pour voter*.

(121) *Lettre à Mounier sur les considérations sur les formes de gouvernement*, p. 25.

che pas le monarque, soit par lui-même, soit par la Chambre haute, soit par la corruption de celle des Communes, d'énervier la législation et de conduire l'Etat à sa perte. Le peuple anglais se croit libre, dit Rousseau, il se trompe fort; il ne l'est que pendant l'élection de son Parlement; l'usage qu'il fait alors de sa liberté mérite bien qu'il la perde (122). » Plus tranchant, l'abbé Grégoire, député du clergé du bailliage de Nancy, pense que les Anglais, soumis à l'arbitraire d'un Parlement vendu à la Cour, ne jouissent ni de la liberté religieuse, ni de la liberté du commerce, ni même de la liberté individuelle, puisque les arrestations pour dette et la presse des matelots en violent le principe (123). Alexandre de Lameth, député de la noblesse du bailliage de Péronne, Roy et Mondidier, protestent contre l'imitation des Anglais, réduits, pour conserver une liberté précaire, à une lutte incessante contre les entreprises de la Couronne; à son avis, il serait facile aux Français dans un siècle plus éclairé, d'établir sur des fondements moins vacillants une liberté plus complète (124). D'autres objectent que la Constitution britannique est l'œuvre du hasard. De la Reveillère de Lépiaux, député du Tiers de la sénéchaussée d'Anjou, y dénonce un défaut de plan

(122) *Opinion de M. Salle, député de Lorraine, sur la sanction royale, à la séance du 1^{er} septembre 1789*, p. 27.

(123) *Opinion de l'abbé Grégoire sur la sanction royale*, p. 15.

(124) Discours du 3 septembre 1789. Le Hodey, *Journal des Etats Généraux*, III, 262.

suivi et de système (125). Rabaut de Saint-Etienne, député du Tiers de la sénéchaussée de Nîmes et Beaucaire, rappelle que ce fut « une invention forcée, un pacte, un contrat imaginé, non pour rendre la législation meilleure, mais pour accommoder des gens qui n'étaient pas d'accord » (126). La même idée est exprimée par Barnave (127), député du Tiers du Dauphiné et par Lanjuinais, député du Tiers de la sénéchaussée de Rennes, qui ne voit dans le gouvernement anglais « fait au milieu des dissensions et des guerres civiles » que « l'image d'une capitulation entre des ennemis » (128).

A ces condamnations générales s'ajoutent des griefs plus spécifiques. L'utilité de la pairie est violemment contestée par Blin, député du Tiers de la sénéchaussée de Nantes, qui n'y voit qu'un obstacle aux réformes et un instrument docile de la volonté royale (129). Le marquis de Sillery, député de la noblesse du bailliage de Reims, juge avec la même sévérité l'action politique des Lords (130). De Landine, député du Tiers du bailliage de Forez, estime que, si les Anglais avaient à refaire leur Constitution, ils ne conserveraient pas « cette Chambre des Pairs, très souvent utile au Roi, mais toujours très

(125) *Opinion sur la sanction royale*, p. 13.

(126) *Opinions sur quelques points de la Constitution*, p. 7.

(127) Discours du 2 septembre 1789. *Archives parlementaires*, VIII, 552.

(128) *Discours sur l'inutilité et les dangers de la sanction*, p. 8.

(129) *Lettre à Mounier*, p. 33.

(130) *Opinions sur la sanction royale*, p. 14.

inutile au peuple » (131). Pétion, député du Tiers du bailliage de Chartres, accuse la Chambre haute d'être « vendue au gouvernement » et déclare que la création de nouveaux pairs est une arme toute-puissante aux mains du roi pour imposer ses volontés (132). Le duc de la Rochefoucauld, député de la noblesse de la Ville de Paris, signale les inconvénients des parlements septennaux qui facilitent la corruption (133).

Des critiques semblables se font entendre en dehors de l'Assemblée. A l'époque où s'y discute le programme monarchien, paraît une brochure anonyme intitulée *Réflexions sur la Constitution anglaise présentées à l'Assemblée Nationale*. C'est un violent réquisitoire qui reproduit tous les griefs articulés contre les institutions britanniques : corruption, absence de liberté, influence néfaste de la Chambre des Lords où « la domination sacerdotale et la tyrannie aristocratique se réunissent pour opprimer la nation » (134) ; inconvénients d'un système politique qui « en divisant l'autorité et en multipliant les pouvoirs ne donne pas assez de force au peuple anglais pour résister au despotisme » (135). L'auteur conclut en repoussant l'imitation de ce modèle imparfait,

(131) *Discours sur l'inutilité et les dangers de la sanction*, p. 8.

(132) *Discours du 1^{er} septembre 1789*, Le Hodey, III, 226.

(133) *Opinions de M. le duc de la Rochefoucauld*, p. 11.

(134) *Réflexions...*, p. 11.

(135) *Ibid.*, p. 15.

qui ne convient pas aux mœurs, ni au génie des Français, et en invitant les législateurs à chercher plutôt les bases de la future Constitution « dans le code immortel de la nature, de la raison, de la justice » (136).

Marat qui, pendant son séjour en Angleterre, avait dénoncé la corruption et l'influence ministérielle comme deux vices fonciers de la Constitution britannique (137), adresse le 23 août 1789 une lettre au Président de l'Assemblée nationale pour mettre les députés en garde contre les projets de Mounier et des monarchiens (138). Il rappelle que le grand danger du système parlementaire anglais est « l'influence directe que le roi exerce sur le choix des membres de la Chambre basse, sur le nombre des membres de la Chambre haute, et sur les suffrages des uns et des autres, par l'appas des places dont il dispose, et des largesses dont il peut devenir la source » (139).

Brissot proteste, dans le *Patriote français*, contre les apologistes de la Constitution anglaise. A ceux qui déclarent que le monarque britannique n'a jamais refusé de sanctionner une loi désirée par le peuple, il riposte: « Il est deux lois bien désirées par le peuple anglais, c'est

(136) *Ibid.*, p. 19.

(137) Dans un ouvrage publié en anglais à Londres en 1774 : *The chains of slavery* (Les chaînes de l'esclavage) pour lequel il sollicita le patronage de Wilkes. Cf. Wilkes Mss. B. M. 30, 876.

(138) Cette lettre est reproduite dans l'édition française des *Chaînes de l'esclavage*, Paris, l'an 1^{er} de la République, in-8°, pp. 324-328.

(139) Marat, *op. cit.*, p. 326.

l'égle représentation des Communes et la triennalité des Parlements. Demandez au roi d'Angleterre s'il les sanctionnerait. Il est bien vrai que le Parlement ne les a pas décrétées; qu'est-ce que cela prouve? Que le pouvoir exécutif sait fort bien s'arranger avec le pouvoir législatif pour dépouiller et enchaîner le pouvoir constituant (140). » Si le roi ne s'oppose pas directement aux projets des deux Chambres, c'est qu'il a su les faire correspondre à ses désirs: la corruption empêche le Parlement d'exprimer les aspirations nationales: « Jamais en Angleterre la Constitution n'a protégé ni conservé le pouvoir constituant du peuple (141). » Prudhomme, dans les *Révolutions de Paris*, ne trouve que deux choses à louer dans la monarchie anglaise, la liberté de la presse et le jury. Mais il proteste contre ceux qui veulent introduire en France un régime politique « où le tarif des prohibés est dans la poche du Ministre » (142). Il décrit complaisamment une gravure satirique représentant l'asservissement de l'Angleterre : Pitt y tient d'une main l'étendard du despotisme et de l'autre plusieurs chaînes auxquelles sont attachés par le cou, d'un côté les lords, de l'autre les membres des Communes, à genoux devant le ministre (143). Il reproduit les critiques de Rousseau

(140) *Le Patriote français*, 9 septembre 1789.

(141) *Ibid.*, 15 septembre 1789.

(142) *Révolutions de Paris*, n° 8. Souligné dans le texte.

(143) *Ibid.*, n° 9.

contre le gouvernement représentatif et la stupidité du peuple anglais qui se livre sans garantie à ses députés (144). Dans le *Journal d'Etat et du Citoyen*, M^{lle} de Keralio proteste contre le « Sénat inamovible, inquisitorial, législatif et exécutif, juge et partie, proposé par M. de Lally-Tollendal » (145). Elle n'y voit qu'une indésirable imitation de la Chambre des Lords et invoque le progrès des lumières pour inviter les Français à servir d'exemple aux Anglais au lieu de les prendre pour modèles (146). Elle attribue même à ceux-ci l'intention de s'inspirer des travaux de l'Assemblée pour réformer les abus de leur Constitution (147). Robinet allègue la Constitution britannique comme un exemple des dangers qui résultent de la division du Corps Législatif en deux Chambres. En Angleterre il n'y a « ni unité, ni régularité dans la représentation législative, ni égalité dans le droit de suffrage, ni ensemble dans l'exercice de ce droit; ces vices constitutionnels donnent beau jeu à l'influence corruptrice de la Cour » (148). Il dénonce dans le *veto*, même suspensif, un « ingrédient étranger » qui ne « s'amalgamera point avec la Constitution française » (149).

(144) *Ibid.*, n° 21, 6 décembre 1789.

(145) *Journal d'Etat et du Citoyen*, 10 septembre 1789.

(146) *Ibid.*, supplément, 10 septembre 1789.

(147) *Ibid.*, 27 août 1789.

(148) *Lettres sur les débats de l'Assemblée Nationale*, p. 96.

(149) *Ibid.*, p. 62.

Deux votes consacrent la défaite du programme constitutionnel des monarchiens : celui du 10 septembre 1789, dans lequel par huit-cent quarante-neuf voix contre quatre-vingt-neuf, l'Assemblée se prononce pour une Chambre unique ; celui du 11 septembre, dans lequel le *veto* absolu ne réunit que trois-cent-vingt-cinq suffrages contre six-cent-soixante-treize émis en faveur du *veto* suspensif. Dès le lendemain, Mounier, Bergasse et Lally démissionnent. Un nouveau comité de constitution, élu le 15 septembre, comprend, avec les trois membres de l'ancienne minorité : Talleyrand, Sieyès, Le Chapelier, cinq commissaires nouveaux : Thouret, Target, Desmeuniers, Rabaut de Saint-Etienne et Tronchet.

L'heure des anglomanes est passée. L'échec de leur tentative s'explique par plusieurs causes. Un sentiment de vanité nationale incite à repousser l'imitation d'une Constitution étrangère. La confiance dans le progrès des lumières fait dédaigner les leçons de l'expérience. La diffusion des critiques d'outre-Manche diminue l'autorité de l'exemple anglais. La théorie de l'équilibre des pouvoirs, selon Montesquieu et Delolme, se heurte au principe de la souveraineté populaire dans l'esprit du Contrat Social (150). Enfin et surtout, au programme tran-

(150) Dans son *Exposé de sa conduite à l'Assemblée Nationale*, Mounier se plaint que les « modernes politiques ne méditent que le Contrat Social » et y « puisent toute leur doctrine » (p. 99).

sactionnel des monarchiens qui cherchent à concilier la liberté avec la hiérarchie sociale et la stabilité de l'Etat, s'opposent, dans une coalition des partis extrêmes, l'intransigeance des absolutistes, l'esprit de caste de la petite noblesse, et les revendications égalitaires des démocrates. Louis XVI professe « un extrême éloignement pour toute espèce de gouvernement imité de la Constitution d'Angleterre » (151). La Cour témoigne une hostilité violente à Mounier et à ses amis. « Le parti qui se donnait pour défenseur du trône, écrit M^{me} de Staël, parlait avec beaucoup de dédain de l'autorité du roi d'Angleterre; il voulait faire considérer comme un attentat la pensée de réduire un roi de France au misérable sort du monarque britannique (152). » D'autre part, beaucoup de gentilshommes craignent qu'une Chambre Haute ne réunisse avec les représentants de la haute noblesse les plus illustres membres du Tiers-Etat, formant ainsi une nouvelle aristocratie d'où ils seraient exclus (153). Enfin, les démocrates, mis en défiance par l'exemple de la Chambre des Lords estiment qu'une institution analogue en France serait un instrument dangereux pour le rétablissement des privilèges et de l'absolutisme (154).

(151) Necker, *Dernières vues de politique et de finance*, p. 329.

(152) *Considérations sur la Révolution française*, p. 219.

(153) Cf. La Fayette, *Mémoires*, IV, 230; Necker, *Dernières vues de politique et de finance*, p. 328.

(154) Alexandre de Lameth, *Histoire de l'Assemblée constituante*, I, 124; Deserres-Latour, *Lettre à M. de Calonne*, p. 94.

Après l'échec du programme monarchien, il n'est donc plus question de constituer la France à l'anglaise. Cependant l'exemple du parlementarisme britannique est trop proche pour que, malgré la différence essentielle des principes, quelques-unes des institutions d'outre-Manche n'exercent pas une influence sur les travaux de l'Assemblée Nationale dans l'élaboration de la Constitution française.

Les adversaires les plus acharnés du système britannique avaient presque tous fait une réserve en faveur des institutions judiciaires. Aussi lorsque l'Assemblée aborde la réorganisation de la justice, l'exemple anglais est invoqué dans les divers projets soumis à ses délibérations. Son influence se fait sentir dans le régime provisoire établi par la loi du 10 octobre 1789, d'après le rapport du Comité de jurisprudence criminelle, rédigé par Beaumez et présenté par Thouret le 29 septembre. L'institution de notables adjoints dans l'instruction des procès criminels est un premier pas vers l'établissement des jurés; certaines garanties stipulées en faveur de l'accusé reproduisent les dispositions de la loi anglaise : comparution de l'accusé devant les juges dans les vingt-quatre heures, liberté pour l'accusé de choisir un conseil qui peut assister à tous les actes de l'instruction (155).

(155) Cf. Décret de l'Assemblée Nationale sur la réformation de quelques points de la jurisprudence criminelle, art. 1, 2, 10, 12. *Archives Parlementaires*, IX, 395.

Dans la discussion générale sur la réforme judiciaire qui s'ouvre le 24 mars 1790, quatre plans généraux sont présentés à l'Assemblée. Celui de Sieyès ne retient du système anglais que le principe même du jury, mais en le composant de gens de loi, chargés de prononcer à la fois sur le fait et sur le droit, il en altère profondément le caractère (156). Vivement critiqué par Thouret et Tronchet, il ne résiste pas longtemps à la discussion. Le projet de Thouret, présenté au nom du Comité de Constitution, emprunte aux Anglais l'institution des juges de paix; il conserve au jury son véritable caractère, mais il ne l'admet qu'en matière criminelle et s'oppose à son établissement en matière civile (157). Au contraire, celui de Chabroud admet aussi les jurés au civil, comme en Angleterre (158). Mais l'influence des institutions anglaises se fait surtout sentir dans le programme d'organisation judiciaire de Duport (159). Il leur emprunte notam-

(156) Cf. *Aperçu d'une nouvelle organisation de la justice et de la police en France*, Archives parlementaires, XII, 249.

(157) *Projet de l'organisation du pouvoir judiciaire, proposé à l'Assemblée nationale, par le Comité de Constitution*. Archives parlementaires, X, 725 sqq.

(158) Cf. *Essai sur l'organisation de la justice en France*, Paris, s. d., in-8°.

(159) *Rapport fait au nom des comités de constitution et de jurisprudence criminelle de la loi sur la police de sûreté, la jurisprudence criminelle et l'institution des jurés*, Paris, 1790, in-8°.

ment, outre le jury civil et criminel, les juges ambulants inspirés des *justices of peace* et les grands juges inspirés des *judges of circuit*. C'est aussi l'exemple de l'Angleterre qui l'incite à confier au juge de paix la conduite de l'instruction antérieure aux débats et à laisser aux citoyens l'initiative pour la poursuite des délits. Dans l'organisation du jury, Duport s'écarte sur plusieurs points du système anglais, mais il conserve la procédure orale, la délibération secrète et le serment des jurés, la rédaction de l'acte d'accusation par le directeur du jury conformément à la procédure de l'*indictment* (160).

Au cours de la discussion de ces quatre projets, l'exemple de la Grande-Bretagne se trouve plusieurs fois invoqué. Thouret déclare que si les Anglais tiennent tant au jury, c'est surtout pour des raisons politiques, parce qu'ils y voient une garantie contre l'arbitraire. Aussi convient-il de l'adopter dans les procès criminels qui intéressent directement la liberté et la sûreté des citoyens. Il n'en est pas de même en matière civile ; Thouret, pour dissuader l'Assemblée d'adopter sur ce point le système d'outre-Manche, rappelle que les Anglais eux-mêmes reconnaissent que par sa partialité,

(160) Ces emprunts de Duport au système judiciaire anglais sont signalés par M. Georges Michon dans son excellent *Essai sur l'histoire du parti feuillant*, pp. 176-177.

par son impuissance à résister à des préventions locales, le jury n'est pas exempt d'inconvénients (161). Tronchet combat le projet de Duport sur l'adoption du jury civil en alléguant les différences fondamentales entre la législation d'Angleterre et celle de France et en signalant que les Anglais doivent recourir à un système de formules pour isoler d'une manière factice la question de fait et la question de droit (162). Le lendemain Duport répond à ces observations en alléguant l'autorité de Blackstone qui déclare l'examen des jurés expéditif, équitable et certain (163). Le régime finalement adopté par l'Assemblée combine des emprunts faits aux divers systèmes présentés. Sur deux points, jury civil et juges ambulants, l'imitation de l'Angleterre est repoussée, mais l'exemple d'outre-Manche est suivi dans l'institution des juges de paix et l'adoption du jury criminel (164). La loi du 16 septembre 1791, complétée par l'instruction additionnelle votée le 29 du même mois, organise cette institution des jurés en empruntant plusieurs dispositions à l'Angleterre : Le jury d'accusation décidant s'il y a lieu d'exercer des poursuites est conçu sur le modèle

(161) Discours prononcé le 6 avril 1790. *Archives parlementaires*, XV, 550 sqq.

(162) Discours prononcé le 29 avril 1790. *Archives parlementaires*, XV, 327.

(163) Discours prononcé le 30 avril 1790. *Archives parlementaires*, XVI, 342.

(164) Décret du 30 avril 1790.

du *grand jury*, tandis qu'au *petty jury* correspond le jury de jugement. L'acte d'accusation doit, comme le *bill of indictment* des Anglais, indiquer avec clarté et précision le jour, l'heure, le lieu et la nature¹ du délit, le nom de son auteur ou de la personne présumée coupable, présenter dans toute leur étendue les faits qui s'y rapportent et stipuler formellement qu'il a été commis avec l'intention de nuire. Les attributions étendues du président du tribunal criminel, autorisé à « prendre sur lui de faire ce qu'il croira utile pour découvrir la vérité » rappellent le *discretionary power* du juge unique qui, dans la loi anglaise, dirige les débats devant le jury. Enfin, le nombre des jurés fixé à douze, le serment qui leur est imposé, l'exercice du droit de récusation par l'accusé, l'interrogation orale des témoins substituée à la procédure écrite, sont aussi des pratiques empruntées à la jurisprudence criminelle d'outre-Manche. Ainsi arrive à sa conclusion logique le mouvement d'admiration pour cette partie de la Constitution britannique sur laquelle s'est réalisé depuis trente ans l'accord général des esprits.

Quant au reste, depuis la défaite du programme monarchien, le sentiment dans lequel se complait l'amour-propre national est l'ambition de faire mieux que les Anglais. C'est la conclusion par laquelle se terminent les leçons faites au Lycée par de La Croix

en juin et juillet 1790, sur la Constitution britannique. L'orateur y exalte l'excellence des « formes sages, circonspectes et humaines » (165) de la jurisprudence criminelle; il voit dans l'hérédité de la pairie un contrepoids nécessaire au pouvoir populaire et à l'autorité royale; il signale que, par les garanties accordées à la liberté individuelle, le gouvernement britannique a été pendant longtemps supérieur à toutes les autres monarchies. Mais tous ces avantages sont infirmés par de graves abus; dans la Constitution « qui croît et s'élève au milieu des bénédictions de la multitude » (166), les Français réaliseront un système politique supérieur : « Peuple d'Albion, s'écrie l'orateur, tout altérée qu'est par vos vices votre Constitution, elle était encore la meilleure de celles qui existent en Europe; mais vous allez bientôt perdre cet avantage que vous aviez sur nous. Nos législatures vaudront mieux que vos Parlements, parce que la division de nos départements assurera aux Français une représentation plus égale que la vôtre; nous n'aurons pas comme vous des législateurs héréditaires ou dont le pouvoir se prolongera pendant le cours de sept années; nos juges ne seront inamovibles qu'autant que leur équité sera constante : élus dans une classe éclairée, et par le libre choix de la nation, ils ne seront

(165) *Moniteur Universel*, 1^{er} juillet 1790, p. 3.

(166) *Ibid.*, p. 5.

pas les instruments de la vengeance secrète du ministère. La justice sera gratuite parmi nous; chez vous elle ruine le plaideur. Notre code civil sera clair, ses formes seront simples; celles du vôtre sont tortueuses et offrent mille retraites à la mauvaise foi (167). »

Cerutti qui, au mois d'août 1789, exposait un programme très semblable à celui des monarchiens, déclare en 1791, dans la *Feuille villageoise*, que la nouvelle Constitution française, supérieure aux institutions britanniques, va servir de modèle aux Anglais pour réformer leur régime politique : « Les Anglais, jusqu'ici, ont été nos maîtres, nos modèles en liberté et en philosophie : il sera glorieux pour nous de les voir devenir à leur tour nos disciples et nos imitateurs » (168).

Vers la même époque où le public parisien du Lycée et les lecteurs provinciaux de la *Feuille villageoise* sont ainsi bercés dans l'agréable idée de posséder une Constitution meilleure que celle de la nation rivale, l'imprimerie du *Patriote Français* édite des *Observations sur le gouvernement et la Constitution de l'Angleterne avec des remarques sur l'ouvrage de M. Delolme, dans une suite de Lettres écrites en 1787 par un voyageur citoyen de la Suisse Occidentale*. C'est une édition revue et augmentée des annotations jointes à la traduction de Living-

(167) *Moniteur Universel*, 15 juillet 1790, p. 125.

(168) *La Feuille villageoise*, 6 janvier 1791.

ston. Les critiques portent sur les mêmes points, examinés dans le même ordre et illustrés par les mêmes exemples. Cependant de nouveaux faits y sont allégués pour démontrer la thèse générale qui dénie aux Anglais toute liberté. Gênée par « l'énormité des impôts que le gouvernement met sur tous les imprimés et les obstacles qu'il apporte à leur débit » (169), la presse n'est pas véritablement libre; en matière religieuse, la révocation de l'acte de naturalisation des Juifs en 1752, la manifestation dirigée par lord Gordon contre les catholiques (170), montrent que l'Angleterre est encore asservie à la superstition et au fanatisme. Pour conclure, l'auteur déclare que la Constitution britannique est « radicalement mauvaise » et que le gouvernement anglais « aussi arbitraire qu'aucun autre, ne diffère des plus despotiques que par la forme » (171).

En face de ces attaques, les monarchiens anglomanes dispersés et découragés se taisent. Mounier s'est retiré en Dauphiné, Bergasse, La Luzerne, Lally-Tollendal ont quitté l'Assemblée nationale. Suivant la juste remarque de Mallet du Pan, les journées d'octobre ont « détruit le

(169) *Observations...*, p. 25.

(170) En 1780, lord Gordon, président de l'Association protestante, présente à la Chambre des Communes une pétition réclamant l'abrogation de la loi de 1778, qui avait adouci les mesures d'exception contre les catholiques. Ses partisans essaient d'influencer les députés en provoquant une émeute.

(171) *Observations...*, p. 38.

parti des constitutionnels modérés » (172). C'est une voix d'outre-Manche qui s'élève alors pour défendre la Constitution britannique afin de combattre l'influence des groupements radicaux qui prêchent en Angleterre l'adoption des principes de la Révolution française. Burke publie plusieurs ouvrages dans lesquels se joint à une critique acerbe de l'Assemblée constituante une ardente apologie des institutions nationales. Ils sont immédiatement traduits en français : En 1790 paraissent les *Réflexions sur la Révolution de France*, la *Lettre aux Français* et les *Lucubrations de M. Burke sur divers objets de politique accompagnées d'une suite* ; en 1791, le *Discours important sur la Révolution française* et la *Lettre à un membre de l'Assemblée nationale*. Dans le premier de ces ouvrages, l'auteur note l'évolution de l'opinion française à l'égard de la Constitution britannique : « Vos guides en France commencèrent par faire comme s'ils admiraient, presque même comme s'ils adoraient la Constitution anglaise ; mais à mesure qu'ils avancèrent, ils la regardèrent avec un souverain mépris » (173). En repoussant ainsi avec présomption les leçons de l'expérience anglaise, les idéologues de l'Assemblée nationale ont compris à la fois la monarchie et la liberté. Par un « partage monstrueux » de la sou-

(172) Mallet du Pan, *Mémoires*, p. 137.

(173) *Réflexions sur la Révolution française*, p. 110.

veraineté, ils ont transformé le roi de France en un premier officier d'une République qui n'a point de nom dans la politique » (174). Egarés par leur défiance de la Couronne, « au lieu de se garantir contre le despotisme d'un seul, ils ont établi celui d'une seule Assemblée » (175). Ces errements illustrent la sagesse des principes sur lesquels est fondée la Constitution britannique. Elle réalise l'alliance de la liberté et de la monarchie par la balance des trois pouvoirs (176). Les importantes prérogatives du monarque, en matière religieuse, militaire, diplomatique, administrative, économique et sociale, sa participation au pouvoir législatif, qu'on ne saurait nier sans se rendre coupable du crime de haute trahison, assurent « cette sorte de prépondérance au monarchique, qui conserve les avantages de la Monarchie, sans faire craindre ses inconvénients » (177). Le système représentatif par la composition de droit de la Chambre des Pairs et la composition de fait des Communes, accorde aux propriétaires dans les deux Chambres l'influence qu'exige le maintien de l'ordre et de la prospérité (178). Malgré tous les défauts qu'on lui attribue et en particulier l'absence de proportion numérique si violemment dénoncée par le Dr Price, « cette représentation a été

(174) *Lucubrations philosophiques*, p. 41.

(175) *Suite aux Lucubrations philosophiques*, p. 28.

(176) *Ibid.*, p. 21.

(177) *Ibid.*, p. 26.

(178) *Réflexions sur la Révolution française*, p. 534.

trouvée parfaitement adéquate pour remplir toutes les fins que l'on peut souhaiter de rechercher par ce moyen » (179). Pour juger équitablement la Constitution britannique, il faut la considérer dans son ensemble, au lieu d'isoler arbitrairement l'une ou l'autre de ses parties (180). Ainsi étudiée, elle apparaîtra non seulement comme la cause de « l'heureuse situation » dont jouit l'Angleterre, mais aussi comme un exemple concret des « principes généraux applicables à toutes les nations qui veulent être libres » (181).

Cette apologie de la Constitution britannique, fondée sur la nécessité de maintenir l'autorité royale, trouve un écho en France parmi les modérés qu'inquiète la politique de l'Assemblée Constituante. La traduction des *Réflexions sur la Révolution de France* est faite à la hâte par Dupont pour « satisfaire le grand empressement du public » (182). Un résumé en est extrait et publié à Paris en 1790, afin de répandre « des vérités si importantes pour la nation française » (183). Le Club de la Raison et de la Morale publie en deux brochures une autre traduction du même ouvrage, afin, déclare l'Avis préliminaire, d'augmenter la liste des « nombreux

(179) *Ibid.*, p. 113.

(180) *Ibid.*, p. 534.

(181) *Lettre à un membre de l'Assemblée Nationale*, p. 86.

(182) *Réflexions sur la Révolution de France*, Avis au lecteur, III.

(183) *Réflexions sur la Révolution de France. Extrait du livre de M. Burke*, Paris, 1790, in-8°, p. II.

prosélytes que la doctrine de ce philosophe homme d'Etat doit lui faire partout où il reste des mœurs et de la raison » (184). Le *Journal des Impartiaux* publie de longs passages de Burke dénonçant la tyrannie démocratique en France et vantant les mérites de la Constitution anglaise (185). Ses idées sont aussi accueillies avec faveur par l'aristocratie. Une adresse de la noblesse française à Bruxelles (186), datée du 7 août 1791, exprime à Burke « l'admiration et la reconnaissance que son ouvrage a inspiré et à tous les Français sincèrement attachés à leur religion, à leur roy et aux lois du royaume » (187).

Des idées analogues à celles de Burke s'expriment dans l'ouvrage publié par Calonne en 1790 sur *L'état de la France présent et à venir*. L'ancien ministre de Louis XVI raille le « cher avorton constitutionnel » mis au jour par l'Assemblée Nationale et il déplore que les Français n'aient pas su conserver les deux grands principes qui font la vigueur de la Constitution britannique : la participation effective du roi au pouvoir législatif par le *veto* absolu et la faculté dont jouit le monarque d'exercer l'initiative par l'intermédiaire de ministres

(184) *Réflexions...*, p. IV.

(185) *Journal des Impartiaux*, n° 4, pp. 147 sqq.

(186) Elle est signée par le duc d'Uzès, le duc de Villequier, le marquis de la Quenille, le vicomte d'Hautefeuille, le Président de Robien, le baron de Cendreville.

(187) Burke, *Correspondance*, IV, 531.

membres du Parlement (188). Cet ouvrage est bien accueilli en France. Publié en 1790, il atteint la sixième édition au mois de mars 1791 (189). Des *Notes additionnelles* publiées par un royaliste le signalent comme « un livre pensé » dont l'auteur est « presque obligé d'être infaillible sur les matières qu'il discute » (190). Il suscite une réplique de Deserres-Latour qui, tout en reconnaissant les avantages que les Anglais ont tirés de leurs institutions, estime que « la différence de caractère et de constitution primitive qui distingue et sépare les deux nations... rendrait très dangereux chez l'une ce qui est excellent chez l'autre » (191). Les prérogatives que la Constitution anglaise pouvait accorder sans danger à un souverain qui, comme Guillaume III, devait son trône à la révolution, risqueraient de placer une arme redoutable dans les mains d'un monarque comme Louis XVI que l'habitude du pouvoir absolu incline à considérer comme une déchéance un partage d'autorité avec les mandataires de la nation (192).

Ces objections expriment bien la méfiance envers le pouvoir royal qui a conduit l'Assemblée Constituante à ne laisser à Louis XVI qu'un rôle beaucoup plus effacé

(188) *L'état de la France*, p. 121.

(189) Cf. A. Monglond, *L'année 1790 au point de vue bibliographique*, p. 763.

(190) *Notes additionnelles sur le dernier ouvrage de M. de Calonne*, Paris, imprimerie d'un royaliste, 1790, in-8°, p. 12.

(191) *Lettre à M. de Calonne*, p. 95.

(192) *Ibid.*, p. 96.

que celui du monarque anglais. Cependant, au printemps de 1791, la pression des événements amène quelques-uns des chefs les plus influents de l'Assemblée nationale à considérer la Constitution britannique comme le modèle d'un compromis nécessaire pour réagir contre le progrès des forces démocratiques. Cette orientation se dessine au lendemain de l'affaire du Champ de Mars qui laisse la bourgeoisie victorieuse mais inquiète en face des revendications populaires. C'est alors que les triumvirs Barnave, Duport et Lameth négocient avec la Cour pour reviser la Constitution afin de la rendre acceptable au roi et aux émigrés. La base de ces pourparlers comporte un retour aux grandes lignes du programme monarchien et à un système politique inspiré de l'exemple d'outre-Manche. Lacroix, parlant des triumvirs écrit qu'à cette date « on ne pouvait s'entretenir un moment avec eux sans voir leur prédilection pour cette Constitution anglaise si longtemps objet de leurs dédains. Ils eussent voulu au moins obtenir les deux Chambres, le *veto* absolu, la nomination des juges par le roi, le concours de l'autorité royale à l'initiative des lois » (192 bis). Sieyès, de son côté, déclare qu'ils sont partisans d'une Chambre Haute à l'anglaise, adaptée aux besoins de la France et réservée à la minorité de la noblesse (193). Ce programme est

(192 bis) *Histoire de la Révolution française*, II, 175.

(193) *Notice sur la vie de Sieyès*, p. 34-35.

soutenu par le parti feuillant qui désire restaurer l'autorité monarchique pour protéger la propriété. La tentative échoue par suite de l'abstention de la droite, dont le concours eût été nécessaire pour obtenir une révision d'ensemble du plan constitutionnel (193 *bis*). Dans sa forme définitive, solennellement acceptée par le roi le 13 septembre 1791, la Constitution ne prévoit qu'une seule Chambre.

Cependant lorsque celle-ci se réunit sous le nom d'Assemblée Législative, le bicamérisme à l'anglaise conserve des partisans. Duport, Lameth et La Fayette s'accordent pour désirer l'établissement d'une Chambre Haute. Il est vrai que d'assez graves divergences de vues les séparent sur la manière de la composer. La Fayette, favorable à un système de deux Chambres électives, conserve « une aversion insurmontable pour le système de la pairie anglaise » (194). Il a pourtant avec Duport et les frères Lameth plusieurs entrevues dans lesquelles on discute des mérites de la Constitution anglaise et de la possibilité d'en adopter les principes (195). Dans le journal qu'il fonde, le 20 mai 1792, pour défendre le programme feuillant, *L'Indicateur ou Journal des causes et des effets*, Duport publie un vif éloge de la Constitu-

(193 *bis*) Cf. *La Révolution française*, par G. Lefebvre, R. Guyot et Ph. Sagnac, p. 96.

(194) La Fayette, *Mémoires*, IV, 29.

(195) *Ibid.*, IV, 23.

tion britannique et proteste contre ses détracteurs : « Depuis que les ridicules discussions des clubs et des pameplets (*sic*) nous ont donnés (*sic*) une sorte de jargon politique, nous parlons avec un souverain mépris de la Constitution anglaise. Jamais il n'est arrivé à aucun de nos écrivains modernes de la juger sur ses effets, mais on la compare à je ne sais quelle niaiserie de principes que l'on a mis dans sa tête; et sur ces principes elle est déclarée absurde et même honteuse pour l'humanité. Il faudrait être aussi niais que ces écrivains pour vouloir leur répondre. Ce n'est pas d'ailleurs le lieu. Je dirai seulement que le temps et les circonstances ont fondu tous les éléments de cette Constitution dans des proportions si exactes et si heureuses qu'il en résulte le plus beau gouvernement qui ait jamais existé, celui qui a le mieux résolu ce problème, d'avoir la plus grande force possible au dehors et le plus grand bonheur possible au dedans (196). » Quelques semaines plus tard, l'*Indicateur* recommande aux méditations de ses lecteurs les écrits de Mounier (197). Le compte rendu d'un ouvrage de Necker, *Du pouvoir exécutif dans les grands Etats*, donne prétexte à une nouvelle déclaration en faveur des institutions britanniques : « Les Anglais

(196) *L'Indicateur*, n° 8, 27 mai 1792. Dans le même article Duport reproche aux critiques de Burke un excès de sévérité, mais il ajoute que ses vues sont inspirées par « un amour ardent de la justice et de la patrie, qui le rend très intéressant à lire ».

(197) *L'Indicateur*, n° 53, 31 juillet 1792.

jouissent incontestablement du plus beau gouvernement qui ait jamais existé » (198).

C'est pour répondre à « ces personnes qui se plaisent à citer l'exemple de l'Angleterre, dans le dessein de détourner notre nation de l'amour des lois auxquelles elle a juré de demeurer fidèle » (199), que Pierre Caze, de la Société Nationale des Neuf Sœurs, publie une *Comparaison des Constitutions de la Grande-Bretagne et de la France* (200). Ce parallèle est destiné à démontrer que l'œuvre de l'Assemblée Constituante est supérieure au régime anglais. Delolme y est vivement pris à partie, comme un panégyriste stipendié de l'Angleterre et un simple compilateur de Blackstone (201). A ses déclarations, Caze prétend opposer une documentation directe recueillie pendant un séjour de dix-huit mois en Angleterre, de 1789 à 1791. Influencé par les critiques des radicaux anglais, il ne voit d'ailleurs dans la Constitution britannique que ses abus. Si les jurés et l'*habeas corpus* garantissent la liberté individuelle, les Anglais ne possèdent en revanche ni la liberté religieuse, ni la liberté politique (202). Celle-ci suppose, avec la division des pouvoirs, un système de représentation dans lequel les

(198) *Ibid.*, n° 54, 1^{er} août 1792.

(199) *Comparaison...*, p. 3.

(200) Paris, 1792, in-8°.

(201) *Comparaison...*, p. 275, note 1.

(202) *Ibid.*, p. 239.

députés de la nation soient « les véritables interprètes de sa volonté » (203). Aucune de ces conditions n'est réalisée en Angleterre. Le système de représentation est tellement vicieux que, sur une population d'environ six millions d'habitants, « cinq mille sept cent vingt-trois personnes, la plupart de la lie du peuple, élisent une moitié de la Chambre des Communes composée de cinq cent cinquante-huit membres, trois cent soixante-quatre voix en élisent un neuvième » (204). La députation directe favorise la brigue et la corruption, contre lesquelles toutes les dispositions inscrites dans la loi sont pratiquement inopérantes (205). D'autre part, Caze se moque des « prôneurs de la balance chimérique établie par la Constitution d'Angleterre » (206). La Chambre Haute ne remplit pas le rôle d'un contrepoids, car l'intérêt de ses membres les rend toujours solidaires de la couronne et, pour s'assurer d'une majorité, le roit peut toujours créer de nouveaux pairs (207). Aussi le principe de la division des pouvoirs, théoriquement reconnu, se trouve constamment enfreint dans la pratique. D'après Caze, ce qui favorise le plus les empiètements de l'exécutif, c'est la participation des ministres aux débats de

(203) *Ibid.*, p. 245.

(204) Caze emprunte ces chiffres à la brochure du Docteur Price, *Lettres sur la liberté civile*.

(205) *Comparaison...*, p. 98.

(206) *Ibid.*, p. 304.

(207) *Ibid.*, p. 256.

la Chambre des Communes : « Puisque les agents du pouvoir exécutif participent comme membres du Corps représentatif à l'initiative des lois, chose qui répugne à la raison, il est naturel que le pouvoir exécutif et le législatif finissent par s'y confondre » (208). L'auteur discerne bien le fonctionnement du rouage ministériel dans la Constitution britannique; il reconnaît que les ministres ne peuvent se maintenir au pouvoir que s'ils sont appuyés par la majorité des Chambres : « Il ne faut pas d'autres preuves de la nécessité où sont les ministres de s'assurer cette majorité, que l'obligation à laquelle ils se trouvent réduits de donner leur démission lorsqu'ils ne peuvent l'acquérir » (209). Mais au lieu de voir dans cette pratique un contrôle du pouvoir exécutif par le législatif, il n'y trouve qu'une disposition favorable à l'omnipotence ministérielle. Lorsqu'ils disposent, grâce à leur éloquence et à la corruption, de la majorité nécessaire, les ministres en imposent aisément à l'opinion publique, car ils peuvent afficher à l'occasion un libéralisme trompeur en approuvant certaines mesures proposées par l'opposition tout en comptant sur leur majorité pour les repousser (210). En outre, l'exem-

(208) *Comparaison...*, p. 169.

(209) *Ibid.*, p. 123.

(210) *Ibid.*, p. 180.

ple de Pitt montre bien que le Roi peut maintenir au pouvoir un ministre de son choix, malgré l'opposition de la majorité, en exerçant son droit de dissolution (211). Quant à l'autre aspect de la responsabilité ministérielle, la mise en accusation devant la Chambre Haute selon la procédure d'*impeachment*, Caze n'y voit qu'un recours illusoire. La majorité des lords, inféodée au Roi, couvrira toujours un ministre qui aura servi la volonté du Souverain (212). Aucun obstacle sérieux ne s'élève donc contre les entreprises du pouvoir exécutif : « Les ministres sont en possession d'un pouvoir contradictoire avec une Constitution libre. C'est presque entièrement à cette autorité ministérielle pour ainsi dire illimitée qu'il faut attribuer le défaut de liberté dont les Anglais ont à se plaindre » (213). Ces réflexions aident à comprendre pourquoi les Constituants ont interprété si strictement le principe de la séparation des pouvoirs, au lieu d'emprunter au parlementarisme anglais ce fonctionnement du rouage ministériel qui assure leur liaison nécessaire. Les souvenirs du despotisme obsèdent les esprits. Si dans la Constitution britannique les rapports des ministres et de la majorité des Chambres échappent à beau-

(211) *Ibid.*, p. 185. Le second Pitt s'était maintenu au pouvoir, bien qu'il eût été mis seize fois en minorité par la Chambre des Communes pendant les trois premiers mois de l'année 1784. Alors, la dissolution, ordonnée par le roi, fut suivie d'élections qui fournirent au ministère une majorité compacte et docile.

(212) *Comparaison...*, p. 143.

(213) *Ibid.*, p. 119.

coup d'observateurs français, ceux-là mêmes qui les perçoivent n'y voient qu'un insidieux moyen de favoriser l'omnipotence ministérielle, en la couvrant d'un masque de légalité. Aussi Caze conclut-il son parallèle des deux Constitutions en faisant gloire à l'Assemblée Nationale d'avoir donné à la France une liberté politique inconnue des Anglais, en rejetant la Chambre Haute, en organisant la représentation sur des bases équitables et surtout en excluant les ministres du Parlement (214).

Après les événements du 10 août 1792 et la proclamation de la République, l'Angleterre de Pitt n'est plus considérée que comme un exemple des vices inhérents à la monarchie. Lanthenas publie une traduction française (215) de la *Théorie et pratique des droits de l'homme*, de Thomas Paine, dont François Nogaret reproduit de longs extraits dans *L'âme de Timoléon ou Principes républicains* (1792). On y trouve, avec de violentes attaques contre Burke, « l'homme métaphysique » qui « a conçu pour le genre humain un mépris que le genre humain se fait un devoir de lui rendre » (216), une critique générale du gouvernement monarchique, « institution folle et méprisable » (217), et spécialement du gou-

(214) *Ibid.*, p. 310.

(215) Paris, 1792, in-8°.

(216) *Théorie et pratique...*, p. 30.

(217) *Ibid.*, p. 47.

vernement anglais. Paine va même jusqu'à dire que l'Angleterre n'a pas de Constitution (218). La Grande Charte n'a opposé qu'une barrière insuffisante aux usurpations du souverain; le Bill des droits n'est qu' « un marché, passé entre les agents du gouvernement, afin de se partager les pouvoirs, les profits et les privilèges » (219). Ni l'un ni l'autre n'émanent d'une véritable autorité constituante, c'est-à-dire du peuple statuant sur la forme du gouvernement. L'omnipotence du Parlement institue en Angleterre un véritable despotisme, qui écrase le peuple d'impôts afin de se maintenir par la corruption (220). Le système des deux Chambres est illogique puisqu'elles sont chargées de se contrôler mutuellement, sans que l'on puisse prouver que l'une ait plus de sagesse que l'autre; il est contraire à la justice puisqu'il peut permettre à la minorité de l'emporter sur la majorité (221). Au point de vue économique, la Chambre des Lords n'est qu'une « ligue aristocratique de possesseurs de terres qui opposent leur intérêt pécuniaire à celui des fermiers et à toutes les branches du Commerce et de l'Industrie » (222). Quant au système représentatif de l'Angleterre, Payne y voit le triomphe de l'absurdité : « Toutes les portions représentées per-

(218) *Ibid.*, p. 68.

(219) *Ibid.*, p. 70.

(220) *Ibid.*, pp. 71 sqq.

(221) *Ibid.*, p. 85.

(222) *Ibid.*, p. 141.

dent de leur population, tandis que celle des portions non représentées s'accroît » (223).

En 1794 le club des Jacobins, sur la proposition de Robespierre, institue une discussion sur les crimes du gouvernement anglais et les vices de la Constitution britannique. Ouverte le 12 janvier, cette discussion occupe encore les séances du 15, du 18, du 20, la séance extraordinaire du 21 et celle du 30. Plusieurs membres y prennent part: Buteau, Simond, Dubois-Crancé, La Chevardière, Audoin, Le Pelletier, Couthon, Laveaux, Bontemps, Voiron. Leurs discours sont imprimés par ordre de la Société (224) et à la séance du 26 nivôse un citoyen propose de les faire traduire en anglais avec la coopération du Comité de Salut Public (225). Il ne s'agit plus en effet d'évoquer les institutions britanniques pour s'en inspirer, mais de « désiller les yeux d'une Nation trop longtemps aveuglée sur une Constitution vicieuse et oppressive » (226). « C'est le gouvernement et non le peuple anglais que nous attaquons », déclare Audoin, sur la proposition de qui le Club décide d'inviter toutes les Sociétés populaires à instruire les Anglais de leurs droits en dénonçant les vices de leur Constitution. Tous ces discours sont autant

(223) *Ibid.*, p. 88, note.

(224) Sauf celui de Buteau, dont le texte se trouve dans le *Journal de la Montagne*, 1^{er} janvier 1794.

(225) Aulard, *La Société des Jacobins*, IV, 611.

(226) La Chevardière, *Discours sur la Constitution et le gouvernement d'Angleterre*, p. 16.

de réquisitoires. Le Pelletier déplore que les philosophes eux-mêmes se soient laissé séduire par une fausse apparence de liberté (227). Laveaux déclare que leurs éloges de la Constitution britannique n'ont jamais été qu'une satire déguisée de la monarchie française. La Chevardière dénonce la perfidie des nobles qui, au début de la Révolution, espéraient entraîner la France à imiter le système anglais. Bontemps se scandalise qu'on ait pu le proposer pour modèle. Les griefs habituels sont repris et articulés avec violence. Selon Laveaux, la balance des pouvoirs n'est qu'un germe de discorde et une menace d'anarchie. Tout gouvernement mixte est vicieux dans la mesure même où il conserve des éléments monarchiques et aristocratiques incompatibles avec l'intérêt du peuple (228). Voiron prétend montrer par l'histoire que les Anglais n'ont jamais su établir chez eux la véritable liberté. Eludée par les rois, oubliée par le peuple, la Grande Charte a été violée pendant des siècles; l'exécution de Charles I^{er} n'a servi qu'à préparer la dictature de Cromwell; après l'expulsion de Jacques II, les Anglais ont eu le tort de croire la liberté compatible avec la monarchie. Ainsi l'expérience séculaire dont ils se réclament en faveur de leurs institutions n'est qu'un leurre : « Quelle est donc

(227) Le Pelletier, *Discours sur les vices de la Constitution anglaise*, p. 11.

(228) Laveaux, *Discours sur les vices de la Constitution anglaise*, p. 9.

cette frivole antiquité devant les principes éternels de la raison et les droits de l'humanité, devant ces principes antérieurs à tous les âges, à toutes les institutions sociales (229) ? » Couthon s'inspire d'une idéologie semblable : il veut juger la valeur de la Constitution britannique en examinant « si elle conserve aux hommes l'égalité et la liberté qu'ils apportent en naissant ». L'application de ce critère le conduit à conclure que c'est une « constitution monstrueuse » (230). Les différents rouages de la Constitution sont examinés avec la même sévérité. Dans la prérogative royale, La Chevardièrre ne voit qu'un « assemblage monstrueux de pouvoirs incohérents, qui rendent le despotisme plus certain en Angleterre que dans l'Asie » (231). Le Pelletier condamne le *veto* comme un « monstre constitutionnel » (232). La Chambre des Lords est dénoncée comme un instrument docile aux mains du Roi, un obstacle aux réformes, un attentat à l'égalité. Si l'on admet la nécessité des distinctions sociales, déclare Laveaux, la Constitution devrait tendre à les atténuer au lieu de les aggraver, par conséquent donner plus de pouvoir politique à ceux qui n'en sont pas bénéfi-

(229) Voiron, *Discours sur la Constitution et le gouvernement d'Angleterre*, p. 12.

(230) Couthon, *Discours prononcé à la séance des Jacobins du 1^{er} pluviôse an II*, p. 7.

(231) La Chevardièrre, *Discours sur la Constitution d'Angleterre*, p. 17.

(232) Le Pelletier, *op. cit.*, p. 11.

ciaires (233). Le système électoral étant vicié par la mauvaise répartition des sièges, par un régime censitaire qui favorise les riches et par la corruption, la Chambre des Communes ne représente pas la volonté nationale (233'). Son privilège de voter les subsides n'est pas, comme on l'a dit, le *palladium* de la liberté nationale : « L'expérience a prouvé que bien rarement le Parlement a usé de ce droit pour la liberté du peuple (234). » Ainsi, défectueuse dans toutes ses parties, la Constitution anglaise est « pire que la tyrannie simple » (235) parce qu'elle combine plusieurs sortes de tyrannies en séduisant le peuple par une fausse apparence de liberté.

Telles sont les principales idées qui se dégagent de ces discours prononcés aux Jacobins, dans lesquels s'allient l'apriorisme politique, la passion de l'égalité et l'évangélisme révolutionnaire. Cette dernière tendance finit par impatienter Robespierre. Dans la séance du 30 janvier 1794, il dénonce l'anglomanie insidieusement déguisée sous le masque de la philanthropie comme « la conservation de l'ancien brissotisme qui négligea le bonheur et la tranquillité de son pays pour aller s'occuper de la liberté de la Belgique » (236). Il conclut son discours en

(233) Laveaux, *op. cit.*, p. 9.

(233') Le Pelletier, *op. cit.*, p. 13.

(234) La Chevardière, *op. cit.*, p. 15.

(235) Laveaux, *op. cit.*, p. 19.

(236) Cf. Aulard, *La Société des Jacobins*, V, 33.

s'écriant : « Assurez votre liberté avant de vous occuper de celle des autres. » Ce rappel aux réalités met un terme aux philippiques des Jacobins contre les vices du gouvernement anglais.

La préparation de la Constitution de l'an III fournit aux Français une nouvelle occasion d'évoquer l'exemple des institutions d'outre-Manche. Dans le domaine judiciaire, le Code du 3 brumaire reproduit sans altérations notables les dispositions de la loi du 29 septembre et de l'instruction du 21 octobre 1791 relatives à la procédure devant le jury d'accusation et le jury de jugement (237). L'institution des juges de paix est conservée (238). Ainsi les principaux traits empruntés à la législation d'outre-Manche par l'Assemblée Constituante subsistent dans la Constitution de l'an III. Dans la discussion de l'organisation politique, la Constitution britannique est alléguée par Cambacérès qui propose que les deux Chambres exercent, par rapport l'une à l'autre, le droit d'initiative et d'amendement. Mais cette suggestion n'est pas accueillie avec faveur. La Revellière Lépéaux la combat en représentant qu'en Angleterre le prestige des lords et la sanction royale empêchent ce système d'amener « un débat dangereux entre les deux branches de la législature ». Deleyre opine dans le même

(237) Art. 238 *sqq.*

(238) Art. 27, 209, 212, 213, 215.

sens en signalant le danger de créer des conflits entre deux pouvoirs sans leur opposer le contrepoids d'un troisième (239). Enfin, à la séance du 7 thermidor an III (25 juillet 1795) Sieyès se prononce contre le principe même de la division des pouvoirs, car l'exemple de l'Angleterre démontre que ce principe est toujours violé dans la pratique : « Que les amateurs les plus passionnés du système anglais nous disent si le roi n'est pas le maître absolu des deux Chambres du Parlement; si ce fameux parti de l'opposition, qui se fait aussi appeler quelquefois l'ami du peuple, est pourtant autre chose qu'une antichambre disgraciée du roi, fortement occupée à intriguer, à clabauder contre l'antichambre de service, afin de rentrer à son tour dans les profits de la maison » (240). Le système adopté au terme de ces débats, la division du Corps Législatif en Conseil des Anciens et en Conseil des Cinq-Cents, diffère essentiellement du bicamérisme britannique. L'intransigeance rigoureuse avec laquelle est interprété le principe de la séparation des pouvoirs ne comporte aucune des deux pratiques, responsabilité ministérielle ou droit de dissolution, qui ménagent une possibilité d'action réciproque entre l'exécutif et le législatif dans le régime parlementaire d'outre-Manche.

(239) *Moniteur Universel*, 5 thermidor, an III (23 juillet 1795); compte rendu de la séance du 30 messidor.

(240) *Moniteur Universel*, 25 juillet 1795.

Les anglomanes ne manquent pas de le signaler. Calonne écrit, dans son *Tableau de l'Europe* (241) : « Vainement on chercherait quelque analogie entre cette ébauche informe de République et le gouvernement de la Grande-Bretagne que quelques auteurs ont appelé République Monarchique. Quelle disparité sous tous les points de vue ! Ces merveilleux politiques qui se sont flattés de surpasser en sagesse la Constitution qui fait le bonheur de l'Angleterre auraient pu en l'admirant ne pas croire qu'elle pût s'adapter à leur pays ; mais ils ont montré qu'ils n'étaient pas en état d'en apprécier le mérite ; ils n'ont su ni en saisir l'esprit, ni l'imiter dans l'admirable équilibre des pouvoirs constitutifs, ni apprendre d'elle l'utilité des intermédiaires respectables qui unissent le Roi à son peuple et le peuple à son Roi » (242). Dans son livre intitulé *De la Révolution française*, Necker regrette qu'après la chute de Robespierre, les Conventionnels ne se soient pas laissés guider par l'exemple de la Grande-Bretagne : « Quelle différence, s'écrie-t-il, si au lieu de laisser errer et divaguer sans fin tant de parleurs politiques, tant de commengants, tant de novices, on eût chargé un simple greffier de monter à la tribune et d'y lire d'une voix de stentor la Constitution britannique ! On eût ouvert

(241) Londres, 1796, in-8°.

(242) *Tableau de l'Europe*, p. 59.

ensuite la discussion sur les diverses modifications que cette Constitution pouvait exiger, et en elle-même et dans son application à la France (243). » Ces regrets sont partagés en France par les modérés, inquiets de voir la Convention se survivre, par l'application du décret des deux tiers, dans les Conseils du Directoire. Mallet du Pan qui observe attentivement les fluctuations de l'opinion parisienne signale, dans une lettre du 19 avril 1795, que « beaucoup souhaitent la Constitution de 1791 avec une augmentation de pouvoirs pour le roi ». Les idées des monarchiens de 1789 reviennent en faveur (244). Mais ces tendances ne réussissent pas à prendre assez de consistance pour se constituer en programme de parti. L'effort des monarchistes constitutionnels est contrarié par l'attitude intransigeante du prétendant. Dans sa *Déclaration de Vérone*, Louis XVIII ne veut admettre que la vieille Constitution française, sauf à en réformer quelques abus. Son entourage est dominé par les défenseurs acharnés de l'Ancien Régime. Ferrand déclare que « M. Malouet mérite d'être pendu bien qu'il soit honnête homme, attendu qu'il est essentiel de faire dans cette classe un exemple de la punition due aux opinions dangeureuses » (245). Mallet du Pan parle de « notes virulentes » rédigées par des émi-

(243) *De la Révolution française*, p. 146.

(244) Cf. Lacroix, *Histoire de la Révolution*, p. 76.

(245) Ferrand, *Mémoires*, p. 217.

grés, anciens membres du Parlement, où on déclarait « également coupables monarchiens, anglomanes, constitutionnels, jacobins » (246). Sans tomber dans ces outrances, Bertrand de Molleville craint pour la France les débats tumultueux d'un Parlement à l'anglaise et insiste sur les différences qui séparent les deux pays : « Les mœurs et les caractères des deux nations sont absolument opposés, et le bon sens indique que les lois doivent, pour être bonnes, s'adapter à ces nuances » (246 *bis*). C'est en vain que Malouet, Montlosier, Lally-Tollendal, réfugiés à Londres, s'efforcent de démontrer l'impossibilité d'un retour à l'Ancien Régime. Leurs conseils ne sont pas écoutés. En 1799, dans ses *Lettres et Instructions au Comte de Saint-Priest*, le Prétendant repousse toute limitation du pouvoir royal par la volonté populaire et déclare s'en tenir aux termes de sa Déclaration de 1795.

Découragés par cette attitude, les royalistes modérés renoncent à l'espoir d'un compromis constitutionnel et d'une monarchie parlementaire à l'anglaise. Les circonstances semblent rendre impossible l'alliance de l'ordre et de la liberté. Il faudra sacrifier l'une pour restaurer l'autre. L'illusion de ceux qui espèrent trou-

(246) Mallet du Pan, *Mémoires*, p. 363.

(246 *bis*) Cité par Baldensperger, *Le mouvement des idées dans l'émigration française*, II, 125.

ver en Bonaparte un nouveau Monk est vite dissipée. Avec le siècle finissant, les derniers rêves d'un libéralisme à l'anglaise s'évanouissent (247). C'est l'heure du Maître. Les quinze années de gouvernement napoléonien s'écouleront avant que la Restauration de Louis XVIII et la promulgation de la Charte n'établissent en France un régime constitutionnel imité de la monarchie anglaise. Alors seulement, après un quart de siècle, le compromis par lequel se termine dans l'histoire de France la période révolutionnaire réalisera dans ses grandes lignes le programme avec lequel les monarchiens de 1789 l'ont commencée.

(247) Si la Constitution de l'an VIII maintient le double jury d'accusation et de jugement, elle garde au sujet de la liberté de la presse, de la liberté d'association et de réunion, un silence qui laisse les citoyens sans garanties devant la volonté maîtresse du Premier Consul. Elle ne crée pas à proprement parler la dictature, mais elle donne à Bonaparte un pouvoir plus étendu que celui d'un roi d'Angleterre. Le mécanisme législatif attribuant l'élaboration des projets au Conseil d'Etat, la discussion au Tribunat et le vote sans délibération au Corps Législatif est inspiré par la méfiance à l'égard des Assemblées parlementaires et n'a rien de commun avec le bicamérisme anglais. Le principe de la responsabilité ministérielle est inscrit dans la Constitution, mais cette responsabilité individuelle et pénale attachée à de simples agents d'exécution, nommés et révoqués à volonté par le Premier Consul, diffère essentiellement du système parlementaire dans lequel un Cabinet issu des Chambres vit de leur confiance et ne peut se maintenir au pouvoir qu'avec l'approbation de la majorité.

Conclusion

Le souvenir de Montesquieu suggère la formule qui résume les éléments de cette étude. Elle pourrait s'intituler *Grandeur et Décadence de la Constitution britannique* devant l'opinion française, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. De cette évolution nous avons essayé de montrer les motifs et les phases. Si l'on essaie maintenant d'en prendre une vue d'ensemble plusieurs réflexions peuvent s'en dégager.

Tout d'abord, ce n'est pas vers 1760, comme on l'a affirmé (1), qu'il faut placer le déclin du prestige de la Constitution britannique en France. Sans doute, à l'époque de la guerre de Sept Ans, plusieurs publications signalent dans la corruption et les querelles de partis deux vices du parlementarisme britannique, tandis que le *Contrat Social* oppose aux thèses libérales de la représentation et de l'équilibre des pouvoirs une conception démocratique de la souveraineté populaire. Mais les enseignements de Rousseau tardent à se propager et la

(1) Cf. Janet, *Histoire de la science politique dans ses rapports avec la morale*, II, 495; Dedieu, *Montesquieu et la tradition politique anglaise en France*, p. 356.

victoire de la Grande-Bretagne oppose un démenti éclatant aux détracteurs de ses institutions, trop empressés à prédire sa ruine. Après une éclipse momentanée, l'anglomanie politique connaît un nouvel épanouissement en France dans la période qui suit la paix de 1763. Ce n'est qu'une dizaine d'années plus tard que le tableau des querelles intérieures de l'Angleterre apparaît dans quelques gazettes et que s'opposent au système des contreforces les conceptions démocratiques de Mably, les objections rationalistes d'Helvétius et le despotisme légal des Physiocrates. Si leurs critiques ne sont pas ignorées, si la corruption parlementaire anglaise est un fait reconnu, nous avons vu qu'une abondante littérature continue à vanter les mérites de la Constitution britannique, systématiquement exposés dans le traité de de Lolme et signalés par des écrivains écoutés comme Raynal et Voltaire.

C'est à l'époque de la guerre d'Amérique que se produit vraiment un mouvement général d'hostilité contre le parlementarisme d'outre-Manche. La diffusion des critiques de l'opposition anglaise sur le régime électoral et l'influence de la Couronne, l'engouement pour les républiques américaines dont le prestige éclipse celui de l'Angleterre en sont les deux grandes causes. Elles n'empêchent pas, il est vrai, une renaissance de l'anglomanie politique en France dans les dernières années de l'Ancien

Régime, mais elles font subsister un sentiment de méfiance contre le caractère aristocratique du régime anglais.

En 1789, la lutte du Tiers-Etat contre les privilégiés fait passer au premier plan la question d'égalité politique et sociale. Envisagée sous cet aspect, la Constitution britannique ne peut garder aux yeux des démocrates le prestige dont elle jouissait pour les libéraux de 1770 animés surtout par la crainte du despotisme. Toutes les objections opposées au programme des monarchiens se ramènent essentiellement à la condamnation du bicamérisme, dont le principe choque les tendances égalitaires. Aussi, après avoir été un ferment de libéralisme sous l'Ancien Régime, l'idée d'un gouvernement à l'anglaise s'associe très vite, après 1789, à la préoccupation de tenir en échec les progrès des forces démocratiques. Elle reste un thème d'opposition. A travers tous les régimes qui se succèdent dans la dernière décade du XVIII^e siècle les circonstances trahissent constamment l'espoir de ceux qui rêvent de réaliser par elle un harmonieux et durable équilibre.

Vu ; le 26 Juin 1930.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,
H. DELACROIX*

*Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.*

Bibliographie

I. — DOCUMENTS

1° MANUSCRITS

CHASTELLUX. — *Lettres à John Wilkes*. Ms. du British Museum. Add. Mss. n° 30.870.

DIDEROT. — *Lettres à John Wilkes*. Ms. du British Museum. Add. Mss. n° 30.877.

HOLBACH (d'). — *Lettres à John Wilkes*. Ms. du British Museum. Add. Mss. n°s 30.867, 30.869.

LALANDE. — *Voyage en Angleterre*. Ms. de la Bibliothèque Mazarine, n° 4.345.

MARAT. — *Lettre à John Wilkes*. Ms. du British Museum. Add. Mss. n° 30.876.

SUARD (J.-B.). — *Lettres à John Wilkes*. Ms. du British Museum. Add. Mss. n°s 30.869, 30.870, 30.871, 30.872.

2° RECUEILS DE DOCUMENTS

Archives parlementaires de 1787 à 1860, recueil imprimé sous la direction de J. Mavidal et E. Laurent,

t. I-VII : Cahiers de doléances (1). T. VIII-XXXII : Etats-Généraux et Assemblée nationale constituante. Paris, 1867-1888, 32 vol. in-4°.

Cahiers de doléances de l'*Agenois*, publiés par A. de Mondenard. Villeneuve-sur-Lot, 1889, in-8°.

Cahiers de doléances des villes, bourgs et paroisses du bailliage d'*Alençon*, publiés par Louis Duval. Alençon, 1887, in-12.

Cahiers de doléances du bailliage d'*Amont*, publiés par M. Godard et L. Abendour. Besançon, 1918, 3 vol. in-8°.

Cahiers des corporations de la ville d'*Angers* et des paroisses de la sénéchaussée particulière d'*Angers*, publiés par A. Le Moy, Angers, 1915, 2 vol. in-8°.

Cahiers de doléances de la sénéchaussée d'*Angoulême* et du siège royal de Cognac, publiés par P. Boissonnade. Paris, 1907, in-8°.

Cahiers de doléances du bailliage d'*Arques*, publiés par E. Le Parquier. Lille, 1922, in-8°.

Cahiers des paroisses et communautés du bailliage

(1) La publication des Cahiers de doléances dans les *Archives Parlementaire* est souvent entachée d'erreurs (cf. A. Brette, *Les Cahiers de 1789 et les Archives Parlementaire* dans *La Révolution française*, juillet-décembre 1904). Nous y ajoutons une liste de cahiers publiés séparément, dont les indications ont été utilisées pour cette étude.

d'*Autun*, publiés par A. de Charnasse. Autun, 1895, in-8°.

Les Cahiers des paroisses d'*Auvergne* en 1789, par F. Mège. Clermont-Ferrand, 1899, in-8°.

Cahiers des curés et des communautés ecclésiastiques du bailliage d'*Auxerre*, publiés par Ch. Porée. Auxerre, 1927, in-8°.

Cahiers du Tiers-Etat et de la Ville de *Bernay*, publiés par E. Veucelin. Bernay, 1879, in-8°.

Cahiers de doléances de la sénéchaussée de *Bigorre*, publiés par G. Balenée. Tarbes, 1926, in-8°.

Cahiers de doléances du bailliage de *Blois* et du bailliage secondaire de Romorantin, publiés par F. Lesueur et A. Cauchie. Blois, 1907, 2 vol. in-8°.

Cahiers de doléances du bailliage de *Bourges* et des bailliages secondaires de Vierzon et d'Henrichemont, publiés par A. Gandilhon. Bourges, 1910, in-8°.

Cahiers d'observations et doléances du Tiers-Etat de la ville de *Caen* en 1789, publiés par F. Meurlat, Paris, 1912, in-8°.

Cahiers de doléances de la sénéchaussée de *Cahors*, publiés par V. Fourastie. Cahors, 1908, in-8°.

Les Cahiers de 1789 dans la sénéchaussée de *Castres*, publiés par le M^{ls} de La Jonquière. Paris, 1867, in-8°.

Cahiers de doléances pour les Etats-Généraux de 1789

- du bailliage de *Châlons-sur-Marne* et des baillia-
ges de Sézanne et Châtillon-sur-Marne, publiés
par G. Laurent. Epernay, 1906-1911, 3 vol. in-8°.
- Le bailliage d'*Etampes* aux Etats-Généraux, par M. Le-
grand et L. Marquis. Etampes, 1898, 2 vol. in-8°.
- Cahiers de plaintes et doléances des paroisses de la pro-
vince du *Maine*, publiés par A. Bellée et V. Duche-
min. Le Mans, 1881, 4 vol. in-12.
- Cahiers de doléances de la sénéchaussée de *Marseille*,
publiés par J. Fournier. Marseille, 1908, in-8°.
- Cahiers de doléances de la sénéchaussée de *Montauban* et
du pays de Rivière-Verdun, publiés par V. Ma-
brieu. Montauban, 1925, in-8°.
- Cahiers de doléances de la sénéchaussée de *Nîmes*,
publiés par E. Bligny-Bondurand. Nîmes, 1909,
2 vol. in-8°.
- Cahiers de doléances du bailliage d'*Orléans*, publiés par
C. Bloch. Orléans, 1907, 2 vol. in-8°.
- Les élections et les cahiers de *Paris* en 1789, documents
recueillis, mis en ordre et annotés par Ch.-L.
Chassin. Paris, 1888-89, 4 vol. in-8°.
- Cahiers de doléances de 1789, dans le département du
Pas-de-Calais, publiés par H. Loriquet. Arras,
1891, 2 vol. in-8°.
- Cahiers de doléances de la sénéchaussée de *Rennes*,

publiés par H. Sée et A. Lesort. Rennes, 1909-1912,
4 vol. in-8°.

Cahiers de doléances du bailliage de *Sens*, publiés par
Ch. Porée. Auxerre, 1908, in-8°.

Cahiers de doléances du bailliage de *Troyes* et du bail-
liage de Bar-sur-Seine, publiés par J.-J. Vernier.
Troyes, 1909-1911, 3 vol. in-8°.

Le *Vivarois* aux Etats-Généraux de 1789, par H. Vas-
chalde. Paris, 1889, in-8°.

3° LIVRES ET BROCHURES

[ACCARIAS DE SERIONNE]. — *La Richesse de l'Angleterre,*
contenant les causes de la naissance et des progrès
de l'industrie, du commerce et de la marine de la
Grande-Bretagne, les causes et l'état de ses forces
et de ses ressources. Vienne et Paris, 1772, in-4°.

ALBON (Comte d'). — *Discours politiques, historiques et*
critiques sur quelques gouvernements de l'Europe.
Neufchâtel, 1779, 2 vol. in-8°.

ALLONVILLE (Comte d'). — *Mémoires secrets de 1770 à*
1830. Paris, 1838-1845, 6 vol. in-8°.

ALRYMPLE (Chevalier d'). — *Histoire de la Grande-Bre-*
tagne et de l'Irlande. Londres, 1775-76, 2 vol.
in-8°.

ARCHENHOLZ (d'). — *Tableau de l'Angleterre et de l'Ita-*

lie, traduction française de L.-B. de Bilderbeck.
Gotha, 1788, 3 vol. in-8°.

[ARCQ, Chevalier d'] — *La Noblesse militaire ou le Patriote Français*, s. l. 1756, in-12.

ARGENSON (Marquis d'). — *Journal et Mémoires*, publiés par Rathery. Paris, 1859-67, 9 vol. in-8°.

AUDOIN (Xavier). — *Discours sur la discussion contre la Constitution britannique, prononcé à la séance du 26 nivôse*. Société des amis de la liberté et de l'égalité, séante aux ci-devant Jacobins Saint-Honoré, à Paris. s. l. n. d., in-8°.

AULARD (F.-A.). — *La Société des Jacobins*, Recueil de documents pour l'histoire du Club des Jacobins de Paris. Paris, 1889-1897, 6 vol. in-8°.

[AUXIRON, C.-F.-J. d']. — *Principes de tout gouvernement ou Examen des causes de la splendeur ou de la faiblesse de tout état considéré en lui-même, et indépendamment des mœurs*. Paris, 1776, 2 vol. in-12.

BARETTI (Joseph). — *Voyage de Londres à Gênes*, traduit de l'anglais sur la troisième édition en quatre volumes. Amsterdam, 1777, 4 vol. in-12.

BARNAVE (Antoine). — *Coup d'œil sur la lettre de M. de Calonne*. Dauphiné, 28 mars 1789, in-8°.

BASSET DE LA MARELLE (Louis). — *La différence du*

patriotisme national chez les Français et chez les Anglais. Lyon, 1762, in-16.

BAUDEAU (Nicolas). — *Première introduction à la philosophie économique.* Paris, 1771, in-8°

BEAUMONT (Elie de). — *Journal de voyage en Angleterre*, publié par le Vicomte de Grouchy, dans la *Revue Britannique* (sept., oct., nov. 1895).

BERGASSE (N.). — *Lettre sur les Etats-Généraux*, s. l., 1789, in-8°.

Discours distribué aux députés sur la manière dont il convient de limiter le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif dans une monarchie. s. l., 1789, in-8°.

Rapport du Comité de constitution sur l'organisation du pouvoir judiciaire, présenté à l'Assemblée Nationale, par M. Bergasse. Versailles, 1789, in-8°.

BERNARDI (Joseph). — *Les Moyens d'adoucir la rigueur des lois pénales en France sans nuire à la sûreté publique, ou Discours couronné par l'Académie de Châlons-sur-Marne en 1780* [par Brissot de Warville] suivi de celui qui a obtenu l'accessit [par J. Bernardi] et des extraits de quelques autres mémoires. Châlons-sur-Marne, 1781, in-8°.

BERTRAND DE MOLLEVILLE (A.-F.). — *Mémoires secrets.* Londres, 3 vol. in-8°.

BESENVAL (Baron Pierre-Victor de). — *Mémoires*. Paris, 1805, 3 vol. in-8°.

BLACKSTONE (William). — *Commentaires sur les lois anglaises*, traduits de l'anglais par M. D. G. [Damiens de Gomicourt] sur la quatrième édition d'Oxford. Bruxelles, 1774-1776, 6 vol. in-8°.

BLIN (François-Pierre). — *Lettre à M. Mounier, député du Dauphiné, sur l'ouvrage intitulé: « Considérations sur les gouvernements et principalement sur celui qui convient à la France », par M. Blin, député de Nantes*. Paris, 1789, in-8°.

BOLINGBROKE (Henry St. John, lord viscount). — *Lettres sur l'esprit de patriotisme, sur l'idée d'un roy patriote et sur l'état des partis qui divisaient l'Angleterre, lors de l'avènement de George I^{er}*. Londres, 1750, in-4°.

BOCCAGE (M^{me} du). — *Recueil des Œuvres*. Lyon, 1762-1764, 3 vol. in-8°.

BONNAIRE (Abbé de). — *L'Esprit des Loix quintessencié*. s. l., 1751, 2 vol. in-12.

BONTEMPS (G.). — *Discours sur les crimes du gouvernement anglais et les vices de ses finances*, prononcé à la séance du 12 pluviôse, l'an II de la République, à la Société des amis de la liberté et de l'égalité. Paris, s. d., in-8°.

BOUCHER D'ARGIS (André-Jean-Baptiste). — *Observations sur les loix criminelles de France*. Bruxelles, 1781, in-8°.

BRISSOT (J.-B.). — *Observations d'un Républicain sur les différents systèmes d'Administrations provinciales, particulièrement sur ceux de MM. Turgot et Necker et sur le bien qu'on peut en espérer dans les Gouvernements Monarchiques*. Lausanne, 1787, in-8°.

Réponse de Jacques-Pierre Brissot à tous les libellistes qui ont attaqué et attaquent sa vie passée. Paris, 1791, in-8°.

BROWN (John). — *Mœurs anglaises, ou Appréciation des mœurs et des principes qui caractérisent actuellement la nation britannique*, traduit de l'anglais par C. Chais. La Haye, 1758, in-8°.

BURKE (Edmund). — *Réflexions sur la Révolution de France et sur les procédés de certaines sociétés de Londres relatifs à cet événement*, traduit de l'anglais. Paris, 1790, in-8°.

Lucubrations philosophiques du célèbre Burke sur divers objets de politique, traduites de l'anglais. Paris, 1790, in-8°.

Suite des Lucubrations de M. Burke sur divers objets de politique. Paris, 1790, in-8°.

Lettre à un membre de l'Assemblée nationale. Paris, 1791, in-8°.

Correspondence, edited by Fitzwilliam. Londres, 1844, 4 vol. in-8°.

BURTON (John Hill). — *Life and correspondence of David Hume*. Edinbough, 1846, 2 vol. in-8°.

CALONNE (C.-A. de). — *Lettre adressée au Roi le 9 février 1789*. Londres, 1789, in-8°.

De l'Etat de la France présent et à venir. Londres et Paris, 1790, in-8°.

De l'Etat de la France tel qu'il peut et doit être, pour faire suite à l'état de la France présent et à venir. Londres et Paris, 1790, in-8°.

CASAX (Marquis de). — *Simplicité de l'idée d'une Constitution, et de quelques autres qui s'y rapportent, application et conséquences*. Paris, 1789, in-8°.

CASTEL (le P. Louis- Bertrand). — *L'Homme moral opposé à l'homme physique de M. R***, lettres philosophiques où l'on réfute le déisme du jour*. Toulouse, 1756, in-12.

CAZE (Pierre). — *Comparaison des Constitutions de la Grande-Bretagne et de la France*. Paris, 1792, in-8°.

CERUTTI (Joseph). — *Vues générales sur la Constitution française ou Exposé des droits de l'homme dans l'ordre naturel, social et monarchique*. Paris, 1789, in-8°.

CHABROUD (Charles). — *Essai sur l'organisation de la justice en France*. Paris, s. d., in-8°.

CHAMPIGNY (Colonel chevalier Jean de). — *Nouvelle histoire générale d'Angleterre*. Amsterdam, 1777, in-4°.

CHAMPION (Richard). — *Réflexions sur l'état actuel de la Grande-Bretagne, comparativement avec son état passé*, traduit de l'anglais, par M. Soulès. Londres et Paris, 1788, in-8°.

[CHASTELLUX, Marquis François-Jean de]. — *De la Félicité publique, ou Considérations sur le sort des hommes dans les différentes époques de l'histoire*. Amsterdam, 1772, in-8°.

CHAVANETTES (F. des). — *Nouvelle histoire d'Angleterre depuis la fondation de la monarchie jusqu'à la paix conclue en 1763*. Amsterdam, 1765, 6 vol. in-12.

CHOISEUL (Etienne-François, duc de). — *Mémoires*, publiés par F. Calmettes. Paris, 1904, in-8°.

COMEYRAS (P.-J. Bonhomme de). — *Essai sur les réformes à faire dans notre procédure criminelle*. Paris, 1789, in-8°.

CONDORCET (J.-A.-N. de). — *Œuvres*, publiées par A. Condorcet O'Connor et M.-F. Arago. Paris, 1847-1849, 12 vol. in-8°.

[CONTANT D'ORVILLE, André-Guillaume]. — *Les fastes de la Grande-Bretagne*. Paris, 1769, 2 vol. in-12.

COUTHON (Georges). — *Discours prononcé à la séance des Jacobins du 1^{er} pluviôse an II*. Paris, s. d., in-8°.

[COYER (Abbé)]. — *Nouvelles observations sur l'Angleterre, par un voyageur*. Paris, 1779, in-8°.

CREVIER (J.-B.-L.). — *Observations sur l'Esprit des Loix*. Paris, 1764, in-12.

CROY (Emmanuel, maréchal duc de). — *Journal d'un voyage en Angleterre en 1766*, publié par le Vicomte de Grouchy dans la *Revue Britannique* (mars 1895).

Journal inédit (1718-1784) publié par le Vicomte de Grouchy et Paul Cottin. Paris, 1906, in-8°.

DIDEROT (Denis). — *Œuvres complètes*, édition Assézat-Tourneux. Paris, 1875-1877, 20 vol. in-8°.

Observations sur l'Instruction de S. M. Impériale aux députés pour la confection des lois (1774) publiées par Paul Ledieu dans la *Revue d'histoire économique et sociale* (1920).

DUBOIS DE LAUNAY (Abbé). — *Coup d'œil sur le gouvernement anglais*. s. l., 1786, in-8°.

[DUBUISSON, Paul-Ulric]. — *Abrégé de la Révolution de l'Amérique anglaise depuis le commencement de l'année 1774 jusqu'au 1^{er} janvier 1778*. Paris, 1778, in-8°.

DUPATY (C.-M.-J.-B. Mercier). — *Lettres sur la procédure criminelle de la France*. En France, 1788, in-16.

DUPIN (Claude). — *Observations sur un livre intitulé de l'Esprit des Loix*. s. l. n. d., 3 vol. in-8°.

DUPONT DE NEMOURS (Pierre-Samuel). — *De l'origine et des progrès d'une science nouvelle*, édit. Daire. Paris, 1846, in-8°.

Lettres à la margrave de Bade. Nogent-le-Rotrou, 1909, in-8°.

DUTENS (Louis). — *L'ami des étrangers qui voyagent en Angleterre*. Londres, 1787, in-8°.

[ENTRAIGUES, Comte d']. — *Mémoire sur les Etats-Généraux, leurs droits et la manière de les convoquer*. s. l., 1788, in-8°.

FAVART (Charles-Simon). — *Le mariage par escalade*. Paris, 1756, in-8°.

L'Anglais à Bordeaux. Paris, 1763, in-8°.

FLAMMERMONT (Jules). — *Remontrances du Parlement de Paris au XVIII^e siècle*. Paris, 1888-1898, 3 vol. in-4°.

FOUGERET DE MONTBRON (Louis-Charles). — *Préservatif contre l'anglomanie*. Minorque, 1757, in-8°.

GAILLARD (Gabriel-Henri). — *Histoire de la rivalité de la France et de l'Angleterre*. Paris, 1771-1777, 11 vol. in-12.

GARAT (D.-J.). — *Mémoires historiques sur la vie de M. Suard, sur ses écrits et sur le XVIII^e siècle*. Paris, 1820, 2 vol. in-8°.

GENET (Edme Jacques). — *Petit catéchisme politique des Anglais*. Compiègne, 1756, in-12.

Etat politique actuel de l'Angleterre, ou Lettres sur les écrits publics de la nation anglaise relativement aux circonstances présentes. s. l., 1757-1759, 10 vol. in-8°.

GENLIS (Comtesse de). — *Mémoires inédits sur le XVIII^e siècle et la Révolution française*. Paris, 1825, 10 vol. in-8°.

GIBBON (Edward). — *The Autobiographies of Edward Gibbon*, edited by John Murray. London, 1897, in-8°.

[GIN, P.-L.-C.]. — *Les vrais principes du gouvernement français démontrés par la raison et par les faits, par un Français*. Genève, 1777, in-8°.

GOLDSMITH (Olivier). — *Le citoyen du monde, ou Lettres d'un philosophe chinois à ses amis dans l'Orient*, ouvrage traduit de l'anglais par M. P*** [Poivre]. Amsterdam, 1763, 3 vol. in-12.

GORDON (Thomas). — *Discours historiques, critiques et politiques sur Tacite, traduits de l'anglais par M. D. S. L.* [P. Daudé]. Amsterdam, 1751, 3^e édition, 3 vol. in-12.

[GOURCY, Abbé de]. — *Des droits et des devoirs du citoyen dans les circonstances présentes, avec un jugement impartial sur l'ouvrage de M. l'abbé de Mably*. s. l., 1789, in-8°.

GRÉGOIRE (Abbé). — *Opinions sur la Sanction royale à la séance du 4 septembre 1789*. S. l. n. d., in-8°.

GRIMM (Friedrich Melchior, baron). — *Correspondance littéraire, philosophique et critique*, par Grimm, Diderot, Raynal, Meister, etc..., publiée par Maurice Tourneux. Paris, 1877-1882, 16 vol. in-8°.

GROS DE BESPLAS (Abbé). — *De l'utilité des voyages relativement aux sciences et aux mœurs*. Paris, 1763, in-8°.

[GROSLEY, Pierre-Jean]. — *Londres*. Lausanne, 1770, 3 vol. in-8°.

GUDIN DE LA BRENELLERIE (Paul-Philippe). — *Essai sur l'histoire des Comices de Rome, des Etats Généraux de la France et du Parlement d'Angleterre*. Paris, 1789, 2 vol. in-8°.

[GUIRAUDET, Charles]. — *Qu'est-ce que la nation? et qu'est-ce que la France?* s. l., 1789, in-8°.

HARDY (Francis). — *Memoirs of the political and private life of James Caulfield, Earl of Charlemont*. London, 1810, in-4°.

HARTIG (Comte F. de). — *Lettres sur la France, l'Angleterre et l'Italie*. Genève, 1785, in-8°.

HELVÉTIUS (Claude-Adrien). — *Œuvres*, édit. Lefebvre-Laroche. Paris, 1795, 14 vol. in-12.

Lettres à sa femme, publiées par Antoine Guillois dans le *Carnet historique et littéraire* (nov., déc. 1900).

HERTZBERG (Comte E. F.). — *Sur la forme des gouvernements et quelle en est la meilleure?* Berlin, 1784, in-8°.

[HOLBACH, Baron d']. — *Système social, ou Principes naturels de la morale et de la politique*. Londres, 1773, in-8°.

La Politique naturelle, ou Discours sur les vrais principes du gouvernement, par un ancien magistrat. Londres, 1773, in-8°.

HUME (David). — *Essais moraux et politiques*, tome VI des *Œuvres philosophiques*, traduites de l'anglais [par Mérian et Robinet]. Londres, 1764, in-8°.

Histoire d'Angleterre, traduite de l'anglais, Amsterdam, 1763-1766, 18 vol. in-12.

HURD (Richard). — *Moral and political dialogues*. Dublin, 1760, in-12.

[KERSAINT, Armand, Comte de]. — *Le bon sens, par un gentilhomme breton*. s. l., 1788, in-8°.

LA CHEVARDIÈRE (A. L.). — *Discours sur la Constitution et le gouvernement d'Angleterre, prononcé à la Société des Jacobins à Paris.* Paris, s. d., in-8°.

LACOMBE (François). — *Observations sur Londre (sic) et ses environs avec un précis de la Constitution de l'Angleterre et de sa décadence.* Londres, 1777, in-12.

[LA COSTE, de]. — *Voyage philosophique d'Angleterre fait en 1783 et 1784.* Londres, 1786, in-8°.

LACRETELLE (Ch.). — *Histoire de la Révolution française.* Paris, 1821-1826, 8 vol. in-8°.

LA FAYETTE (Marquis de). — *Mémoires.* Paris, 1837-1838, 6 vol. in-8°.

LALLY-TOLLENDAL (Marquis de). — *Essai sur quelques changements qu'on pourrait faire dès à présent dans les lois criminelles de France.* Paris, 1786, in-8°.

Rapport sur la pluralité du pouvoir législatif.
s. l. n. d., in-8°.

[LA LUZERNE, C.-G., Cardinal de]. — *Sur la forme d'opiner aux Etats Généraux.* s. l., 1789, in-8°.

LAMBALLE (Princesse de). — *Mémoires historiques,* publiés par M^{me} Guénard. Paris, 1801, 4 vol. in-16.

LAMETH (Alexandre de). — *Histoire de l'Assemblée Constituante.* Paris, 1828-1829, 2 vol. in-8°.

LANDREAU DE MAINE-AU-PICQ. — *Législation philosophique, politique et morale*. Genève et Paris, 1787, 2 vol. in-8°.

LA REVELLIÈRE-LÉPEAUX (Louis-Marie de). — *Opinion sur la sanction royale prononcée à l'Assemblée nationale, dans la séance du 2 septembre 1789*. s. l. n. d., in-8°.

LA ROCHEFOUCAULD D'ENVILLE (Louis-Alexandre, duc de). — *Opinion sur les trois questions suivantes: La législature sera-t-elle permanente? Y aura-t-il un ou plusieurs Corps Législatifs? La sanction royale sera-t-elle nécessaire? Le veto sera-t-il absolu ou suspensif?* Versailles, s. d., in-8°.

LAVEAUX (J.-Ch.). — *Discours sur les vices de la Constitution anglaise*. Paris, s. d., in-8°.

[LAVIE, Jean-Charles de]. — *Abrégé de la République de Bodin*. Londres, 1755, 2 vol. in-12.

[LEFEBVRE DE BEAUVRAY, C. R.]. — *Adresse à la nation anglaise*. Amsterdam et Paris, 1757, in-8°.

Dictionnaire social et patriotique, ou Précis raisonné de connaissances relatives à l'Economie morale, civile et politique. Amsterdam, 1770, in-12.

LE FRANC. — *Dialogues entre un Français et un Anglais sur l'état actuel et l'état à venir de la France*. Lausanne et Paris, 1789, in-8°.

LE PELLETIER DE SAINT-FARGEAU (Comte F.). — *Discours sur les crimes du gouvernement britannique et sur les vices de la Constitution anglaise*. Paris, s. d., in-8°.

LESPINASSE (Julie de). — *Lettres*, édit. Asse, Paris, 1876, in-12.

LE TROSNE (G. F.). — *De l'ordre social*. Paris, 1777, in-8°.

LÉVIS (duc de). — *Souvenirs et portraits*, 1780-1789. Paris et Londres, 1813, in-8°.

LIGNE (Prince de). — *Mémoires*. Paris et Bruxelles, 1860, in-12.

[LINGUET, S.-N.]. — *Théorie des loix civiles, ou Principes fondamentaux de la Société*. Londres, 1767, 2 vol. in-12.

Lettres sur la Théorie des loix civiles. Londres, 1770, in-12.

La France plus qu'anglaise. Bruxelles, 1788, in-8°.

Qu'est-ce que les Parlements en France? La Haye, 1788, in-8°.

LOLME (Jean-Louis de). — *Constitution de l'Angleterre*. Amsterdam, 1771, in-8°.

LYTTLETON (George, Lord). — *Lettres d'un Persan en Angleterre à son ami à Ispahan ou Nouvelles lettres*

persanes, traduites de l'anglais par Peyron. Londres, 1770, in-12.

MABLY (Abbé Bonnot de). — *Doutes proposés aux philosophes économistes sur l'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*. La Haye et Paris, 1768, in-12.

De l'étude de l'histoire. Maëstricht, 1778, in-12.

Du gouvernement et des lois de la Pologne, tome VIII des *Œuvres complètes*. Londres, 1789, 12 vol. in-8°.

De la législation ou Principes des lois, tome IX des *Œuvres complètes*. Londres, 1789, 12 vol. in-8°.

Parallèle des Romains et des Français, par rapport au gouvernement. Paris, 1740, 2 vol. in-12.

MALLET DU PAN (J.). — *Mémoires et correspondance pour servir à l'histoire de la Révolution française*, recueillis et mis en ordre par A. Sayous. Paris, 1851, 2 vol. in-8°.

MALESHERBES DE LAMOIGNON (Ch.-G.). — *Mémoires sur la librairie et sur la liberté de la presse*, publiés par Barbier. Paris, 1809, in-8°.

MARAT (J.-P.). — *Les chaînes de l'esclavage*. Paris, an I^{er} de la République, in-8°.

[MERCIER, Sébastien]. — *Tableau de Paris*, 1781, in-8°.

L'an deux mille quatre cent quarante, rêve s'il en fut jamais. Amsterdam, 1770, in-8°.

MILLOT (Abbé Claude-François). — *Eléments de l'histoire d'Angleterre depuis la conquête jusqu'à Georges II.* Paris, 1769, 3 vol. in-12.

MIRABEAU (H.-G. Riquetti, Comte de). — *Lettres à Chamfort.* Paris, an V, in-8°.

Lettres à un de ses amis en Allemagne. s. l., 1792, in-8°.

Essai sur le despotisme. Paris, 1778, in-8°.

Considérations sur l'ordre de Cincinnati. s. l. n. d., in-8°.

MONTESQUIEU. — *Œuvres*, édit. Laboulaye. Paris, 1875-1879, 7 vol. in-8°.

Correspondance, publiée par F. Gébélín et A. Morize. Paris, 1914, 2 vol. in-8°.

MOREAU (J.-N.). — *Mes souvenirs.* Paris, 1898-1901, 2 vol. in-8°.

MORELLET (André). — *Lettre écrite à l'occasion de l'ouvrage de Livingston intitulé: Examen du gouvernement d'Angleterre.* s. l. n. d., in-12.

Lettres à Lord Shelburne (1772-1803), publiées par lord E. Fitzmaurice. Paris, 1898, in-12.

MORRIS (Governor). — *Mémorial de Gouverneur Morris*,

suivi d'extraits de sa correspondance. Traduit de l'anglais. Paris, 1842, 2 vol. in-8°.

MOUNIER (J.-J.). — *Nouvelles observations sur les Etats Généraux de France*. s. l., 1789, in-8°.

Considérations sur le gouvernement et principalement sur celui qui convient à la France. Paris, 1789, in-8°.

NECKER (J.). — *Histoire de la Révolution française*. Paris, 1822, 4 vol. in-12.

Du pouvoir exécutif dans les grands Etats. s. l., 1792, 2 vol. in-8°.

Examen de la Constitution de l'an III, extrait du dernier ouvrage de M. Necker. Paris, an VIII, in-8°.

Dernières vues de politique et de finance, offertes à la nation française. s. l., an X-1802, in-8°.

NOGARET (François). — *L'âme de Timoléon ou Principes Républicains*. Paris, 1792, in-8°.

PALEY (William). — *Des différentes formes de gouvernement et de leurs avantages ou désavantages respectifs et de la liberté civile*. Traduction française de Bertin. Paris, 1789, in-8°.

PANCHAUD (F.). — *Réflexions sur l'état actuel du crédit public de l'Angleterre et de la France*. Paris, 1782, in-8°.

PEYRAUD DE BEAUSSOL. — *Poème aux Anglais à l'occasion de la paix universelle*. Paris, 1763, in-8°.

[PINTO, Isaac de]. — *Seconde lettre à l'occasion des troubles des Colonies*. La Haye, 1776, in-8°.

POULLAIN DU PARC. — *Principes de droit français suivant les maximes du Parlement de Bretagne*. Rennes, 1771, in-8°.

POULLETIER. — *Réflexions sur le pouvoir législatif et exécutif*. s. l., 1789, in-8°.

[RABAUT SAINT-ETIENNE, J.-P.]. — *Question de droit public: doit-on recueillir les voix, dans les Etats Généraux, par ordres ou par têtes de délibérans?* Par l'auteur des *Considérations sur les intérêts du Tiers-Etat*. En Languedoc, 1789, in-8°.

RAYNAL (Abbé). — *Histoire philosophique et politique des Etablissements et du commerce des Européens dans les deux Indes*. Genève, 1780, 4 vol. in-4°.

RÉAL DE CURBAN (G. de). — *La science du gouvernement, ouvrage de morale, de droit et de politique*. Aix-la-Chapelle, 1751-1764, 8 vol. in-4°.

ROBINET (J. B. R.). — *Lettres sur les débats de l'Assemblée nationale relativement à la Constitution*. Rennes et Paris, 1789, 3 vol. in-8°.

ROEDERER (P. L.). — *L'Esprit de la Révolution de 1789*. Paris, 1831, in-8°.

ROLAND (M^{me}). — *Lettres*, publiées par Cl. Perroud,
2^e série, tome II, 1915, in-4°.

Œuvres, édit. Champagneux. Paris, 1800, 3 vol.
in-8°.

ROUSSEAU (J.-J.). — *Du Contrat social*, édit. Beaulavon.
Paris, 1914, in-8°.

Œuvres complètes. Paris, Hachette, 13 vol. in-16.

SALLE (Bernard). — *Opinion sur la sanction royale à la
séance du 1^{er} septembre 1789*. Paris, 1789, in-8°.

SALLÉ DE CHOU (L.). — *Du veto Royal*. Paris, s. d., in-8°.

SALLIER (Guy-Marie). — *Annales Françaises*. Paris, 1832,
2 vol. in-8°.

SÉGUIER (Antoine-Louis). — *Réquisitoire contre le mé-
moire de Dupaty*. Paris, 1786, in-8°.

SÉGUR (Comte de). — *Mémoires, ou Souvenirs et anec-
dotes*. Paris, 1825-1826, 3 vol. in-8°.

SERRES DE LATOUR (F. de). — *Lettre à M. de Calonne en
réponse à son ouvrage sur « L'état de la France
présent et à venir »*. Paris, 1790, in-8°.

SERVAN (A. J. M.). — *Œuvres choisies*. Paris, 1825, 5 vol.
in-8°.

SHERLOCK (Martin). — *Lettres d'un voyageur anglais*.
Londres, 1779, in-8°.

SIEYÈS (Abbé). — *Qu'est-ce que le Tiers-Etat?* s. l., 1789,
in-8°.

Aperçu d'une nouvelle organisation de la justice et de la police en France, dans Archives Parlementaires, 1^{re} série, XII, 249 sqq.

SILLERY (Le marquis de). — *Opinions sur la permanence de l'Assemblée nationale, sur l'organisation de l'Assemblée en une ou deux Chambres et sur la sanction royale.* s. l., 1789, in-8°.

SIMOND (Ph.). — *Discours sur les crimes du gouvernement anglais.* Paris, s. d., in-8°.

SMOLLETT (Tobias). — *Histoire d'Angleterre depuis la descente de Jules César jusqu'au traité d'Aix-la-Chapelle*, traduite en français par M. Targe. Orléans, 1759, 19 vol. in-12.

Histoire d'Angleterre depuis le traité d'Aix-la-Chapelle jusqu'au traité de Paris. Londres et Paris, 1768, 5 vol. in-12.

STAËL (M^{me} de). — *Considérations sur la Révolution Française.* Paris, s. d., 2 vol. in-12.

SUARD (M^{me}). — *Essais de Mémoires sur M. Suard.* Paris, 1820, in-12.

[TARGET]. — *Les Etats Généraux convoqués par Louis XVI.* s. l. n. d., in-8°.

TURPIN (Joseph). — *Histoire du gouvernement des anciennes républiques.* Paris, 1769, in-12.

Histoire des Révolutions d'Angleterre. Paris, 1786, in-12.

VERMEIL (F.). — *Essai sur les réformes à faire dans notre législation criminelle*. Paris, 1781, in-8°.

VÉRON DE FORBONNAIS. — *Extrait de l'Esprit des Loix dans Opuscules de M. F**** [Fréron]. Amsterdam, 1753, 3 vol. in-12.

VOIRON (B.). — *Discours sur la constitution et le gouvernement d'Angleterre, prononcé à la Société des Jacobins de Paris, dans la séance du 19 pluviôse*. Paris, s. d., in-8°.

VOLTAIRE. — *Œuvres*, édit. Moland, Paris, 1877-1885, 52 vol. in-8°.

WALPOLE (Horace). — *The letters of Horace Walpole*, published by Mrs Paget Toynbee. Oxford, Clarendon Press, 1903-1905, 16 vol. in-16.

WÉGUELIN (François). — *Considération sur les principes moraux et caractéristiques des gouvernements*. Berlin, 1766, in-8°.

WILKES (John). — *Correspondence*, published by Almond. London, 1908, 5 vol. in-12.

[WILLIAMS, David]. — *Lettres sur la liberté politique*, traduction française publiée sous le nom du frère Roze-Croix. Liège, 1783, in-8°.

Anonymes

L'Anglais à Paris, ou Lettres sur l'état actuel de la France, les mœurs, les usages, les coutumes de ses habitants. Paris, 1789, in-8°.

Le Code des Français, recueil de toutes les pièces intéressantes publiées en France, relativement aux troubles des Parlements. Bruxelles, 1771, 2 vol. in-12.

Correspondance secrète sur Louis XVI, Marie-Antoinette, la Cour et la Ville, de 1777 à 1792, publiée par M. de Lescure. Paris, 1866, 2 vol. in-8°.

Dialogues sur les mœurs des Anglais, traduits de l'anglais. Paris, 1765, in-8°.

Influence du despotisme de l'Angleterre sur les deux mondes. Boston, s. d., in-8°.

*Lettre sur la paix à M. le Comte de ***.* Lyon, 1763, in-8°.

Lettre à M. Mouuier, à l'occasion du rapport de son Comité lu par lui dans la séance du 9 juillet 1789. s. l. n. d., in-8°.

Lettres d'un militaire sur les changements qui s'annoncent dans le système politique de l'Europe. Bouillon et Paris, s. d., in-8°.

Mémoires touchant le gouvernement d'Angleterre. Amsterdam, 1764, in-12.

La Monarchie parfaite, ou l'accord de l'autorité d'un Monarque avec la liberté de la Nation qu'il gouverne. Genève, et se trouve à Paris, 1789, in-8°.

• *Notes additionnelles sur le dernier ouvrage de M. de Calonne, intitulé « De l'état de la France, présent et futur... ».* Paris, Imprimerie d'un royaliste, 1790, in-8°.

Notice sur la vie de Sieyès. Paris, an II, in-8°.

Les Nuits anglaises. Paris, 1770, 4 vol. in-12.

Observations sur le refus que fait le Chastelet de reconnaître la Chambre royale. En France, 1754, in-4°.

Observation sur les gouvernements et la constitution de l'Angleterre, avec des remarques sur l'ouvrage de M. de Lolme, dans une suite de Lettres écrites en 1787 par un voyageur citoyen de la Suisse occidentale. Paris, 1790, in-8°.

Les principes de la Révolution justifiés, suivi d'un extrait du pamphlet américain, intitulé le Common sense. Londres, 1777, in-8°.

Réflexions sur la Constitution anglaise présentées à l'Assemblée Nationale. s. l. n. d., in-8°.

Répertoire anglais ou Recueil de littérature, d'histoires et d'anecdotes anglaises. Paris, 1789, 2 vol. in-8°.

4° PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

Annales politiques, civiles et littéraires du XVIII^e siècle (Linguet). Londres et Paris, 1777-1792, 19 vol. in-8°.

Année Littéraire (de Fréron), 1754-1790, 292 vol. in-12.

Courrier de Provence. Paris, 1789-1791, 17 vol. in-8°.

Ephémérides du citoyen, ou Chronique de l'esprit national, 1765-1792, 69 vol. in-12.

L'Espion Français à Londres. Londres, 1779, in-12.

La Feuille villageoise. Paris, 30 septembre 1790-2 février 1792, in-8°.

Gazette littéraire de l'Europe (Arnaud et Suard). Paris, 1764-1766, 8 vol. in-8°.

Gazette nationale, ou Moniteur universel. Réimpression publiée par L. Gallois pour la période mai 1789-novembre 1799. Paris, 1840-1845, 32 vol. in-8°.

L'Indicateur ou Journal des causes et des effets. Paris, 20 mai-9 août 1792, 82 n°s in-4°.

Journal Anglais. Paris, 1775-1778, 7 vol. in-8°.

Journal Britannique. La Haye, 1750-57, 24 vol. in-8°.

Journal d'Etat et du citoyen. Paris, 13 août-27 décembre 1789, 32 n°s in-8°.

Journal de littérature, des sciences et des arts, 1779-1782, in-12.

Journal de politique et de littérature (Linguet, puis La Harpe, Dubois-Fontanelle) Bruxelles et Paris, 1774-1784, in-8°.

Journal des Impartiaux. Paris, 4 février-17 avril 1790, 19 n°s in-8°.

Journal de la Montagne. Paris, 1^{er} juin 1793-28 brumaire an III, 7 vol. in-4°.

Journal Encyclopédique. Liège, 1756-1759; Bouillon, 1760-1773, 288 vol. in-12.

Journal historique et politique des principaux événements des différentes Cours d'Europe. Genève, 1772-1792, 79 vol. in-12.

Journal politique et littéraire d'Angleterre. Londres, 1784, in-8°.

Journal politique national. Paris, 1789-1790, 55 n^{os} in-8°.

Journal des Etats-Généraux convoqués par Louis XVI, rédigé par Le Hodey de Saultchevreuil, 1789-1791, 35 vol. in-8°.

Journal du Lycée de Londres. Londres, 1784, in-8°.

Mercure de France. (De 1748 à 1791.)

L'Observateur français, à Londres, ou Lettres sur l'état présent de l'Angleterre. Londres et Paris, 1769-1773, 34 vol. in-12.

Mémoires pour servir à l'histoire des sciences et des arts, ou Journal de Trévoux. (De 1748 à 1767.)

Le Patriote français. Paris, 28 juillet 1789-2 juin 1793, 5 vol. in-4°.

Révolutions de France et de Brabant. Paris, 28 novembre 1789-juillet 1791, 86 n^{os} in-8°.

Révolutions de Paris. Paris, 12 juillet 1789-28 février 1794, 17 vol. in-8°.

II. — ETUDES HISTORIQUES & CRITIQUES

ALENGRY (Franck). — *Condorcet, guide de la Révolution française*. Paris, 1903, in-8°.

BALDENSPERGER (Fernand). — *Le mouvement des idées dans l'émigration française*. Paris, 1925, 2 vol. in-8°.

BÉCLARD (Léon). — *Sébastien Mercier, sa vie, son œuvre, son temps*. Paris, 1903, in-8°.

BELIN (Jean-Paul). — *Le mouvement philosophique de 1748 à 1789... d'après les documents concernant l'histoire de la Librairie*. Paris, 1913, in-8°.

BRITSCH (Amédée). — *La jeunesse de Philippe-Egalité*. Paris, 1926, in-8°.

BUCKLE (Henry-Thomas). — *Histoire de la civilisation en Angleterre*. Traduction française par A. Baillet. Paris, 1865, 5 vol. in-8°.

CARCASSONNE (Elie). — *Montesquieu et le problème de la Constitution française au XVIII^e siècle*. Paris, 1927, in-8°.

CHEREST (Aimé). — *La chute de l'ancien régime*. Paris, 1884-1886, 3 vol. in-8°.

DEDIEU (Joseph). — *Montesquieu et la tradition politique anglaise en France*. Paris, 1909, in-8°.

FAGUET (Emile). — *La politique comparée de Montesquieu, Rousseau et Voltaire*. Paris, 1902, in-18.

FAY (Bernard). — *L'esprit révolutionnaire en France et aux Etats-Unis à la fin du XVIII^e siècle*. Paris, 1924, in-8°.

Franklin. New-York, 1930, in-8°.

FEUGÈRE (Anatole). — *L'abbé Raynal*. Angoulême, 1922, in-8°.

GERBI (Antonello). — *La politica del settecento*. Bari, 1928, in-8°.

JANET (Paul). — *Histoire de la science politique dans ses rapports avec la morale*, 2^e édition. Paris, 1872, 2 vol in-8°.

LANSON (Gustave). — *L'influence de la philosophie cartésienne dans la littérature française*, dans la *Revue de Métaphysique et de Morale*, 1896.

LAVAQUERY (abbé E.). — *Le Cardinal de Boisgelin (1732-1804)*. Paris, 1920, in-8°.

LECKY (William). — *History of England in the eighteenth century*. London, 1877, in-8°.

LEFEBVRE (Georges), GUYOT (Raymond) et SAGNAC (Philippe). — *La Révolution française*. Paris, Alcan, 1930, in-8°.

LOCKITT (C.-H.). — *The relations of French and English Society*. London, 1920, in-8°.

MICHON (Georges). — *Essai sur l'histoire du parti feuillant: Adrien Duport*. Paris, 1924, in-8°.

MONGLOND (André). — *L'année 1790 au point de vue bibliographique*. Paris, 1930, in-8°.

MORNET (Daniel). — *Les enseignements des bibliothèques privées (1750-1780)*, dans la *Revue d'histoire littéraire de la France*, 1910.

SCHINZ (Albert). — *La pensée de J.-J. Rousseau*. Paris, 1929, in-8°.

STERN (Alfred). — *La vie de Mirabeau*, traduction française. Paris, 1895, 2 vol. in-8°.

TEXTE (Joseph). — *Jean-Jacques Rousseau et les origines du cosmopolitisme littéraire*. Paris, 1895, in-16.

WEURLESSE (Georges). — *Le mouvement physiocratique en France de 1756 à 1770*. Paris, 1910, 2 vol. in-8°.

Index Alphabétique

A

ABINGDON (Lord). 47.
ACCARIAS DE SERIONNE. 87.
ADAMS (John). 194, 216.
ADDISON. 43.
ALBON (Comte d'). 128, 147,
149.
ALEMBERT (d'). 45, 47, 48
(note).
ALENGRY (Franck). 156 (note).
ALLONVILLE (Comte d'). 193.
ALRYMPLE (Chevalier d'). 77.
ARCHENHOLZ (d'). 175.
ARCQ (Chevalier d'). 16.
ARGENSON (Marquis d'). 15,
16, 20.
AUDOIN. 263.
AUXIRON (d'). 104.

B

BALDENSPERGER (Fernand).
VII, 271 (note).
BARETTI (Joseph). 58.
BARNAVE. 202, 234, 254.
BARRÉ (Colonel). 44, 46, 138.
BASSET DE LA MARELLE. 29.
BAUDEAU (Nicolas). 96.
BAYLE. 43.

BEAUMEZ. 241.
BEAUMONT (Elie de). 54.
BELOT (M^{me}). 80.
BERGASSE. 212, 213, 215, 216,
223, 239, 248.
BERNARDI. 189.
BERTIN. 179.
BERTRAND DE MOLLEVILLE.
271.
BESENVAL (de). 195.
BILDERBECK (L.-B. de). 175.
BLACKSTONE. 64, 69, 84 à 86,
119, 122, 180, 213, 222, 244,
257.
BLIN. 232, 234.
BOCCAGE (M^{me} du). 30, 45.
BOISGELIN DE CUCE. 195, 211.
BOLINGBROKE. 14, 24.
BONAPARTE. VI, 272.
BONNAI (Marquis de). 212.
BONNAIRE (Abbé de). 10.
BONTEMPS. 263, 264.
BOUCHER D'ARGIS. 187.
BOUFFLERS (Chevalier de).
212.
BOUFFLERS (M^{me} de). 46, 52.
BRANDES. 127.
BRÉQUIGNY. 52.
BRISOT DE WARVILLE. 127,

160, 162, 164, 171, 189, 236.
BRITSCH (Amédée). 168 (note).
BROWN (John). 22.
BUCKLE (Henry). 51.
BUFFON. 45, 52.
BURGOYGNE. 136.
BURKE. 44, 46, 140, 162, 171,
249, 252, 256 (note), 261.
BURNET. 119.
BUTE (Lord). 138.
BUTEAU. 263.

C

CALAS. 54.
CALONNE (de). 194, 200, 252,
269.
CAMBACÈRES. 267.
CAMUS. 52.
CANNET (Sophie et Henriette).
128.
CAPMARTIN DE CHAUPY (Ab-
bé Bertrand). 16.
CARAMAN (de). 52.
CARCASSONNE (Elie). VII, 130
(note).
CASAUX (Marquis de). 228, 229.
CASTEL (le P. Louis). 8.
CAZE (Pierre). 257, 258, 260,
261.
CENDREVILLE (Baron de). 252
(note).
CERUTTI. 227, 247.
CHABROUD. 242.
CHAI. 22.
CHAMBERLAYNE. 119.
CHAMFORT. 171, 172.
CHAMPION (Richard). 161.

CHAMPION DE CICÉ. 195, 211,
212 à 215.
CHARLEMONT. 40.
CHARTRES (Duc de). 46, 167.
CHASTELLUX (Marquis de),
53, 108.
CHAVANETTES (des). 77.
CHESTERFIELD (Lord). 21.
CHOISEUL (Duc de). 129.
CHOISEUL (Duchesse de). 45.
CLERMONT-TONNERRE (De).
211 à 213.

COKE. 119.
COMEYRAS (De). 188.
COMMYNES. 14.
CONDORCET. 157, 160, 187.
CONTANT D'ORVILLE. 76.
CONWAY (Général). 138, 139.
COUTHON. 263, 265.
COYER (Abbé). 58, 62 à 64, 85.
CREVIER. 87.
CROKE. 119.
CROY (Prince de). 49, 55, 56,
151.

D

DAMIENS DE GOMICOURT. 40,
85.
DEDIEU (Joseph). VI, 6, 111.
DEFFAND (M^{me} du). 46, 135.
DELEYRE. 109 (note), 267.
DELOLME cf. LOLME (De).
DENYS D'HALICARNASSE. 119.
DESCARTES. 1.
DESMEUNIERS. 239.
DESMOULINS (Camille). 212.

DIDEROT. 44, 45, 47, 49, 107,
108.

DESSERRES-LATOURL cf. SER-
RES DE LATOUR (F. de).

DORAT. 136 (note).

DORVILLE cf. CONTANT D'OR-
VILLE.

DOWDEN (Edward). 23.

DUBOIS-CRANCÉ. 263.

DUBOIS DE LAUNAY (Abbé).
133, 151, 153.

DUBUISSON (Paul). 143.

DUCLOS. 45, 52.

DUNNING. 141.

DUPATY. 188.

DUPONT. 251.

DUPONT DE NEMOURS. 93 à
96, 126, 207.

DUPORT. 242 à 244, 254 à 256
(note).

DUTENS. 152, 172.

DUVAL D'EPREMESNIL. 197.

E

ELLIS. 68.

ENTRAIGUES (Comte d'). 203.

F

FAGUET (Emile). 111.

FAVART. 20, 38.

FAY (Bernard). 136 (note).

FERRAND. 270.

FONCEMAGNE (De). 50.

FOUGERET DE MONTBRON.
19, 28, 29 (note).

FONTANGES (De). 211.

FOX. 44, 46, 140, 141, 174, 177,
196.

FROULAY (Comtesse de). 50.

G

GAIGNE (De). 154.

GAILLARD (Gabriel). 39.

GARAT. 49, 127.

GAUTIER (Abbé). 39.

GENET. 25 à 27.

GENLIS (M^{me} de). 111.

GEOFFRIN (M^{me}). 45, 46.

GEORGE III. 138, 139, 143, 159,
162.

GERBI (Antonello). 112 (note).

GIBBON. 39, 44, 50.

GOLDSMITH. 23 à 25, 67.

GORDON (Lord). 248.

GORDON (Thomas). 14, 144.

GOUDAR. 144.

GRAFTON (Duc de). 139.

GRAMMONT (Comtesse de). 196.

GRÉGOIRE (Abbé). 233.

GRIMM. 14, 29 (note), 34, 38,
92.

GROS DE BESPLAS (Abbé). 51.

GROSIER (Abbé). 146.

GROSLEY. 58, 60 à 62, 64.

GUDIN DE LA BRENELLERIE.
181, 182.

GUERCHY (De). 55.

GUIRAUDET. 204.

H

HALE. 119.

HARDY. 40.

HARTIG (Comte de). 174.

HARTLEY (Lord). 39.

HARVELT. 127.

HAUTEFEUILLE (Vicomte d').
252 (note).

HELVETIUS. 45 à 47, 52, 56, 57,
102 à 104, 274.

HERTZBERG (Comte de). 154.

HERVEY (Lady). 44.

HOLBACH (Baron d'). 44 à 47,
49, 52, 53, 106.

HORACE. 179 (note).

HUME (David). 8 (note), 44,
45, 65, 79, 80 à 83, 198.

HURD. 49.

I

IMBERT (D'). 136 (note).

IVERNOIS (D'). 32 (note).

J

JAUCOURT (De). 13.

JEFFERSON. 47 (note).

JUSSIÉU. 52.

K

KERALIO (M^{lle} de). 193, 238.

KERSAINT. 199.

L

LA CHEVARDIÈRE, 263 à 265.

LACHÈZE. 212.

LACOMBE. 58.

LA CONDAMINE. 52.

LA COSTE. 172 à 174 (note).

LACRETELLE. 254.

LA CROIX (De). 245.

LA FARE (De). 211.

LA FAYETTE. 136, 255.

LA HARPE. 93.

LALANDE. 52 à 54.

LALLY-TOLLENDAL. 189, 211
à 213, 215, 217, 219, 224,
238, 239, 248, 271.

LA LUZERNE (De). 195, 200,
211, 213, 248.

LAMBALLE (Princesse de). 193.

LAMETH (Alexandre de). 233,
254, 255.

LANDINE (De). 234.

LANDREAU DE MAINE-AU-
PICQ. 188.

LANJUINAIS. 234.

LANSON. 1.

LANTHENAS. 261.

LA REVELLIÈRE - LÉPEAUX.
233, 267.

LA ROCHEFOUCAULD D'EN-
VILLE (Louis, duc de). 235.

LAURAGUAIS (Comte de). 47.

LAUZUN (Duc de). 46.

LAVEAUX. 263 à 265.

LAVIE (Président). 10, 15.

LE BLANC (Abbé). 43, 54.

LE CHAPELIER. 213, 239.

LEFEBVRE DE BEAUVRAY.
20, 41, 87.

LEFEBVRE-LAROCHE. 103.

LE FRANC. 204.

LE PELLETIER. 263 à 265.

LESPINASSE (M^{lle} de). 46, 50.

LE TROSNE. 95, 96.

LÉVIS (Duc de). 195.

LINGUET. 41, 42, 66, 88 à 90,
92 à 94, 138, 140, 176, 178,
203.

LIVINGSTON. 128, 158 à 160,
183, 216, 248.

LOCKE. 6, 7, 14, 16, 43.
LOCKITT (C.-H.). 44 (note).
LOLME (De). 118 à 120, 122 à
125, 127, 128, 145, 158, 168,
169, 173, 181, 190, 213, 222,
232, 239, 257, 274.
LOUIS XVI. 240, 253.
LOUIS XVIII. 270.
LUBERSAC (De). 211.
LYTTLETON (George, Lord). 83,
119.

M

MABLY. 50, 97, 98 (note), 99,
— 100, 101, 187, 274.
MACAULAY (Mrs). 145.
MACHIAVEL. 119.
MALESHERBES (Lamoignon de).
46, 79, 198.
MALIDE (De). 211.
MALLET DU PAN. 127, 135,
185, 225, 226, 248, 270.
MALOUE. 212, 213, 270, 271.
MARAT. 236.
MARMONTEL. 45.
MEISTER. 152.
MÉNAGER. 39.
MERCIER (Sébastien). 127, 169,
170.
MERCIER DE LA RIVIÈRE. 95.
MICHON (Georges). 243 (note).
MIDDLETON. 119.
MILLOT (Abbé). 78, 79.
MIRABEAU (Comte de). 92, 97
(note), 170, 171, 229, 230 à
232 (note).
MIRABEAU (Marquis de). 95.

MOIVRE. 54.
MONK. 272.
MONTESQUIEU. VI, 1, 2 à 8,
10, 12, 14, 15, 22, 33, 61,
78, 83, 85 à 89, 92, 94, 99,
103, 104, 110, 112, 114
(note), 119, 122, 157, 180,
190, 196, 197, 200, 222, 232,
239, 273.
MONTSOLIER. 271.
MOREAU. 12, 203.
MORELLET. 46, 135, 183.
MORNET (Daniel). VI, 35, 42,
43.
MORRIS (Governor). 192, 222.
MOUNIER. 191, 201, 202, 212,
213, 215, 216, 219, 221, 223,
225, 227, 228, 236, 239, 240,
248, 256.
MURALT (Béat de). 32.

N

NECKER. 45, 46, 168, 194, 211,
224, 231, 256, 269.
NEWCASTLE (Duc de). 138.
NIVERNAIS (Duc de). 44.
NOGARET (François). 261.
NOLLET. 52.
NORTH (Lord). 135, 139, 149.

O

ORLÉANS (Père d'). 30, 154.

P

PAINE (Thomas). 137, 261, 262.
PALEY (William). 179, 180.
PANCHAUD. 151.

PÉTION. 235.
PEYRAUD DE BEAUSSOL. 38.
PINTO (Isaac de). 135 (note).
PITT (William, lord Chatham).
21, 54, 138, 139, 141, 142.
PITT (William, le jeune). 142,
164 (note), 176 (note), 260
(note).
POIVRE. 23.
POLYBE. 119.
POMPADOUR (M^{me} de). 45.
PORTE (Abbé de La). 8.
POULLAIN DU PARC. 187.
POULLETIER. 203.
PRASLIN (Duc de). 52.
PRATT. 138.
PRÉVOST (Abbé). 80.
PRICE (Docteur). 97 (note), 171,
250, 258 (note).
PRUDHOMME. 237.

Q

QUENILLE (Marquis de La).
252 (note).
QUESNAY. 95.

R

RABAUT DE SAINT-ÉTIENNE.
204, 234, 239.
RAMSAY. 65.
RAYNAL. 45, 109, 110, 134, 274.
REAL (De). 11.
REDON. 212.
RICARD (Chevalier). 166.
RICHARDSON. 32.
RICHMOND (Duc de). 44, 45,
141, 142, 171.
RIVAROL. 226, 227.

ROBESPIÈRE. 263, 266, 269.
ROBIEN (De). 252 (note).
ROBINET. 238.
ROCKINGHAM (Marquis de).
139, 141, 142, 221.
ROEDERER. 182.
ROLAND (M^{me}). 128, 168, 169.
ROLLAND (Président). 16.
ROMILLY (Samuel). 171.
ROUSSEAU (J.-J.). 31, 33 à 35,
108, 120, 149, 164, 225, 226,
233, 237, 273.
ROUSSEAU (Pierre). 67.

S

SAINTE-BEUVE. 52.
SALLE. 232.
SALLÉ DE CHOU. 225.
SAURIN. 41.
SAWBRIDGE. 163.
SCHEFFER (Charles de). 126,
165.
SCHINZ (Albert). 32.
SÉGUIER. 187.
SÉGUR (Comte de). 194.
SÉRENT (Comte de). 212.
SERRES DE LATOUR (F. de).
253.
SERVAN. 188, 228.
SHAFTESBURY. 50.
SHAKESPEARE. 28.
SHELBURNE (Lord). 44, 46,
135, 171, 222.
SHERLOCK. 113 (note).
SIDNEY (Algernon). 65.
SIEYÈS. 193, 198, 205, 206, 213,
239, 242, 254, 268.
SILLERY (Marquis de). 234.

SIMOND. 263.
SINCLAIR (Sir John). 44, 45.
SIRVEN. 54.
STAEEL (M^{me} de). 191, 240.
STERN. 230 (note).
STERNE. 44.
STORMONT (Lord). 135.
SUARD (J.-B.). 45, 47, 49, 168.

T

TACITE. 15.
TALLEYRAND. 213, 239.
TARGE. 19, 75.
TARGET. 204, 239.
TEXTE (Joseph). 67.
THOMAS. 127.
THOURET. 239, 241 à 243.
TITE-LIVE. 119.
TRONCHET. 239, 242, 244.
TRONCHIN. 32 (note).
TRUDAINE. 46.
TURGOT. 46, 97.
TURPIN, 105, 154, 155.

U

UZÈS (Duc d'). 252 (note).

V

VALMONT DE BOMARE. 52.

VAUPELIÈRE (De La). 52.
VELLY (Abbé). 16.
VERGENNES. 135.
VERNEUIL. 187.
VERNET (Jacob). 8.
VÉRON DE FORBONNAIS. 8, 9.
VERTHAMON DE CHAVAGNAC.
15.

VILLEGAGNON (De). 52.
VILLEQUIER (Duc de). 252
(note).
VIRIEU (Comte de). 212, 213,
224.
VOIRON. 263, 264.
VOLLAND (M^{lle}). 49.
VOLTAIRE. 12, 42, 44, 48,
(note), 51, 55, 67, 79, 107,
108, 110 à 112, 114 à 118,
132, 274.

W

WALPOLE (Horace). 40, 44, 48,
49, 51, 52.
WALPOLE (Robert). 21, 221.
WASHINGTON. 47, 136.
WEGUELIN. 105.
WILKES (John). 44, 47, 48
(note), 49, 53, 64, 67, 138,
142, 168, 174, 236 (note).
WILLIAMS (David). 146, 160.

Table des Matières

	Pages
INTRODUCTION	V
CHAPITRE I. — Autour de l' <i>Esprit des Lois</i>	1
CHAPITRE II. — A l'époque de la Guerre de Sept Ans.....	19
CHAPITRE III. — De la paix de Paris à la Guerre d'Amérique..	37
CHAPITRE IV. — A l'époque de la Guerre d'Amérique.....	133
CHAPITRE V. — Les dernières années de l'Ancien Régime....	151
CHAPITRE VI. — La période révolutionnaire.....	191
CONCLUSION	273
BIBLIOGRAPHIE	277
INDEX ALPHABETIQUE	311
